Quatre-vingt-deuxième année. — N° 130. Le Numéro : 10 francs. Vendredi 2 Juin 1950.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.000	1.650	900	700	500	300	200	4.500	2.500	1.350
Etranger	5.500	2.900	1.600	2.550	1.400	850	350	11.300	5.900	2.600

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère d'Etat.

Décret n° 50-609 du 1er juin 1950 portant institution et organisation d'un conseil des programmes et de comités spécialisés à la radiodiffusion française (p. 5915).

Décret n° 50-610 du 1er juin 1950 relatif au conseil supérieur de la radiodiffusion française (p. 5917).

Arrêté du 1er juin 1950 relatif à l'organisation et au fonctionnement des jurys d'audition de la radiodiffusion française (p. 5917).

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME ADMINISTRATIVE

Décret n° 50-611 du 30 mai 1950 portant règlement d'administration publique pour les conditions d'accès des adjoints techniques principaux à la classe exceptionnelle (p. 5918).

Ministère de la justice.

Décret n° 50-612 du 30 mai 1950 modifiant le décret du 5 septembre 1945 portant fixation du tarif des droits et émoluments dus aux interprètes judiciaires d'Algérie (p. 5918).

Décret n° 50-613 du 30 mai 1950 relatif aux frais de garde des scellés (p. 5919).

Ministère des affaires étrangères.

Décret n° 50-614 du 30 mai 1950 portant attribution d'une indemnité spéciale aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes mutés à l'intérieur des zones d'occupation d'Allemagne (p. 5920).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination du délégué, secrétaire général du haut commissariat de la République française en Sarre (p. 5920).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul général à Edimbourg et Glasgow (p. 5920).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul général à Salonique (p. 5920).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul à Nairobi (p. 5920).

Echange de lettres relatives à l'admission des stagiaires en France et en Finlande (p. 5920).

Ministère de l'intérieur.

Décrets du 1er juin 1950 portant mise en position de disponibilité et nomination (administration préfectorale) (p. 5921).

Arrêté du 22 mai 1950 relatif aux salaires du personnel auxiliaire des collectivités locales pour l'année 1950 (p. 5921).

Arrêté portant nomination d'un commissaire de police au service de la répression des fraudes et du contrôle des prix de la préfecture de police (p. 5922).

Arrêté portant admission à la retraite (sûreté nationale) (rectificatif) (p. 5922).

Modification aux circonscriptions territoriales de communes (p. 5922).

Ministère de la défense nationale.

Citations à l'ordre de l'armée (p. 5922).

Décret du 25 mai 1950 modifiant le décret du 26 janvier 1930 relatif au droit à la campagne double pour les militaires en service dans les confins du Sahara (p. 5922).

Décrets du 30 mai 1950 portant promotions, nomination, intégrations et réintégration, modification de date de prise de rang, acceptation de démission, radiation des cadres et rectificatifs (armées de terre et de l'air, active et réserve) (p. 5923).

Décrets des 31 mai et 1er juin 1950 portant affectation d'officiers généraux de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée (p. 5927).

Décret du 1er juin 1950 conférant le rang et appellation de général d'armée dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée (p. 5927).

Décret du 1er juin 1950 portant nomination d'un officier général dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée et admission par anticipation dans la 2e section (cadre de réserve) (p. 5927).

Décret du 1er juin 1950 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major des troupes coloniales (p. 5927).

Décret du 1er juin 1950 portant promotion d'un contrôleur général de l'administration de l'armée dans la deuxième section (réserve) du cadre des contrôleurs généraux (p. 5928).

Décret du 1er juin 1950 portant désignation de contrôleurs généraux de l'administration de la marine (p. 5928).

Arrêté du 25 mai 1950 portant acceptation de dons manuels en faveur du ministère de la défense nationale (p. 5928).

Arrêté portant remise de débet (rectificatif) (p. 5928).

Arrêté portant homologation de grade au titre des forces françaises combattantes de l'intérieur (p. 5928).

Décision portant promotions de sous-officiers des troupes coloniales (modificatif et additif) (p. 5931).

Désignations pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs (p. 5931).

Croix des services militaires volontaires (p. 5932).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret n° 50-615 du 30 mai 1950 fixant la participation des sociétés d'assurances et des assurés au financement des majorations de rentes viagères prescrites par la loi du 2 août 1949 (p. 5932).

Décret n° 50-616 du 30 mai 1950 modifiant l'échelle indiciaire et les traitements correspondants de certains attachés administratifs au conseil d'Etat (p. 5932).

Arrêtés du 17 mai 1950 portant fixation des cautionnements du payeur général et de divers agents de la paierie générale en Allemagne, du trésorier général en Sarre et du payeur général dans la zone française d'occupation en Autriche (p. 5933).

Arrêté du 24 mai 1950 fixant les indemnités accordées aux agents de change des bourses sans parquet dont les charges ont été supprimées (p. 5934).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 50-617 du 19 mai 1950 relatif à certaines indemnités allouées à diverses catégories de personnels de l'enseignement supérieur (p. 5934).

Décret n° 50-618 du 19 mai 1950 modifiant le décret du 10 mai 1948 relatif à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet professionnel de préparateur en pharmacie (p. 5934).

Décret du 19 mai 1950 relatif à l'acceptation d'un legs fait à un lycée (p. 5935).

Décrets du 19 mai 1950 portant admission à la retraite et conférant l'honorariat (enseignement supérieur) (p. 5935).

Décret du 20 mai 1950 modifiant le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences (p. 5935).

Décret du 31 mai 1950 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5935).

Arrêté du 22 mai 1950 relatif au professorat du second degré (p. 5935).

Arrêté du 31 mai 1950 fixant le programme des épreuves spéciales du baccalauréat organisé au Maroc par application du décret n° 48-1267 du 13 août 1948 (p. 5937).

Arrêté portant désignation d'un chargé d'enseignement au Collège de France (p. 5939).

Arrêté portant nomination (enseignement supérieur) (p. 5939).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret n° 50-608 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention du 20 septembre 1946 conclue entre l'Etat et la société Air France pour l'exploitation des lignes aériennes françaises (rectificatif) (p. 5932).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Décret du 30 mai 1950 relatif à la participation des chambres de commerce dans le financement des régions économiques (p. 5940).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un membre du conseil d'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace (p. 5940).

Décret n° 50-578 relatif à la délimitation des circonscriptions régionales et à la gestion des ouvrages de production et de transport du gaz (rectificatif) (p. 5940).

Arrêté relatif aux permis de déblocage des graines d'arachides destinées aux huileries métropolitaines (rectificatif) (p. 5940).

Arrêté relatif à la commission du statut du personnel des exploitations et établissements miniers (rectificatif) (p. 5940).

Arrêté portant modification de la composition du conseil d'administration de l'office national industriel de l'azote (p. 5941).

Mérite artisanal (p. 5941).

Ministère de l'agriculture.

Décret n° 50-619 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 50-179 du 6 février 1950 relatif aux modalités de stockage des céréales pour la campagne 1949-1950 (p. 5939).

Décret n° 50-620 du 30 mai 1950 modifiant le décret du 22 septembre 1947 relatif au mandatement des dépenses d'un organisme d'assurances sociales agricoles (p. 5939).

Décret n° 50-621 du 30 mai 1950 portant relèvement de l'indemnité allouée aux concierges des haras nationaux (p. 5940).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 50-622 du 25 mai 1950 portant revalorisation de l'indemnité perçue par le directeur de l'office de la recherche scientifique d'outre-mer (p. 5941).

Décret n° 50-623 du 25 mai 1950 autorisant la création de quatre nouvelles compagnies de sapeurs pour l'exécution des travaux publics en Indochine (p. 5941).

Décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres (p. 5941).

Décret du 25 mai 1950 portant approbation du compte définitif du budget spécial des îles Wallis et Futuna (exercice 1947) (p. 5942).

Décret du 25 mai 1950 portant approbation de l'arrêté n° 15/W, en date du 8 mars 1950, du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des îles Wallis et Futuna (exercice 1949) (p. 5942).

Décret du 1er juin 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer (p. 5942).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Décret du 30 mai 1950 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une union de sociétés mutualistes reconnue comme établissement d'utilité publique (p. 5942).

Arrêté du 22 mai 1950 fixant le taux de majoration en cas d'ajournement du service de l'allocation vieillesse des professions artisanales (p. 5942).

Arrêtés des 22 et 26 mai 1950 approuvant les modifications aux statuts de caisses de retraites et instituts de prévoyance (p. 5943).

Arrêtés des 26 et 27 mai 1950 portant approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes (p. 5943).

Arrêté portant approbation de dispositions statutaires de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (rectificatif) (p. 5943).

Arrêté portant révocation d'un administrateur d'une société de secours minière (p. 5943).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Décret du 9 mai 1950 portant création du groupement d'urbanisme de Saint-Brieuc (p. 5943).

Décret du 11 mai 1950 portant délégation de signature (p. 5943).

Décret du 12 mai 1950 portant création de l'office public d'habitations à bon marché de Saint-Junien (p. 5943).

Décret n° 50-624 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 relatif à la revision de marchés passés par le commissariat à la reconstruction et par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (p. 5944).

Décret n° 50-625 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 48-1127 du 13 juillet 1948 fixant le nombre et la compétence territoriale des commissions de revision des marchés passés par le commissariat à la reconstruction ou par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et les indemnités allouées à leurs membres et rapporteurs (p. 5944).

Décret du 30 mai 1950 portant extension à diverses communes de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée (p. 5945).

Arrêté du 15 mai 1950 portant affectation temporaire au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme d'une partie de la caserne Biesse, à Baume-les-Dames (Doubs) (p. 5945).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté portant promotions (administration centrale) (rectificatif) (p. 5946).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décrets des 16 et 20 mai 1950 portant nominations dans l'ordre de la Santé publique (p. 5945).

Décret n° 50-626 du 30 mai 1950 portant modification du décret n° 49-397 du 17 mars 1949 portant répartition des dépenses d'assistance entre les trois collectivités publiques intéressées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (p. 5945).

Décrets du 30 mai 1950 portant autorisation d'acceptation de legs (p. 5946).

Décret du 30 mai 1950 tendant, en application de l'article 5 du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, à fixer les conditions provisoires d'accès à la classe exceptionnelle du caissier et du chef du service intérieur du ministère de la santé publique et de la population (p. 5946).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 5946).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 5949).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Convocation de commission (p. 5950).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Avis d'insertion au Recueil des conditions particulières des marchés de la marine (p. 5951).

Avis de concours pour le recrutement d'agents techniques du service des essences des armées (p. 5951).

Avis de concours pour l'obtention du titre d'agrégé d'hygiène-bactériologie des écoles du service de santé de la marine (p. 5951).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis de tirage de la vingt et unième tranche de la loterie nationale 1950 (p. 5951).

Avis aux importateurs de saumon frais ou congelé d'origine et de provenance norvégiennes (p. 5950).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Avis de vacance d'un poste de bibliothécaire à la Bibliothèque nationale (p. 5950).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Avis aux importateurs de saumon frais ou congelé d'origine et de provenance norvégiennes (p. 5950).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'école nationale d'agriculture de Rennes (p. 5951).

Situation de la Banque de France (p. 5952).

Annonces (p. 5953).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 60 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 1er juin 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4093).

Prix: 5 F

N° 43 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 1er juin 1950. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 1171).

Prix: 5 F

DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 38

Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 1er juin 1950 (p. 899).

Prix: 5 F

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE D'ETAT

Décret n° 50-609 du 1er juin 1950 portant institution et organisation d'un conseil des programmes et de comités spécialisés à la radiodiffusion française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu les ordonnances des 23 octobre et 30 décembre 1944 suspendant les effets de l'ordonnance du 9 août 1944 en tant qu'elle avait pour objet de constater la nullité de l'acte dit loi du 7 novembre 1942 portant réorganisation de la radiodiffusion française;

Vu le décret n° 49-450 du 8 novembre 1949 portant délégation d'attributions au ministre d'Etat,

Décrète:

Art. 1er. — Il est institué auprès de la direction générale de la radiodiffusion française:

Un conseil des programmes;

Un comité de la musique;

Un comité des lettres et œuvres dramatiques;

Un comité des sciences;

Un comité des variétés.

Art. 2. — Le conseil des programmes est obligatoirement consulté sur l'orientation des programmes artistiques, littéraires, scientifiques ou récréatifs, et sur la répartition des bandes horaires entre ces différents genres.

En outre, le conseil pourra être saisi par le conseil supérieur de la radiodiffusion française, par le directeur général ou par les comités institués par l'article 1er du présent décret de toute question concernant les programmes susvisés.

Art. 3. — Les comités spécialisés ont pour objet, dans la limite de leur compétence:

De remplir le rôle de comités de lecture;

D'émettre des avis sur la composition des programmes préparés par la direction générale au vu des observations fournies par le conseil des programmes;

De faire toute suggestion qu'ils jugeraient propre à favoriser le développement et la qualité des émissions.

Le comité des sciences pourra notamment soumettre à la direction générale les propositions qu'il estimerait de nature à favoriser la diffusion des sciences exactes, humaines, naturelles et de la médecine.

Sauf dérogation expresse accordée exceptionnellement par le directeur général, aucune œuvre, aucune émission artistique, littéraire, scientifique ou récréative ne pourra être inscrite dans un programme en vue de sa diffusion si elle n'a été soumise à l'agrément du comité compétent.

Au cas où le comité émettrait un avis défavorable, l'œuvre ou l'émission ne pourra être inscrite au programme que sur décision du directeur général.

Art. 4. — La compétence du conseil des programmes et des comités spécialisés s'étend à l'ensemble des émissions artistiques, littéraires, scientifiques et récréatives de la radiodiffusion française, les émissions sur ondes courtes et les programmes d'échange entre la radiodiffusion française et les radios étrangères.

Art. 5. — Les membres du conseil des programmes et des comités sont choisis parmi les personnalités les plus représentatives de l'activité artistique, musicale, scientifique et littéraire de la nation.

Le conseil des programmes est composé de seize membres. Il comprend douze membres désignés par le ministre chargé de l'information, sur proposition du directeur général de la radiodiffusion française, et quatre membres de droit, ci-après désignés:

Le directeur général des relations culturelles au ministère des affaires étrangères;

Le directeur général des arts et lettres au ministère de l'éducation nationale;

L'administrateur de la Bibliothèque nationale;

Le directeur du Conservatoire national de musique.

Chacun des comités est composé de douze membres désignés par le ministre chargé de l'information après avis du conseil des programmes.

Le contrôleur des dépenses engagées près la radiodiffusion française a entrée avec voix consultative aux séances du conseil des programmes et des comités.

Art. 6. — Les membres du conseil des programmes et de chacun des comités choisissent, parmi eux, leur président et leur vice-président.

Le conseil des programmes est renouvelé dans son entier tous les deux ans.

Les membres des comités sont désignés pour deux ans et renouvelés annuellement par moitié.

Exceptionnellement, la mission de la moitié des membres de chaque comité prend fin le 31 décembre de la première année de fonctionnement dudit comité. Les membres compris dans la première moitié sortante sont désignés par tirage au sort.

Les membres sortants du conseil des programmes et des comités spécialisés peuvent être l'objet d'une nouvelle désignation.

Art. 7. — Les fonctions de membre du conseil des programmes et des comités sont incompatibles avec l'emploi de collaborateur permanent de la radiodiffusion française.

Art. 8. — Le conseil des programmes se réunit une fois par mois. Il peut se réunir en outre soit sur convocation de son président, soit à la requête de la moitié de ses membres.

Le ministre chargé de l'information approuve, sur le rapport du directeur général de la radiodiffusion française, le règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement du conseil.

Art. 9. — Les comités de la musique, des lettres et des variétés se réunissent deux fois par mois. Le comité des sciences se réunit une fois par mois. Le directeur général approuve les règlements intérieurs précisant les modalités de fonctionnement des comités.

Art. 10. — Les projets de programmes établis par les services de la radiodiffusion française et soumis à l'avis du conseil des programmes et des comités leur sont présentés par un directeur ou un chef de service de la radiodiffusion française désigné par le directeur général.

En outre, les directeurs et chefs de service peuvent être entendus, en présence ou avec l'autorisation du directeur général de la radiodiffusion française, par le conseil des programmes ou par les comités.

Art. 11. — Le secrétariat du conseil des programmes et des comités est assuré par la direction des services artistiques. Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal, dont un exemplaire est transmis au ministre chargé de l'information et au directeur général de la radiodiffusion française.

Art. 12. — Tout projet d'émission proposé à la radiodiffusion française doit être adressé à la direction des services artistiques. Le projet est enregistré par les soins du secrétariat du comité compétent et fait l'objet d'un accusé de réception avec l'indication du numéro d'enregistrement.

Le dossier relatif à ce projet est soumis au comité de lecture, qui désigne un rapporteur. Le dossier ne doit comporter aucune lettre d'intervention ni recommandation d'aucune sorte.

L'avis du comité est porté à la connaissance du requérant.

Art. 13. — Les membres du conseil des programmes et les membres des comités reçoivent des jetons de présence, dont le taux est fixé à:

1.200 F par séance en ce qui concerne le conseil des programmes;

1.000 F par séance en ce qui concerne les comités.

Les lecteurs de texte, rapporteurs devant les comités de lecture, perçoivent des indemnités fixées à 15 F par page de texte (quarante lignes dactylographiées), sans que la rémunération totale annuelle puisse excéder 25.000 F par rapporteur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux membres du conseil des programmes et des comités ainsi qu'aux lecteurs de texte et rapporteurs qui auraient la qualité de fonctionnaires ou d'agents permanents d'une administration publique.

Art. 14. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 15. — Le ministre chargé de l'information est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret n° 50-610 du 1er juin 1950 relatif au conseil supérieur de la radiodiffusion française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat,

Vu les ordonnances des 23 octobre et 30 décembre 1944 suspendant les effets de l'ordonnance du 9 août 1944 en tant qu'elle avait pour objet de constater la nullité de l'acte dit loi du 7 novembre 1942 portant réorganisation de la radiodiffusion française;

Vu le décret n° 49-450 du 8 novembre 1949 portant délégation d'attributions au ministre d'Etat;

Vu les décrets des 1er juin 1946 et 4 juillet 1949 portant nomination du président et des membres du conseil supérieur de la radiodiffusion française,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogées les dispositions:

Du décret n° 46-427 du 9 mars 1946, relatif à l'organisation provisoire de la radiodiffusion française, modifié par le décret du 15 mai 1946 ainsi que des arrêtés pris pour son application;

Du décret du 23 mai 1946 portant nomination du président du conseil central de la radiodiffusion française;

Du décret du 1er juin 1946 portant nomination des présidents de section au conseil central de la radiodiffusion française.

Art. 2. — Le président et les membres du conseil supérieur de la radiodiffusion française sont maintenus dans leurs fonctions.

Art. 3. — Le ministre chargé de l'information est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre d'Etat,

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Organisation et fonctionnement des jurys d'audition de la radiodiffusion française.

Le ministre d'Etat,

Vu les ordonnances des 23 octobre et 30 décembre 1944 suspendant les effets de l'ordonnance du 9 août 1944 en tant qu'elle avait pour objet de constater la nullité de l'acte dit loi du 7 novembre 1942 portant réorganisation de la radiodiffusion française;

Vu le décret du 1er juin 1950 portant institution et organisation d'un conseil des programmes et de comités spécialisés à la radiodiffusion française;

Vu le décret n° 49-450 du 8 novembre 1949 portant délégation d'attributions au ministre d'Etat,

Arrête:

Art. 1er. — Les jurys d'audition de la radiodiffusion française sont chargés d'apprécier la valeur et la qualité radiophonique des artistes et des speakers désirant collaborer aux émissions artistiques.

Art. 2. — Nul ne peut participer aux émissions artistiques de la radiodiffusion française, dans quelque programme que ce soit, s'il n'a été déclaré admissible par un jury d'audition.

Toutefois, le directeur général de la radiodiffusion française pourra dispenser de l'audition par le jury les artistes possédant une valeur ai une notoriété indiscutables.

Art. 3. — Sous l'autorité du directeur général de la radiodiffusion française, le chef du contrôle général des émissions doit demander aux jurys d'entendre les artistes ou speakers déjà utilisés par la radiodiffusion française:

Soit lorsque ceux-ci, engagés antérieurement à la publication du présent arrêté, n'ont pas subi d'audition;

Soit lorsque leur qualité ne s'est pas maintenue au niveau précédemment apprécié par les jurys d'audition.

Art. 4. — Le chef du contrôle général des émissions est seul habilité à recevoir les demandes d'audition et à organiser les séances des jurys. Il fixe, en accord avec le directeur des services artistiques, le caractère et le choix des épreuves imposées aux candidats.

Au cours de l'audition des artistes, chaque membre du jury relève en détail toutes les observations concernant la valeur du candidat. Il indique ensuite une note attribuée sur 20. La moyenne des notes du jury doit être au moins égale à 10 pour que le candidat soit agréé.

Art. 5. — Les candidats concourent devant le micro dans le plus strict anonymat, ils ne sont connus des membres du jury que sous un numéro d'ordre. Ceux-ci siègent dans une pièce n'ayant aucune visibilité sur le studio et formulent leur appréciation sur une écoute au diffuseur. Toutefois, pour certaines catégories d'artistes, l'appréciation par écoute au diffuseur peut être précédée d'une audition directe dans le studio, mais toujours dans les mêmes conditions d'anonymat.

Les auditions des groupements constitués, tels qu'ensembles de musique de chambre, formations orchestrales ou chorales ou groupements dramatiques, sont collectives.

Toutefois, le procès-verbal de ces auditions consigne le nom de tous les participants pour permettre aux producteurs de contrôler ultérieurement la composition de ces groupements.

Si cette composition devait varier au delà de 20 p. 100 de l'effectif, une nouvelle audition serait imposée à l'ensemble.

Art. 6. — Les candidats sont d'abord entendus par un jury d'admissibilité qui décide s'ils ont une valeur suffisante pour être présentés au jury d'audition définitive.

Le jury indique à cette occasion les candidats dont la valeur artistique semble spécialement digne d'intérêt, mais qui n'ont pas une connaissance suffisante des exigences du micro, en vue de leur convocation à des enregistrements suivis d'écoute dirigée, laquelle sera organisée selon les règles fixées par une décision du directeur général de la radiodiffusion française.

Le chef du contrôle général des émissions peut cependant présenter directement devant le jury d'audition les artistes présentant des références particulièrement sérieuses.

Art 7. — Le candidat admis par le jury d'audition l'est, tout d'abord, au bénéfice de deux émissions d'essai. Si l'avis des critiques d'écoute confirme la valeur de l'artiste, le contrôle général des émissions lui délivre une carte dite « certificat d'audition » dont la durée de validité ne peut dépasser deux ans. Passé ce délai, si les émissions ont donné lieu à des notes d'écoute favorables, l'artiste reçoit la « carte d'artiste de la radiodiffusion française », elle-même renouvelable de deux en deux ans. Si les rapports d'écoute sont défavorables, l'artiste devra se présenter à nouveau devant le jury d'audition.

Le renouvellement des cartes d'artistes de la radiodiffusion française est proposé par le chef du contrôle des émissions, après accord avec le directeur des services artistiques, compte tenu des notes d'écoute recueillies sur ces artistes au cours de leurs émissions.

Le comité compétent pourra être appelé à donner son avis.

Art. 8. — La décision défavorable du jury est définitive et ne permet pas au candidat de se représenter dans la même spécialité, à moins que le jury n'ait décidé de l'entendre à nouveau dans un délai déterminé.

La décision favorable du jury n'implique pas qu'un engagement sera consenti au candidat en sus des émissions d'essai.

Toutefois, la direction des services artistiques devra s'efforcer de fournir à ces artistes la possibilité de participer aux émissions. Elle créera, à cette intention, après avis du comité compétent, des émissions spéciales et pourra imposer un pourcentage déterminé d'artistes nouvellement agréés dans les productions les plus appropriées.

Art. 9. — Les notes obtenues lors de l'audition déterminent la catégorie du candidat. Le jury fait à cet égard des propositions qui sont soumises au directeur des services artistiques. La décision est prise après avis, le cas échéant, du comité compétent.

Les modifications de classement des artistes sont accordées dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7 (alinéa 2) pour le renouvellement des cartes.

Art. 10. — Les jurys sont composés à nombre égal de personnalités assumant une responsabilité dans les services artistiques de la radiodiffusion française et de personnalités indépendantes de celle-ci, choisies par le chef du contrôle général des émissions, pour chaque séance, en raison de leur compétence, sur une liste nominative arrêtée par décision du directeur général de la radiodiffusion française sur avis du conseil des programmes.

Chaque jury est composé de quatre membres pour les jurys d'admission et de six membres pour les jurys d'audition.

Art. 11. — Le contrôle général des émissions assure le secrétariat du jury.

Lors de l'inscription de chaque candidat, il constitue un dossier dans lequel sont consignés les renseignements concernant son identité et son activité antérieure.

Ce dossier est communiqué aux membres du jury.

Toutefois, ceux-ci n'en peuvent prendre connaissance qu'après délibération, à seule fin de se prononcer sur le délai éventuellement imparti aux candidats pour se présenter à nouveau.

A l'issue de chaque audition, le contrôle général des émissions rédige un procès-verbal qu'il soumet à la signature du président du jury.

Art. 12. — A l'exception des fonctionnaires et des agents permanents des administrations publiques, les membres des jurys reçoivent une indemnité de 1.500 F par séance.

Art. 13. — Sont abrogées toutes décisions antérieures dont les dispositions ne seraient pas conformes à celles du présent arrêté.

Art. 14. — Le directeur général de la radiodiffusion française est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

PIERRE-HENRI TEITGEN.

FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE

Décret n° 50-611 du 30 mai 1950 portant règlement d'administration publique pour les conditions d'accès des adjoints techniques principaux à la classe exceptionnelle.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 fixant le classement indiciaire des grades et emplois de l'Etat, modifié et complété par le décret n° 49-508 du 14 avril 1949;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le présent décret fixe, à titre provisoire et jusqu'à l'entrée en vigueur des statuts particuliers à intervenir en application de la loi susvisée du 19 octobre 1946, les conditions de nomination à la classe exceptionnelle instituée par le décret du 14 avril 1949 susvisé, des adjoints techniques principaux relevant des services ci-après:

Mines.
Direction des carburants.
Ponts et chaussées.
Institut géographique national.
Génie rural.
Météorologie nationale.

Art. 2. — L'accès à la classe exceptionnelle visée à l'article précédent est réservé, dans la limite de 10 p. 100 de l'effectif du corps, aux adjoints techniques principaux justifiant d'au moins quatre années d'ancienneté à l'échelon normal le plus élevé de leur grade et inscrits sur un tableau spécial d'avancement.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret auront effet à compter du 1er janvier 1949.

Art. 4. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre d'Etat assureront, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre de l'agriculture,
GABRIEL VALAY.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 50-612 du 30 mai 1950 modifiant le décret du 5 septembre 1945 portant fixation du tarif des droits et émoluments dus aux interprètes judiciaires d'Algérie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 1042 du code de procédure civile;

Vu l'article 47 de la loi du 20 septembre 1947;

Vu le décret du 5 septembre 1945 portant fixation du tarif des droits et émoluments dus aux interprètes judiciaires d'Algérie, modifié par le décret du 9 mars 1948;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 5 septembre 1945 portant fixation du tarif des droits et émoluments dus aux interprètes judiciaires d'Algérie est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er — Les droits et émoluments dus aux interprètes judiciaires d'Algérie sont fixés par le tarif suivant, applicable dans toute l'Algérie du Nord, ainsi que dans le ressort des justices de paix civiles des territoires du Sud.

« Toutefois, les traductions requises dans un intérêt public sont faites gratuitement dans les cas où une disposition réglementaire spéciale le prévoit. Il en est de même de la traduction du répertoire des cadis ou cadis-notaires.

« N° 1. — Assistance à une enquête en matière civile ou musulmane, à une enquête par expert, à une réunion de faillite, à une apposition ou levée de scellés, concours prêté à des particuliers pour des actes sous seings privés, vacations faites dans un intérêt particulier non expressément prévu sous une rubrique spéciale du présent tarif:

« Vacation pour la première heure toujours due: 120 F.

« Vacation pour chaque demi-heure en sus: 60 F.

« N° 2. — Vacation pour serment d'expert, assermentation d'un garde particulier, affirmation devant le juge de paix d'un procès-verbal de garde champêtre ou de garde particulier, déclaration affirmative: 60 F.

« N° 3. — Assistance à restitution par le greffier d'une somme d'argent supérieure à 500 F, d'objets ou de pièces: 40 F.

« N° 4. — Assistance aux référés en quelque matière que ce soit, à opposition à jugement de défaut, pourvoi en cassation, déclaration d'appel en matière musulmane, dépôt ou retrait de bilan, dépôt d'un rapport d'expertise, acte de notoriété ou certificat de propriété certifié par le juge de paix; élection de domicile en suite d'une constitution de partie civile; déclaration de commande, actes de greffe non spécialement tarifés: 80 F.

« N° 5. — Traduction d'une signature apposée en arabe sur quelque pièce que ce soit de caractère particulier: 20 F.

« N° 6. — Traduction d'une signature apposée en présence de l'interprète judiciaire et certifiée par lui: 30 F.

« N° 7. — Traduction des billets à ordre, traites, lettres de change, valeurs commerciales, endossements, avalisations, acceptations, ou de la mention « bon pour » suivie de l'indication de la somme et de la signature: 100 F.

« N° 8. — Traduction littérale de l'arabe en français d'un acte, titre, jugement de cadi, rapport d'expertise ou tout autre document. Par rôle de 84 lignes de 12 à 18 syllabes chacune compensation faite entre les lignes: 200 F. (Le premier rôle est toujours dû en entier et le dernier également s'il comprend plus de 10 lignes).

« N° 9. — Traduction du français en arabe d'un acte ou pièce quelconque, par rôle d'original calculé comme ci-dessus, c'est-à-dire par 1200 syllabes environ du texte français: 240 F.

« N° 10. — Traduction du français en arabe, en marge des jugements ou arrêts en quelque matière que ce soit, par rôle, en suivant le décompte du greffier: 120 F.

« N° 11. — Traduction analytique de tous avertissements, avis ou récépissés en matière civile, musulmane ou de loyer: 15 F.

« N° 12. — Traduction de la notification de jugement en matière de loyer: 30 F.

« N° 13. — Assistance aux notaires:

« 1° Pour tous actes ou conventions le quart des honoraires du notaire tels qu'ils sont fixés par les textes en vigueur, avec un minimum de 120 F. et un maximum de 2.000 F.

« En cas d'adjudication par devant notaire, il est dû à l'interprète judiciaire les mêmes émoluments que ci-dessus pour chaque lot adjugé, quel que soit l'adjudicataire. Pour chaque lot non adjugé la vacation de l'interprète sera de: 120 F.

« Quand l'interprète prête son concours à différentes reprises à un même acte, autant de vacations minima que de séances lui sont dues. Le tarif proportionnel est seul applicable pour la vacation qui consacre l'accord des parties.

« 2° Pour les inventaires, la moitié des honoraires du notaire.

« Les émoluments de l'interprète lui sont payés par le notaire qui les recouvre sur les parties. Le notaire devra s'entendre avec l'interprète judiciaire du canton où l'acte doit être passé pour s'assurer son concours ou celui de son commis interprète assermenté ou auxiliaire agréé. En cas d'empêchement ou d'urgence, le notaire en résidence au chef-lieu d'arrondissement est autorisé à demander à l'interprète judiciaire du tribunal de l'assister ou de le faire assister. Lorsqu'un acte commencé

au chef-lieu d'arrondissement doit être achevé dans un autre canton, l'interprète judiciaire du chef-lieu d'arrondissement devra se transporter avec le notaire pour compléter la traduction de l'acte, à moins qu'il doive en résulter des frais plus élevés pour les parties.

« Dans le canton du chef-lieu d'arrondissement, l'assistance au notaire pour les actes ci-dessus visés est réservée exclusivement à l'interprète du tribunal civil qui doit assurer ce service en cas d'absence ou d'empêchement par ses commis ou auxiliaires.

« N° 14. — Décharge donnée par le notaire des sommes déposées entre ses mains: 60 F.

« N° 15. — Traduction analytique de tous actes et exploits d'huissier de quelque nature qu'ils soient:

« Pour la première copie ..... 50 F.

« Pour chaque copie en sus de la première ..... 20 F.

« Même tarif pour les actes à signifier par un agent des contributions.

« N° 16. — Assistance aux huissiers pour tous actes quelconques requérant la présence de l'interprète judiciaire: même vacation que pour l'huissier; l'huissier doit se faire assister par l'interprète du canton sur lequel doit avoir lieu l'opération sauf dans le canton chef-lieu d'arrondissement où l'huissier doit se faire assister par l'interprète judiciaire du tribunal.

« N° 17. — Traduction sur les registres des minutes des actes et jugements des mahakmas:

« 1° Traduction sommaire ..... 40 F.

« 2° Traduction sur le registre de dépôt des cadis des mentions concernant chaque dépôt ..... 40 F.

« 3° Traduction questionnaire ..... 50 F.

« Ces traductions sont réservées savoir: pour les mahakmas du siège de la cour d'appel à l'interprète judiciaire du service musulman du parquet général, pour les mahakmas comprenant dans leur ressort, avec le siège du tribunal, un canton ou plusieurs cantons, à l'interprète du tribunal ; pour les autres mahakmas, à l'interprète de la justice de paix du canton dans lequel les actes sont dressés ou les jugements rendus.

« Les traductions marginales sur registres minutes des mahakmas des actes portant ventes, antichrèses, inventaires, liquidations, successions, donations et quittances donnent droit aux émoluments suivants: un quart des honoraires du cadi avec minimum de 60 F et maximum de 300 F.

« N° 18. — Traduction des inscriptions à l'état bimensuel fourni par les mahakmas à l'enregistrement, tant par acte que par jugement: 10 F.

« N° 19. — Tenue d'un conseil de famille par application du décret du 1er août 1902. D'après le relevé des forces successorales donné dans le rapport du caïd au juge de paix, si la succession est nulle: gratis; si elle comporte un actif: 40 F.

« N° 20. — Traduction de l'extrait de la délibération du conseil de famille. Si l'avoir est nul: gratis; s'il y a un avoir: 30 F.

« N° 21. — Enquêtes sur place, ou tous autres actes tarifés au greffier en matière d'accidents du travail: 40 F.

« Les émoluments dus à l'interprète judiciaire sont portés par le greffier à l'exécutoire qui est certifié par l'interprète judiciaire avec le greffier, et une liquidation particulière est faite par le receveur de l'enregistrement qui en paye le montant directement à l'interprète judiciaire dans la même forme qu'au greffier.

« N° 22. — Traduction de tous avis et avertissements ou convocations en matière d'accidents du travail: 5 F payés comme ci-dessus.

« N° 23. — Traduction analytique, en matière d'accident du travail, de tout exploit d'huissier:

« Pour la première copie ..... 40 F.

« Pour chaque copie en sus de la première 20

« L'huissier porte en une rubrique spéciale de son état de frais les émoluments dus à l'interprète judiciaire qui certifie avec lui cet état.

« N° 24. — En matière d'actes et diligences concernant le domaine de l'Etat, du département ou de la commune:

« 1° Traductions écrites, par rôles calculés comme au n° 8: 45 F.

« 2° Ventes, locations, adjudications: 120 F.

« N° 25. — Pour traduction écrite de l'arabe en français des billets souscrits aux caisses de crédit agricole mutuel, acceptation de traites ou avalisation avec mention de la somme : 50 F.

« N° 26. — Pour traduction de signature en matière de crédit agricole: 10 F.

« Pour certification de signature en la même matière: 15 F.

« N° 27. — Traductions faites à la requête des particuliers en matière de pensions, par rôle: 30 F.

« N° 28. — Traduction d'actes d'huissiers à signifier à la requête du service des pensions: 30 F.

« Les émoluments de l'interprète judiciaire lui sont payés sur mémoire transmis par l'huissier en même temps que le sien, dans la forme réglementaire en matière de pensions.

« N° 29. — Assistance en matière forestière à levée de saisie d'animaux, équipements, ustensiles ou matières, ordonnée par le juge de paix avec ou sans constitution de caution: 60 F.

« N° 30. — Traduction en matière forestière des extraits de jugements à notifier aux indigènes délinquants:

« Première copie ..... 40 F.

« Pour chaque copie en sus de la première 20

« Ces traductions sont réservées à l'interprète judiciaire qui assure le service de la juridiction devant connaître ou ayant connu de chaque affaire.

« N° 31. — Traduction des transactions en matière forestière réservée à l'interprète judiciaire qui assure le service de la juridiction devant laquelle le délinquant serait déféré, s'il ne transigeait pas: 10 F pour le premier délinquant, 5 F pour chaque codélinquant sur le même procès verbal.

« N° 32. — Traduction de l'arabe en français de l'acte de notoriété préalable à la déclaration de succession en vue de la perception de l'impôt et de l'acte de déclaration de succession lui-même pour chacune de ces traductions: 30 F.

« Ce droit est à la charge de la Mahakma, qui le verse à l'interprète et qui doit le percevoir en même temps que les honoraires de l'acte.

« N° 33. — En cas de voyage, déplacement, transport ou séjour, les interprètes judiciaires, commis interprètes, auxiliaires agréés ont droit, soit à des indemnités calculées sur les mêmes bases et d'après le même tarif que les magistrats soit lorsqu'ils assistent des officiers ministériels aux mêmes indemnités que ces derniers. »

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

RENÉ MAYER

Décret n° 50-813 du 30 mai 1950 relatif aux frais de garde des scellés.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 1042 du code de procédure civile;

Vu la loi du 19 mars 1917 portant dérogation temporaire à l'article 815 du code civil, ainsi qu'à diverses dispositions concernant la procédure pour la liquidation des successions, notamment son article 10;

Vu la loi du 15 décembre 1921 modifiant les articles 465, 817 et 822 du code civil, 965, 973 alinéa 1er, et 981 du code de procédure civile, notamment son article 3 ainsi conçu: « Les frais de garde de scellés, modifiés par l'article 10 de la loi du 19 mars 1917, seront maintenus jusqu'à ce qu'ils aient été définitivement fixés par un règlement d'administration publique »;

Vu l'article 7 du décret du 4 septembre 1945, relatif au tarif des huissiers, modifié par le décret du 4 juin 1948;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est alloué au gardien des scellés, pour frais de garde, une indemnité journalière égale à celle fixée pour les frais de garde des objets saisis à l'alinéa 1er de l'article 7 du décret du 4 septembre 1945 modifié, relatif au tarif des huissiers.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

RENÉ MAYER.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 50-614 du 30 mai 1950 portant attribution d'une indemnité spéciale aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes mutés à l'intérieur des zones d'occupation d'Allemagne.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre d'Etat, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 et notamment ses articles 6 et 7;

Vu l'ordonnance 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils);

Vu le décret n° 45-0141 du 26 décembre 1945 portant création du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes;

Vu le décret n° 46-1836 du 20 août 1946 portant rattachement du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes au ministère des affaires étrangères;

Vu le décret du 2 août 1949 portant création d'un haut commissaire de la République française en Allemagne;

Vu le décret n° 48-868 du 26 mai 1948, modifié par le décret n° 48-1607 du 13 octobre 1948 et par le décret n° 49-838 du 28 juin 1949, fixant le régime d'indemnisation des personnels civils en service dans les territoires occupés;

Vu l'arrêté du 4 août 1949 portant organisation des services centraux du haut commissariat de la République française en Allemagne,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, à l'exclusion des observateurs et de leurs adjoints admis à un régime de rémunération spécial par suite des transferts de services consécutifs à la création de la haute commission alliée, pourront bénéficier lorsqu'ils établiront qu'ils ont à faire face provisoirement à la charge d'un double foyer, d'une indemnité spéciale payable mensuellement, à terme échu, et exclusive de toute autre indemnité pour frais de mission ou allocation de même nature.

L'indemnité est fixée aux taux mensuels ci-après d'après le classement des agents dans les groupes pour l'attribution des frais de mission:

	AGENTS CLASSÉS dans les groupes I et II.	AGENTS CLASSÉS dans les groupes III et IV.
Zone française	75 D. M.	60 D. M.
Agents du C. G. A. A. A. autres que ceux affectés dans les postes d'observation	75 D. M.	180 D. M.
Zones alliées:		
Agents en service dans les postes d'observation	Néant.	240 D. M.

Art. 2. — Lorsque par suite du déplacement imposé l'agent féminin qui exerçait précédemment ses fonctions dans la même localité que son conjoint, peut prétendre, aux termes du décret n° 49-838 du 28 juin 1949, à l'indemnité d'occupation aux taux prévus pour le célibataire, l'indemnité spéciale prévue aux articles précédents sera réduite dans la mesure où son indemnité d'occupation sera augmentée.

Art. 3. — L'indemnité spéciale sera allouée aux agents à taux plein pendant les trois premiers mois et à taux réduit de moitié pendant les neuf mois suivants:

Elle sera supprimée lorsque l'agent aura pu réinstaller sa famille au lieu de sa nouvelle résidence et, en tout état de cause, à la fin du douzième mois.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre d'Etat, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er novembre 1949 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret du 30 mai 1950 portant nomination du délégué, secrétaire général du haut commissariat de la République française en Sarre.

Par décret en date du 30 mai 1950, M. Bouffanais (Pierre), administrateur civil de 2e classe, 2e échelon du ministère des affaires étrangères est nommé délégué, secrétaire général du haut commissariat de la République française en Sarre, 2e échelon, à dater du 1er avril 1950 en remplacement de M. de Carbonnel (Eric).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul général à Edimbourg et Glasgow.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète:

Art. 1er. — M. Lorion (Paul-Pierre), administrateur de 1re classe, 3e échelon, chargé du consulat général de France à Salonique, est chargé du consulat général de France à Edimbourg et Glagow, en remplacement de M. Monod.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul général à Salonique.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète:

Art. 1er. — M. Maugüe (Jean-Laur), administrateur de 2e classe, 2e échelon, à l'administration centrale, est chargé du consulat général de France à Salonique, en remplacement de M. Lorion.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un consul à Nairobi.

Par décret en date du 30 mai 1950, M. Beaudoin (André-Octave), deuxième conseiller d'Orient, 1er échelon, à l'administration centrale, est chargé du consulat de France à Nairobi, en remplacement de M. Beaulieux.

Echange de lettres relatives à l'admission des stagiaires en France et en Finlande.

LÉGATION DE FRANCE A HELSINKI.

15 avril 1950.

A Son Excellence Monsieur Ake Gartz,
ministre des affaires étrangères,
Helsinki.

Monsieur le ministre,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement et en me référant aux entretiens qui ont eu lieu entre le ministère des affaires étrangères finlandais et la légation de France à Helsinki, au sujet d'un échange de stagiaires entre la France et la Finlande, j'ai l'hon-

neur de proposer à Votre Excellence les dispositions de l'arrangement suivant:

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement finlandais, désireux de favoriser d'une manière effective la formation de stagiaires finlandais et français au point de vue professionnel et linguistique, ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er. — Le présent accord s'applique aux « stagiaires », c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays, pour une période délimitée afin de s'y perfectionner dans la langue et dans les usages commerciaux, industriels ou agricoles de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel, commercial ou agricole.

« Les stagiaires sont autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après sans que la situation du marché du travail, dans la profession dont il s'agit, puisse être prise en considération.

« Les stagiaires, ressortissants de l'un des deux pays contractants, peuvent se rendre sur le territoire de l'autre soit à leur initiative propre, soit sous l'égide de grandes organisations professionnelles auxquelles il appartient plus particulièrement de faciliter leur placement.

« *Art.* 2. — Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de 30 ans.

« *Art.* 3. — L'autorisation est donnée, en principe, pour une année. Elle peut exceptionnellement être prolongée pour 6 mois.

« *Art.* 4. — Le nombre des autorisations qui sont accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats en vertu du présent accord ne doit pas dépasser 50 stagiaires par an.

« Cette limite est indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat.

« Elle s'applique quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année ont été accordées et pendant laquelle elles ont été utilisées.

« Si ce contingent n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent. Ce contingent de 50 stagiaires est valable pour l'année, du 1er janvier au 31 décembre, s'il n'a pas été modifié en vertu d'un nouvel accord qui doit intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats, le 1er décembre, au plus tard, pour l'année suivante.

« *Art.* 5. — Les stagiaires ne peuvent être admis dans l'un ou l'autre pays que si les employeurs qui les occuperont s'engagent envers les autorités compétentes, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où existent des dispositions réglementaires ou des conventions collectives d'après les tarifs fixés par ces dispositions ou ces conventions, là où il n'en existe pas, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région; dans les autres cas, les employeurs doivent s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services et qui doit, pour le moins, leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels.

« Les stagiaires ne peuvent être admis en Finlande et en France que si les autorités compétentes sont convaincues, par une enquête entreprise par elles-mêmes, que les conditions convenues entre les employeurs et les stagiaires et définies au paragraphe précédent sont respectées.

« *Art.* 6. — Les stagiaires qui désirent bénéficier des dispositions du présent accord doivent, s'ils viennent à titre individuel, en faire la demande aux autorités chargées, dans leur Etat, de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession; s'ils viennent sous l'égide d'organisations professionnelles, faire présenter leur demande à cette autorité par l'organisation qualifiée.

« Ils doivent donner dans leur demande toutes indications nécessaires et faire connaître, notamment, l'établissement industriel, commercial ou agricole dans lequel ils doivent être employés. Il appartient à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre cette demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat en tenant compte du contingent annuel auquel il a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle a arrêtée elle-même entre les diverses professions.

« Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

« *Art.* 7. — Les stagiaires ne peuvent être admis à pénétrer sur le territoire de l'autre Etat que sur présentation d'un passeport valable revêtu du visa consulaire. Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée et du séjour des stagiaires.

« *Art.* 8. — Le ministère du travail et de la sécurité sociale, en France, et le ministère des affaires sociales, en Finlande, sont chargés de l'application du présent accord.

« *Art.* 9. — Les mesures de détail et d'ordre que comporte la mise en vigueur du présent accord seront arrêtées par les délégués des deux gouvernements, qui se réuniront alternativement en France et en Finlande, à la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes.

« Toute proposition éventuelle concernant la revision ou l'extension de l'accord serait examinée suivant la même procédure.

« *Art.* 10. — Le présent accord est appliqué à compter du 15 avril 1950 et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1950. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des parties contractantes avant le 1er octobre pour la fin de l'année.

« Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent accord resteront valables pour la durée pour laquelle elles auront été accordées. »

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si le gouvernement finlandais est disposé à donner son accord aux dispositions indiquées ci-dessus.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

Signé: FRANÇOIS COULET.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE

Helsinki, le 15 avril 1950.

A Son Excellence M. François Coulet, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Helsinki.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 15 avril par laquelle vous m'avez proposé les dispositions de l'arrangement suivant:

(Texte de la lettre française.) « Le Gouvernement de la République française. . . . . .pour laquelle elles auront été accordées. »

Je suis heureux de vous faire savoir que le gouvernement finlandais accepte les dispositions indiquées ci-dessus.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: AKE GARTZ.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 1er juin 1950 plaçant un sous-préfet dans la position de disponibilité avec traitement.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

Vu l'article 42 de la loi du 25 février 1901 relatif à la position de disponibilité des fonctionnaires préfectoraux, et les textes qui l'ont complété et modifié,

Décrète:

Art. 1er. — M. Marois (Marcel), sous-préfet de Roanne (hors classe), est placé dans la position de disponibilité avec un traitement annuel de 50.000 F.

Art. 2. — Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

HENRI QUEUILLE

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,

ANDRÉ COLIN.

Décret du 1er juin 1950 portant nomination d'un sous-préfet.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

Décrète:

Art. 1er. — M. Eriau (Gabriel), sous-préfet de Guingamp (1re classe), est nommé sous-préfet de Roanne (hors classe), en remplacement de M. Marois, placé en position de disponibilité.

Art. 2. — Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

HENRI QUEUILLE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,

ANDRÉ COLIN.

Salaires du personnel auxiliaire des collectivités locales pour l'année 1950.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 2 de l'ordonnance du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics;

Vu l'arrêté du 1er octobre 1948 modifié par les arrêtés des 30 mai, 30 septembre et 21 novembre 1949,

Arrêtent:

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1950 et du 1er juillet 1950, les tableaux figurant à l'arrêté interministériel du 1er octobre 1948, modifié par les arrêtés des 30 mai, 30 septembre et 21 novembre 1949, sont remplacés par les tableaux suivants:

EMPLOIS	ECHELONS	SALAIRES de 1949.	SALAIRES ANNUELS bruts à compter du 1er janvier 1950.	SALAIRES ANNUELS bruts à compter du 1er juillet 1950.
		francs.	francs.	francs.
Auxiliaires de bureau.	8e échelon.	182.000	188.000	194.000
	7e échelon.	170.500	178.000	184.000
	6e échelon.	162.500	168.000	174.000
	5e échelon.	154.500	159.000	164.000
	4e échelon.	146.500	150.000	154.000
	3e échelon.	138.500	142.000	145.000
	2e échelon.	130.500	133.000	135.000
	1er échelon.	121.000	124.000	126.000
Auxiliaires de service.	8e échelon.	155.000	160.000	165.000
	7e échelon.	147.000	152.000	158.000
	6e échelon.	142.000	146.000	151.000
	5e échelon.	137.000	140.000	143.000
	4e échelon.	131.500	134.000	136.000
	3e échelon.	126.000	127.000	129.000
	2e échelon.	120.500	121.000	122.000
	1er échelon.	114.500	115.000	115.000
Employés de bureau recrutés sur contrat.	6e échelon.	212.000	223.000	233.000
	5e échelon.	200.000	209.000	218.000
	4e échelon.	188.000	195.000	200.000
	3e échelon.	176.000	182.000	189.000
	2e échelon.	164.000	169.000	174.000
	1er échelon.	152.000	156.000	159.000
Opérateurs chefs mécanographes.	7e échelon.	327.000	355.000	383.000
	6e échelon.	317.000	343.000	369.000
	5e échelon.	307.000	331.000	356.000
	4e échelon.	297.000	319.000	342.000
	3e échelon.	287.000	308.000	328.000
	2e échelon.	277.000	296.000	315.000
	1er échelon.	267.000	284.000	301.000
Conducteurs auxiliaires de voitures automobiles « touristes » ou « utilitaires ».	7e échelon.	200.000	213.000	225.000
	6e échelon.	189.000	200.000	212.000
	5e échelon.	178.000	188.000	198.000
	4e échelon.	167.000	176.000	185.000
	3e échelon.	156.000	164.000	171.000
	2e échelon.	145.000	151.000	157.000
	1er échelon.	134.000	139.000	143.000
Conducteurs auxiliaires de voitures automobiles « poids lourds ».	7e échelon.	214.000	228.000	242.000
	6e échelon.	203.000	215.000	228.000
	5e échelon.	192.000	203.000	214.000
	4e échelon.	181.000	191.000	201.000
	3e échelon.	170.000	179.000	188.000
	2e échelon.	159.000	167.000	174.000
	1er échelon.	148.000	154.000	160.000

Art. 2. — Le directeur de l'administration générale, départementale et communale, le directeur du budget et le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur
Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le directeur de l'administration générale, départementale et communale,
PIERRE-JEAN MOATTI.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
JACQUES-PIERRE MONCOMBLE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Nomination d'un commissaire de police au service de la répression des fraudes et du contrôle des prix de la préfecture de police.

Par arrêté du 25 mai 1950, M. Canit (Jean) est nommé commissaire de police au service de la répression des fraudes et du contrôle des prix de la préfecture de police.

Sûreté nationale.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 mai 1950, page 5355, 2e colonne, dernière ligne. Au lieu de: « M. Juffi (Alfred), lire: « M. Juffin (Alfred) ».

Modification aux circonscriptions territoriales de communes.

Par arrêté du 22 avril 1950, le préfet du Cher a prononcé la modification des limites territoriales des communes de Neuvy-sur-Barangeon et de Nançay (canton de Vierzon-Ville, arrondissement de Bourges, département du Cher), conformément au plan annexé audit arrêté.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Citations à l'ordre de l'armée.

Le ministre de la défense nationale cite:

A l'ordre de l'armée,

RÉGULARISATION

Mme Larose, née Midenet (Alice).

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre avec palme.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

R. PLEVEN.

Le ministre de la défense nationale (secrétariat d'Etat aux forces armées [guerre]), cite:

A l'ordre de l'armée.

Département de Seine-et-Oise.

Etampes.

Département des Vosges.

Epinal.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

R. PLEVEN.

Décret du 25 mai 1950 modifiant le décret du 26 janvier 1930 relatif au droit à la campagne double pour les militaires en service dans les confins du Sahara.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale,

Vu l'article 36 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 12 décembre 1905 portant organisation des territoires du Sud de l'Algérie, et les décrets des 10 avril 1907, 23 septembre 1909, 21 janvier 1913, 5 août 1920, 25 mai 1923, 11 juin 1924, 25 mai 1927, 11 janvier 1929, 16 octobre 1930, 29 avril 1938 et 15 février 1944 qui l'ont modifié;

Vu le décret du 26 janvier 1930, relatif au droit à la campagne double pour les militaires en service dans les confins du Sahara,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 26 janvier 1930 est modifié comme suit:

Le paragraphe *d*) dudit article est abrogé et remplacé par le suivant:

« *d*) Dans le Sud algérien, dans les annexes et postes ci-après:

« 1° Territoire d'Aïn-Sefra: l'annexe de Colomb-Béchar et les postes de Béni-Ounif, d'Abadla et d'Igli, l'annexe de la Saoura et le poste de Beni-Abbès, l'annexe du Touat-Gourara et le poste de Timimoun;

« 2° Territoire des oasis: l'annexe d'In-Salah, l'annexe du Hoggar, l'annexe des Aïjer et le poste de Fort-Flatters ».

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Décret du 30 mai 1950 portant promotions dans les réserves de l'armée de terre.

Par décret en date du 30 mai 1950, sont promus au grade de lieutenant de réserve aux dates indiquées ci-après :

RÉSERVES

TROUPES METROPOLITAINES

MM. les sous-lieutenants :

Infanterie.

1re REGION MILITAIRE

Subdivision d'Orléans.

Grand (Gilbert), 1er juin 1946.

Subdivision de Paris.

Bith (Roger-Ignace-Olivier-Marie-Antoine), 25 mars 1950.
Brillouet (Robert-Auguste-Louis), 2 mai 1948.
Danne (Jacques-André), 1er juin 1946.
Darras (Arthur), 1er juillet 1948.
Duquenne (Camille-Julien), 25 décembre 1949.
Guillore (Etienne - Jean - Marie), 25 décembre 1948.
Haeusser (Ernest), 1er juin 1946.
Hellio (Marcel-Albert), 1er novembre 1948.
Lafontaine (André - Charles - Lucien), 1er juin 1946.
Lallemand de Driesen (Jean-Marie-Charles), 11 octobre 1948.
Lemoine (Pierre-Georges-Marie), 1er octobre 1946.
Rabain (Just - Marie - Noël-Dominique), 25 septembre 1949.
Revendy (Jacques-Michel), 6 avril 1949.
Sauty (Pierre - Eugène - Georges), 1er juin 1946.
Thibaudat (Jean-Jacques), 25 décembre 1949.

Subdivision de Versailles.

Imhaus (Charles-Albert), 25 décembre 1949.
Prin (Raymond-Gaston), 1er août 1948.

2e REGION MILITAIRE

Hummel (Francis - Auguste), 1er juin 1946.
Laborde (Jean-René-Robert), 1er juin 1946.
Lachapelle (Armand-Marie-Henri), 25 mars 1949.
Lecoq (Fernand), 12 avril 1949.

Subdivision d'Amiens.

Andreu-Boussut (Gaston - Joseph-Henri), 1er juin 1946.

Subdivision de Lille.

Maillard (Pierre - Gontran - Emile-Jean), 4 septembre 1948.
Varin (Adrien-Charles-François), 1er juin 1946.

Subdivision de Rouen.

Defarges (Maurice-Jean-François-Paul), 11 janvier 1949.

3e REGION MILITAIRE

Subdivision de Caen.

Longuet (Henry - Rémy - Paul), 26 novembre 1949.

Subdivision de Rennes.

Carric (René-Marie), 2 mai 1948.
Debroise (Michel-Auguste-Alexandre), 2 mai 1948.
Eppe (Raymond-Georges-Clément), 1er août 1948.
Le Goff (Louis-Julien), 2 mai 1948.
Le Lostec (Joseph-Ange-Marie), 2 mai 1948.
Le Moigne (Lucien-Yves-Louis), 2 mai 1948.
Lullien (Jean), 8 août 1948.
Mariet (François-Marie), 2 mai 1948.
Monnier (Roger - Henri - Ange), 1er août 1949.
Simon (Jean-René), 1er août 1948.

4e REGION MILITAIRE

Subdivision d'Angoulême.

Aupy (Albert-Jean-Léon), 1er octobre 1948.

Subdivision de Bordeaux.

Duche (Marcel - Ferdinand), 21 mai 1948.

5e REGION MILITAIRE

Gouguenheim-Creange (Michel-Robert-Louis), 18 octobre 1948.
Voinot (Robert), 1er juin 1946.

Subdivision de Pau

Caroesco (Joseph - Barthélémy), 1er juin 1946.
Errecarte (Robert-André), 1er décembre 1949.
Sallette (Lucien), 1er août 1948.

Subdivision de Toulouse.

Brule (Georges - Emile - Jean), 1er février 1949.
Lamarcade (Jean), 1er juin 1946.

6e REGION MILITAIRE

Subdivision de Metz.

Trimbach (Jacques), 11 janvier 1950.

Subdivision de Nancy.

Trichard (Adrien), 31 décembre 1948.

Subdivision de Strasbourg.

Bresch (Albert), 18 mars 1949.
Studle (Edgard-Jules), 18 décembre 1948.

7e REGION MILITAIRE

Subdivision de Besançon.

Péquegnot (Paul-Armand), 25 septembre 1949.

8e REGION MILITAIRE

Cabouat (Jean-Pierre-Noël), 4 février 1949.

Service militaire des chemins de fer.

Chinal (René - André - Philippe), 29 septembre 1948.

Subdivision de Grenoble.

Eberhard (Paul - Henri - Gabriel), 19 février 1950.
Gérardin (Raymond), 8 avril 1949.

Subdivision de Lyon

Angles (Auguste - François Eugène), 1er juin 1946.
Badiou (Marius-Claudius), 1er juin 1946.
Basset (Pierre-Ferdinand), 1er juin 1946
Besson (Jean-Benoît), 1er juin 1946.
Cresto (Louis-Jean), 1er juin 1946.
Delore (Xavier-François), 1er juin 1946.
Demichel (Edouard - Adolphe), 1er juin 1946.
Dubor (Paul-François), 1er juin 1946
Estève (Louis-Pierre), 1er juin 1946.
Guinand (Aimé - Raymond-Germain), 1er juin 1946.
De Medwecki (Emeryk-François-Théophile), 1er juin 1946.
Prestat (Raymond-Jean), 1er juin 1946.
Sage (Marius-Jean), 1er juin 1946.
Thiard (Maurice), 1er juin 1946.
Trilland (Daniel-Henri-Auguste), 1er juin 1946.
Valette (Paul - Joseph - Henri), 1er juin 1946.

Subdivision de Saint-Etienne.

Dubouchet (Emile-Joseph), 1er juin 1946.
Vidalenc (Jean-Eugène), 2 mai 1948.

9e REGION MILITAIRE

Subdivision de Marseille.

Deleuil (Louis - Marius - Jean), 1er juin 1949.
Felon (Léon-Louis), 16 janvier 1949.
Gatimel (Pierre), 1er juin 1949.
Magne (Ernest - Roger - Simon), 25 janvier 1949.

Subdivision de Montpellier.

Baud (Roger-Charles-Augustin), 1er juin 1949.
Olivier (Dieudonné-Henri-Louis-Léonce), 19 juillet 1948.

Subdivision de Toulon.

Belli (Jacques), 17 avril 1949.
Bietti (Ludovic), 1er juin 1946.
Biraulf (Fernand-Pierre), 1er août 1948.
Boinet (André-René-Paul), 25 septembre 1947.
Carrère (Marcel-Pierre-Auguste), 25 juin 1948.
Guigues (Georges-Louis), 26 octobre 1948.
Sandrone (Louis), 27 septembre 1949.
Teissèdre (Louis-Jean), 1er juin 1946.
Trojani (Jacques), 13 mars 1948.

10e REGION MILITAIRE

DIVISION D'ORAN

Subdivision de Tlemcen.

Barny (Marcel-Robert), 16 septembre 1948.
Gonzalès (Emmanuel - Pierre), 21 septembre 1948.
Lalague (Pierre - Bertrand), 25 mars 1948.
Laurenti (Paride-Albert), 1er octobre 1949.
Tredant (Octave), 1er juin 1946.

DIVISION DE CONSTANTINE

Cammartin (Georges-Louis-Yvon), 1er juin 1946.
Lucas (Georges-Eugène-Germain), 1er juin 1946.

TROUPES DU MAROC

DIVISION DE CASABLANCA

Bouriaud (Georges-Alphonse), 12 mars 1948.
Duperray (Jacques - Paul - Raymond), 15 mars 1948.
Fougerolles (André-Eustache-Marius), 19 mai 1948.
Julien (Yves-Marie), 25 septembre 1947.
Le Luhandre (Raymond - Pierre-Etienne), 1er février 1949.
Le Tocquet (Robert - Georges), 8 juillet 1948.
Petit de Mirbeck (Jacques), 20 février 1949.
Rouquet (André), 20 septembre 1946.
De Runz (Jean-Charles-Philibert), 1er juin 1946.

Subdivision autonome d'Oudjda.

Brunot (Emile-Charles), 25 septembre 1949.
Deheunynck (Jean - Fernand), 25 septembre 1949.
Ovion (Georges-Auguste), 25 décembre 1946.

TROUPES DE TUNISIE

Subdivision de Tunis.

Mousset (Pierre - Emile - Léon), 25 mars 1948.

TROUPES D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE

Zone d'armée.

Gandrille (Bernard-Marie), 16 mai 1947.

Zone Sud.

Ferber (Georges - Henri - Charles), 11 septembre 1949.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Defossez (Michel - Edouard Adolphe), 9 novembre 1947.
Essner (François-Joseph), 25 février 1949.
Holstein (Max - Henri), 1er juin 1949.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Tezier (Aimé - Fernand - Maurice), 1er mars 1949.

TROUPES DE MADAGASCAR

Espinasse (Jean-Achille-Alphonse), 20 septembre 1949.
Vicq (Pierre-Charles), 10 juillet 1949.

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE L'ARMEE DE TERRE

(3e bureau).

Banholzer (Alois), 1er juin 1948.
Casalta (Ange-Félix), 1er juin 1946.
Deleu (Arsène - Louis), 1er juin 1946.
Faligot (Roger - Alexandre - Théodore), 1er juin 1946.

Galle (Alphonse-Jean-Baptiste-Richard), 1er juin 1946.
Grillasca (Dominique - Jean-Etienne), 1er juin 1946.
Lathière (Henri), 1er juin 1946.
Laurent (Ernest - Henri - Marie), 1er juin 1946.
Masson (Aymé-Léon-Alexandre), 1er juin 1946.
Mazeaud (Henri-Félix), 1er juin 1946.
Michel (Valéry-Elie-Henri), 2 mai 1948.
Moreau (Paul), 1er juin 1946.
Simon (André), 1er juin 1946.
Vincent (Maurice-Jean-Baptiste), 1er juin 1946.

Arme blindée et cavalerie.

1re REGION MILITAIRE

Monilier (Jean-Marie), 1er juin 1946.

Subdivision de Paris.

Beesau (Bernard-Léon-Jacques), 11 janvier 1950.
Carrey (Henri-Alexandre), 1er juin 1946.
Willemetz (Jacques-Charles-Edouard), 11 mars 1950.

Subdivision de Versailles.

Mourier (François-Marie-Joseph), 20 mars 1950.

2e REGION MILITAIRE

Subdivision d'Arras.

Dupouy (Anselme), 1er juin 1946.

Subdivision de Lille.

De Choiseul-Praslin (René-Marie-Gabriel-Charles-Pierre), 25 septbre 1949.
Rabouille (Raoul-André), 1er juin 1946.

3e REGION MILITAIRE

Subdivision de Nantes.

Pageaud (Auguste-Olivier), 1er mars 1949.

Subdivision de Rennes.

Commault (Raymond-Désiré-Marie-Ange), 15 septembre 1948.

Subdivision de Vannes.

Le Mezo (Paul-Louis), 1er décembre 1949.
Simon (Guillaume-Marie), 1er juin 1947.

8e REGION MILITAIRE

Subdivision de Clermont-Ferrand.

Delournioux (Gabriel-François-Roger), 1er juin 1946.

9e REGION MILITAIRE

Subdivision de Montpellier.

Dau (André-Joseph-Louis), 15 mars 1950.

10e REGION MILITAIRE

DIVISION D'ORAN

Subdivision de Tlemcen.

Poinceau (Georges-Clotaire), 30 novembre 1948.

COMMANDEMENT SUPERIEUR DES TROUPES DE TUNISIE

Tcherniack (Anatole), 19 mars 1949.

EXTREME-ORIENT

Bureau de recrutement de Saigon.

Du Bois Jagu de La Villerabel (Henri - Florent - Dominique-Marie), 6 août 1948.

Artillerie.

1re REGION MILITAIRE

Debraban (René-Félix), 1er juin 1946.
Rottier (Georges-Jacques), 2 octobre 1946.

Subdivision d'Orléans.

Lacroix de Vimeur de Rochambeau (Antoine-Marie-Donatien-Paul), 1er octobre 1949.

Subdivision de Paris.

Allart (Abel), 25 septembre 1949.
Carpentier (René), 12 août 1948.
Dubreuil (Georges-Jacques), 1er juin 1946.
Dumont (Robert-Emile), 25 juin 1949.
Hans (Paul-Henri-Marie-Joseph), 1er juin 1946.
Mallein (François-Jean), 1er juin 1946.
Poitevin (Jean - Julien-Alphonse-Joseph), 1er juin 1946.
Puillandre (Jean), 1er juin 1946.
Roussat (René - Louis), 15 août 1948.
Sentis (André-Bernard-Didier), 1er octobre 1949.
Serpette (Maurice-Albert-Jean), 1er octobre 1948.

Subdivision de Versailles.

Deschamps (Louis-Frédéric), 9 janvier 1949.
Guilly (Pierre-André-Henri), 1er juin 1946.
Pinçon (André-Louis), 1er juin 1946.

2e REGION MILITAIRE

Subdivision d'Arras.

Delobel (Edgard-Augustin-Louis), 1er mai 1948.
Mantez (Auguste-Isidore-Norbert), 1er juin 1947.
Pruvost (Etienne), 17 avril 1948.

Subdivision de Lille.

Bridoux (André-Jules-Henri), 1er juin 1946.
Hespel (Lucien-Emile), 1er mai 1949.

3e REGION MILITAIRE

Subdivision de Rennes.

Paudrat (Jean-André), 30 décembre 1948.
Peron (Joseph), 1er mai 1948.

Subdivision de Vannes.

Guillou (Joseph-Marie-Christophe), 1er mai 1948.
Le Brun (Louis-Julien-Marie), 26 juin 1948.
Leduc (Vincent-Louis-Emile), 7 mai 1949.
Peuziat (Louis-Jean-François), 1er mai 1948.
Quemener (Pierre-Joseph), 1er juin 1946.
Salaün (Jean), 31 juillet 1948.
Voisin (Mathurin-Marie), 1er août 1948.

4e REGION MILITAIRE

Subdivision de Bordeaux.

Menard (Guy-Jean), 1er juin 1946.

Subdivision de Poitiers.

Thevenet (René-Pierre), 9 septembre 1948.

5e REGION MILITAIRE

Subdivision de Perpignan.

Guitard (Richard), 1er juin 1946.

6e REGION MILITAIRE

Subdivision de Metz.

Leiritz (Marie-Joseph), 1er juin 1949.

Subdivision de Strasbourg.

Loiseau (Sylvain-Léon), 1er juin 1947.
Soumoulou (Armand-François), 30 décembre 1948.

8e REGION MILITAIRE

Lacroix (Henri-Philippe), 1er juin 1946.

Subdivision de Chambéry.

Mouissat (Fernand-Léon-Auguste), 1er juin 1947.

Subdivision de Grenoble.

Garnier (Marcel-Adrien), 19 mars 1950.
Martin (Georges-Jules-Henri-Maurice), 1er juin 1946.

Subdivision de Lyon.

Blanc (Louis-Eugène-Marie), 2 octobre 1947.
Durand (Henri-Jules), 2 octobre 1947.
Faure (Charles-Joanny-Pierre), 25 septembre 1949.
Herlem (Pierre-Georges-Victor), 1er juin 1946.
Methendier (Edouard-Joseph), 1er juin 1946.
Paget (Charles-Auguste), 1er juin 1946.

9e REGION MILITAIRE

Subdivision de Marseille.

Bardouin (Jean-Fernand), 1er juin 1946.

Subdivision de Montpellier.

Baldy (Charles-Amans-Joseph), 1er juin 1947.

Subdivision de Toulon.

Escoffier (Henri-André-Pierre), 25 juin 1949.
Ivaldi (Barthélemy-Jean), 1er juin 1949.

10e REGION MILITAIRE

DIVISION D'ORAN

Subdivision de Tlemcen.

Bouygue (Jean - Eugène - Alfred), 16 octobre 1948.
Llor (Antoine), 1er juin 1946.

TROUPES DU MAROC

Commandant de l'artillerie.

Loubignac (Henri), 19 avril 1948.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

6e régiment d'artillerie coloniale.

Murard (Robert-Marcel), 1er juin 1946.

4e compagnie de transport.

Martelli (René-Alexandre), 15 décembre 1948.

TROUPES DE MADAGASCAR

Camus (Olivier-Bernard-Marie), 1er juin 1946.
Ponroy (Louis-Jean-Marie), 1er novembre 1948.

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE L'ARMEE DE TERRE (3e bureau).

Bouzou (Armand-Jean), 1er juin 1946.
Moraillon (Georges-Gaspard-Jules), 19 février 1948.

Train.

1re REGION MILITAIRE

Lappeman (Raymond), 16 novembre 1946.

Service militaire des chemins de fer.

Seurin (Jean-René), 19 décembre 1948.

Subdivision de Paris.

Bonnichon (Paul-François-Marie-Joseph), 25 décembre 1949.
Campargue (Jean-Paul-Louis), 1er juin 1946.
Dalsace (Marcel), 25 décembre 1949.
Francart (Maurice-Léon), 1er juin 1949.
Guynot de Boismenu (Jacques-Yves-Marie), 1er juin 1946.
Martin (Jean), 25 septembre 1948.
Roussiaux (Pierre-Maurice), 11 novembre 1949.

Subdivision de Versailles.

Lucchi (André-Pierre-François), 1er juin 1949.
Mitchell (Edmond-Jean-Marie-Robert), 1er juin 1949.

3e REGION MILITAIRE

Subdivision de Rennes.

Guihaire (Léandre-Etienne-Ferdinand), 1er décembre 1949.

4e REGION MILITAIRE

Subdivision de Limoges.

Chamoulaud (Fernand), 1er décembre 1949.

5e REGION MILITAIRE

Subdivision de Toulouse.

Espardeilh (Georges-Roger), 28 août 1949.

8e REGION MILITAIRE

Subdivision de Lyon.

Delaite (Serge-Alphonse-Désiré), 2 avril 1949.

TROUPES DU MAROC

Commandement du train.

Berti (Paul-Henri), 19 juin 1948.
Chabert (Jean-Marius-Joseph), 4 octobre 1948.

TROUPES D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE

Zone Nord.

Bouillon (Marius), 25 septembre 1949.

EXTREME-ORIENT

Curalluccl de Peretti (Noël), 1er avril 1950.

Bureau de recrutement de Saïgon.

Hure (Francis-Louis-Marie-Paul-André), 1er juin 1946.

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE L'ARMEE DE TERRE

(3e bureau).

Biondi (Jean-Dominique), 25 septembre 1949.
Brandin (Marcel-Jean), 1er novembre 1949.
Notte (Fernand-Georges-Honoré), 1er juin 1946.
Popelin (Claude-Anne-Armand), 1er juin 1946.

Transmissions.

A. — ARME

1re REGION MILITAIRE

Toutan (Michel-Jean), 24 juin 1948.

Subdivision de Paris.

Bernadac (Robert-Henri), 18 mars 1950.
Ceccaldi (Maurice-Julien), 17 janvier 1950.

Subdivision de Versailles.

Gautron (Maurice-Louis), 19 novembre 1948.
Sauty (Marcel-Jacques), 25 août 1949.

2e REGION MILITAIRE

Subdivision d'Arras.

Meignotte (Pierre-Alexandre), 25 septembre 1947.

3e REGION MILITAIRE

Subdivision du Mans.

Le Roy (Marcel-Frédéric-Constant), 23 mars 1950.

Subdivision de Vannes.

Morice (Joseph-Louis-Marie), 1er juin 1949.

8e REGION MILITAIRE

Subdivision de Chambéry.

Paolini (Ange-Baptiste), 1er juin 1946.

9e REGION MILITAIRE

Subdivision de Montpellier.

Marron (Jean-Louis), 1er juin 1947.

EXTREME-ORIENT

Bureau de recrutement de Saïgon.

Baldissera (Angelo), 13 février 1950.

B. — SERVICE DU MATÉRIEL DES TRANSMISSIONS

2e REGION MILITAIRE

Bayon (Louis), 1er mai 1948.

3e REGION MILITAIRE

Valade (René-Louis), 25 juin 1947.

8e REGION MILITAIRE

Debesse (Léon-Francisque), 18 août 1948.

Adjoints administratifs des corps de troupe.

5e REGION MILITAIRE

Dardenne (Marius-Elie-Joseph-Louis), 16 août 1948.

8e REGION MILITAIRE

Destenais (Emile-René), 25 juin 1949.

Interprètes militaires.

1re REGION MILITAIRE

Dreyfous (Etienne), 17 décembre 1949.

9e REGION MILITAIRE

Gueguen (Louis), 20 juin 1949.

Les présentes promotions ne donneront pas lieu à rappel de solde.

Décret du 30 mai 1950 portant nomination dans les réserves (armée de terre) (troupes métropolitaines).

Par décret en date du 30 mai 1950, est nommé dans les cadres des officiers de réserve et affecté pour administration à l'état-major désigné ci-dessous, le sous-officier dont le nom suit:

Arme blindée et cavalerie.

ETAT-MAJOR DE LA SUBDIVISION DE TUNIS

(Pour prendre rang du 14 décembre 1949.)

M. l'adjudant-chef Cretaine (Jean-René), de la compagnie administrative régionale n° 121.

Décret du 30 mai 1950 portant réintégration dans les cadres (armée de terre, réserve).

Par décret en date du 30 mai 1950, est réintégré dans les cadres des réserves du service de santé des troupes coloniales, pour compter de la date du présent décret, M. le médecin colonel de réserve Riou (Maurice-Victor).

Décret du 30 mai 1950 portant admission dans les cadres français d'officiers français musulmans d'Algérie qui servaient précédemment au titre du décret du 7 février 1948 (armée de terre, troupes métropolitaines, active).

Par décret en date du 30 mai 1950:

Les officiers dont les noms suivent sont admis dans les cadres français, avec leur grade et leur ancienneté de grade, à compter des dates précisées ci-après:

(A compter du 22 juin 1948.)

Infanterie.

Capitaines.

MM. Cadi Lakdar ben Mekki, rang du 25 septembre 1943.
Djeballi Abdelahmed ben Salah, rang du 25 septembre 1946.

Lieutenants.

MM. Khoudir Chaldi, rang du 25 septembre 1944.
Zenine Saïd ben Miloud, rang du 10 janvier 1948.
Ali Ahmed ben Hocine, rang du 1er avril 1948.

Sous-lieutenants.

MM. Chergui Amar ben Aissa, rang du 25 mars 1944.
Sahraoui Ahmed ben El Hadj, rang du 25 juin 1944.
Yahiaoui Foudil Mohamed, rang du 1er juin 1945.
Yahi Amar Abdel Hamed, rang du 25 septembre 1945.
Daoudi Ahcène, rang du 25 décembre 1946.
Zerguini Mohamed, rang du 1er avril 1948.
Ghenim Mostéfa ben Menaour, rang du 1er avril 1948.

Arme blindée et cavalerie.

Sous-lieutenants.

MM. Smati Smaïl ben Mohamed, rang du 1er avril 1948.
Bouras Mustapha ben Abdelaziz, rang du 1er avril 1948.
Lahreche Mohamed, rang du 1er avril 1948.

(A compter du 1er octobre 1948.)

Infanterie.

Sous-lieutenant.

M. Alloula Belgacem ben Larbi, rang du 1er octobre 1948.

Infanterie.

Sous-lieutenants.

MM. Ben Bouali Benkeira ben Mohamed, rang du 1er avril 1949.
Benghabrit Mustapha, rang du 1er avril 1949.
Kitous Abd el Hamid, rang du 1er avril 1949.

Arme blindée et cavalerie.

Sous-lieutenants.

MM. Boucheneta Ménad ben Mohamed, rang du 1er avril 1949.
Boutella Rabah, rang du 1er avril 1949.
Chabou Moulley Abdeslam, rang du 1er avril 1949.

Parmi les officiers figurant à l'article 1er ci-dessus, sont promus à titre définitif:

Infanterie.

Au grade de capitaine (ancienneté).

(Pour prendre rang du 1er janvier 1950.)

M. le lieutenant Khoudir Chadli.

Au grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 22 juin 1948.)

Les sous-lieutenants:

MM. Chergui Amar ben Aissa.
Sahraoui Ahmed ben El Hadj.
Yahiaoui Foudil Mohamed.
Yahi Amar Abdel Hamed.

(Pour prendre rang du 25 décembre 1948.)

M. le sous-lieutenant Daoudi Ahcène.

(Pour prendre rang du 1er avril 1950.)

Les sous-lieutenants:

MM. Zerguini Mohamed.
Ghenim Mostéfa ben Menaour.

Arme blindée et cavalerie.

Au grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er avril 1950.)

Les sous-lieutenants:

MM. Smati Smaïl ben Mohamed.
Bouras Mustapha ben Abdelaziz.
Lahreche Mohamed.

Sont annulés les décrets ci-après portant promotions à titre nord-africain d'officiers intégrés dans les cadres français et visés aux articles 1er et 2 qui précèdent:

Le décret du 9 juillet 1948 en ce qui concerne la promotion au grade de lieutenant nord-africain de MM. les sous-lieutenants nord-africain Sahraoui Ahmed ben El Hadj.

Le décret du 4 janvier 1949 en ce qui concerne la promotion au grade de lieutenant nord africain de MM. les sous-lieutenants nord-africains Yahiaoui Foudil Mohamed, Yahi Amar Abdel Hamed.

Le décret du 4 août 1949 en ce qui concerne la promotion au grade de lieutenant nord-africain de M. le sous-lieutenant nord-africain Chergui Amar ben Aïssa.

Le décret du 26 septembre 1949 en ce qui concerne la promotion au grade de lieutenant nord-africain de M. le sous-lieutenant nord-africain Daoudi Ahcène.

Le décret du 4 avril 1950 en ce qui concerne la promotion au grade de lieutenant nord-africain de MM. les sous-lieutenants nord-africains Zerguini Mohamed, Ghenim Mostéfa ben Menaour.

Décret du 30 mai 1950 portant admission dans le corps des officiers de réserve (justice militaire).

Par décret en date du 30 mai 1950, sont nommés dans les cadres des réserves du service de la justice militaire, à compter de la date à laquelle ils ont été rayés des contrôles de l'armée active, les officiers dont les noms suivent:

CADRE DES MAGISTRATS

Avec le grade de colonel de justice militaire.

M. Durbet (Louis-Eugène-Henri-Emile).

Avec le grade de lieutenant-colonel de justice militaire.

MM. de Beauvais (Alfred-André-François-Antoine).
Gros (Jean-Marius).

CADRE DES GREFFIERS

Avec le grade de capitaine.

M. Cousin (Lucien-Charles-Victorin).

Avec le grade de lieutenant.

M. Faivre (René-Jules).

Décret du 30 mai 1950 portant radiation des cadres (justice militaire, réserves).

Par décret en date du 30 mai 1950, sont rayés des cadres des réserves, les officiers de réserve du service de la justice militaire désignés ci-après qui ont atteint la limite d'âge de leur grade:

CADRE DES GREFFIERS

M. le lieutenant-colonel greffier Lelamer (Léon), à compter du 16 juin 1950.

Les capitaines greffiers:

MM. Morin (Alexandre), à compter du 5 février 1950.
Fendeleur (Jules), à compter du 18 février 1950.
Verstraet (Georges), à compter du 10 avril 1950.

M. le lieutenant greffier de réserve Begon (Roger), considéré comme démissionnaire, est rayé des cadres des réserves du service de la justice militaire, à compter du 10 mai 1950.

Décret du 30 mai 1950 portant acceptation d'offre de démission présentée par un officier d'active (troupes coloniales).

Par décret en date du 30 mai 1950, est acceptée, pour compter du 10 mai 1950, l'offre de démission de son grade d'officier d'active présentée par M. le lieutenant d'artillerie coloniale Codaccioni (René-Salomon).

Cet officier est nommé dans [illegible] réserves de l'artillerie coloniale avec son grade et son ancienneté de grade, pour compter de la même date.

Décret du 30 mai 1950 portant radiation des contrôles de l'armée de terre et admission dans les réserves de l'armée de l'air d'un officier de réserve d'infanterie.

Par décret en date du 30 mai 1950, est, sur sa demande, rayé des contrôles des officiers de réserve de l'armée de terre (infanterie), M. le lieutenant de réserve Duret (André-Louis), né le 11 juillet 1914.

M. le lieutenant de réserve d'infanterie Duret (André-Louis), est, sur sa demande, admis avec son grade et son ancienneté de grade dans le corps des officiers de réserve de l'armée de l'air (cadre sédentaire) à la date du présent décret.

Additif au tableau d'avancement pour le grade de sous-lieutenant de réserve d'un aspirant de réserve admis à servir en situation d'activité (Extrême-Orient).

Est inscrit au tableau d'avancement de 1949 (2e semestre) pour le grade de sous-lieutenant de réserve:

TROUPES COLONIALES

Infanterie.

M. l'aspirant de réserve Tardieu (Pierre-Marcel).

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un officier de réserve.

Par décret en date du 30 mai 1950, est nommé à titre définitif:

TROUPES COLONIALES

Infanterie.

Au grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 22 mars 1950.)

M. l'aspirant de réserve Tardieu (Pierre-Marcel).

Décret portant promotion et nomination dans les réserves de l'armée de terre (Extrême-Orient).

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 mai 1950, réserves, troupes métropolitaines, infanterie, page 5086, 1re colonne, au grade de sous-lieutenant, MM. les aspirants, au lieu de: « Vere (Nestor-Emile) », lire: « Verbe (Nestor-Emile) » (le reste sans changement).

Décret portant promotion d'officiers en situation de non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps (armée de terre, active).

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 mai 1950, troupes métropolitaines, arme blindée et cavalerie, page 5085, 1re colonne, au grade de capitaine, MM. les lieutenants, au lieu de: « Bouzanquet (Marie-Joseph-Guy) », lire: « Bouzanquet (Charles-Pierre-Marie-Jean) »; artillerie, au grade de capitaine, MM. les lieutenants, au lieu de: « Philibert (Marcel-Alcide) », lire: « Philbert (Marcel-Alcide) » (le reste sans changement).

Décret portant promotions automatiques dans le cadre des officiers de réserve du service vétérinaire (armée de terre).

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 mai 1950, au grade de vétérinaire lieutenant de réserve, les vétérinaires sous-lieutenants de réserve (rang du 1er juin 1946), page 5361, 1re colonne, 29e ligne, au lieu de: « Perrin (Raymond-Victor), Afrique occidentale française », lire: « Perrin (Edmond-Victor), Afrique occidentale française ».

Décret du 30 mai 1950 portant modification de la date de prise de rang d'une nomination au grade de sous-lieutenant d'active.

Par décret en date du 30 mai 1950, la date de prise de rang dans le grade de sous-lieutenant fixée au 25 février 1945 par décret du 3 mars 1945, est reportée au 6 février 1945, en ce qui concerne l'adjudant-chef Aulen (Jean).

Décret du 31 mai 1950 portant affectations d'officiers généraux de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu le décret du 5 août 1943 sur les affectations dans l'armée;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux;

Vu le décret n° 49-524 du 15 avril 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des armes de l'armée de terre;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les officiers généraux dont les noms suivent reçoivent les affectations ci-après:

M. le général de corps d'armée d'Anselme (André-Marie-Martial), inspecteur des réserves (organisation).

M. le général de division Jousse (Moïse-Germain-Louis), commandant la 5e région militaire à Toulouse, en remplacement de M. le général de corps d'armée d'Anselme, appelé à d'autres fonctions.

M. le général de division Schlesser (Guy), adjoint au général commandant supérieur des troupes d'occupation en Allemagne, en remplacement de M. le général de division Jousse, appelé à d'autres fonctions.

M. le général de division Navarre (Henri-Eugène), commandant la 5e division blindée en Allemagne, en remplacement de M. le général de division Schlesser, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 portant affectation d'officier général de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu le décret du 5 août 1943 sur les affectations dans l'armée;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux;

Vu le décret n° 49-524 du 15 avril 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des armes de l'armée de terre;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. le général de division Humbert (Jean-Louis-Auguste) est désigné pour prendre le commandement de la 4e région militaire à Bordeaux, en remplacement de M. le général de corps d'armée Duche (Moïse-Edouard), prochainement atteint par la limite d'âge de son grade. — Rejoindra au départ du titulaire actuel.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 conférant le rang et appellation de général d'armée dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée;

Vu le décret du 5 août 1943 sur les promotions des officiers généraux;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le rang et appellation de général d'armée sont conférés, dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée, à M. le général de corps d'armée d'Anselme (André-Marie-Martial), pour prendre rang du 1er juin 1950.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 portant nomination d'un officier général dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée et admission par anticipation dans la 2e section (cadre de réserve).

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée;

Vu le décret du 6 juin 1939 relatif au statut des officiers généraux de la 2e section du cadre de l'état-major général (cadre de réserve);

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est nommé dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée:

TROUPES METROPOLITAINES

Au grade d'intendant général de 2e classe.

(Pour prendre rang du 30 juin 1950.)

M. l'intendant militaire de 1re classe Lureau (Amédée-Auguste).

Art. 2. — M. l'intendant général de 2e classe Lureau (Amédée-Auguste) est placé, par anticipation et sur sa demande, dans la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée, à compter du 1er juillet 1950.

Art. 3. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général des troupes coloniales.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu le décret du 5 août 1943 sur les affectations dans l'armée;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux;

Vu le décret n° 49-524 du 15 avril 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des armes de l'armée de terre;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. le général de brigade de Froissard-Broissia (Michel-Marie-Ferdinand), à la disposition du ministre de la France d'outre-mer au titre du volant, par décret du 28 juin 1949, est placé à la disposition du ministre de la défense nationale.

Art. 2. — M. le général de brigade de Froissard-Broissia (Michel-Marie-Ferdinand) est désigné pour prendre le commandement de la subdivision de Nantes, en remplacement de M. le colonel d'infanterie coloniale Vicaire (André-Antoine-Léon), qui n'a pas rejoint.

Art. 3. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 portant promotion d'un contrôleur général de l'administration de l'armée dans la 2e section (réserve) du cadre des contrôleurs généraux.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale,

Vu la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée, et principalement l'article 43;

Vu le décret-loi du 6 juin 1939 relatif au statut des officiers généraux de la deuxième section du cadre de l'état-major de l'armée;

Vu l'ordonnance n° 45-2606 du 2 novembre 1945 relative au dégagement des cadres des personnels militaires de l'armée de terre;

Vu la loi n° 46-607 du 3 avril 1946 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946, dispositions relatives au dégagement des cadres des personnels militaires, et principalement l'article 27;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est promu dans la 2e section (réserve) du cadre des contrôleurs généraux de l'administration de l'armée, pour prendre rang au 1er juillet 1946:

Au grade de contrôleur général de 2e classe.

M. le contrôleur de 1re classe Bompaire (François-Gaston-Maurice).

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Décret du 1er juin 1950 portant désignation de contrôleurs généraux de l'administration de la marine.

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine),

Vu la loi du 2 mars 1902 portant organisation du corps du contrôle de l'administration de la marine, notamment son article 7, ensemble les textes qui l'ont modifiée;

Vu les articles 22 et 37 du décret du 15 janvier 1910, ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu l'article 34 du décret du 22 avril 1927;

Vu la décision présidentielle du 19 septembre 1921;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. le contrôleur général de 1re classe André (Georges) est nommé chef de la section administrative et placé, en cette qualité, dans la position hors cadres, en remplacement de M. le contrôleur général de 2e classe Lenois, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — M. le contrôleur général de 2e classe Bredin (Louis) est affecté à la direction du contrôle, en remplacement de M. le contrôleur général de 1re classe André, appelé à d'autres fonctions.

Art. 3. — M. le contrôleur général de 2e classe Lenoir (Charles) est réintégré dans les cadres et nommé contrôleur général de la 3e région maritime, en remplacement de M. le contrôleur général de 2e classe Bredin, appelé à d'autres fonctions.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) sont chargés de l'application du présent décret, notamment en ce qui concerne la date d'exécution.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de la défense nationale,

R. PLEVEN.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine),

JEAN RAYMOND-LAURENT.

Acceptation de dons manuels en faveur du ministère de la défense nationale.

Par arrêté du 25 mai 1950, sont acceptés au nom de l'Etat les dons figurant sur la liste annexée au présent arrêté, faits en faveur de la gendarmerie et des hôpitaux militaires du ministère de la défense nationale pour être employés conformément aux vœux des donateurs.

Remise de débet.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 avril 1950, au sommaire et page 4031, 1re colonne, au lieu de: « Par arrêté du secrétaire d'Etat chargé de la marine et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 2 mars 1950 », lire: « Par arrêté du secrétaire d'Etat chargé de la marine et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 29 mars 1950 ».

Homologation de grade au titre des Forces françaises combattantes de l'intérieur.

Le ministre de la défense nationale,

Vu l'ordonnance du 9 juin 1944 fixant le statut des Forces françaises de l'intérieur;

Vu le décret du 20 septembre 1944 relatif au statut des Forces françaises de l'intérieur;

Vu l'ordonnance n° 45-321 du 3 mars 1945 portant application aux membres des Forces françaises de l'intérieur des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu le décret du 8 mars 1950, modifiant et complétant le décret du 20 septembre 1944, relatif au statut des Forces françaises de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 2 novembre 1949 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont homologués à titre posthume ou disparu les personnels des Forces françaises de l'intérieur ci-après:

1re REGION MILITAIRE

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 13 décembre 1943.)

Gautier (Albert), né le 1er février 1911.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 17 mai 1942.)

Thierret (Paul), né le 1er janvier 1909, recrutement de la Seine (1e bureau), classe 1929, mle 468.

2e REGION MILITAIRE

Dans le grade d'adjudant-chef.

(Pour prendre rang du 9 août 1943.)

Le Deist (François), né le 8 mars 1916, recrutement de Saint-Omer, classe 1936, mle 185.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 16 janvier 1942.)

Chevrier (Robert), né le 24 octobre 1919.

(Pour prendre rang du 1er juin 1944.)

Lagache (Jean), né le 26 février 1924, recrutement de Lille, classe 1944, mle 20737.

(Pour prendre rang du 25 août 1944.)

Pronty (Jean), né le 24 mai 1904, recrutement de Valenciennes, classe 1924, mle 238.

3e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 24 février 1944.)

Lule (Emile-Fernand), né le 7 janvier 1899, recrutement de Mamers, classe 1919, mle 1029.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 5 juin 1944.)

Le Cam (Onésime-François-Marie), né le 11 octobre 1919, recrutement de Lorient, classe 1939, mle 1921.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Kergoat (François), né le 11 novembre 1915, recrutement de Brest, classe 1935, mle 3198.

4e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 29 mai 1944.)

Hébert (Emile-Alex), né le 9 juin 1898, recrutement de la Seine (6e bureau), classe 1917, mle 188.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 27 septembre 1943.)

Lebeau (Marcel), né le 1er juillet 1923.

Dans le grade de sergent-chef.

(Pour prendre rang du 11 novembre 1943.)

Juille (Gervais-Jean), né le 19 février 1898.

5e REGION MILITAIRE

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Baland (Ferdinand), né le 14 novembre 1917.

6e REGION MILITAIRE

Dans le grade d'adjudant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Culot (André), né le 27 décembre 1899, recrutement de Bar-le-Duc, classe 1919, mle 2259.

Dans le grade de sergent-chef.

(Pour prendre rang du 20 juin 1944.)

Mergey (Robert), né le 21 juin 1904, recrutement de Saint-Omer, classe 1924, mle 1233.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 1er septembre 1944.)

Legrand (Nicolas), né le 1er décembre 1920, recrutement de Thionville, classe 1940, mle 31130.

(Pour prendre rang du 2 septembre 1944.)

Jacquot (Paul), né le 8 mars 1903, recrutement d'Epinal, classe 1923, mle 1908.

7e REGION MILITAIRE

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Gogois (Lucien), né le 8 mai 1911, recrutement d'Auxerre, classe 1931, mle 315.

Pommier-Hourlin (Jules-Félix), né le 31 août 1889, recrutement de Grenoble, classe 1909, mle 143.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 3 mars 1944.)

Chirade (René), né le 26 octobre 1919, recrutement de Bourges, classe 1939, mle 91.

(Pour prendre rang du 4 juin 1944.)

Gey (Marcel), né le 31 octobre 1899, recrutement d'Autun, classe 1919, mle 601.

Dans le grade d'adjudant-chef.

(Pour prendre rang du 10 février 1944.)

Coquard (René), né le 8 janvier 1910, recrutement de Besançon, classe 1930, mle 653.

Dans le grade de sergent-chef.

(Pour prendre rang du 18 avril 1944.)

Cancian (François), né le 9 juin 1920, recrutement de Dijon, classe 1940, mle 1190.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Robert (Camille), né le 25 juillet 1908, recrutement de Langres-Vesoul, classe 1928, mle 1010.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 15 janvier 1944.)

Billard (Roger), né le 30 décembre 1911, recrutement de Chaumont, classe 1931, mle 929.

8e REGION MILITAIRE

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 30 mars 1944.)

Dupont (Nicolas), né le 27 juillet 1900, recrutement de Thionville, classe 1920, mle 4667.

9e REGION MILITAIRE

Dans le grade d'adjudant-chef.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Feschotte (Marcel-Jules-Auguste), né le 25 mai 1906.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 12 juillet 1943.)

Lazes (André), né le 23 janvier 1922, recrutement de Marseille, classe 1942, mle 16551.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Desmoulins (Félix), né le 6 mars 1900, recrutement de Digne, classe 1920, mle 101.

Art. 2. — Sont homologués, à titre pensionnable, les personnels des forces françaises de l'intérieur ci-après:

1re REGION MILITAIRE

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Chaboche (Robert-Léon), né le 14 juillet 1925, recrutement de Chartres, classe 1945, mle 40522.

2e REGION MILITAIRE

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 10 juin 1944.)

Cloez (Ferrer), né le 31 janvier 1910, recrutement de Béthune, classe 1930, mle 1313.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Oberle (Jean-René), né le 13 février 1896, recrutement de la Seine, 3e bureau, classe 1916, mle 3784.

4e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Reynaud (Marcel), né le 27 juillet 1910, recrutement de Limoges, classe 1930, mle 2683.

8e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Pons (Paul), né le 3 août 1896, recrutement de Toulon, classe 1916, mle 51068.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Blanchet (Marius), né le 17 août 1904, recrutement de Riom, classe 1924, mle 772.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 1er août 1944.)

Bergeret (André-Pierre), né le 3 mars 1923, recrutement de Lyon, classe 1942, mle C 7822.

Art. 3. — Sont homologués les personnels des forces françaises de l'intérieur ci-après:

1re REGION MILITAIRE

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Esnault (Maurice), né le 9 octobre 1909, recrutement de Blois, classe 1929, mle 1505.

(Pour prendre rang du 19 août 1944.)

Pelage (Sidney), né le 9 mars 1915, recrutement de la Seine, 3e bureau, classe 1935, mle 1117.

2e REGION MILITAIRE

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er mai 1944.)

Hay (Emile), né le 13 octobre 1908, recrutement de Béthune, classe 1928, mle 3962.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Piton (Marius), né le 7 février 1895, recrutement de Valencienne, classe 1915, mle 2445.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Reberot (Adrien), né le 29 septembre 1918, recrutement de Laon, classe 1938, mle 1678.

Dans le grade d'adjudant-chef.

(Pour prendre rang du 1er août 1944.)

Viseux (Marceau), né le 21 juillet 1906, recrutement de Béthune, classe 1926, mle 5250.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 1er février 1944.)

Lallau (Raymond), né le 24 mars 1903, recrutement de Lille, classe 1923, mle 2649.

4e REGION MILITAIRE

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Aubert (Albert), né le 21 février 1915, recrutement de Bordeaux, classe 1935, mle 338.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Autrusseau (Pierre-Lucien), né le 15 janvier 1914, recrutement de la Rochelle, classe 1934, mle 97.

De Laubarière (Olivier), né le 30 août 1883, recrutement d'Angoulême, classe 1903, mle 927.

Nicot (Roger), né le 10 mai 1906, recrutement de Guéret, classe 1926, mle 647.

5e REGION MILITAIRE

Dans le grade de commandant.

(Pour prendre rang du 15 août 1944.)

Rouvière (Pierre-Louis), né le 4 octobre 1906, recrutement de Nîmes, classe 1926, mle 829.

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bosq (André), né le 12 juillet 1909, recrutement de Toulouse, classe 1929, mle 1873.

Bru (Georges), né le 5 mars 1909, recrutement de Nîmes, classe 1926, mle 829.

Monier (Jean-François), né le 5 juin 1911, recrutement de Toulouse, classe 1931, mle 2840.

Salvan (Paul), né le 17 janvier 1909, recrutement de Tananariye, classe 1929, mle 194.

Sannac (Jean), né le 20 juillet 1920, recrutement de Foix, classe 1940, mle 722.

Tales (Laurent-Pierre-Joseph), né le 8 février 1894, recrutement de Mirande, classe 1914, mle 274.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 3 avril 1944.)

Martinot (Jean), né le 3 juin 1921, recrutement de Carcassonne, classe 1941, mle 7455.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Jarasson (Georges), né le 9 février 1901, recrutement de Pau, classe 1921, mle 9.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bonzom (Louis), né le 15 octobre 1923, recrutement de Toulouse, classe 1943, mle 9083.

Chiroleu (Aimé), né le 20 juin 1914, recrutement de Perpignan, classe 1934, mle 1414.

Gestrieres (André), né le 15 mars 1916, recrutement de Rodez, classe 1936, mle 415.

Dans le grade d'adjudant.

(Pour prendre rang du 21 juillet 1944.)

Sales (André-Sylvain), né le 3 février 1900, recrutement de Perpignan, classe 1920, mle 475.

6e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Raveaud (Jean-Pierre-Gabriel), né le 5 juin 1907, recrutement de Chalon-sur-Saône, classe 1927-2, mle 931.

Thirion (Armand), né le 14 novembre 1893, recrutement de Toul, classe 1913, mle 412.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Pepin (Lucien-Adolphe), né le 30 juin 1892, recrutement de Toul, classe 1912, mle 1677.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 3 juin 1947.)

Jacquemin (Jean), né le 10 novembre 1911, recrutement de Bar-le-Duc, classe 1929, mle 300.

Kimmel (Jean), né le 20 mars 1904, recrutement de Toul, classe 1923, mle 4716.

(Pour prendre rang du 15 juillet 1944.)

Roussel (Roger-Hippolyte), né le 12 mars 1900, recrutement de Lyon, classe 1918, mle 342.

Dans le grade d'aspirant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Leidwanger (Joseph), né le 5 mai 1912, recrutement de Metz, classe 1932, mle 370.

7e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Chopin (Robert), né le 4 novembre 1900, recrutement de la Seine, 3e bureau, classe 1920, mle 2058.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Meusy (Paul), né le 6 mars 1909, recrutement de Belfort, classe 1929, mle 187.

Dans le grade d'aspirant.

(Pour prendre rang du 15 août 1944.)

Moutarlier (Michel-Olivier), né le 9 janvier 1920, recrutement de Besançon, classe 1940, mle 784.

(Pour prendre rang du 1er septembre 1944.)

Voisin (Léon-Georges), né le 9 août 1921, recrutement de Dijon, classe 1941, mle 2082.

8e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Brisac (Paul), né le 23 août 1902, recrutement de Clermont-Ferrand, classe 1922, mle 1610.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Morel (Henri-Fernand), né le 3 août 1906, recrutement de Moulins, classe 1926, mle 1223.

Teste (Robert), né le 9 septembre 1908, recrutement de Grenoble, classe 1928, mle 1775.

(Pour prendre rang du 23 juillet 1944.)

Gault (Eugène), né le 22 novembre 1904, recrutement de Bourges, classe 1924, mle 1223.

(Pour prendre rang du 25 juillet 1944.)

Beraud (Pierre), né le 27 septembre 1891, recrutement de Toulon, classe 1941, mle 1159.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Beaumont (Eugène), né le 3 juin 1918, recrutement de Lyon, classe 1938, mle 545.

Dans le grade d'adjudant-chef.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Fournie (Roger-Louis), né le 16 juin 1902, recrutement de Cahors, classe 1922, mle 162.

9e REGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bœuf (Justin-Albert), né le 25 mars 1905, recrutement de Digne, classe 1925, mle 129.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Begou (Alphonse), né le 30 janvier 1906, recrutement d'Avignon, classe 1925/2, mle 70.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Chilotti (Pierre), né le 21 novembre 1913, recrutement de Cannes, classe 1934, mle 2693.

Fait à Paris, le 24 mai 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MAURICE CRUCHON.

Troupes coloniales.

Modificatif et additif à la décision en date du 9 mai 1950 portant nominations à l'ancienneté des sous-officiers de carrière des troupes coloniales (*Journal officiel* du 14 mai 1950):

(Pour compter du 1er avril 1950.)

Infanterie.

Au grade d'adjudant.

Entre Gardie (Yves) et Bosc (Aristide), ajouter: « Quintin (Alain-Hervé) ».

Artillerie.

Au grade de maréchal des logis chef.

Au lieu de: « Moulinet (Francis-Louis) », lire: « Moulinet (Francis-Ludovic) ».

Spécialistes.

TÉLÉGRAPHISTES

Au grade d'adjudant.

Rayer: « Riquier (André) ».
Ajouter: « Duteurtre (René) ».

Services généraux et particuliers de l'armée.

SERVICE DES MATÉRIELS ET BATIMENTS COLONIAUX

Au grade de maréchal des logis chef.

Rayer: « Giron (Frantz) ».
Ajouter: « Meunier-Riviere (Adrien-Joseph-Marie) ».

Désignations pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs

TROUPES METROPOLITAINES

(Extrait de la liste A établi à la date du 3 avril 1950, publié au *Journal officiel* du 23 avril 1950, pages 4348 et suivantes.)

Les chefs de corps devront, dès réception des présentes désignations:

1° Faire procéder aux vaccinations réglementaires pour les officiers désignés, reconnus aptes physiquement;
2° Faire bénéficier ces officiers de la permission de départ colonial.

Infanterie.

A. — VOLONTAIRES

Néant.

B. — D'OFFICE

Capitaines.

MM. Pastinelli (J.-P.), état-major subdivision de Toulouse.
Jeannerot (J.), 35e régiment d'infanterie.
Thery (P.-R.-P.), 92e régiment d'infanterie.
Thanguy (L.-M.), prytanée militaire la Flèche.

Lieutenants.

MM. Veillon (M.), 110e régiment d'infanterie.
Manteau (P.-F.), 5e régiment d'infanterie.
Thomas (J.-C.), 99e régiment d'infanterie alpine.
Lahorgue (V.), centre d'instruction des services de santé des T. O. A.
Rauscher (A.-J.), 30e bataillon de chasseurs portés.
Denamur (P.-P.), 5e régiment de tirailleurs marocains.
Appay (G.-J.), 93e régiment d'infanterie.
Le Guern (A.), 46e bataillon d'infanterie.
Maerten (H.-B.), école de haute montagne.
Vallet (E.-J.), service d'entraînement préparatoire et des réserves, Chambéry.

Sous-lieutenants.

MM. Geoffroy (C.-L.), 7e bataillon de chasseurs alpins.
Hiblot (A.-P.), compagnie administrative régionale n° 1.

Arme blindée et cavalerie.

A. — VOLONTAIRES

Capitaine.

M. Laporte (G.-J.-B.), direction des transports 10e région.

Lieutenant.

M. de Bardies-Montfa (A.), 8e dragons.

Sous-lieutenants.

MM. Bernard (Y.-J.-J.), 1er spahis marocains.
Brisgand (R.-M.), 8e cuirassiers.
Digot (P.-J.-A.-M.), 5e chasseurs d'Afrique.
Janvier (R.), 9e chasseurs d'Afrique.
Lunet de La Malene (G.-M.-J.-V.), 4e chasseurs d'Afrique.

B. — D'OFFICE

Capitaine.

M. de Vanssay (C.-A.-M.), 1er spahis marocains.

Lieutenant.

M. Bernabeu (R.-F.), S. E. P. R., 1re région.

Artillerie.

A. — VOLONTAIRES

Capitaine.

M. Masson (M.-A.), 402e régiment d'artillerie antiaérienne

B. — D'OFFICE

Capitaines.

MM. Berger (A.-C.-J.), 32e régiment d'artillerie.
Trotereau (A.), 33e régiment d'artillerie.
Le Garrec (G.-Y.-M.), 1/62e régiment d'artillerie.

Lieutenants.

MM. Chastenet (R.-J.), 8e régiment d'artillerie.
Giaume (R.-R.-J.-B.), 63e régiment d'artillerie.
Creux (F.-R.-L.), 64e régiment d'artillerie.
Darcq (J.-H.-C.-H.), 32e régiment d'artillerie.
Coquil (J.-L.), groupement d'aviation d'observation d'artillerie n° 1.
Durand (G.-V.-E.), 1/16e régiment d'artillerie.
Dorade (R.-L.-R.), 32e régiment d'artillerie.
Le Marec (J.-Y.-M.), 12e régiment d'artillerie.
Crottier-Combe (P.-C.-J.), 63e régiment d'artillerie.
Ratto (E.-G.), école d'application d'artillerie.
Noailhac (J.), 63e régiment d'artillerie.

Sous-lieutenants.

MM. Gilles (M.-L.), 407e groupe d'artillerie antiaérienne.
Beyer (C.), 24e régiment d'artillerie.

Train.

A. — VOLONTAIRE

Sous-lieutenant.

M. Dusch (R.-R.), groupe de transport n° 525.

B. — D'OFFICE

Capitaine.

M. Couturier (H.-L.-A.), groupe de transport n° 524.

Lieutenants.

MM. Dachicourt (G.-R.), groupe de circulation routière n° 521.
Gros (P.-J.), compagnie de circulation routière n° 253.
Vayriot (J.), 449e compagnie de transport.
Cassaing (P.-L.), groupe de transport n° 513.
Collet (M.-L.), compagnie de circulation routière n° 252.
Giroard (H.-V.), groupe de transport n° 501.
Faure (A.), groupe de transport n° 526.

Transmissions.

A. — VOLONTAIRES

Lieutenant.

M. Billard (A.-R.-P-S.), 6e bataillon du matériel de transmissions.

Sous-lieutenant.

M. Mollié (P.-J.-E.), service régional de l'exploitation des transmissions du Maroc.

B. — D'OFFICE

Lieutenants.

MM. Passelergue (J.-P.-M.-F.), 41e régiment de transmissions.
Germonville (R.-E.), école d'application des transmissions.

Sous-lieutenant.

M. Blondel (J.-P.), 48e bataillon de transmissions.

MISE EN ROUTE

A. — Les officiers désignés seront mis en route dans les conditions suivantes:

Les officiers en provenance de la métropole, des T. O. A. et de l'A. F. N. prenant leur permission de départ colonial en métropole et aux T. O. A. devront repoindre le 1er août 1950, le centre d'instruction et de transit colonial en métropole (C. I. T. C. M.) de Fréjus, en vue d'être mis en route à partir du 1er septembre 1950, sur les théâtres d'opérations extérieurs.

Les officiers en provenance de la métropole, des T. O. A. et de l'A. F. N. prenant leur permission de départ colonial en A. F. N., ne repoindront pas le C. I. T. C. M. de Fréjus et devront se tenir prêts à embarquer à partir du 1er septembre 1950.

B. — Prescriptions particulières:

a) Les chefs de corps adresseront, sous le timbre de la direction du personnel militaire de l'armée de terre (2e bureau), avant le 1er juillet 1950, une liste nominative des officiers désignés, indiquant le territoire (métropole, T. O. A. ou A. F. N.) sur lequel les intéressés prendront leur permission de départ colonial;

b) Le commandant du C. I. T. C. M. de Fréjus adressera sous le même timbre, avant le 15 août 1950, une liste nominative (distincte par arme) des officiers stagiaires qui, présents au centre à la date du 10 août 1950, seront prêts à embarquer à partir du 1er septembre 1950.

Croix de services militaires volontaires.

Par arrêté en date du 24 mai 1950:

Est annulée l'attribution de la croix de 3e classe des services militaires volontaires prononcée par arrêté du 28 avril 1950 en faveur de MM. les lieutenants de réserve Triol (Gabriel) et Barrau (Alphonse), déjà titulaires de cette récompense.

La croix des services militaires de 3e classe est attribuée à M. le capitaine François (Pierre-Augustin).

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 50-608 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention du 20 septembre 1946 conclue entre l'Etat et la société Air France pour l'exploitation des lignes aériennes françaises.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er juin 1950: page 5890, 1re colonne, article 2, 1re ligne, ajouter: « Le ministre de la France d'outre-mer »; aux contreseings, ajouter: « Le ministre d'Etat, ministre de la France d'outre-mer par intérim: Pierre-Henri Teitgen ».

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 50-615 du 30 mai 1950 fixant la participation des sociétés d'assurances et des assurés au financement des majorations de rentes viagères prescrites par la loi du 2 août 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant revision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces;

Vu l'avis conforme de la commission instituée par l'arrêté du 5 octobre 1949 en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi du 2 août 1949,

Décrète:

Art. 1er. — A dater du 1er janvier 1950, les sociétés d'assurances visées au premier alinéa de l'article 1er du décret du 14 juin 1938 et ayant émis des contrats de rentes viagères, participeront dans les conditions précisées ci-après, au financement du fonds commun institué par le décret du 22 novembre 1949 en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi du 2 août 1949.

Art. 2. — La participation incombant aux sociétés d'assurances est fixée, pour les rentes à échoir du 1er janvier 1950 au 31 décembre 1951 à 5 p. 100 du montant des majorations de rentes payées par chacune d'elles.

Art. 3. — Jusqu'au 3 décembre 1951, le montant des frais exposés par les sociétés pour la liquidation et le payement des majorations sera évalué forfaitairement, pour l'application de l'article 1er du décret du 22 novembre 1949, à 5 p. 100 du montant desdites majorations.

Art. 4. — Le taux de la surprime prévue à l'article 6 de la loi du 2 août 1949 est fixé à 0,25 p. 100 de la prime nette d'impôt. La surprime est applicable aux primes à échoir sur les contrats individuels de rentes viagères différées antérieurs au 1er janvier 1946 et sur les contrats individuels de rentes viagères immédiates et différées souscrits postérieurement à la promulgation de la loi.

Elle ne sera perçue qu'à partir du 1er janvier 1952; le recouvrement en sera effectué pour le compte du fonds commun institué par le décret du 22 novembre 1949, par les sociétés d'assurances et la caisse nationale d'assurances sur la vie et sous leur responsabilité.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

LIONEL DE TINGUY DU POUËT.

Décret n° 50-616 du 30 mai 1950 modifiant l'échelle indiciaire et les traitements correspondants de certains attachés administratifs au conseil d'Etat.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat, du garde des sceaux, ministre de la justice et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires et services civils);

Vu l'arrêté du 12 octobre 1948 relatif aux nouveaux traitements des attachés administratifs au conseil d'Etat;

Vu la circulaire n° 814-1314 du 14 janvier 1949 fixant les traitements applicables aux fonctionnaires des administrations centrales à compter du 1er janvier 1949;

Vu le décret n° 48-604 du 23 mars 1948 portant statut du personnel des bureaux du conseil d'Etat, et notamment son article 23, ensemble le décret n° 749-720 du 28 mai 1949 et notamment son article 2,

Décrète:

Art. 1er. — L'échelonnement indiciaire des attachés administratifs au conseil d'Etat (personnels bénéficiaires de l'article 23 du décret du 23 mars 1948) et les traitements correspondants, tels qu'ils ont été fixés par l'arrêté susvisé du 12 octobre 1948 relatif aux nouveaux traitements des attachés administratifs au conseil d'Etat et par la circulaire susvisée n° 814-1314 du 14 janvier 1949, sont modifiés ainsi qu'il suit:

CLASSES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS de base 1948.	INDICES	MAJORATIONS de reclassement.	NOUVEAUX traitements 1949.
	francs.		francs.	francs.
1re classe:				
3e échelon	270.000	600	78.525	800.000
2e échelon	249.000	565	73.800	742.000
1er échelon	225.000	525	62.925	687.000
2e classe	.....	.....	.....	(1) 662.000
3e échelon	240.000	500	63.750	638.000
2e échelon	187.500	470	63.550	581.000
1er échelon	165.000	440	59.300	536.000
3e classe	.....	.....	.....	(1) 496.000
4e échelon	150.000	410	60.925	484.000
3e échelon	135.000	375	57.025	434.000
2e échelon	120.000	335	49.625	384.000
1er échelon (adjoint)	105.000	300	42.300	339.000

(1) Traitement à titre personnel en faveur des attachés administratifs de 2e et de 3e classe bénéficiaires jusqu'alors, respectivement, des indices 525 et 425 en vertu des dispositions de l'arrêté susvisé du 12 octobre 1948.

Art. 2. — Les nouveaux traitements prévus par l'article 1er ci-dessus sont attribués aux attachés administratifs bénéficiaires de l'article 23 du décret du 23 mars 1948, après reclassement des intéressés dans les nouveaux échelons prévus par ledit article suivant le tableau de correspondance ci-après:

CLASSES	ANCIENS échelons.	NOUVEAUX échelons.
1re classe	4e échelon	3e échelon.
	3e échelon	3e échelon.
	2e échelon	2e échelon.
	1er échelon	1er échelon.
2e classe	4e échelon	3e échelon.
	3e échelon	3e échelon.
	2e échelon	2e échelon.
	1er échelon	1er échelon.
3e classe	3e échelon	4e échelon.
	2e échelon	3e échelon.
	1er échelon	2e échelon.
	Adjoints	1er échelon (adjoints.)

(1) Seront reclassés respectivement aux 3e et 4e échelons les attachés administratifs de 2e et de 3e classe bénéficiaires jusqu'alors des indices 525 et 425.

Art. 3. — L'ancienneté des attachés administratifs dans leur nouvel échelon comptera du jour de leur promotion à l'échelon qu'ils occupaient antérieurement.

Toutefois, l'ancienneté dans le 3e échelon des attachés administratifs de 1re classe et de 2e classe qui appartenaient précédemment au 4e échelon sera décomptée du jour de leur promotion au 3e échelon.

L'ancienneté respective dans le 3e et dans le 4e échelon des attachés administratifs de 2e et de 3e classes qui bénéficiaient jusqu'alors des indices 525 et 425, sera décomptée du jour de leur promotion au 3e échelon.

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat, le garde des sceaux, ministre de la justice et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet du 1er janvier 1949.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ MAYER.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Fixation du cautionnement du payeur général en Allemagne.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 9 juin 1939 fixant le statut du personnel des services du Trésor, ensemble les textes postérieurs qui l'ont complété et modifié;

Vu le décret n° 47-1129 du 23 juin 1947 portant organisation de la paierie générale en Allemagne et notamment l'article 15;

Vu l'arrêté du 31 mars 1949 fixant le cautionnement du payeur général en Allemagne,

Arrête:

Art. 1er. — Le cautionnement auquel est astreint le payeur général en Allemagne est fixé à la somme de cinq millions de francs.

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur adjoint du cabinet,
JACQUES GUDIETTE.

Fixation du cautionnement de divers agents de la payerie générale en Allemagne.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 9 juin 1939 fixant le statut du personnel des services du Trésor, ensemble les textes postérieurs qui l'ont complété et modifié;

Vu le décret n° 47-1129 du 23 juin 1947 portant organisation de la paierie générale en Allemagne et notamment l'article 15;

Vu l'arrêté du 31 mars 1949 portant fixation du cautionnement de divers agents de la payerie générale en Allemagne,

Arrête:

Art. 1er. — Les agents de la payerie générale en Allemagne sont astreints aux cautionnements indiqués ci-après:

Payeurs particuliers: 1.500.000 F.
Inspecteur chef des bureaux: 300.000 F.
Inspecteur vérificateur: 300.000 F.
Chefs de service: 120.000 F.

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur adjoint du cabinet,
JACQUES GUDIETTE.

Fixation du cautionnement du trésorier général en Sarre.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 9 juin 1939 fixant le statut du personnel des services du Trésor, ensemble les textes postérieurs qui l'ont complété et modifié;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1947 nommant le comptable du Trésor public français en Sarre;

Vu le décret n° 48-862 du 24 mai 1948 relatif à l'exécution des services financiers en Sarre et notamment l'article 3,

Arrête:

Art. 1er. — Le cautionnement auquel est astreint le trésorier général en Sarre est fixé à la somme de cinq millions de francs.

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur adjoint du cabinet,
JACQUES OUDIETTE.

Fixation du cautionnement du payeur général dans la zone française d'occupation en Autriche.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 9 juin 1939 fixant le statut du personnel des services du Trésor, ensemble les textes postérieurs qui l'ont complété et modifié;

Vu l'arrêté du 23 avril 1946 portant nomination du payeur général dans la zone française d'occupation en Autriche,

Arrête:

Art. 1er. — Le cautionnement auquel est astreint le payeur général dans la zone française d'occupation en Autriche est fixé à la somme de cinq millions de francs.

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 17 mai 1950.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur adjoint du cabinet,
JACQUES OUDIETTE.

Fixation des indemnités accordées aux agents de change des Bourses sans parquet dont les charges ont été supprimées.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le titre IX (§ 2) de la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 9 février 1941 relative aux Bourses de valeurs non pourvues d'un parquet;

Vu les articles 10 et 11 de la loi du 14 février 1942 relative à l'organisation et au fonctionnement des Bourses de valeurs:

Vu l'arrêté du 1er mars 1944 portant suppression des offices d'agents de change des Bourses sans parquet;

Vu la décision du conseil d'Etat du 9 juillet 1947;

Vu les avis du comité des Bourses de valeurs en date des 19 janvier 1950 et 2 mai 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Les indemnités prévues à l'article 2 de l'arrêté du 1er mars 1944 sont fixées ainsi qu'il suit:

Charge de M. Bayle à Reims. 532.094 F.
Charge de M. Bergerault au Havre: 225.000 F.
Charge de M. Le Meignen à Versailles: 1.799.723 F.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1950.

MAURICE-PETSCHE.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 50-617 du 19 mai 1950 relatif à certaines indemnités allouées à diverses catégories de personnels de l'enseignement supérieur.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre d'Etat et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 45-1295 du 13 juin 1945 fixant les traitements et classes des fonctionnaires de l'institut de physique du globe de Paris et des observatoires régionaux;

Vu le décret n° 45-1296 du 13 juin 1945 fixant les traitements et classes des fonctionnaires des observatoires rattachés aux universités des départements et de l'observatoire de Nice;

Vu le décret n° 45-1298 du 13 juin 1945 fixant les traitements et classes des fonctionnaires de l'école pratique des hautes études;

Vu le décret n° 45-1310 du 13 juin 1945 fixant les traitements et classes des fonctionnaires du bureau des longitudes;

Vu le décret n° 46-2169 du 8 octobre 1946 fixant le montant des indemnités de certains personnels de l'institut d'hydrologie et de climatologie;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1948 les dispositions des décrets nos 45-1295, 45-1298, 45-1310 du 13 juin 1945 et 46-2169 du 8 octobre 1946 sont abrogées en ce qui concerne les personnels désignés aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 ci-dessous.

Art. 2. — Les directeurs et sous-directeurs cumulants de l'école pratique des hautes études perçoivent une indemnité non soumise à retenues pour pensions correspondant à l'indemnité attribuée aux professeurs de faculté de Paris, pour quatre heures supplémentaires annuelles d'enseignement.

Art. 3. — Les directeurs cumulants des observatoires rattachés aux universités des départements et des observatoires régionaux, y compris l'observatoire de la Martinique, perçoivent une indemnité non soumise à retenues pour pensions correspondant à l'indemnité allouée aux professeurs de faculté des départements pour quatre heures supplémentaires annuelles d'enseignement.

Art. 4. — Le directeur de l'institut de physique du globe de Paris perçoit une indemnité non soumise à retenues pour pensions correspondant à l'indemnité allouée aux professeurs de faculté de Paris pour quatre heures supplémentaires annuelles d'enseignement.

Art. 5. — Les personnels du bureau des longitudes énumérés ci-dessus perçoivent une indemnité annuelle non soumise à retenues pour pensions fixée ainsi qu'il suit:

Membres titulaires.	60.000 F.
Membre chargé de la connaissance du temps	120.000
Membre directeur de l'observatoire de Montsouris	
Artiste titulaire	72.000

Art. 6. — Les personnels de l'institut d'hydrologie et de climatologie ci-après désignés perçoivent une indemnité non soumise à retenues pour pensions fixée ainsi qu'il suit:

Secrétaire général: indemnité correspondant à l'indemnité allouée aux professeurs de faculté de Paris pour deux heures supplémentaires annuelles d'enseignement.

Directeur scientifique et chef de travaux: indemnité correspondant à l'indemnité allouée aux maîtres de conférences de la faculté de Paris pour deux heures supplémentaires annuelles d'enseignement.

Art. 7. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1er janvier 1948.

Fait à Paris, le 19 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret n° 50-618 du 19 mai 1950 modifiant le décret du 10 mai 1948 relatif à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet professionnel de préparateur en pharmacie.

Le président du conseil des ministres,

Vu la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique;

Vu la loi du 24 mai 1946 fixant le statut des préparateurs en pharmacie;

Vu le décret du 10 mai 1948 relatif à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet professionnel de préparateur en pharmacie;

La commission instituée par l'article 5 de la loi du 24 mai 1946 entendue;

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre de la santé publique et de la population et du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 9 du décret du 10 mai 1948, instituant un brevet professionnel et un certificat d'aptitude professionnelle de préparateur en pharmacie, est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les candidats âgés de vingt et un ans au 10 mai 1948 et justifiant à cette date de plus de trois ans de pratique professionnelle sont dispensés de produire le certificat d'aptitude professionnelle pour s'inscrire au brevet professionnel.

« Aux sessions de 1950 et 1951, les épreuves que ces candidats auront à subir pour pouvoir obtenir le brevet professionnel de préparateur en pharmacie, de même que celles qu'auront à subir les candidats au certificat d'aptitude professionnelle qui comptaient au 10 mai 1948, dix-huit ans d'âge et deux ans de pratique professionnelle, seront choisies sur les matières figurant au programme moins étendu que le programme normal fixé par arrêté pris conjointement par le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la santé publique et de la population, et le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

YVON DELBOS.

Le ministre de la santé publique et de la population,

PIERRE SCHNEITER.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

ANDRÉ MORICE.

Décret du 19 mai 1950 relatif à l'acceptation d'un legs fait à un lycée.

Par décret en date du 19 mai 1950, le proviseur du lycée de garçons d'Alès est autorisé à accepter le legs net de tous frais fait à cet établissement par M. Elie Léon, consistant en 150 F de rente française.

Décret du 19 mai 1050 portant admission à la retraite d'un professeur d'enseignement supérieur.

Par décret en date du 19 mai 1950, M. Lombard (Victor), professeur à la faculté des sciences de Dijon, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté d'âge et de services, à compter du 15 février 1950.

Décret du 19 mai 1950 conférant l'honorariat (enseignement supérieur).

Par décret en date du 19 mai 1950, le titre de professeur honoraire de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université d'Alger est conféré à M. Benoit, ancien professeur de cette faculté, transféré à Strasbourg.

Décret du 20 mai 1950 modifiant le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences modifié notamment par les décrets du 19 juillet 1932, du 11 août 1947 et du 9 août 1948;

Vu l'avis du conseil de l'enseignement supérieur,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 3 du décret du 22 janvier 1896, modifié par les décrets du 19 juillet 1932, 11 août 1947 et 9 août 1948, est complété ainsi qu'il suit:

« *Art.* 3. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, des candidats justifiant de deux années au moins d'études ou de recherches depuis l'obtention du titre initial peuvent être autorisés par le doyen, sur avis favorable de l'assemblée de la faculté, à subir, sans justifier de l'un des trois certificats d'études supérieures énumérés au deuxième paragraphe du présent article, les épreuves d'un seul certificat d'études supérieures, sous réserve que ce certificat ne figure pas sur la liste des certificats d'études supérieures exigés des aspirants aux fonctions de l'enseignement public du second degré pour lesquelles le grade de licencié ès sciences est requis ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

YVON DELBOS.

Décret du 31 mai 1950 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 31 mai 1950, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'éducation nationale, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 23 mai 1950 portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Goguel (Henri-Maurice), doyen de la faculté libre de théologie protestante de Paris. Chevalier du 30 décembre 1933.

Professorat du second degré.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 50-366 du 1er avril 1950, instituant un professorat de l'enseignement du second degré,

Arrête:

TITRE Ier

Dispositions générales.

Art. 1er. — Le concours du professorat est ouvert à tout candidat justifiant des conditions préalables suivantes:

a) Possession d'une licence d'enseignement correspondant à la section du concours pour laquelle le candidat est inscrit;

b) Accomplissement d'un stage pédagogique d'au moins deux années scolaires durant lesquelles le candidat aura assuré soit un service complet d'enseignement, soit un service comportant un minimum de six heures d'enseignement complété par un service d'études surveillées.

En ce qui concerne les candidats à la section E, langues vivantes, le séjour passé dans un pays dont ils devront enseigner la langue en qualité d'assistant ou de professeur entrera en ligne de compte pour le calcul de la durée du stage, dans la limite maxima d'une année scolaire.

Art. 2. — Les épreuves de la partie pratique sont subies au cours de la deuxième année de stage.

Les épreuves de la partie théorique du concours sont subies après les épreuves pratiques, c'est-à-dire au terme de la deuxième année; elles comprennent les sections suivantes:

A. — Philosophie.
B. — Lettres classiques.
C. — Lettres modernes.
D. — Histoire et géographie.
E. — Langues vivantes (allemand, anglais, espagnol, italien).
F. — Mathématiques.
G. — Sciences physiques.
H. — Sciences naturelles

Art. 3. — Seuls peuvent être admis à se présenter aux épreuves de la partie théorique les candidats ayant obtenu aux épreuves de la partie pratique au moins la mention « passable ».

Art. 4. — Les candidats refusés aux épreuves de la partie pratique pourront être autorisés à faire une troisième année, au terme de laquelle ils devront quitter l'enseignement public du second degré s'ils échouent à nouveau aux épreuves de la partie pratique.

TITRE II

Du stage pédagogique.

Art. 5. — Tout licencié d'enseignement assurant un service complet ou partiel d'enseignement dans un établissement du second degré est, au cours du stage prévu à l'article 1er du titre Ier, confié à un conseiller pédagogique qui est chargé de sa formation professionnelle.

Art. 6. — Le conseiller pédagogique est en principe un professeur agrégé ayant exercé pendant au moins huit ans dans les fonctions d'enseignement comme professeur titulaire.

Cependant, des professeurs certifiés ou licenciés peuvent devenir conseillers pédagogiques sous les mêmes conditions d'ancienneté.

Les conseillers pédagogiques sont désignés pour une année scolaire par le ministre, sur proposition des recteurs et de l'inspection générale.

Art. 7. — Le conseiller pédagogique rédige sur le candidat qui lui est confié un rapport succinct, relatant les observations faites, les progrès et les échecs. Ce rapport est obligatoirement joint au dossier du candidat et consulté par le jury au moment des épreuves de la partie pratique. Le rapport du conseiller pédagogique n'est pas joint au dossier administratif du candidat reçu au concours.

Art. 8. — Des cours, conférences pédagogiques, journées d'études, etc., destinés à la formation professionnelle des candidats, sont organisés par les recteurs dans les centres académiques ou dans certains centres départementaux. Ces cours doivent être obligatoirement suivis par les candidats, qui signent des feuilles de présence et reçoivent en fin d'année scolaire un certificat d'assiduité. Cette pièce doit être jointe au dossier d'inscription du candidat.

TITRE III

Des jurys.

Art. 9. — A chacune des sections instituées pour les épreuves de la partie théorique correspond un groupe de jurys.

Art. 10. — Chaque groupe de jurys est présidé par un inspecteur général, nommé par le ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement du second degré. Les membres en sont nommés par le ministre sur proposition du président, parmi les professeurs de l'enseignement supérieur et parmi les professeurs agrégés, certifiés ou licenciés de l'enseignement du second degré.

Art. 11. — Chaque section comporte, sous la même présidence, un ou plusieurs jurys régionaux pour la partie pratique et un jury national pour la partie théorique. Les mêmes membres peuvent faire partie de deux ou plusieurs jurys.

Art. 12. — Les épreuves de la partie pratique sont organisées de la manière suivante:

La présidence du jury de la partie pratique est assurée par l'inspecteur général, président du concours, ou par un inspecteur général de la même spécialité et désigné par lui. En l'absence d'un inspecteur général, la présidence du jury est assurée par le recteur ou par un inspecteur d'académie ou un chef d'établissement autre que celui où enseigne le candidat.

Les présidents des jurys régionaux doivent être agrégés et appartenir à la discipline enseignée par le candidat.

Chaque jury régional comprend, outre le président, deux professeurs titulaires de la discipline enseignée par le candidat; l'un d'entre eux doit être un conseiller pédagogique.

Le chef de l'établissement où enseigne le candidat et le conseiller pédagogique de ce dernier, sont obligatoirement consultés par le jury sur les aptitudes pédagogiques du candidat.

Art. 13. — Le recteur de l'académie réunira en séance plénière, en accord avec l'inspecteur général président, les différents jurys régionaux de l'académie pour délibérer et fixer définitivement les notes à attribuer aux candidats pour les épreuves de la partie pratique.

TITRE IV

Des épreuves.

A. — Partie pratique

Art. 14. — Les épreuves pratiques se subdivisent ainsi:

Le jury prévu au titre III du présent arrêté assiste pendant une demi-journée environ, et sans y prendre part, aux leçons et exercices donnés par le candidat dans les diverses classes dont il assure normalement le service.

Le jury, à la suite de cette visite, interroge le candidat et s'entretient avec lui sur sa manière d'enseigner.

Le jury est mis en possession de tous les documents capables d'étayer son jugement: cahiers de textes, sujets d'exercices donnés en cours d'années — copies corrigées — renseignements fournis par l'administration relatifs à l'action éducatrice exercée par le maître, etc.

Art. 15. — Les épreuves pratiques donneront lieu à un rapport. La mention très bien, bien, assez bien ou passable attribuée aux candidats admis ne sera définitivement arrêtée que lors de l'assemblée plénière prévue au titre III.

B. — Partie théorique

Art. 16. — Les dispositions réglementaires relatives aux concours d'agrégation, notamment en ce qui concerne les inscriptions, les centres d'examen et la police des examens, sont applicables, sauf stipulation contraire, à la partie théorique du concours du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement public du second degré.

Art. 17. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20 et affectées de coefficients qui seront fixés par arrêté.

Chacune des mentions obtenues à la partie pratique comportera, en outre, l'attribution d'un certain nombre de points qui sera fixé par le même arrêté.

Art. 18. — La partie théorique comprend une épreuve ayant même caractère dans toutes les sections, mais qui pourra être adaptée à la discipline enseignée par le candidat; celui-ci devra faire, par écrit, un exposé sur une question faisant appel à l'expérience acquise par lui dans la pratique de l'enseignement (durée: quatre heures).

La correction de cette épreuve sera assurée par le président du jury.

La partie théorique comprend, en outre, les épreuves suivantes:

A. — Section philosophie

a) *Epreuves écrites.*

1° Une dissertation philosophique sur un sujet de philosophie générale ou de psychologie pris dans le programme des lycées et collèges et choisi de manière à pouvoir être proposé comme devoir à des élèves (durée: six heures);

2° Une dissertation philosophique sur un sujet de logique ou de morale pris dans le programme des lycées et collèges et choisi de manière à pouvoir être proposé comme devoir à des élèves (durée: six heures)

b) *Epreuves orales.*

1° Une leçon très courte sur un sujet qui pourrait être traité dans une classe (durée: quarante minutes maximum; durée de la préparation: deux heures et demie);

2° Une explication d'un texte philosophique pris parmi ceux qui figurent au programme à option de la classe de philosophie (durée: une demi-heure; durée de la préparation: une heure);

3° Au choix du candidat, explication d'un texte philosophique grec, latin, allemand ou anglais, sans programme (durée: une demi-heure; durée de la préparation: une heure).

L'usage du dictionnaire est autorisé pour cette épreuve.

B. — Section lettres classiques

a) *Epreuves écrites.*

1° Une composition française sur un sujet d'ordre général (durée: six heures);

2° Une version latine suivie d'un exercice de thème d'imitation de quelques lignes, sans dictionnaire français-latin (durée: cinq heures);

3° Version grecque (durée: quatre heures).

b) *Epreuves orales.*

1° Explication française portant sur un texte du seizième siècle à nos jours, extrait des auteurs du programme des lycées et collèges, suivie d'un exposé sur une question de grammaire française moderne (durée de l'épreuve: quarante minutes; durée de la préparation: deux heures);

2° Explication d'un texte latin, susceptible d'être expliqué en classe, suivie d'un exposé grammatical sur une question de grammaire latine (durée de l'épreuve: quarante minutes; durée de la préparation: deux heures);

3° Explication d'un texte grec, susceptible d'être expliqué en classe, suivie d'un exposé grammatical sur une question de grammaire grecque (durée de l'épreuve: quarante minutes; durée de la préparation: deux heures).

L'usage d'un dictionnaire latin-français et grec-français est autorisé tant aux épreuves écrites qu'orales.

C. — Section lettres modernes

a) *Epreuves écrites.*

1° Une composition française sur un sujet d'ordre général (durée: six heures);

2° Etude grammaticale et stylistique de deux textes français, l'un tiré d'un auteur du moyen âge ou du seizième siècle, l'autre d'un auteur postérieur du seizième siècle, auteurs tirés des programmes des lycées et collèges (durée: quatre heures);

3° Au choix du candidat, version latine, allemande, anglaise, arabe, espagnole, italienne, portugaise ou russe.

L'usage d'un dictionnaire en langue étrangère est autorisé, ainsi que celui d'un dictionnaire latin-français pour les candidats qui ont opté pour la version latine. Les candidats qui ont opté pour la version arabe pourront utiliser un dictionnaire bilingue (durée: trois heures).

b) *Epreuves orales.*

1° Explication d'un texte français extrait d'un auteur du programme du moyen âge ou du seizième siècle suivie d'un exposé grammatical sur une question de grammaire française de la période considérée (durée de l'épreuve: quarante minutes; durée de la préparation: deux heures);

2° Explication d'un texte français extrait d'un auteur du programme postérieur au seizième siècle, suivie d'un exposé grammatical sur une question de grammaire française moderne (durée de l'épreuve: quarante minutes; durée de préparation: deux heures);

3° Explication d'un texte de langue vivante (allemand, anglais, arabe, espagnol, italien, portugais, russe).

Cette langue pourra être différente de la langue choisie, à l'écrit, elle pourra aussi être la même; les candidats indiquent en s'inscrivant sur quelle langue ils désirent être interrogés à l'oral (durée de l'épreuve: trente minutes; durée de la préparation: une heure).

D. — Section histoire et géographie

a) *Epreuves écrites.*

1° Une composition d'histoire (durée: quatre heures);

2° Une composition de géographie (durée: quatre heures).

Ces deux compositions porteront sur un programme limité, fixé chaque année par le ministre de l'éducation nationale et correspondant à la matière de l'enseignement d'une classe déterminée du second degré.

A la composition d'histoire, pourront être joints un texte ou un document très simples, se rapportant au même sujet et que les candidats devront commenter sommairement.

La composition de géographie comportera obligatoirement soit un exercice cartographique ou géographique très simple soit un commentaire de document (carte, statistique, etc.) portant l'un ou l'autre sur le sujet de la composition.

b) *Epreuves orales.*

1° Une épreuve d'histoire;

2° Une épreuve de géographie.

Les épreuves porteront sur le même programme que l'écrit.

Elles comprendront chacune un court exposé de vingt minutes sur un sujet tiré au sort susceptible d'être traité dans une classe, suivi d'une interrogation de dix minutes, dirigée par le jury et permettant de faire préciser au candidat certaines affirmations de son exposé ou de l'amener à combler certaines insuffisances de celui-ci; d'une façon générale de faire la preuve, non seulement de son savoir, mais aussi de sa culture historique ou géographique, de son intelligence et de son jugement.

La préparation de chacune des deux épreuves se fera pendant deux heures. Le jury mettra à la disposition des candidats les ouvrages qu'il jugera utiles.

E. — SECTION LANGUES VIVANTES

a) *Epreuves écrites.*

1° Composition en langue étrangère portant sur une question prise dans le programme de civilisation étrangère du second degré (deuxième cycle) (durée: cinq heures);

2° Traduction en français d'un texte pouvant être proposé comme devoir à des élèves de la classe de première. Sur ce texte, le candidat posera en langue étrangère cinq questions analogues à celles de l'épreuve écrite du baccalauréat (première partie). Il rédigera ensuite en langue étrangère les réponses à ces questions, puis en français il en justifiera le choix et présentera éventuellement les réflexions d'ordre général que lui suggérera le sujet proposé (durée: cinq heures);

3° Exposé en français, avec exemples à l'appui, d'une question de grammaire de la langue étrangère portant sur le programme de l'enseignement du second degré, cet exposé devant être adapté au niveau d'une classe indiquée par le jury (durée: quatre heures).

Pour les épreuves écrites, l'usage de tout dictionnaire est interdit.

b) *Epreuves orales.*

1° Leçon en langue étrangère sur un texte du niveau du premier cycle (classe indiquée par le jury): l'étude du vocabulaire sera faite en langue étrangère, celle de la grammaire en français (durée: trente minutes; durée de la préparation: deux heures);

2° Lecture, puis explication et commentaire en langue étrangère, suivis de la traduction en français d'un texte étranger susceptible d'être étudié dans le second cycle (classe indiquée par le jury) (durée: quarante minutes; durée de préparation: trois heures).

La prononciation et l'élocution du candidat donneront lieu, en outre, à l'attribution d'une note spéciale qui pourra être éliminatoire.

Pour les épreuves orales, un dictionnaire unilingue choisi par le jury sera mis à la disposition des candidats.

F. — SECTION MATHÉMATIQUES

a) *Epreuves écrites.*

1° Un problème de mathématiques portant sur le programme de l'enseignement du second degré (durée: cinq heures);

2° Corrigé d'un exercice de mathématiques.

L'énoncé d'un problème est remis aux candidats, avec indication de la classe dans laqeulle ce problème peut être proposé. Les candidats doivent remettre une solution claire, parfaitement rédigée, et suivie d'un commentaire comportant les observations qu'un professeur présenterait à ses élèves et, éventuellement, les réflexions d'ordre général que suggère au candidat le sujet proposé (durée de l'épreuve: cinq heures);

3° Calcul numérique pouvant comporter l'usage de tables de fonctions circulaires ou de logarithmes. L'épreuve est jugée autant sur l'exactitude du calcul que sur sa présentation (durée: deux heures).

Seules interviendront pour l'admissibilité les trois premières épreuves écrites; l'épreuve de calcul numérique n'interviendra que pour l'admission.

b) *Epreuves orales.*

1° Leçon de géométrie ou de géométrie descriptive et cotée (préparation: trois heures; durée: quarante-cinq minutes au maximum);

2° Leçon d'algèbre, d'arithmétique, ou de trigonométrie (préparation: trois heures; durée: quarante-cinq minutes au maximum).

Chacune de ces épreuves porte sur un sujet pris dans le programme des établissements du second degré, avec l'indication de la classe à laquelle cette leçon est destinée. Les seuls documents remis aux candidats pour la préparation des leçons sont une table de logarithmes sans formules et un programme de l'enseignement du second degré.

C. — SECTION SCIENCES PHYSIQUES

a) *Epreuves écrites.*

1° Une composition de physique pouvant comporter des applications (durée: cinq heures);

2° Une composition de chimie pouvant comporter des applications (durée: quatre heures).

Le sujet de ces compositions sera pris dans le programme des lycées et collèges.

b) *Epreuves orales.*

1° Une leçon de physique avec expériences (durée: quarante minutes);

2° Une leçon de chimie avec expériences (durée: quarante minutes).

Ces leçons s'adressent à des classes déterminées du second degré qui sont indiquées au candidat en même temps que le sujet qu'il doit exposer.

La préparation de ces épreuves, qui durera quatre heures, précédera immédiatement l'exposé.

Les concurrents disposeront pour cette préparation:

1° De la collection scientifique et du matériel de l'établissement où se dérouleront les épreuves;

2° D'ouvrages de documentation tels que ceux qui sont écrits pour les classes de préparation aux grandes écoles et les cours de licence. Les ouvrages destinés aux classes secondaires proprement dites sont exclus.

H. — SECTION SCIENCES NATURELLES

a) *Epreuves écrites.*

1° Une composition sur un sujet de zoologie ou de physiologie (durée: quatre heures);

2° Une composition sur un sujet de botanique ou de géologie (durée: quatre heures).

Le sujet de ces compositions sera pris dans le programme des lycées et collèges.

b) *Epreuves orales.*

1° Leçon sur un sujet tiré des programmes pour les classes du premier cycle;

2° Leçon sur un sujet tiré des programmes, pour les classes du second cycle.

Chacune de ces leçons durera quarante minutes et comportera une préparation de quatre heures.

Pour chacune de ces leçons, le candidat devra supposer qu'il s'adresse aux élèves de la classe correspondant au programme dont le sujet a été extrait. Il sera donc tenu le plus grand compte dans l'appréciation des leçons:

1° Du niveau de cette leçon, qui devra être adapté à celui des élèves;

2° Du soin mis par le candidat à choisir et à utiliser tous les moyens d'illustration de la leçon: échantillons divers (pièces fraîches ou de la collection), planches murales, projections fixes ou animées, gravures, photographies, expériences, préparations microscopiques ou autres, dissections, etc.

Les concurrents disposeront pour cette préparation:

1° De la collection scientifique et du matériel de l'établissement où se dérouleront les épreuves;

2° D'ouvrages de documentation tels que ceux qui sont écrits pour les classes de préparation aux grandes écoles et les cours de licence. Les ouvrages destinés aux classes secondaires proprement dites sont exclus.

Art. 19. — Chacune des épreuves orales pourra être immédiatement suivie d'une conversation entre le candidat et les membres du jury, le candidat pourra être invité à fournir une explication, à expliquer un détail ou un point particulier, à justifier une façon de faire, à défendre un point de vue.

Art. 20. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Art. 21. — Le directeur de l'enseignement du second degré est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur en 1951 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

YVON DELBOS.

Programme des épreuves spéciales du baccalauréat organisé au Maroc par application du décret n° 48-1267 du 13 août 1948.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 48-1267 du 13 août 1948;

Vu la délibération du conseil de l'enseignement supérieur du 20 avril 1950;

Vu la délibération de la section permanente du conseil de l'enseignement du second degré du 27 avril 1950,

Arrête:

Art. 1er. — Pour le baccalauréat organisé au Maroc, le texte qui fera l'objet de l'explication littéraire prévue aux articles 3 et 5 du décret susvisé sera emprunté par l'examinateur à un ouvrage représentatif de la littérature arabe se rapportant au programme ci-dessous:

« La poésie archaïque. Le Coran (en tant que monument littéraire). Le Nahj al-balagha. La prose littéraire du neuvième au onzième siècle après Jésus-Christ; l'adab et al-Jahla, les séances de Al-Hamadhâni ou al-Hariri. La poésie du huitième au onzième siècle après Jésus-Christ; les panégyristes omeyyades Abou-Nôwas et Abou-Albâtiya; al-Mo'anabbi; al-Ja'arri. Les historiens et les géographes: at-Tabari, Ibn al-Athir, Ibn Khaldoun, al-Muqaddasi et Ibn Jobayr. Le Nahj des dix-neuvième et vingtième siècles. »

Art. 2. — L'interrogation sur l'histoire et la géographie du pays où se passe l'examen, prévue par les articles 3 et 6 du même décret et affectée du coefficient 2, portera sur le programme suivant:

PREMIERE PARTIE

Histoire.

I. — VUES GÉNÉRALES SUR L'HISTOIRE DU MAROC JUSQU'AU TREIZIÈME SIÈCLE

Les Berbères. — Les civilisations antiques au Maroc.
La conquête arabe et l'islamisation du Maroc.
Les relations du Maroc avec les Omeyyades d'Espagne et les Fatimides.
Les Almoravides.
Les Almohades.

II. — LE MAROC DEPUIS LE TREIZIÈME SIÈCLE

1° *Les Mérinides.*

Les origines et les migrations des tribus mérinides. — L'établissement de la dynastie mérinide et les luttes contre les derniers Almohades, la fondation de Fès Idid. — L'effort de la dynastie mérinide — Les échecs en Espagne et les relations avec les Hafsides en Grenade. — Les conquêtes passagères du Maghreb et de l'Ifriqiya. — Le problème arabe. — La civilisation et l'art sous les Mérinides.

2° *La crise de l'histoire marocaine.*

La décadence de la dynastie mérinide. — L'anarchie politique. — L'usurpation des B. Ouattas. — L'évolution du soufisme marocain. — Le maraboutisme. — Les transformations de l'Islam occidental. — Les entreprises portugaises au Maroc et les réactions saadiennes.

3° *Les Saadiens.*

L'établissement de la dynastie saadienne, la politique extérieure des sultans saadiens. — La lutte contre les Portugais, contre les Turcs. — L'expédition du Soudan — Les relations avec l'Europe. — Les institutions et la civilisation sous Aboul Abbas Ahmed Al Mansour. — Recrudescence de la crise maraboutique et ruine de la dynastie.

4° *Les Alaouites.*

La fondation de la dynastie: Moulay Rachid. — La consolidation de la dynastie. — Moulay Ismaïl, son œuvre de pacification et d'organisation du pays. — L'isolement du Maroc. — La grande anarchie sous les premiers successeurs de Moulay Ismaïl. — Sidi Mohamed ben Abdallah et Moulay Sliman: stabilisation, archaïsme des institutions marocaines. — La politique Makhzen. — Le problème berbère: la poussée des Sanhaja du Moyen-Atlas. — Le Maroc au dix-neuvième siècle et au vingtième siècle. — Les rapports avec la France. — Les rapports avec l'Espagne. — Progrès des influences européennes.

5° *Le Maroc au début du vingtième siècle.*

Le Makhzen et les institutions de gouvernement, la vie politique et sociale dans le bled makhzen et le bled Siba. — La vie religieuse, la vie économique, la vie intellectuelle et artistique. — La crise marocaine et l'établissement du protectorat (1912).

Géographie du Maroc.

I. — Milieu physique.

Généralités: situation, superficie. — Structure, relief et sols, côtes. — Climat et conséquences pour l'hydrographie, la végétation, la vie animale et la vie de l'homme.

II. — Milieu humain.

Démographie: caractères généraux. — Origines et composition ethnique de la population. — Densité et répartition. — Habitat. — La vie urbaine.

III. — Géographie économique.

Conditions générales de la mise en valeur: les capitaux, la main-d'œuvre.
Equipement du Maroc: voies ferrées, routes et communications aériennes, ports, travaux hydrauliques.
Agriculture: céréales, grande culture et culture traditionnelle, diversité des rendements, progrès à réaliser. — L'élevage. — L'olivier. — La vigne, cultures fruitière et maraîchère. — Les cultures industrielles. — Produits naturels du sol (alfa et forêts). — La pêche.
Mines et industries: phosphate. — Combustibles. — Métaux (ferreux et non ferreux). — Industries de transformation et conditions de leur développement (sources d'énergie et matières premières). — L'industrie artisanale.
Commerce: conséquence de l'acte d'Algésiras sur les relations franco-marocaines.

DEUXIEME PARTIE

Histoire.

1. — *La conquête arabe et les Omeyyades.*

Extension de la domination arabe en Orient et en Occident. — Ses conséquences.
La dynastie omeyyade. — Le gouvernement des provinces. — Les origines de l'art musulman.

2. — *Les Abassides et l'âge d'or de la civilisation musulmane.*

Fondation de Bagdad. — Al Rachid et Al Memoun. — La vie économique, sociale, culturelle et artistique sous les Khalifes abbassides.
Influence abbasside dans le monde musulman et réactions locales. Les Seldjoukides et la fin de l'époque abbasside.

3. — *Les Omeyyades en Espagne.*

Le gouvernement de l'Espagne musulmane. — Les grands centres de civilisation. Séville et Cordoue. — Influence en Afrique du Nord.

4. — *La civilisation musulmane dans le Maghreb.*

a) Vie économique, sociale, intellectuelle et artistique du neuvième au onzième siècle. — Les grands centres de civilisation.
b) Almoravides et Almohades. — Les lettres et les arts au douzième siècle.
c) La décomposition de l'empire almohade. L'époque mérinide. — Le royaume de Tlemcen. — Les Hafsides à Tunis.
d) Etablissement de la domination turque et ses conséquences sur la vie politique, économique et sociale. — Les dynasties saadienne et alaouite au Maroc.

Géographie de l'Afrique du Nord.

1. — *Milieu naturel.*

Le relief et les côtes: structure et érosion, chaînes montagneuses (Rif et Atlas tellien, Atlas marocain et saharien), plaines et plateau. — Caractères généraux des côtes.
Le climat et ses conséquences: facteurs et caractères généraux. Conséquences pour l'hydrographie (les oueds), pour la végétation (répartition et principaux types de paysage végétal), pour la vie animale, pour la vie de l'homme. Importance du problème de l'eau.

2. — *Milieu humain.*

Les Berbères: problème de leur origine. — Structure sociale, politique et économique de la société berbère.
Evolution historique: Carthage et Rome. — L'islamisation et ses conséquences. — Les apports français.
Eléments de la population: Musulmans, Israélites et Européens; études démographiques.

3. — *Le développement économique.*

L'équipement économique: routes, voies ferrées et communications aériennes, ports. — L'hydraulique agricole.

La mise en valeur du sol aux dix-neuvième et vingtième siècles.

Conditions générales; différents types de mise en valeur; l'effort de modernisation. — Les différentes cultures: céréales (culture européenne et culture traditionnelle); la vigne; l'olivier, les cultures maraîchères, fruitières et diverses. — Les produits naturels du sol: les forêts et l'alfa.
L'exploitation du sous-sol et les sources d'énergie: phosphate, fer et minerais divers, houille et lignite, pétrole, énergie électrique.
L'industrie: conditions générales. — Industries extractives et de transformation.
La pêche: principaux types de pêche.
Le commerce: commerce intérieur. — Commerce extérieur. — Les grands ports et leur importance.

4. — *Population et évolution des genres de vie. Problèmes démographiques.*

Nomades et semi-nomades des steppes: nomades sahariens. — Semi-nomades des steppes marocaines, algériennes. Progrès de leur fixation et transformation de l'habitat.
Montagnards: semi-nomades du Maroc central, de l'Aurès et du Sud tunisien, pasteurs, agriculteurs des régions boisées. Sédentaires (Chleuhs, Rifains, Kabyles, Matmatas). Types d'habitat correspondants.
Sédentaires des plaines: cultivateurs de céréales et éleveurs, arboriculteurs. Types d'habitat correspondants.
La population des villes et les différents types de villes.

5. — *Variétés régionales.*

Algérie, Tunisie, Maroc. — Caractères originaux; grandes régions.

Conclusion. — Le rôle de l'Afrique du Nord dans l'économie du monde et plus particulièrement dans l'économie de l'Union française.

Art. 3. — L'interrogation sur le programme général d'histoire et de géographie prévue, elle aussi, par les articles 4 et 6 du décret et affectée, comme l'interrogation visée à l'article précédent, du coefficient 2, portera sur le programme suivant:

PREMIERE PARTIE

Histoire.

La France en 1789. L'ancien régime politique et social; l'esprit public.

La fin de la monarchie 1789-1792. Les Etats généraux. Les réformes de la Constituante. La chute de la royauté.

La Convention. La première coalition, l'invasion et le gouvernement révolutionnaire. Robespierre. L'armée de l'an II et la libération du territoire. La Convention thermidorienne.

Le Directoire, histoire intérieure et extérieure.

Le Consulat et l'Empire. L'établissement des grands organes de l'Etat moderne. La société nouvelle.

La politique extérieure de Napoléon; histoire sommaire des coalitions, les grands théâtres d'opérations, les remaniements territoriaux, le blocus continental. Transformations administratives et sociales en Europe sous l'influence des idées françaises.

La fin de l'Empire. Les résistances nationales. Les dernières campagnes. L'abdication de Napoléon. Les Cent jours. Le congrès de Vienne et les remaniements territoriaux.

La France de 1815 à 1848: grands traits de l'histoire politique et sociale. La Restauration, la Révolution de 1830, la Monarchie de Juillet. La conquête de l'Algérie.

La politique internationale de 1815 à 1848: la Sainte Alliance et son déclin. L'éveil des nationalités. Le soulèvement de l'Amérique latine. L'indépendance de la Grèce et de la Belgique. L'Egypte de Mohammed Ali. L'Europe à la veille de 1848.

L'Angleterre pendant la première moitié du dix-neuvième siècle; les grandes réformes politiques et économiques.

Le mouvement des idées pendant la première motié du dix-neuvième siècle. Le romantisme dans la littérature et l'art. Le progrès scientifique. Les doctrines politiques et sociales.

La crise de 1848 et ses suites. La Seconde République en France. Les mouvements nationaux et sociaux en Europe, leur échec.

Géographie.

Traits généraux de la géographie physique de la France.

La France par grandes régions (cette étude ne devra pas dépasser la durée de deux mois).

La population de la France.

Les pays de l'Union française.

La vie économique de la France et de l'Union française et leur place dans l'économie mondiale.

DEUXIEME PARTIE

Histoire.

La France sous le Second Empire: le régime, son évolution, l'essor économique et ses conséquences sociales. Les grands traits de la politique étrangère et africaine.

La question d'Orient; la guerre de Crimée et le congrès de Paris. La formation des Etats balkaniques. Le congrès de Berlin et les tentatives de réformes en Turquie.

L'unité allemande et le compromis austro-hongrois.

L'unité italienne.

La Russie sous Alexandre II.

L'Angleterre: l'ère victorienne. Le triomphe du libéralisme dans les domaines politique, économique et social.

L'expansion européenne. L'émigration. Les empires coloniaux.

La France de 1871 à 1914. L'évolution politique, les transformations économiques et sociales. La fondation de l'empire colonial et la politique coloniale.

Les Etats européens: l'Empire allemand. Le tsarisme et les mouvements révolutionnaires en Russie.

Les Etats-Unis au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle. La guerre de sécession. Le peuplement et l'expansion économique.

La question d'Extrême-Orient et du Pacifique.

Le mouvement des idées, les sciences, les lettres et les arts dans la période contemporaine.

Les relations internationales de 1904 à 1914 et la première guerre mondiale, l'Europe du traité de Versailles.

De la première à la seconde guerre mondiale. Le déséquilibre mondial. L'évolution intérieure des Etats et des formes politiques. Les problèmes internationaux et le déclenchement de la guerre.

Géographie.

Les principales puissances et leurs groupements.

L'Europe occidentale: (étude particulière de la Grande-Bretagne, de la Belgique et des Pays-Bas. On y ajoutera une étude sommaire du Commenwalth, du Congo belge et de l'Indonésie).

L'Europe centrale: (étude particulière de l'Allemagne et de la Pologne).

L'Europe méditerranéenne: (étude particulière de l'Italie).

L'U. R. S. S.

La Chine et le Japon.

Les Etats-Unis.

L'Argentine et le Brésil.

Les principales matières premières: produits alimentaires, produits textiles, caoutchouc, minerais, produits métallurgiques, sources d'énergie.

Les transports internationaux et les grands ports.

Place de la France et de l'Union française dans la vie économique du monde.

Art. 4. — Le directeur général de l'enseignement supérieur, le directeur général de l'enseignement du second degré et l'inspecteur général, chargé de la direction du service de coordination de l'enseignement outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 mai 1950.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
LÉON BROUART.

Collège de France.

Par arrêté en date du 22 mai 1950, M. Choh Hao Li, professeur à l'université de Berkeley (Californie), est chargé, du 15 mai au 15 juin 1950, d'un enseignement au Collège de France.

Enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 22 mai 1950, M. Martin (Roger), professeur agrégé, assistant à la faculté des lettres de l'université de Besançon, est nommé, à compter du 1er octobre 1950, bibliothécaire en chef de l'école normale supérieure, en remplacement de M. Etard, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 50-619 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 50-179 du 6 février 1950 relatif aux modalités de stockage des céréales pour la campagne 1949-1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le texte annexé au décret de codification du 23 novembre 1937, relatif à l'office national interprofessionnel du blé, modifié et complété par les textes subséquents;

Vu le décret n° 49-1151 du 18 août 1949 fixant le prix et les modalités de payement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1949-1950;

Vu le décret n° 50-179 du 6 février 1950 relatif aux modalités de stockage des céréales pour la campagne 1949-1950,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret n° 50-179 du 6 février 1950 est modifié comme suit:

« Le taux décadaire de la prime de magasinage prévue par l'article 12 (alinéa 1er) du décret n° 49-1151 du 18 août 1949 susvisé est fixé à 5,50 F par quintal à compter du 10 février 1950. »

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
GABRIEL VALAY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret n° 50-620 du 30 mai 1950 modifiant le décret du 22 septembre 1947 relatif au mandatement des dépenses des organismes d'assurances sociales agricoles.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés de l'agriculture;

Vu le décret du 24 mars 1936 portant règlement d'administration publique pour l'exécution du décret-loi susvisé;

Vu le décret du 22 septembre 1947 relatif au mandatement des dépenses des organismes d'assurances sociales agricoles,

Décrète :

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 22 septembre 1947 est modifié comme suit:

« L'administrateur chargé de la direction ou le directeur procède au mandatement des dépenses. Il signe en conséquence les mandats de payement qui sont datés et comportent un numéro d'ordre. Toutefois, pour les mandats inférieurs à 20.000 F, le directeur peut, sous sa responsabilité et avec l'accord du conseil d'administration, déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents autres que les comptables et caissiers. »

Art 2. — Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
GABRIEL VALAY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Décret n° 50-621 du 30 mai 1950 portant relèvement de l'indemnité allouée aux concierges des haras nationaux.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de l'agriculture, du ministre l'Etat, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1946 fixant les modalités de la rémunération allouée aux concierges des haras nationaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — A compter du 1er juillet 1949, l'indemnité allouée aux concierges des haras nationaux est fixée à 80.000 F par an.

Art. 2. — L'arrêté du 17 janvier 1946 susvisé est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, le ministre d'Etat, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'agriculture,
GABRIEL VALAY.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 30 mai 1950 relatif à la participation des chambres de commerce dans le financement des régions économiques.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce;

Vu le décret-loi du 14 juin 1938 modifiant la loi du 9 avril 1898 et portant organisation des régions économiques;

Vu le décret du 28 septembre 1938 portant organisation des régions économiques;

Vu le décret du 11 février 1944 modifiant ce décret,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 1er et 2 du décret du 11 février 1944 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 1er. — L'alinéa 5 de l'article 7 du décret du 28 septembre 1938 est modifié ainsi qu'il suit:

« Le complément est demandé sous forme de contribution à chacune des chambres de commerce constituant la région. Les parts contributives de ces compagnies sont fixées au prorata du montant global des anciens droits de patente retenus dans les rôles généraux de l'année précédente, pour l'établissement de la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce dans les différentes communes relevant de leurs circonscriptions respectives ».

Art. 2. — L'avant dernier alinéa de l'article 7 du décret du 28 septembre 1938 est modifié ainsi qu'il suit:

« Il sera produit à l'appui du budget de la région économique, un état certifié par le président du comité régional et indiquant:

« Par chambre de commerce, le montant total des anciens droits de patente retenus dans les rôles généraux de l'année précédente comme base de la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce, pour l'ensemble des communes de la circonscription; ».

(Le reste de l'alinéa sans changement.)

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce,
RAYMOND MARCELLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret du 30 mai 1950 portant nomination d'un membre du conseil d'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Par décret en date du 30 mai 1950 est nommé membre du conseil d'administration des mines domaniales de potasse d'Alsace, au titre de représentant du département du Bas-Rhin:

M. Grau, conseiller général du Bas-Rhin.

Cette nomination aura effet à dater du 2 mars 1950.

Décret n° 50-578 relatif à la délimitation des circonscriptions régionales et à la gestion des ouvrages de production et de transport du gaz.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 mai 1950:

Page 5727, 2e colonne, 7e ligne, au lieu de: « Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1945 sur la nationalisation », lire: « Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation ».

Même page, même colonne, 31e et 32e ligne, au lieu de: « Art. 4. — Les transports de gaz combustible à distance par canalisations sont, sauf exception, déterminés par décret, », lire: « Art. 4. — Les transports de gaz combustible à distance par canalisation sont, sauf exceptions déterminées par décret, ».

Permis de déblocage des graines d'arachides destinées aux huileries métropolitaines.

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 mai 1950: page 5486, 9e ligne, au lieu de: « gouverneur général du Sénégal », lire: « gouverneur du Sénégal »; 13e ligne, au lieu de: « 25 avril 1946 », lire: « 26 avril 1946 ».

Commission du statut du personnel des exploitations et établissements miniers.

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 mars 1950: page 3251, article 2, au lieu de: « le directeur général du travail et de la main-d'œuvre », lire: « le directeur du travail ».

Modification de la composition du conseil d'administration de l'office national industriel de l'azote.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 11 avril 1924 portant création de l'office national industriel de l'azote, modifiée par les lois provisoirement applicables du 21 septembre 1941 et du 28 août 1942 et par l'ordonnance n° 45-157 du 31 janvier 1945;

Vu les décrets des 30 mai 1925 et 30 juillet 1936 déterminant le fonctionnement administratif et financier de l'office national industriel de l'azote;

Vu les arrêtés du 20 mai 1948, du 19 mai 1949 et du 15 septembre 1949 modifiant la composition du conseil d'administration de cet office,

Arrête:

Article unique. — Par application de l'article 3 de la loi du 11 avril 1924 modifié par l'article 1er de la loi provisoirement applicable du 21 septembre 1941 et par l'article 1er de l'ordonnance n° 45-157 du 31 janvier 1945 et par application de l'article 4 du décret du 30 mai 1925 mis à jour, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office national industriel de l'azote au titre de représentants du personnel de l'office:

1° *Comme membres titulaires.*

M. Roudoules (Lucien), remplaçant M. Delpech, démissionnaire, pour les employés.

M. Flourac (Pierre), remplaçant M. Loubet, pour les ouvriers.

M. Vanel (Antoine), remplaçant M. Batsalle (Lucien), pour les ouvriers.

2° *Comme membres suppléants.*

M. Martin (Pierre), remplaçant M. Roudoules (Lucien), nommé administrateur titulaire, pour les employés.

M. Prax (Gilbert), remplaçant M. Vanel (Antoine), nommé administrateur titulaire, pour les ouvriers.

M. Lloret (Robert), remplaçant M. Pons, pour les ouvriers.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet par intérim,
JEAN MARTIN.

Mérite artisanal.

Par arrêté en date du 27 mai 1950, M. Arrighi de Casanova (Emile), chef du cabinet du ministre de l'industrie et du commerce, est nommé membre du conseil de l'ordre du Mérite artisanal.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 50-622 du 25 mai 1950 portant revalorisation de l'indemnité perçue par le directeur de l'office de la recherche scientifique d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'acte dit loi n° 550 du 11 octobre 1943 portant création de l'office de la recherche scientifique d'outre-mer, validé par l'ordonnance du 24 novembre 1944;

Vu le déret n° 2681 du 14 octobre 1943 portant règlement sur le fonctionnement de l'office de la recherche scientifique outre-mer;

Vu le décret n° 48-71 du 7 janvier 1948 fixant la rémunération du directeur de l'office de la recherche scientifique outre-mer à compter du 1er juillet 1947,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'indemnité perçue par M. le professeur Combes, au titre de directeur de l'office de la recherche scientifique outre-mer est portée à deux cent mille francs (200.000) à compter du 1er janvier 1950.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret n° 50-623 du 25 mai 1950 autorisant la création de quatre nouvelles compagnies de sapeurs pour l'exécution de travaux publics en Indochine.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu ensemble les décrets du 27 mars 1947 fixant les attributions du haut commissaire de France en Indochine;

Vu le décret du 22 octobre 1948 portant nomination du haut commissaire de France en Indochine;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies modifié par les arrêtés des 15 décembre 1925, 6 septembre 1935 et 25 avril 1940;

Vu le décret du 19 juillet 1948 autorisant la création de deux compagnies de sapeurs routiers pour l'exécution de travaux publics en Indochine,

Décrète:

Art. 1er. — Le haut commissaire de France en Indochine est autorisé à créer quatre nouvelles compagnies de sapeurs hors cadres destinées à l'exécution de travaux publics en Indochine.

Art. 2. — Les tableaux d'effectifs et de dotations seront déterminés par arrêté du haut commissaire sur propositions du général commandant supérieur des forces terrestres.

Art. 3. — Le personnel européen de ces unités pourra être pris parmi les militaires d'active ou de réserve ayant terminé leur séjour réglementaire en Indochine et volontaires pour prolonger leur séjour en Indochine au minimum pour six mois.

Ce personnel sera mis hors cadres pendant la durée de son affectation dans ces compagnies. Il sera remis dans les cadres à l'expiration de cette période en vue de son rapatriement.

Art. 4. — Les dépenses afférentes au personnel: solde, alimentation, habillement, ainsi que la fourniture, l'entretien et le renouvellement du matériel, de l'outillage, des engins et des véhicules, seront supportées par les budgets d'Indochine.

Le sort des dépenses d'armement ainsi que les frais de rapatriement et de solde de conge de fin de campagne de ce personnel restant à la charge de l'Etat sera réglée dans le cadre des arrangements financiers à conclure avec le Viet-Nam.

Art. 5. — Des primes de rendement pourront être allouées au personnel hors cadres de ces compagnies dans les conditions fixées par arrêté du haut commissaire.

Art. 6. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret dont les modalités d'application seront déterminées par arrêté du haut commissaire de France en Indochine et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres.

Par décret en date du 25 mai 1950, est approuvée la délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 27 janvier 1950 tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres.

Décret du 25 mai 1950 portant approbation du compte définitif du budget spécial des îles Wallis et Futuna (exercice 1947).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 19 mars 1947 approuvant le budget du protectorat des îles Wallis et Futuna (exercice 1947), ensemble les décrets des 25 septembre 1947, 21 février et 18 juin 1948, approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires audit budget;

Vu le compte définitif des recettes et des dépenses du budget du protectorat des îles Wallis et Futuna (exercice 1947),

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé le compte définitif du budget du protectorat des îles Wallis et Futuna (exercice 1947), arrêté en recettes à la somme de 3.540.349,10 F et en dépenses à la somme de 3 millions 533.191,20 F, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 7.157,90 F qui a été versé à la caisse de réserve.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Décret du 25 mai 1950 portant approbation de l'arrêté n° 15/W en date du 8 mars 1950 du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des îles Wallis et Futuna (exercice 1949).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 20 janvier 1950 portant approbation du budget des îles Wallis et Futuna (exercice 1949);

Vu l'arrêté n° 15/W en date du 8 mars 1950 du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des îles Wallis et Futuna (exercice 1949),

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé l'arrêté n° 15/W en date du 8 mars 1950 du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des îles Wallis et Futuna (exercice 1949).

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la France d'outre-mer,
JEAN LETOURNEAU.

Décret du 1er juin 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Le Président de la République, président du conseil supérieur de la magistrature,

Sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature,

Vu la convention judiciaire du 30 décembre 1949 d'application des accords franco-vietnamiens du 8 mars 1949;

Vu la convention judiciaire du 6 février 1950 annexée à la convention générale franco-laotienne du 19 juillet 1949;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 30 décembre 1913 en son article 33;

Vu l'agrément du Gouvernement vietnamien en ce qui concerne la nomination du premier président français de la cour d'appel mixte de Saigon,

Décrète:

Art. 1er. — M. N'Guyen-Khac-Ve, président de chambre de la cour d'appel mixte d'Hanoï, détaché près le Gouvernement du Vietnam, est nommé premier président de la cour d'appel mixte de Saigon et est maintenu en détachement.

M. Coppin, avocat général près la cour d'appel de Saigon, est nommé premier président de la cour d'appel mixte de Saigon.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du conseil supérieur de la magistrature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1er juin 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
GEORGES BIDAULT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, vice-président du conseil supérieur de la magistrature,
RENÉ MAYER.

Le ministre d'Etat, ministre de la France d'outre-mer par intérim,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret du 30 mai 1950 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une union de sociétés mutualistes reconnue comme établissement d'utilité publique.

DÉPARTEMENT DU NORD

Par décret en date du 30 mai 1950, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par l'union de sociétés mutualistes reconnue comme établissement d'utilité publique dite: Union départementale des sociétés de secours mutuels du Nord, n° 59-982, à Lille, qui s'appellera désormais: Union générale de la mutualité du Nord

Taux de majoration en cas d'ajournement du service de l'allocation vieillesse des professions artisanales.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes salariées, notamment l'article 11;

Vu le décret n° 49-516 du 21 avril 1949, portant règlement d'administration publique relatif au régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, notamment l'article 29,

Arrête:

Art. 1er. — En cas d'ajournement du service de l'allocation, le montant de l'allocation acquise par les travailleurs non salariés des professions artisanales, qui ont versé au moins une cotisation, est majoré d'autant de fois 2,5 p. 100 qu'il y a de trimestres civils entiers entre la date d'ouverture du droit et la date d'entrée en jouissance.

Art. 2. — L'allocation prévue au dernier alinéa de l'article 6 du décret n° 49-516 du 21 avril 1949 susvisé, n'est en aucun cas, susceptible d'être majorée.

Art. 3. — § 1er. — Sous réserve des dispositions des articles 9 et 15 du décret susvisé du 21 avril 1949, l'allocation du conjoint est égale à la moitié de l'allocation majorée de l'artisan;

§ 2. — Les travailleurs non salariés et leur conjoint ne peuvent ajourner séparément le service de l'allocation vieillesse à laquelle ils peuvent prétendre;

§ 3. — L'allocation du conjoint survivant qui en demande l'ajournement est majorée dans les conditions prévues à l'article 1er.

Art. 4. — La date d'effet du présent arrêté ne peut être antérieure au 1er janvier 1950.

Art. 5. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ALAIN BARJOT.

Caisses de retraites et instituts de prévoyance.

Par arrêté du 22 mai 1950, ont été approuvés les statuts modifiés de l'institution de prévoyance des ingénieurs, cadres et assimilés Anjou-Pasquier (IPICAAP), 15, rue Pasquier, Paris (8e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Par arrêté en date du 26 mai 1950, ont été approuvées les modifications aux statuts de l'institution de retraites et de prévoyance des cadres des industries agricoles et de l'alimentation et des commerces qui s'y rattachent (I.R.P.A.), 23, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris (2e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Approbation des statuts de sociétés mutualistes.

Par arrêtés du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 27 mai 1950, ont été approuvés les statuts des sociétés mutualistes ci-après:

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

Caisse mutuelle d'entr'aide sociale de la Société des établissements Georget fils, n° 44-621, à Nantes-Chantenay, route de Roche-Maurice.

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

Mutuelle des transports A. Vilatte, n° 49-498, à Angers, 87 *bis*, rue Volney.

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Société mutualiste des agents communaux actifs et retraités du personnel du bureau de bienfaisance de la ville du Mans, n° 72-529, le Mans, mairie du Mans.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Cercle des fabricants de tricots, n° 75-4565, à Paris, 13, rue Notre-Dame-de-Nazareth.

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DES LANDES

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 26 mai 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: Société de secours mutuels de Habas, n° 40-16, à Habas, avec la société mutualiste dite: Mutuelle chirurgicale de Habas, n° 40-429, à Habas.

DÉPARTEMENT DU LOIRET

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 27 mai 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: Société mutualiste des sauveteurs médaillés du département du Loiret, n° 45-22, à Orléans, avec la société mutualiste dite: Société mutualiste la générale d'Orléans, n° 45-17, à Orléans.

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 27 mai 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: Société de secours mutuels des demoiselles employées dans le commerce, n° 45-55, à Orléans, avec la société mutualiste dite: Mutualité familiale de l'Orléanais, n° 45-289, à Orléans.

DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 26 mai 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: Société de secours mutuels de l'ancien personnel des cristalleries de Nancy, n° 54-322, à Nancy, avec la société mutualiste dite: Société de secours mutuels des établissements Daum et Cie, n° 54-368, à Nancy.

Approbation des dispositions statutaires de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales concernant la constitution d'incapacité d'exercice de la profession pendant plus de six mois.

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 mai 1950, page 5441, 2e colonne, art. 21 des statuts, au lieu de: « L'exonération aura lieu de plein droit dans les deux mois de la réception par la section de la lettre recommandée prévue à l'article 9 précité », lire: « L'exonération aura lieu de plein droit dans les deux mois de la réception par la section de la lettre recommandée prévue à l'article 19 précité ».

Révocation d'un administrateur d'une société de secours minière.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale;

Vu l'article 182 du décret du 27 novembre 1946 et notamment son dernier alinéa:

« Si les irrégularités ou la mauvaise gestion sont imputables à un ou plusieurs membres du conseil d'administration, ceux-ci peuvent être révoqués, après avis dudit conseil, par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale »;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration de la société de secours de Lens en date du 19 avril 1950;

Vu le rapport de mission du contrôle général en date du 2 mai 1950, y inclus les observations de M. Lefort sur les griefs qui lui ont été communiqués;

Vu l'avis du conseil d'administration de la société de secours minière de Lens en date du 20 mai 1950;

Considérant que M. Lefort (Marceau), président de la société de secours de Lens, a commis dans ses fonctions des irrégularités graves,

Arrête:

Art. 1er. — M. Lefort (Marceau) est révoqué de ses fonctions d'administrateur de la société de secours minière de Lens.

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 mai 1950.

PAUL RAMADIER.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Décret du 9 mai 1950 portant création du groupement d'urbanisme de Saint-Brieuc.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu la loi d'urbanisme provisoirement applicable du 15 juin 1943 et notamment l'article 15 de ladite loi;

Vu les délibérations des conseils municipaux intéressés;

Vu, en date du 22 avril 1949, l'avis du préfet des Côtes-du-Nord;

Vu, en date du 9 juin 1949, l'avis du comité national d'urbanisme,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un groupement d'urbanisme dit « groupement d'urbanisme de Saint-Brieuc » comprenant les communes ci-après du département des Côtes-du-Nord: Pleria, Tremuson, Ploufragan, Langueux, Tregueux, Saint-Brieuc.

Art. 2. — Les territoires de ces communes feront l'objet d'un projet d'aménagement d'ensemble qui sera établi et approuvé conformément aux dispositions de la loi d'urbanisme provisoirement applicable du 15 juin 1943.

Art. 3. — Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret dont mention sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

HENRI QUEUILLE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,

ANDRÉ COLIN.

Décret du 11 mai 1950 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret n° 47-408 du 6 mars 1947 relatif à l'organisation du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, modifié par le décret n° 47-1058 du 12 juin 1947 et par le décret n° 49-357 du 16 mars 1949;

Vu le décret du 28 octobre 1949 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 28 octobre 1949 portant délégation de signature,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Salaun (Yves), inspecteur général chargé des fonctions de chef de service de l'inspection générale, délégation de signature est donnée à M. Ph. Dinet, chargé des fonctions d'inspecteur général à l'effet de signer au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, dans la limite des attributions de l'inspecteur général chef du service et à l'exclusion des décrets, tous arrêtés, actes ou décisions ne présentant pas un caractère réglementaire ou de principe.

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1950

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT

Décret du 12 mai 1950 portant création de l'Office public d'habitations à bon marché de Saint-Junien.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu la loi du 5 décembre 1922 codifiant les lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété, ensemble les lois subséquentes;

Vu le décret du 24 décembre 1945 transférant au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme les attributions du ministre de la santé publique en matière d'habitations à bon marché;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 28 janvier et 11 juin 1949;

Vu l'avis du comité de patronage des habitations à bon marché de la Haute-Vienne en date du 10 février 1949;

Vu l'avis de la commission interministérielle des prêts en date du 14 octobre 1949;

Le conseil d'Etat (sections des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un Office public d'habitations à bon marché à Saint-Junien

Art. 2. — Est approuvée la délibération en date du 11 juin 1949 par laquelle le conseil municipal a décidé l'attribution, à cet office, d'une dotation de un million.

Art. 3. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Le ministre de l'éducation nationale, ministre de l'intérieur par intérim,

YVON DELBOS.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

ANDRÉ COLIN.

Décret n° 50-624 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 relatif à la revision de marchés passés par le commissariat à la reconstruction et par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 105 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, modifié par l'article 90 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947;

Vu le décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 fixant les conditions d'application de l'article 105 susvisé;

Vu les décrets n° 47-1462 du 4 août 1947, n° 48-390 du 6 mars 1948 et n° 49-269 du 23 février 1949, relatifs aux délais de revision des marchés passés par le commissariat à la reconstruction ou par le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 4 du décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 4. — Des rapporteurs nommés par arrêtés conjoints du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances et des affaires économiques sont adjoints à chaque commission.

« Ils sont choisis parmi les auditeurs du Conseil d'Etat ou à la cour des comptes, les magistrats et anciens magistrats de l'ordre judiciaire, les inspecteurs des finances en activité ou en retraite, les conseillers de préfecture en activité ou en retraite, les ingénieurs des corps techniques de l'Etat en activité ou en retraite, les inspecteurs et contrôleurs techniques du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, les agents chargés d'études près le comité central des prix, les experts économiques d'Etat et les commissaires aux prix ».

Art. 2. — Le 1er alinéa de l'article 9 du décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Le président désigne pour chaque affaire un ou plusieurs rapporteurs qui ont qualité pour demander à l'administration et à l'entrepreneur toutes explications ou justifications utiles ainsi que la communication de la comptabilité et de tous autres documents nécessaires à l'instruction ».

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,

EDGAR FAURE.

Décret n° 50-625 du 30 mai 1950 modifiant le décret n° 48-1127 du 13 juillet 1948 fixant le nombre et la compétence territoriale des commissions de révision des marchés passés par le commissariat à la reconstruction ou par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et les indemnités allouées à leurs membres et rapporteurs.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre des finances et des affaires économique, du ministre d'Etat et du secrétaire d'Etat aux finances;

Vu l'article 105 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, modifié par l'article 90 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947;

Vu le décret n° 47-194 du 16 janvier 1947 fixant l'organisation et les conditions de fonctionnement des commissions de révision des marchés passés par le commissariat à la reconstruction et de l'urbanisme et notamment l'article 18;

Vu les décrets n° 47-1462 du 4 août 1947, n° 48-390 du 6 mars 1948 et n° 49-269 du 23 février 1949 prorogeant les délais de révision fixés par l'article 105 de la loi du 7 octobre 1946 susvisée;

Vu le décret n° 48-1127 du 13 juillet 1948 fixant le nombre et la compétence territoriale des commissions de révision des marchés passés par le commissariat à la reconstruction ou par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et les indemnités attribuées à leurs membres et rapporteurs;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 4 du décret n° 48-1127 du 13 juillet 1948 est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 4. — Les rapporteurs auprès des commissions susvisées perçoivent des vacations dont le taux unitaire est fixé à 200 F pour les rapporteurs fonctionnaires en activité de service et à 300 F pour les autres rapporteurs, sans que la rémunération totale de chaque rapporteur puisse dépasser 48.000 F par an.

« Le nombre des vacations pour chaque dossier est fixé par le président desdites commissions.

« Le nombre des dossiers donnant lieu à une allocation de plus de dix vacations ne peut excéder 20 p. 100 du nombre des dossiers traités par chaque commission. Par ailleurs le nombre des vacations par dossier est limité à 20.

« En cas de déplacement motivé par l'étude des affaires dont ils sont chargés, les rapporteurs ont droit au remboursement de leurs frais de transport, ainsi qu'à des frais de mission calculés d'après les tarifs du groupe auquel ils sont normalement rattachés en qualité de fonctionnaire en activité ou en retraite ».

(Supplément.)

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat et le secrétaire d'Etat aux finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions prennent effet à dater du 1er janvier 1949.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

Décret du 30 mai 1950 portant extension aux communes de Broons et de Ploumilliau de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiées et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Ploumilliaes en date du 20 janvier 1950;

Vu la proposition du conseil municipal de Broons en date du 22 janvier 1950;

Vu l'avis conforme de la commission départementale des Côtes-du-Nord en date du 23 mars 1950,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes de Broons et Ploumilliau (Côtes-du-Nord).

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres,

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Affectation temporaire au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme d'une partie de la caserne Biesse, à Baume-les-Dames (Doubs).

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux finances en date du 15 mai 1950, sont affectés à titre provisoire, au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, à compter du 1er mai 1949, en vue de leur transformation en cité-logements, les bâtiments B, C, D et E de l'immeuble domanial sis à Baume-les-Dames (Doubs), dénommé caserne Biesse, et comprenant l'ensemble des terrains et dépendances figurés sur le plan annexé audit arrêté.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret du 16 mai 1950 portant nominations dans l'ordre de la Santé publique.

Par décret en date du 16 mai 1950, sont nommés dans l'ordre de la Santé publique:

Au grade de chevalier.

M. Alexandre (Robert), donneur de sang, demeurant 6, voie Creuse, à Châlons-sur-Marne (Marne).

M. Brochard (Paul), donneur de sang, demeurant 15, place des Ursulines, à Châlons-sur-Marne (Marne).

Décret du 20 mai 1950 portant nominations dans l'ordre de la Santé publique.

Par décret en date du 20 mai 1950, sont nommés dans l'ordre de la Santé publique:

Au grade de chevalier.

M. Boure (Gustave), vice-président de la commission administrative de l'hôpital-hospice de Laon, demeurant à Guignicourt-sur-Aisne (Aisne).

M. Bouthillier (Yvon), receveur spécial aux hospices civils de Laon, demeurant 6, rue des Chenizelles, à Laon (Aisne).

M. Cadet (Henri), membre honoraire de la commission administrative de l'hôpital-hospice de Chauny, demeurant 11, avenue Victor-Hugo, à Chauny (Aisne).

M. Chiappa (Jules), membre de la commission administrative de l'hôpital-hospice de Chauny, demeurant rue Jean-de-La-Fontaine, à Chauny (Aisne).

M. Leroux (Alfred), maire de Chauny, demeurant place Saint-Martin, à Chauny (Aisne).

M. Martin (Marcel), pharmacien-président du syndicat des pharmaciens de l'Aisne, demeurant à Marle (Aisne).

Décret n° 50-626 du 30 mai 1950 portant modification du décret n° 49-397 du 17 mars 1949 portant répartition des dépenses d'assistance entre les trois collectivités publiques intéressées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques, du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu le décret du 30 octobre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance;

Vu le décret du 7 octobre 1947 ayant introduit dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion les lois et décrets dont l'application relève du ministère de la santé publique et de la population;

Vu le décret du 17 mars 1949 fixant provisoirement le barème de répartition des dépenses entre les trois collectivités publiques dans les départements susvisés;

Vu les avis des ministres des finances et des affaires économiques et de l'intérieur,

Décrète:

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1950, les dépenses résultant de l'application des lois d'assistance dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion seront réparties provisoirement entre l'Etat, le département et les communes suivant les barèmes suivants:

Pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion: Etat, 70 pour 100; département, 10 p. 100; communes, 20 p. 100.

Pour la Guyane française: Etat, 89 p. 100; département, 3,67 pour 100; communes, 7,33 p. 100.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SCHNEITER.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
ANDRÉ COLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE

(Supplément. — Fin.)

Décret du 30 mai 1950 portant acceptation d'un legs.

Par décret en date du 30 mai 1950, la commission administrative de l'hôpital général de Compiègne est autorisée à accepter le legs d'une somme de 100.000 F fait à cet établissement par la dame Daligaut (Claire-Caroline-Julia), veuve Delaidde.

Décret du 30 mai 1950 autorisant la commission administrative des hospices civils de Bordeaux à accepter un legs.

Par décret en date du 30 mai 1950, la commission administrative des hospices civils de Bordeaux est autorisée à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le legs consenti à cet établissement par la demoiselle Chaussard (Louise-Désirée), suivant son testament olographe du 12 novembre 1941.

Décret du 30 mai 1950 autorisant la commission administrative de l'hôpital-hospice de Pacy-sur-Eure à accepter un legs.

Par décret en date du 30 mai 1950, la commission administrative de l'hôpital-hospice de Pacy-sur-Eure (Eure) est autorisée à accepter le legs consenti à cet établissement par la dame Koenig de Gyongyosy (Hortense) suivant son testament olographe du 22 septembre 1935.

Décret du 30 mai 1950 tendant, en application de l'article 5 du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, à fixer les conditions provisoires d'accès à la classe exceptionnelle du caissier et du chef du service intérieur du ministère de la santé publique et de la population.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre d'Etat,

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat, relevant du régime général des retraites, et notamment son article 5;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — A titre provisoire, et en attendant l'intervention des statuts particuliers prévus par l'article 2 de la loi du 19 octobre 1946 susvisée, le chef du service intérieur et le caissier de l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la population pourront être promus à la classe exceptionnelle s'ils justifient de vingt-deux ans de services dont au moins 3 ans à la première classe de leur grade.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat et le secrétaire d'Etat aux finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et aura effet à compter du 1er janvier 1948.

Fait à Paris, le 30 mai 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SCHNEITER.

Le ministre d'Etat,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Administration centrale.

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 mai 1950, page 5682, 2e colonne, 38e ligne, au lieu de: « Mme Mamo (Jenny), à compter du 1er janvier 1950 », lire: « Mme Mage (Jenny), à compter du 1er janvier 1950 »; 44e ligne, au lieu de: « Mme Emery (Léonie), à compter du 13 janvier 1950 », lire: « Mme Emery (Suzanne), à compter du 13 janvier 1950 ».

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1950

Ordre du jour du vendredi 2 juin 1950.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi de MM. Charles Schauffler, Jean-Louis Tinaud et Louis Rollin tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature. (Nos 8423-9441-10019. — Mme Poinso-Chapuis, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Vote de la proposition de résolution de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à Paris en 1951 une exposition internationale des inventions. (Nos 8253-9770. — M. André Hugues, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi relatif à la suppression des cartes de rationnement. (Nos 9087-9908. — Mlle José Dupuis, rapporteur.) (La commission conclut à une proposition de résolution.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote de la proposition de loi de M. Robert Prigent tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la métropole. (Nos 9151-9658-10037. — M. Bouxom, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote de la proposition de loi de M. René Kuehn tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception de l'alinéa 2, et les lois du 26 juin 1941 et 21 octobre 1941, relatives à la représentation des justiciables devant les cours et tribunaux. (Nos 517-9614. — M. Wasmer, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Vote des propositions de résolution: 1° de MM. Emile-Louis Lambert et Guilbert tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques, pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand et à réaliser l'internationalisation des principaux camps de concentration d'Allemagne; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne. (Nos 6884-8290-8717. — M. Emile-Louis Lambert, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

7. — Vote, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance. (Nos 9940-9987-10063. — M. Emile-Louis Lambert, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

8. — Vote de la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote. (Nos 8078-9398-9949. — M. Girard, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

9. — Vote, en deuxième lecture, de la proposition de loi prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres. (Nos 9935-10004. — M. Viatte, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

10. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre). (Nos 9959-10128. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

11. — Suite de la discussion du projet de loi et des lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. (Nos 8337 - 8426 - 9215 - 9521 - 9546 - 9727 - 9917 - 9948 - 10035 - 10045. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

Radiodiffusion française. — M. Pflimlin, rapporteur.

Travail et sécurité sociale. — M. Lecourt, rapporteur.

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux dix questions orales suivantes:

I — M. Léopold-Sédar Senghor expose à M. le ministre de la France d'outre-mer que le chef du territoire du Sénégal a créé, cette année, une commission consultative chargée de répartir les avals accordés par le territoire aux coopératives de production et de consommation; qu'en fait la commission est délibérative; que l'ensemble des avals porte sur une somme globale de 500 millions de

francs C. F. A.; que parmi les quatre membres de la commission il n'y a qu'un représentant du conseil général; que la conséquence la plus évidente en est qu'un seul parti est représenté, en sorte qu'un président de coopérative, pour obtenir l'aval, s'est rallié publiquement, au cours d'un meeting, au parti politique représenté à la commission ci-dessus désignée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour dépolitiser les coopératives du Sénégal. (4e appel.)

II. — M. Joseph Defos du Rau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° qu'un négociant, propriétaire de deux petits biens ruraux vendus en 1946 par actes notariés, exerçait uniquement, au 1er janvier 1948, une activité relevant de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et a été frappé d'une double imposition au titre du prélèvement exceptionnel, tant comme industriel que comme exploitant agricole; 2° que la loi du 7 janvier 1948 frappe « les personnes exerçant au 1er janvier 1948 une activité relevant de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ou de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, et se trouvant dans l'un des cas visés aux articles 2 à 4 ci-après »; 3° que lesdits articles, se référant aux bénéfices réalisés en 1946, déterminent les bases de l'imposition pour les industriels et commerçants (art. 2), les exploitants agricoles (art. 3), les professions non commerciales (art. 4); 4° que le texte de l'article 1er vise les personnes « exerçant au 1er janvier 1948 » et non ayant exercé une activité relevant de l'impôt sur les bénéfices agricoles; 5° que l'imposition est due à la double condition d'avoir été exploitant agricole en 1946 et d'exercer au 1er janvier 1948 une activité relevant de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole. Il lui demande si, dépassant l'esprit et la lettre du texte, l'administration des contributions directes peut réclamer à un négociant un double prélèvement au titre des bénéfices commerciaux et au titre des bénéfices agricoles. (1e appel.)

III. — M. Léopold-Sédar Senghor expose à M. le ministre de la France d'outre-mer que, dans de nombreux cercles du Sénégal, les autorités administratives exigent des villageois, pour leur inscription sur la liste électorale, des conditions qui ne sont même pas requises dans la métropole; qu'en particulier, elles exigent la production de la carte d'identité dans un pays où l'état civil n'est pas organisé partout; qu'au demeurant, dans la métropole on peut produire une autre pièce que la carte d'identité, que l'effet le plus certain de cet arbitraire est d'empêcher les masses rurales, qui représentent plus de 80 p. 100 de la population, d'exprimer leur volonté. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire respecter l'esprit de la loi et empêcher la voix des masses rurales d'être étouffée par celle de la minorité citadine (3e appel.)

IV. — M. Camille Laurens, se référant aux déclarations faites à l'Assemblée nationale le 26 avril 1950 par M. le ministre de l'industrie et du commerce, confirmant l'engagement pris par son prédécesseur de rétablir la ligne de Bort—Eygurande, demande à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme quels sont les délais et le tracé prévus pour le rétablissement de cette voie ferrée. (2e appel.)

V. — M. Virgile Barel expose à M. le président du conseil que les associations d'anciens combattants des Alpes-Maritimes protestent contre l'attitude de la police qui, le dimanche 26 mars, a insulté, malmené et frappé des grands invalides, des aveugles, des amputés, des anciens combattants, des déportés, des prisonniers, des veuves, des orphelins et ascendants des deux guerres, qui sortaient d'une réunion purement revendicative, en dehors de tout caractère politique. Il lui demande: 1° si le ministre de l'intérieur a donné des ordres pour que la violence soit employée contre ces citoyens français, qui ont revendiqué leurs droits par des moyens constitutionnels et si le ministre de anciens combattants est au courant des faits; 2° quelles sanctions il compte prendre contre les responsables et quelles mesures il envisage pour que pareils faits ne soient pas renouvelés.

VI. — M. Virgile Barel expose à M. le ministre de l'intérieur que le 28 mars 1950, à Nice, aux abords du palais de justice, treize cars de C. R. S. étaient garés et les hommes qu'ils avaient transportés étaient répartis, mêlés à un nombre bien supérieur de gardiens de la paix, dans tous les couloirs et les sous-sols du palais et jusque dans les vestiaires des avocats. Ce déploiement de forces était réalisé à propos de la comparution devant le tribunal correctionnel de sept Mentonnais coupables d'avoir distribué des tracts qui ne portaient pas le nom de l'imprimeur et apposé des affiches imprimées sur du papier blanc. Il lui demande: 1° si ce motif d'inculpation n'est pas un prétexte et si la vraie raison n'est pas le fait que les affiches émanaient des combattants de la paix; 2° à combien se sont élevés les frais de cette mobilisation policière.

VII. — M. Alphonse Denis expose à M. le ministre de la défense nationale le retard apporté au jugement des criminels de guerre d'Oradour-sur-Glane et lui fait remarquer que non seulement les auteurs de ce crime, vieux de six ans, n'ont pas été jugés et châtiés, mais que très nombreux sont ceux qui ont été remis en liberté. Il lui demande: 1° les causes du retard apporté au jugement; 2° les raisons qui ont motivé la mise en liberté provisoire de nombreux inculpés; 3° la date prévue pour le jugement; 4° les noms et la situation actuelle des deux anciens S. S., respectivement sous-officier et caporal dans l'armée française, envoyés depuis en Indochine, signalés depuis mai 1947 à M. le ministre de la guerre et à M. le ministre de la justice, par une délégation composée de représentants de l'association des familles d'Oradour, des parlementaires du département et de nombreuses autres personnalités.

VIII. — M. Raoul Borra rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans sa réponse du 17 mars 1950 à la question écrite n° 12125, il a précisé que si les ressortissants de la caisse des retraites de l'Algérie ont bénéficié d'une indemnité compensatrice de l'impôt cédulaire servie par cette caisse, il pourrait être envisagé d'accorder, *a posteriori*, le même avantage aux ressortissants du régime général des retraites de l'Etat résidant en Algérie. Or, un arrêté du 13 janvier 1949 a prescrit le remboursement par la caisse des retraites de l'Algérie, de l'impôt cédulaire perçu sur les arrérages trimestriels de pension afférents à la période considérée. Ce remboursement a été effectué, dès le mois d'avril 1949, par l'organisme débirentier algérien à ses tributaires. Il lui demande s'il compte prendre les mesures indispensables pour que les retraités de l'Etat domiciliés en Algérie obtiennent le remboursement qu'ils attendent, depuis plus de quinze mois, des sommes qui leur ont été retenues.

IX. — M. Virgile Barel expose à M. le ministre de la justice que le 31 mars 1950 était appelée, devant la quatrième chambre correctionnelle de Nice, l'affaire concernant le secrétaire fédéral de l'union de la jeunesse républicaine de France, poursuivi pour avoir organisé, sans autorisation, une manifestation de jeunes gens au cours de laquelle la bombe atomique fut brûlée en effigie. Les nombreux jeunes gens qui assistaient au procès applaudirent vivement leur porte-parole. Le tribunal ayant ordonné l'évacuation du public, c'est devant une enceinte à moitié vide que le procès reprit, et le défenseur déclara publiquement au tribunal qu'il refusait de plaider sous la contrainte, en présence de centaines de policiers réquisitionnés pour la circonstance. Il lui demande: 1° si la condamnation prononcée ne doit pas être entachée de nullité, l'accusé ayant été jugé sans que son avocat ait présenté sa défense; 2° à combien se sont élevés les frais de cette mobilisation policière.

X. — M. Marcel Pouyet demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° en vertu de quels textes, certains préfets ont refusé de convoquer des membres d'une chambre d'agriculture, déchus de leur fonction en 1940, parce qu'adhérents à la section de l'internationale communiste; 2° pourquoi le préfet de l'Allier a fait sommation à trois de ces membres de se retirer de la salle où siégeait la chambre d'agriculture et où ils s'étaient rendus malgré la non-convocation du préfet.

2. — Suite de la discussion des fascicules budgétaires inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion des fascicules budgétaires inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

Séance du vendredi 2 juin 1950.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

Galeries. — Depuis M. Charlot, jusques et y compris M. Chevallier (Pierre).

Tribunes. — Depuis M. Barbier, jusques et y compris M. Baylet.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 2 juin 1950.

N° 7261. — Proposition de loi de M. Meck sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence (renvoyée à la commission de la famille).

N° 9840. — Rapport par M. Capitant au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électrotechnique de Grenoble.

N° 9998. — Rapport par M. Castera au nom de la commission des boissons sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche au sujet de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

N° 10005. — Proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à l'établissement de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale (renvoyée à la commission du suffrage universel).

N° 10017. — Proposition de résolution de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, dans les conditions prévues par l'article 8 du décret du 19 janvier 1950, à la répartition du prélèvement de 2 p. 100 effectué sur le recouvrement des taxes du fonds forestier national (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 10031. — Proposition de résolution de M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en cours applicable aux constructions scolaires (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 10033. — Proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux agents des postes, télégraphes et téléphones ayant un traitement supérieur à 120.000 francs le bénéfice du payement des heures supplémentaires, pour les travaux éventuellement effectués dans l'intérêt du service, au cours de repos ne pouvant être rendus (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 10036. — Proposition de loi de Mme Darras tendant à faire payer les allocation prénatales par mensualités (renvoyée à la commission du travail).

N° 10041 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 10059. — Rapport par M. Gaston Julian au nom de la commission des affaires économiques sur les propositions de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'industrie française de la taille du diamant.

N° 10110 (1). — Proposition de résolution de M. Dezarnaulds tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson, victimes d'une calamité agricole le 23 mai 1950 (renvoyée à la commission des finances).

N° 10116. — Rapport par M. Meck au nom de la commission du travail sur la proposition de loi complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 48-1366 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse.

N° 10152. — Avis de M. Charles Barangé au nom de la commission des finances sur la proposition de loi relative aux apports de vendanges.

N° 10153. — Rapport par M. Roclore au nom de la commission de la famille sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer d'urgence au chien-guide de l'aveugle la gratuité du voyage dans toutes les voitures de transports en commun publics ou privés utilisées par son maître.

N° 10155. — Proposition de loi de M. Paul Reynaud tendant à abroger l'article 25 de la loi du 14 février 1942 validée par l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier (renvoyée à la commission des finances).

N° 10158. — Avis de M. Truffaut au nom de la commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948.

N° 10159 (1). — Proposition de résolution de M. Môquet tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 30 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 21 mai 1950; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950 (renvoyée à la commission des finances).

N° 10160 (1). — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Bouches-du-Rhône, notamment sur le territoire de la commune de Sénas; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts; 4° à accorder à la caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêt aux sinistrés (renvoyée à la commission des finances).

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

Commission de l'agriculture.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Asseray, Baurens, Boccagny, Bocquet, Cerclier, Kauffmann, Lalle, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Legendre, Lucas, Mabrut, Montagnier, Moussu, Orvoen, Perdon (Hilaire), Pirot, Pouyet, Prigent (Tanguy) (Finistère), Reille-Soult, Rincent, Rochet (Waldeck), Roulon, Ruffe, Sesmaisons (de), Temple, Terpend, Vée.

Excusé. — M. Villard.

Suppléant. — M. Vuillaume (de M. Farinez).

Assistait en outre à la séance. — M. Viatte, rapporteur de la commission du travail.

Commission des finances.

2e séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Abelin, Aubry, Barangé (Charles), Burlot, Charlot (Jean), Denais (Joseph), Gabelle, Guesdon, Jean-Moreau, Lamps, Lecourt, Meunier (Pierre), Palewski, Simonnet, Truffaut.

Excusés. — MM. Auguet, Dagain, Guyon (Jean-Raymond).

Assistait en outre à la séance. — M. Jean Martine.

Commission de la marine marchande et des pêches.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Bianchini, Bissol, Cance, Cayol, Cermolacce, Courant, Defferre, Fayet, Gros, Guiguen, Guilbert, Guitton, Hennequelle, Laurelli, Mazier, Mora, Ramarony, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Yvon.

Excusé. — M. Tinaud.

Suppléants. — M Mabrut (de M. Aubame), M. Minjoz (de M. Reeb).

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Coudray, Crouzier, Darou, Fouyet, Garet, Gautier, Guiguen, Halbout, Henault, Levindrey, Midol, Nisse, Poirot (Maurice), Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Thiriet, Triboulet.

Excusés. — MM. Sigrist, Guitton, Le Coutalier.

Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Arnal, Delahoutre, Depreux (Edouard), Diallo (Yacine), Fagon (Yves), Kriegel-Valrimont, Lamine-Gueye, Thibault.

Excusé. — M. Roger Duveau.

Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le vendredi 2 juin 1950, à neuf heures trente (local de la commission n° 232):

Suite de l'avis de M. Gérard Vée sur le projet et les propositions de loi relatifs au régime de l'allocation vieillesse (nos 8715, 9556, 8372 et 8487).

La commission des finances se réunira le vendredi 2 juin 1950, à dix heures et à quinze heures trente:

A dix heures.

I. — Projet de loi n° 8337 et lettres rectificatives relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. — Finances (*suite*): M. Gaillard, rapporteur.

A quinze heures trente.

II. — Projet de loi n° 8600 relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital). — Industrie et commerce: M. Blocquaux, rapporteur.

III. — Eventuellement, 7e lettre rectificative n° 10045 au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950:

Education nationale: M. Simonnet, rapporteur.
Santé publique et population: M. Marc Dupuy, rapporteur.

IV. — Projet de loi n° 8337 et lettres rectificatives relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 et projet de loi n° 8600 relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital):

Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale: M. Gresa, rapporteur.

V. — Projet de loi n° 8815 portant aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer. — M. Charles Barangé, rapporteur général.

La commission de la justice et de législation se réunira le vendredi 2 juin 1950, à dix heures trente (local de la commission n° 250):

I. — Examen de la demande de discussion d'urgence présentée par M. Auguet, pour sa proposition de loi tendant à interdire l'expulsion de tout locataire ou de tout occupant si, au préalable, le locataire ou l'occupant n'a pas été pourvu d'un logement. — Nomination du rapporteur.

11. — Examen de la demande de discussion d'urgence présentée par M. Auguet pour sa proposition de loi tendant à interdire toute expulsion de concierge ou de gardien d'immeuble si, au préalable, il n'a pas été pourvu au relogement des intéressés. — Nomination du rapporteur.

Réunions de commissions du vendredi 2 juin 1950.

Commission de l'agriculture, à neuf heures trente. — Local n° 232.

Commission des finances, à dix heures et quinze heures trente. — Local de la commission.

Commission de la justice et de législation, à dix heures trente. — Local n° 250.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à quinze heures. — Local n° 211.

Commission de la production industrielle, à dix-sept heures trente. — Local n° 261.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950, à quatorze heures trente. — Local n° 255.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1950

Ordre du jour du vendredi 2 juin 1950.

A neuf heures trente. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties). (N°s 262, 326 et 372, année 1950. — M. Pellenc, rapporteur; et n° 347, année 1950. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur; et n° 361, année 1950. — Avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Chochoy, rapporteur; et n° 381, année 1950. — Avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Soldani, rapporteur; et n° 366, année 1950. — Avis de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Georges Laffargue, rapporteur.)

2. — **Décision sur la demande de discussion immédiate des propositions de résolution:** 1° de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine) sinistrée par la tornade du 20 mai 1950; 2° de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dons leurs biens des ravages causés par cette calamité; 3° de M. Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord. (N°s 341, 351 et 364, année 1950. — M. Soldani, rapporteur.)

3. — **Discussion de la proposition de loi,** adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, établissant le statut des déportés du travail. (N°s 310 et 378, année 1950. — M. Auberger, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à établir le statut du réfractaire. (N°s 339 et 379, année 1950. — M. Michel Yver, rapporteur.)

5. — **Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la commission de la production industrielle sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine.**

6. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale,** portant application de l'acte dit loi n° 1673 du 31 décembre 1942, relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie. (N°s 275 et 348, année 1950. — M. Coupigny, rapporteur.)

7. — **Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 107 du livre Ier du code du travail.** (N°s 181 et 358, année 1950. — M. François Ruin, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Cozzano, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du ministère de la France d'outre-mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, sera détaché dans un cadre métropolitain homologue. (N°s 254 et 303, année 1950. — M. Cozzano, rapporteur.)

9. — Discussion des propositions de résolution: 1° de M. Michel Debré, relative à une politique du logement; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall. (N°s 820, année 1949, 191 et 273, année 1950. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, rapporteur.)

10. — Discussion des propositions de résolution: 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi; 3° de M. Marcilhacy, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi; 4° de MM. Jean Maroger et René Coty, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune. (N°s 80, 179, 189, 190, 239 et 299, année 1950. — M. Michel Debré, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er étage. — Depuis M. Jean de Gouyon, jusques et y compris M. Jézéquel.

Tribunes. — Depuis M. Jozeau-Marigné, jusques et y compris M. Jean Maroger.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 2 juin 1950.

N° 228. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance portant organisation de la sécurité sociale.

N° 346. — Proposition de loi de M. Héline tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions concernant la retraite des fonctionnaires de l'enseignement.

N° 359. — Proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales.

N° 360. — Proposition de loi de M. Chazette tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi sur les loyers.

N° 374. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une subvention pour la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur pour les jeunes de moins de vingt et un ans.

N° 375. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine.

Commission des finances.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Auberger, Bertholn (Jean), Chapalain, Courrière, Diethelm (André), Fléchet, Lamarque (Albert), Landry, Jacques Masteau, Minvielle, Pellenc.

Excusé. — M. Roubert (Alex).

Suppléante. — Mme Roche (de M. Demusois).

Convocations de commissions.

La commission des finances se réunira le vendredi 2 juin 1950:

1° A dix heures (local de la commission).

Examen du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement, section commune (n°s A.N. 8735, annexe II, 9360, 9682, 9781; C.R. 313, année 1950). — Rapporteur: M. Boudet.

2° A quinze heures (local de la commission).

Même projet de loi: section Guerre (n°s A.N. 8735, annexe III, 9361, 9682; C.R. 313, année 1950). — Rapporteur: M. Boudet.

La commission de la France d'outre-mer se réunira le vendredi 2 juin 1950, à seize heures (local n° 215):

I. — Communication de M. Serrure sur les difficultés de culture et de commercialisation du riz à Madagascar.

II. — Questions diverses.

Réunions du vendredi 2 juin 1950.

Commission des finances, à dix heures et quinze heures. — Local de la commission.

Commission de la France d'outre-mer, à seize heures. — Local n° 215.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mardi 6 juin 1950.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses du Gouvernement aux questions orales suivantes:

a) M. Laurent-Eynac demande à M. le président du conseil des ministres de vouloir bien faire connaître à l'Assemblée de l'Union française les raisons qui, après que sont entrés en application les accords signés par la République française avec les États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos, après les conventions franco-vietnamiennes sur la représentation diplomatique et la défense commune, empêchent encore le Gouvernement de constituer le haut conseil de l'Union française créé par la Constitution, organisé par la loi, et comment peut s'expliquer le retard incompréhensible apporté à la mise en œuvre des organes constitutionnels de l'Union française, retard gravement préjudiciable aux intérêts et à l'avenir d'une conception fédérale à laquelle la République avait attaché son nom et qu'elle ne semble plus vouloir défendre devant l'opinion et les compétitions du monde;

b) M. Charles Nacuzon Nignan rappelle à M. le ministre de la France d'outre-mer qu'à une question écrite du 28 juin 1949 de M. le conseiller de l'Union française Antoine Darlan, il avait été répondu: « Le ministre de la France d'outre-mer a toujours prescrit au personnel d'autorité de conserver la plus stricte neutralité en matière publique. Dans ses instructions, il a insisté sur le fait que ce principe devait être scrupuleusement appliqué à tous les échelons de la hiérarchie administrative et plus particulièrement en période électorale. Il ne manquera pas de sanctionner toute action qui s'écarterait de ces règles. » Il lui demande, en conséquence, les mesures qui ont été prises à l'encontre des fonctionnaires d'autorité dont l'ingérence caractérisée dans les élections complémentaires du 27 novembre 1949 en Haute-Volta — ingérence qui fausse entièrement le sens de ces élections — lui a été signalée dans une lettre du 26 novembre 1949, lettre demeurée sans réponse jusqu'à ce jour.

2. — Suite de la discussion de la proposition de MM. Le Brun-Kéris, Cazelles, Roulleaux-Dugage, Montrat tendant à inviter le Gouvernement à assurer la conservation des ruines de Tipasa (Algérie) et à en faciliter la visite. (N°s 208, année 1949, et 95, année 1950. — M. Begarra, rapporteur.)

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Lassalle-Séré, sénateur, relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les établissements français d'Océanie. (N°s 30 et 117, année 1950. — M. Borrey, rapporteur. — Avis de la commission des affaires économiques. — M. Vignes, rapporteur.)

4. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodromes. (N° 67 et 126, année 1950. — M. Georget, rapporteur, et n° 127, année 1950. — Avis de la commission de la défense de l'Union française. — M. le général Plagne, rapporteur.)

5. — Suite de la discussion d'urgence de la proposition de MM. Egretaud, Boubou Hama et des membres des groupes communiste et du rassemblement démocratique africain et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions propres à faire cesser la grave menace de mévente et de chômage que fait peser sur les populations d'outre-mer la récente mesure de libération des échanges visant de nombreux produits coloniaux. (N°s 40, 49 et 118, année 1950. — M. Tetau, rapporteur, et n° 94, année 1950. — Avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts. — M. Monnet, rapporteur.)

Intercommission pour l'étude du régime domanial et de la propriété foncière.

Séance du jeudi 1er juin 1950.

Présents. — MM. Antonini, Boiteau, Alfred Bour, Boussenot, Cazelles, Delmas, Ebédé, Mamadou Coulibaly, Jousselin, Mademba Racine, Serot, Sylvestre, Charlier.

Excusés. — MM. Diarra Tiemoko, Randretza, Roulleaux-Dugage, P. Catrice.

Suppléants. — M. Boiteau (de M. Egretaud), M. Laulissier (de Mlle Lafon), M. Antonini (de M. Monnet).

Dans sa séance du jeudi 1er juin 1950, la commission a nommé:

Président: M. Mademba Racine.

Vice-présidents: MM. Alfred Bour, Boussenot.

Secrétaires: MM. Jousselin, Charlier.

Rapporteur général: M. Antonini.

Convocation de commission.

La commission des affaires sociales se réunira le mercredi 7 juin 1950, à dix heures (local n° 219):

I. — Suite de l'examen du projet de rapport de M. Paul Catrice sur la proposition (n° 20, année 1950) tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles: 1° pour orienter vers l'agriculture les Nord-Africains venant en France qui pourraient volontairement s'y adapter; 2° pour faciliter aux travailleurs et aux exploitants agricoles nord-africains en France le logement et l'adaptation aux conditions du travail agricole et de la vie rurale française.

II. — Questions diverses.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère de l'éducation nationale.

Avis de vacance d'un poste de bibliothécaire à la Bibliothèque nationale.

Un poste de bibliothécaire à la Bibliothèque nationale est déclaré vacant.

Il est accordé aux intéressés un délai d'un mois, à compter de la parution du présent avis au *Journal officiel*, pour adresser leur déclaration de candidature, accompagnée de l'exposé de leurs titres et travaux, au ministère de l'éducation nationale (service des bibliothèques de France), 55, rue Saint-Dominique, Paris (17e).

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Avis aux importateurs de saumon frais ou congelé d'origine et de provenance norvégiennes.

(Poste 5 de l'accord commercial franco-norvégien du 1er juillet 1949.)

Les importateurs sont informés:

1° De ce qu'à compter du huitième jour suivant celui de l'insertion du présent avis au *Journal officiel*, sont abrogées les dispositions des avis aux importateurs publiés au *Journal officiel* des 25 septembre, 10 décembre 1949 et 8 février 1950, relatives aux importations de saumon frais ou congelé d'origine et de provenance norvégiennes au titre de l'accord commercial du 1er juillet 1949;

2° De ce que, à l'expiration du délai fixé ci-après pour le dépôt des demandes d'autorisation d'importation, il sera procédé à la répartition d'un contingent global de 400.000 couronnes norvégiennes ouvert pour les importations de ce produit, sous le couvert de licences individuelles.

Les demandes d'autorisation d'importation, établies en six exemplaires sur formules réglementaires (modèle AC), ne seront valablement reçues par l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), qu'à partir du seizième jour et jusqu'au vingtième jour inclus suivant celui de l'insertion du présent avis au *Journal officiel*.

Elles feront ensuite l'objet d'un examen simultané.

Tout attributaire de licence sera tenu d'adresser au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général de la marine marchande, direction des pêches maritimes), 3, place de Fontenoy, Paris, au fur et à mesure de l'entrée des marchandises en France, un relevé détaillé (espèces, quantités, prix unitaire et global C. A. F.) des importations effectuées par ses soins.

Ministère des finances et des affaires économiques.

LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la vingt et unième tranche de la loterie nationale 1950 a eu lieu à Brest (Finistère), le 31 mai 1950, à 20 heures 30.

Les numéros se terminant par:

		Série A.	Série B.
1	gagnent.....	1.000 F.	1.000 F.
2	—	1.000 F.	1.000 F.
58	—	1.500 F.	3.000 F.
83	—	2.000 F.	4.000 F.
30	—	2.500 F.	5.000 F.
922	—	3.000 F.	6.000 F.
114	—	4.000 F.	8.000 F.
897	—	5.000 F.	10.000 F.
519	—	6.000 F.	12.000 F.
421	—	7.000 F.	14.000 F.
1.819	—	20.000 F.	40.000 F.
2.575	—	20.000 F.	40.000 F.
4.098	—	20.000 F.	40.000 F.
3.962	—	30.000 F.	60.000 F.
5.881	—	30.000 F.	60.000 F.
9.504	—	30.000 F.	60.000 F.
3.442	—	40.000 F.	70.000 F.
5.173	—	40.000 F.	70.000 F.
9.460	—	40.000 F.	70.000 F.
1.247	—	50.000 F.	80.000 F.
44.838	—	100.000 F.	100.000 F.
50.937	—	100.000 F.	100.000 F.
80.718	—	100.000 F.	100.000 F.
26.138	—	300.000 F.	200.000 F.
48.239	—	300.000 F.	200.000 F.
78.351	—	300.000 F.	200.000 F.
01.397	—	500 000 F.	300.000 F.
52.444	—	500.000 F.	300.000 F.
70.863	—	500.000 F.	300.000 F.
77.489	—	600.000 F.	400.000 F.

Les billets portant les numéros:

		Série A.	Série B.
025.688	gagnent.....	1.000.000 F.	500.000 F.
138.218	—	1.000.000 F.	500.000 F.
176.617	—	1.000.000 F.	500.000 F.
253.441	—	1.000.000 F.	500.000 F.
292.958	—	1.000.000 F.	500.000 F.
033.485	—	1.200.000 F.	600.000 F.
178.754	—	1.200.000 F.	600.000 F.
183.088	—	1.200.000 F.	600.000 F.
222.471	—	1.200.000 F.	600.000 F.
025.609	—	2.000.000 F.	700.000 F.
234.462	—	2.000.000 F.	700.000 F.
153.679	—	4.000.000 F.	1.000.000 F.
059.928	—	7.000.000 F.	1.200.000 F.
074.141	—	10.000.000 F.	3.000.000 F.
279.584	—	15.000.000 F.	8.000.000 F.

Le prochain tirage aura lieu le 7 juin 1950 à Charleville (Ardennes).

Ministère de la défense nationale.

Avis d'insertion au Recueil des conditions particulières des marchés de la marine.

Par décision du secrétaire d'Etat chargé de la marine en date du 22 mars 1950, sont approuvées, à la date de ce jour, et publiées dans le Recueil des conditions particulières des marchés de la marine (publication n° 5044 de la nomenclature des documents), les conditions particulières relatives aux fournitures ci-après:

Fascicule B 201 (édition 1935). — Conditions particulières pour la fourniture aux divers services du département de la marine de tuyaux ondulés en acier pour vapeur. — N° de la feuille rectificative: 2.

Avis de concours pour le recrutement de neuf agents techniques pour le service des essences des armées.

En application de l'arrêté du 17 juillet 1942 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 16 décembre 1949 du ministre de la défense nationale, un concours pour le recrutement de neuf agents techniques de 3e classe du service des essences des armées sera ouvert le 24 août 1950. Les épreuves écrites auront lieu à cette date à Alger, Marseille et Paris.

Les personnels admis à concourir sont les sous-officiers et officiers mariniers en activité de service des armées de terre, de l'air et de mer ayant plus de 3 ans de services, et les ouvriers et employés en activité de service relevant du ministère de la défense nationale (guerre, air, marine) ayant plus de 5 ans de services validés pour la retraite au 1er janvier 1950.

Les dossiers de candidature devront parvenir, par la voie hiérarchique, à la direction centrale des essences des armées, 51 *bis*, boulevard de Latour-Maubourg, à Paris (7e), avant le 31 juillet 1950.

Pour tous renseignements complémentaires, les candidats peuvent s'adresser à la direction de la formation du personnel des essences, 25, rue de Lubeck, à Paris (16e).

Avis de concours pour l'obtention du titre d'agrégé d'hygiène-bactériologie des écoles du service de santé de la marine.

Un concours pour l'obtention du titre d'agrégé d'hygiène-bactériologie (une place) aura lieu au cours du premier trimestre 1951, à une date qui sera précisée ultérieurement.

Ministère de l'agriculture.

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'école nationale d'agriculture de Rennes.

Le concours annoncé au *Journal officiel* du 3 mars 1950 (page 2460) pour recrutement d'un maître de conférences de botanique et pathologie végétale à l'école nationale d'agriculture de Rennes s'ouvrira le 2 octobre 1950 au ministère de l'agriculture.

Tous renseignements concernant ce concours seront fournis sur demande adressée soit à l'école nationale d'agriculture de Rennes, soit au ministère de l'agriculture (direction de la production agricole, sous-direction de l'enseignement, 1er bureau) où les candidatures seront reçues jusqu'au 20 septembre 1950, terme de rigueur.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, directeur des Journaux officiels,
PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TELEGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	31 mai — Cours relevés après Bourse	DEVISES	1er juin 1950 — Cours relevés avant Bourse	1er juin 1950 — Cours cotés en Bourse
349 90	349 90	Etats-Unis (1 dollar)...	.... ..	349 90 .....
699 50	.... ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	699 25 .....
1206 50	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1206 .. ..
8137 50	8137 50	Suisse (100 francs)....	.... ..	8137 50 .....
163 10	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.).....	.... ..	....

BANQUE DE FRANCE

SITUATION HEBDOMADAIRE

ACTIF		AU 25 MAI 1950	AU 17 MAI 1950
Encaisse or		52.980.553.105 »	52.980.553.105 »
Or affecté en garantie (1)		9.293.155.602 »	9.293.155.602 »
Bon du Trésor remboursable en or (2)		2.951.061.578 »	2.951.061.578 »
Disponibilités à vue à l'étranger		98.485.108.181 »	95.575.831.978 »
Monnaies divisionnaires		2.120.031.081 »	2.112.388.421 »
Comptes courants postaux		11.797.720.038 »	20.726.279.656 »
Avances au fonds de stabilisation des changes (3)		43.700.000.000 »	43.000.000.000 »
Bons du Trésor négociables:			
Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique	5.039.250.892 »		
Souscription de l'Etat au fonds monétaire international et au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	12.000.000.000 »	82.039.250.892 »	82.039.250.892 »
Cession d'or au fonds de stabilisation des changes (4)	65.000.000.000 »		
Bons négociables de la Caisse autonome d'amortissement (5)		5.002.537.354 »	5.002.537.354 »
Prêts sans intérêts à l'Etat (6)		50.000.000.000 »	50.000.000.000 »
Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (7)		426.000.000.000 »	426.000.000.000 »
Avances provisoires à l'Etat (8)		167.700.000.000 »	166.300.000.000 »
Portefeuille d'escompte:			
Effets escomptés sur la France	261.483.256.641 »		
Effets escomptés sur l'étranger	53.804.665 »	368.483.185.250 »	362.228.975.431 »
Effets garantis par l'office des céréales (9)	27.089.582.000 »		
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme	79.856.541.944 »		
Effets négociables achetés en France (10)		115.977.756.593 »	118.499.093.162 »
Avances à 30 jours sur effets publics		11.883.577.000 »	15.030.035.000 »
Avances sur titres		5.422.620.349 »	5.042.728.301 »
Avances sur or		»	»
Hôtel et mobilier de la Banque		4.000.000 »	4.000.000 »
Rentes pourvues d'affectations spéciales (11)		112.980.750 »	112.980.750 »
Effets en cours de recouvrement		14.283.407.667 »	19.881.654.492 »
Divers		13.194.146.567 »	13.280.244.293 »
Total		1.481.431.092.007 Fr.	1.490.060.770.018 Fr.
PASSIF			
Engagements à vue :			
Billets au porteur en circulation		1.324.532.534.740 »	1.324.803.383.360 »
Comptes courants créditeurs:			
Compte courant du Trésor public	16.559.838 »		
Comptes courants des accords de coopération économique	21.927.008.348 »		
Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères	57.493.701.359 »	132.265.006.591 »	136.358.000.168 »
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	52.827.737.046 »		
Capital de la Banque		182.500.000 »	182.500.000 »
Bénéfices en addition au capital (12)		303.231.454 »	303.231.454 »
Réserves mobilières légales (13)		22.105.750 »	22.105.750 »
Réserve immobilière		4.000.000 »	4.000.000 »
Divers		24.121.713.472 »	28.387.549.286 »
Total		1.481.431.092.007 Fr.	1.490.060.770.018 Fr.

(1) (Convention du 17 novembre 1947 et loi du 25 novembre 1947).
(2) (Convention du 17 novembre 1947 et loi du 25 novembre 1947).
(3) (Convention du 27 juin 1949).
(4) (Convention du 11 avril 1946 approuvée par la loi du 9 mai 1946, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947 et convention du 28 août 1947 approuvée par la loi du 4 septembre 1947).
(5) (Conventions des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931).
(6) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 29 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).
(7) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).
(8) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947).
(9) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1944).
(10) (Décret du 17 juin 1938).
(11) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).
(12) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).
(13) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

Certifié conforme aux écritures :
Le Gouverneur,
BAUMGARTNER.

TAUX DES OPERATIONS

Escompte	3 0/0
Avances sur titres	4 1/2 0/0
Avances à 30 jours	2 1/2 0/0
Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois	2 1/2 0/0

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

EMPRUNT 4,50 0/0 1929

Liste récapitulative des numéros d'obligations sorties au tirage du 27 avril 1950: 1re portion (230 numéros); 2e portion (375 numéros) remboursables à partir du 15 juin 1950 et des titres restant à rembourser sur les tirages précédents.

OBLIGATIONS DE 1.000 F

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
8	12/44	3.780	6/48	6.918	12/49
47	6/49	3.797	12/47	6.935	12/47
111	12/49	3.805	12/48	6.951	12/47
131	12/49	3.810	6/48	6.985	12/49
211	6/49	3.871	6/48	6.997	12/49
245	12/48	3.873	12/41	7.200	12/48
285	6/48	3.884	6/47	7.273	12/49
325	6/48	3.909	12/49	7.281	6/47
411	6/48	3.934	12/48	7.326	6/47
518	12/48	4.009	6/49	7.351	12/46
589	6/49	4.096	6/49	7.436	6/44
672	12/49	4.307	6/49	7.512	12/49
718	6/48	4.316	12/49	7.611	6/49
922	6/49	4.384	12/48	7.739	6/48
946	6/48	4.408	12/46	7.751	12/48
983	6/49	4.411	12/48	7.774	12/47
987	6/49	4.423	6/49	7.853	6/49
1.001	12/49	4.475	12/49	7.948	12/49
1.035	12/49	4.476	12/47	8.175	6/48
1.054	12/49	4.516	12/47	8.184	12/49
1.075	6/49	4.527	6/49	8.229	12/49
1.109	12/49	4.537	12/47	8.250	12/49
1.293	6/49	4.542	12/44	8.355	12/47
1.321	6/49	4.576	12/43	8.369	12/42
1.497	6/49	4.662	6/49	8.457	6/47
1.558	6/48	4.694	12/48	8.470	12/49
1.597	12/48	4.809	6/49	8.516	6/48
1.756	6/47	4.825	12/49	8.654	6/50
1.765	12/43	5.009	12/49	8.670	12/49
1.770	12/48	5.035	12/49	8.718	6/50
1.782	12/48	5.176	6/49	8.748	12/48
1.871	6/49	5.259	6/49	8.876	6/50
1.897	12/49	5.304	12/49	8.928	12/46
2.607	6/48	5.452	12/48	8.932	6/49
2.609	12/48	5.453	12/48	8.992	6/48
2.675	6/49	5.516	6/49	9.001	6/50
2.823	12/46	5.566	12/48	9.053	6/50
2.832	6/45	5.661	6/47	9.158	6/50
2.837	6/46	5.696	6/49	9.193	6/50
2.841	6/48	5.746	12/48	9.231	6/50
2.848	6/46	5.802	6/49	9.300	6/50
2.879	6/45	5.808	6/49	9.353	12/49
2.896	12/47	5.975	6/48	9.382	12/49
2.899	12/43	6.378	6/48	9.406	6/50
2.917	6/45	6.470	6/48	9.409	6/49
2.918	12/49	6.477	6/47	9.540	6/47
2.925	12/49	6.629	12/49	9.558	12/48
2.987	6/49	6.715	12/46	9.562	12/47
2.996	12/49	6.738	12/48	9.568	12/49
3.061	12/48	6.781	12/48	9.611	6/48
3.296	12/47	6.802	6/48	9.632	6/47
3.608	6/48	6.847	12/49	9.633	12/48
3.667	12/49	6.863	12/49	9.692	6/50
3.738	12/48	6.876	12/48	9.739	6/48

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
9.751	12/49	12.319	12/41	15.384	6/49
9.773	12/49	12.337	6/50	15.422	12/49
9.813	12/47	12.362	6/47	15.507	6/48
9.882	6/50	12.430	12/49	15.535	6/50
9.910	12/47	12.439	6/50	15.601	6/50
9.924	12/49	12.461	6/46	15.616	6/50
9.925	12/49	12.471	12/47	15.619	6/50
9.939	6/49	12.525	12.48	15.675	6/48
9.940	6/50	12.590	6/48	15.737	6/50
9.994	6/50	12.617	6/50	15.739	6/50
10.008	6/48	12.759	6/49	15.769	6/50
10.088	6/48	12.784	6/49	15.804	6/50
10.099	12/48	12.976	12/47	15.874	6/50
10.168	6 /46	12.983	6/49	15.891	12/49
10.186	12/47	13.084	6/50	15.904	6/49
10.243	6/50	13.125	12/47	15.989	6/46
10.296	6/49	13.201	6/48	15.998	12/49
10.306	6/48	13.213	12/49	16.035	6/48
10.338	6/50	13.265	12/49	16.043	6/50
10.357	12/48	13.316	6/50	16.115	6/50
10.363	6/49	13.367	12/48	16.122	12/48
10.426	6/50	13.375	6/50	16.127	12/48
10.446	12/49	13.448	6/50	16.129	6/50
10.485	12/48	13.453	6/50	16.199	6/47
10.537	6/50	13.483	6/50	16.202	12/49
10.559	6/50	13.496	12/48	16.219	12/47
10.569	12/49	13.511	6/50	16.334	6/50
10.570	6/49	13.557	12/49	16.446	12/49
10.576	6/50	13.599	6/50	16.470	6/50
10.581	6/47	13.632	6/50	16.529	6/50
10.596	6/48	13.670	6/50	16.545	6/49
10.663	6/50	13.732	6/50	16.575	6/50
10.711	6/50	13.822	12/46	16.602	12/48
10.847	12/49	13.844	12/49	16.618	6/50
10.997	12/49	13.878	12/49	16.626	6/50
11.006	6/50	13.886	12/48	16.636	12/47
11.066	6/50	13.889	6/49	16.646	12/49
11.073	6/50	13.914	6/46	16.660	6/50
11.094	6/50	14.014	12/47	16.662	12/49
11.131	12/49	14.056	12/48	16.724	12/49
11.138	6/49	14.062	6/48	16.755	12/48
11.140	12/46	14.112	6/50	16.795	6/50
11.172	12/48	14.116	6/50	16.823	6/47
11.181	6/50	14.141	12/47	16.830	12/49
11.214	6/49	14.146	6/48	16.861	6/50
11.242	6/48	14.174	12/47	16.943	12/48
11.311	6/48	14.280	6/48	17.069	12/47
11.317	6/50	14.324	12/48	17.095	6/48
11.319	6/48	14.468	12/49	17.160	12/48
11.350	6/49	14.471	6/50	17.171	6/47
11.368	12/49	14.590	6/50	17.173	12/47
11.379	6/50	14.593	12/49	17.199	12/49
11.393	6/50	14.628	6/49	17.382	12/49
11.408	6/50	14.706	12/47	17.519	12/49
11.426	6/50	14.708	12.47	17.532	6/50
11.462	6/50	14.723	12/49	17.545	6/50
11.476	6/49	14.724	6/50	17.594	6/50
11.600	6/47	14.732	6/50	17.630	6/50
11.604	6/49	14.806	6/50	17.810	12/49
11.668	12/46	14.824	6/50	17.816	12/48
11.675	6/50	14.945	6/50	17.841	6/48
11.701	6/50	15.050	6/50	17.894	12/49
11.722	6/46	15.119	12/48	17.896	12/48
11.737	6/50	15.150	6/50	17.901	6/50
11.887	12/47	15.162	6/50	17.914	12/49
12.038	6/50	15.168	12/41	18.067	6/48
12.133	6/50	15.174	12/49	18.077	6/48
12.160	6/50	15.229	6/48	18.124	6/49
12.206	6/50	15.314	12/47	18.138	6/50
12.265	6/49	15.323	12/49	18.162	6/48
12.268	12/49	15.331	12/49	18.387	12/48
12.312	12/46	15.382	6/50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
18.396	12/49	21.969	6/49	25.632	6/50	29.274	12/45	32.516	6/50	36.335	6/49
18.432	12/46	22.024	12/49	25.660	12/49	29.288	12/49	32.552	6/49	36.377	12/48
18.483	12/48	22.104	12/49	25.672	12/49	29.343	12/48	32.592	12/48	36.410	12/49
18.488	6/46	22/128	6/49	25.714	6/50	29.375	12/48	32.606	6/50	36.495	6/50
18.562	12/49	22.206	12/48	25.759	6/50	29.402	12/49	32.609	12/49	36.574	6/48
18.568	6/48	22.240	12/49	25.763	6/49	29.449	6/50	32.642	12/48	36.590	12/48
18.640	12/49	22.296	12/49	25.829	6/50	29.452	12/49	32.699	6/46	36.673	6/50
18.695	6/50	22.340	12/41	25.843	6/50	29.553	6/50	32.700	12/45	36.684	6/50
18.849	6/49	22.422	12/48	25.856	6/46	29.608	6/49	32.708	6/50	36.715	6/50
18.853	12/49	22.439	6/50	25.860	6/50	29.634	12/47	32.731	12/49	36.722	6/49
18.926	6/50	22.475	6/50	25.861	12/48	29.663	6/50	32.744	12/48	36.736	12/46
18.995	6/47	22.506	12/49	25.924	6/50	29.666	12/49	32.757	6/50	36.791	12/49
19.002	6/50	22.574	6/43	25.928	12/48	29.694	12/43	32.761	6/50	36.843	6/50
19.032	12/47	22.623	6/50	26.082	6/50	29.746	12/48	32.812	6/50	36.880	6/49
19.044	12/49	22.660	6/48	26.088	12/49	29.759	12/48	32.891	6/49	36.928	6/50
19.068	6/50	22.694	6/50	26.153	6/49	29.773	12/49	32.900	12/48	36.930	6/50
19.176	12/48	22.730	6/49	26.195	6/49	29.789	6/50	32.951	6/47	37.047	12/49
19.218	12/49	22.834	12/49	26.288	12/49	29.795	6/50	32.952	6/49	37.056	12/49
19.220	6/49	22.910	12/47	26.301	12/49	29.818	12/48	32.994	12/49	37.253	12/49
19.224	6/50	22.948	12/48	26.394	6/48	29.855	6/49	33.054	6/49	37.333	6/49
19.263	6/49	22.011	6/48	26.408	12/49	29.949	6/50	33.083	12/48	37.397	12/48
19.264	6/50	23.079	12/45	26.509	12/49	29.956	12/49	33.085	6/50	37.458	12.47
19.302	6/50	23.081	12/49	26.542	6/50	30.009	6/48	33.088	12/49	37.745	12/46
19.331	12/48	23.182	6/50	25.519	6/50	30.010	12/44	33.115	12/48	37.835	6/50
19.333	6/49	23.202	12/45	26.527	12/49	30.031	6/47	33.158	6/48	37.846	6/50
19.336	6/48	23.208	12/48	26.530	6/48	30.104	6/50	33.186	6/48	37.931	6/50
19.377	12/47	23.249	12/49	26.533	6/50	30.247	12/49	33.195	6/50	37.989	6/49
19.402	6/50	23.226	12/49	26.590	6/49	30.253	6/44	33.198	6/50	38.008	6/50
19.440	12/49	23.256	12/49	26.623	6/50	30.291	12/48	33.285	6/50	38.009	6/50
19.442	12/49	23.354	12/49	26.710	12/48	30.337	6/50	33.319	6/46	38.031	6/50
19.477	6/50	23.374	6/50	26.724	6/49	30.349	12/48	33.345	6/50	38.048	6/50
19.530	6/49	23.410	12/48	26.750	12/49	30.373	12/49	33.404	6/48	38.115	6/50
19.542	6/50	23.431	6/48	26.805	12/48	30.406	12/49	33.431	12/47	38.198	12/49
19.548	6/50	23.558	6/50	26.807	12/47	30.466	12/49	33.452	12/49	38.232	12/48
19.582	6/46	23.582	6/48	26.822	6/50	30.470	6/50	33.463	6/49	38.241	12/48
19.585	12/49	23.584	6/49	26.898	12/49	30.484	6/50	33.484	12/49	38.314	6/50
19.645	12/45	23.600	12/47	26.947	12/49	30.540	6/50	33.487	6/48	38.329	6/50
19.654	12/48	23.617	6/50	27.016	6/47	30.629	12/49	33.553	6/50	38.381	12/48
19.717	6/48	23.621	6/49	27.092	6/46	30.700	6/49	33.612	6/50	38.414	12/49
19.721	6/50	23.628	6/50	27.166	12/47	30.714	6/50	33.613	12/49	38.439	12/49
19.806	12/48	23.708	12/46	27.196	12/48	30.717	12/48	33.636	12/47	38.452	12/49
19.861	6/49	23.784	6/50	27.197	12/47	30.730	6/50	33.644	6/49	38.466	6/50
19.875	6/50	23.861	12/49	27.203	6/49	30.737	6/50	33.651	12/48	38.568	12/48
19.883	12/48	23.868	6/45	27.258	12/49	30.759	6/50	33.659	12/46	38.625	12/48
19.886	6/47	23.906	6/50	27.287	6/50	30.788	6/49	33.692	6/48	38.693	12/49
19.889	6/45	24.066	6/49	27.289	6/49	30.825	12/49	33.761	12/45	38.818	12/49
19.971	6/50	24.130	6/50	27.322	6/48	30.829	12/48	33.767	12/48	38.874	12/49
20.002	6/50	24.183	6/49	27.330	12/48	30.832	12/44	34.085	6/49	38.908	6/42
20.078	6/50	24.186	6/49	27.353	6/50	30.868	6/48	34.102	6/50	38.962	6/48
20.100	6/50	24.256	6/49	27.380	6/50	30.878	6/49	34.103	12/48	38.996	12/49
20.115	6/49	24.314	6/50	27.432	12/49	30.946	6/50	34.194	12/49	39.015	6/50
20.134	6/50	24.408	12/48	27.440	6/50	30.950	6/50	34.351	12/49	39.025	12/49
20.145	6/50	24.426	6/48	27.478	6/47	30.957	6/50	34.384	6/49	39.054	6/49
20.157	6/50	24.429	12/49	27.508	6/49	30.990	6/49	34.610	6/50	39.179	6/47
20.179	6/48	24.436	6/48	27.525	12/49	31.002	6/50	34.721	12/48	39.188	6/49
20.188	6/50	24.453	12/48	27.540	6/50	31.044	12/46	34.734	12/49	39.492	12/49
20.224	6/48	24.537	6/48	27.545	12/49	31.098	12/49	34.744	12/49	39.256	12/49
20.331	12/49	24.584	6/46	27.600	6/46	31.099	6/50	34.762	12/49	39.277	6/49
20.346	12/45	24.635	6/49	27.605	12/48	31.140	6/50	34.808	6/50	39.300	6/50
20.384	12/48	24.639	6/49	27.698	12/47	31.147	6/50	34.820	6/49	39.333	6/50
20.459	6/49	24.669	6/50	27.784	12/49	31.195	12/49	34.832	12/48	39.361	12/47
20.487	6/50	24.686	12/49	27.919	6/49	31.221	6/50	34.854	12/49	39.364	6/47
20.541	12/48	24.698	12/49	27.925	6/50	31.225	6/50	34.856	6/49	39.383	12/46
20.542	6/50	24.720	6/50	27.945	6/49	31.279	12/46	34.909	6/50	39.473	6/50
20.567	12/49	24.726	12/49	28.060	12/48	31.294	6/50	34.942	12/49	39.480	6/50
20.685	6/50	24.770	12/48	28.064	12/48	31.308	6/48	35.033	6/46	39.494	12/46
20.843	6/48	24.774	6/49	28.079	6/46	31.360	6/49	35.139	12/48	39.508	12/49
20.965	12/49	24.787	6/50	28.088	6/50	31.392	12/44	35.166	6/49	39.684	12/49
20.994	6/49	24.802	6/48	28.111	12/49	31.432	6/50	35.168	6/49	39.693	6/48
21.018	12/49	24.809	12/42	28.118	12/49	31.484	6/48	35.250	12/48	39.734	12/49
21.166	6/48	24.851	12/46	28.158	6/50	31.567	6/50	35.291	6/49	39.736	12/49
21.172	12/49	24.853	6/49	28.183	6/50	31.650	6/50	35.563	6/49	39.804	6/49
21.179	6/50	24.928	6/49	28.187	12/47	31.773	6/50	35.573	6/50	39.906	6/50
21.185	6/48	24.988	6/50	28.188	6/49	31.936	12/49	35.583	12/48	39.907	6/48
21.229	6/50	24.992	12/49	28.192	12.48	31.955	12/48	35.633	12/47	39.926	6/50
21.246	6/50	25.029	12/49	28.196	6/50	31.959	12/49	35.638	12/48	39.954	6/48
21.253	6/48	25.110	6/49	28.312	12/48	32.014	6/50	35.652	12/49	39.955	12/49
21.277	6/50	25.114	12/47	28.329	12/49	32.075	6/48	35.690	12/49	40.001	6/50
21.294	12/48	25.137	6/50	28.333	6/50	32.110	12/49	35.692	6/48	40.012	12/48
21.323	6/49	25.144	12/47	28.340	12/48	32.163	6/48	35.779	6/50	40.016	6/48
21.417	6/50	25.231	12/49	28.439	6/50	32.180	6/50	35.790	12/48	40.081	12/49
21.423	6/47	25.240	6/50	28.476	6/50	32.205	6/48	35.801	6/50	40.085	6/49
21.433	6/50	25.245	6/49	28.486	6/50	32.268	6/49	35.835	6/49	40.126	6/50
21.474	12/49	25.369	6/50	28.562	6/48	32.305	6/50	35.839	12/49	40.131	12/49
21.570	6/48	25.299	6/49	28.568	12/48	32.317	6/50	35.919	6/50	40.140	12/49
21.587	6/49	25.346	6/50	28.573	6/50	32.359	12/49	35.929	6/48	40.155	6/50
21.602	6/50	25.347	6/50	28.594	12/49	32.365	6/47	36.054	12/49	40.202	6/49
21.605	12/46	25.354	6/48	28.606	6/50	32.388	6/50	36.064	12/48	40.210	6/49
21.700	6/50	25.503	12/49	28.612	6/50	32.418	6/49	36.098	6/43	40.254	6/46
21.748	12/49	25.549	12/49	28.634	6/49	32.419	6/46	36.149	6/50	40.422	6/48
21.784	12/48	25.559	6/50	28.675	6/50	32.449	6/50	36.153	6/50	40.468	6/49
21.833	6/49	25.564	12/49	28.825	6/49	32.496	6/41	36.191	12/47	40.512	6/50
21.929	6/50	25.566	12/48	29.008	12/49	32.497	6/45	36.258	6/49	40.601	12/41
21.945	12/49	25.618	6/50	29.051	6/48	32.512	6/48	36.333	12/48		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
40.614	6/49	44.784	6/50	48.987	12/48	52.837	6/50	57.446	6/50	61.211	6/49
40.618	6/49	44.785	6/50	49.106	12/49	52.861	6/50	57.515	12/49	61.248	12/49
40.670	6/49	44.793	12/42	49.144	12/49	52.891	6/47	57.518	12/49	61.283	6/48
40.716	6/50	44.800	12/48	49.173	12/49	52.915	6/50	57.521	6/47	61.287	6/50
40.798	12/48	44.813	6/49	49.211	6/48	53.013	6/50	57.525	6/49	61.302	12/48
40.843	6/49	44.851	6/45	49.215	12/47	53.067	12/47	57.543	12/49	61.317	6/50
40.851	6/49	44.903	6/49	49.237	12/48	53.155	12/49	57.628	12/47	61.381	6/49
40.894	12/48	44.919	12/48	49.272	6/50	53.174	6/49	57.652	6/50	61.422	6/50
40.965	12/49	44.969	6/50	49.374	6/47	53.216	12/49	57.664	6/49	61.431	12/49
41.224	6/50	44.976	6/47	49.393	12/45	53.235	12/49	57.733	12/47	61.435	12/49
41.235	6/49	45.109	6/49	49.403	12/46	53.258	6/47	57.800	12/46	61.443	12/49
41.286	6/50	45.111	12/49	49.407	12/48	53.339	12/49	57.803	6/47	61.499	6/50
41.293	6/48	45.128	6/49	49.433	6/49	53.389	6/50	57.805	6/47	61.514	6/48
41.294	12/49	45.175	6/49	49.434	6/50	53.426	12/49	57.847	6/50	61.593	12/48
41.405	6/49	45.273	12/49	49.436	12/48	53.484	6/50	57.851	6/48	61.683	12/49
41.460	6/49	45.347	6/48	49.418	12/47	53.539	12/46	57.866	6/50	61.769	6/46
41.562	12/49	45.356	6/49	49.470	6/47	53.558	6/47	57.944	12/48	61.822	6/49
41.602	12/49	45.426	12/48	49.508	6/50	53.633	6/49	57.948	6/50	61.826	12/47
41.667	12/49	45.462	12/49	49.636	6/50	53.735	6/49	57.964	12/49	61.977	6/50
41.695	6/47	45.471	12/45	49.637	6/48	53.755	6/48	57.992	6/50	62.011	12/49
41.717	6/50	45.536	6/50	49.673	12/48	53.781	6/49	58.032	6/48	62.032	6/48
41.759	12/48	45.609	6/49	49.698	6/50	53.813	6/48	58.125	6/50	62.061	12/49
41.798	6/50	45.649	6/50	49.712	12/47	53.828	6/49	58.145	12/49	62.078	6/50
41.887	6/50	45.772	6/48	49.719	12/41	53.839	6/42	58.146	12/49	62.095	6/50
41.891	6/50	45.798	12/49	49.720	12/39	53.917	12/48	58.147	12/47	62.107	12/47
41.892	12/49	45.844	6/49	49.724	6/40	53.964	6/50	58.215	6/47	62.137	6/48
41.901	6/44	45.852	12/48	49.727	12/38	54.157	12/49	58.263	6/50	62.188	6/50
41.924	6/49	46.024	6/50	49.737	6/46	54.182	6/50	58.282	12/48	62.261	6/49
41.955	12/49	46.044	6/49	49.743	12/45	54.211	6/50	58.334	12/47	62.317	6/49
41.992	6/48	46.050	6/48	49.746	6/45	54.240	12/40	58.367	6/50	62.400	12/48
42.039	12/49	46.109	12/48	49.748	12/42	54.317	12/49	58.406	6/49	62.443	6/47
42.110	6/49	46.110	12/48	49.764	12/48	54.385	6/48	58.483	12/49	62.448	6/50
42.528	12/47	46.128	12/49	49.776	12/47	54.397	6/43	58.529	6/50	62.450	12/48
42.532	6/49	46.179	12/49	49.870	6/50	54.399	12/48	58.570	6/50	62.490	6/50
42.541	6/49	46.181	6/47	49.871	12/49	54.410	12/46	58.660	6/48	62.539	12/48
42.586	6/49	46.221	6/50	49.941	12/49	54.419	6/48	58.684	6/47	62.567	12/49
42.587	12/46	46.278	6/49	49.949	12/49	54.454	12/48	58.708	6/47	62.611	6/49
42.588	6/49	46.298	6/50	49.964	6/50	54.464	12/47	58.761	12/49	62.629	6/46
42.596	6/50	46.301	6/48	49.971	6/50	54.598	6/50	58.778	2/41	62.669	6/49
42.661	6/50	46.331	6/50	49.985	12/49	54.676	6/50	58.829	6/49	62.678	6/49
42.769	6/48	46.349	6/50	50.013	12/46	54.688	6/50	58.940	12/47	62.685	12/47
42.774	6/50	46.423	12/49	50.041	6/49	54.816	6/50	59.028	6/48	62.782	6/50
42.991	6/50	46.432	6/50	50.046	12/49	54.876	6/50	59.115	6/47	62.795	12/49
43.051	6/50	46.461	6/50	50.100	6/46	54.883	6/50	59.266	12/49	62.810	12/49
43.070	12/49	46.483	12/48	50.133	12/45	54.891	6/50	59.304	6/49	62.821	6/50
43.079	6/50	46.519	12/49	50.250	6/49	55.027	12/45	59.380	6/50	62.829	6/49
43.103	12/49	46.559	12/49	50.266	12/49	55.034	6/47	59.418	6/48	62.848	6/49
43.124	12/49	46.615	6/49	50.273	12/49	55.200	6/50	59.436	6/50	62.861	6/50
43.150	12/49	46.661	6/50	50.321	6/50	55.207	6/50	59.459	6/49	62.872	6/48
43.261	6/50	46.705	12/49	50.334	6/50	55.380	6/50	59.534	6/50	62.927	12/49
43.293	6/50	46.709	6/49	50.411	12/48	55.469	6/50	59.541	6/48	63.041	12/48
43.482	6/50	46.721	6/49	50.527	6/50	55.600	6/50	59.549	12/49	63.052	6/50
43.494	6/48	46.772	6/49	50.546	6/50	55.646	12/49	59.568	6/50	63.088	6/50
43.571	6/49	46.789	6/49	50.771	6/50	55.782	6/50	59.647	6/49	63.148	6/49
43.607	6/47	46.853	12/49	50.794	12/45	55.804	6/47	59.768	6/50	63.169	6/48
43.608	6/47	46.940	6/50	50.808	12/49	55.814	6/49	59.785	12/49	63.202	12/45
43.616	6/50	46.971	12/49	50.846	6/50	55.852	12/45	59.824	6/50	63.221	6/50
43.649	6/46	46.977	12/49	50.875	6/47	55.879	6/50	59.944	12/49	63.263	6/50
43.711	6/48	46.999	12/49	50.936	12/49	55.947	12/49	59.922	12/49	63.321	12/49
43.768	12/49	47.015	12/48	51.032	12/49	55.971	6/49	59.971	6/49	63.347	6/50
43.829	12/49	47.022	12/46	51.037	6/49	56.009	6/50	59.988	6/48	63.351	6/50
43.843	6/49	47.021	12/47	51.074	6/50	56.033	6/50	59.993	12/48	63.355	6/48
43.882	6/48	47.050	6/50	51.097	12/49	56.103	6/50	60.082	12/48	63.492	6/48
43.950	6/50	47.081	12/48	51.120	6/49	56.131	6/50	60.133	6/50	63.539	6/50
43.972	6/50	47.304	12/49	51.166	6/48	56.166	12/48	60.222	12/48	63.613	6/47
43.977	6/50	47.324	6/50	51.195	6/48	56.269	12/46	60.223	6/49	63.618	12/46
44.038	6/50	47.352	12/49	51.196	6/48	56.317	6/50	60.242	6/48	63.619	6/47
44.053	6/50	47.360	12/48	51.217	12/49	56.384	6/49	60.276	6/45	63.628	12/45
44.186	12/48	47.375	6/49	51.336	12/49	56.385	12/49	60.335	12/48	63.631	6/47
44.200	12/39	47.416	12/49	51.415	6/49	56.401	6/50	60.421	6/50	63.653	12/48
44.201	6/48	47.438	12/49	51.438	12/48	56.483	6/50	60.434	6/48	63.689	12/49
44.223	6/50	47.445	6/49	51.453	12/49	56.528	6/46	60.436	12/47	63.694	6/49
44.239	6/43	47.478	12/46	51.560	6/48	56.653	6/49	60.513	6/49	63.719	6/49
44.264	6/47	47.513	6/47	51.631	12/49	56.715	6/50	60.534	6/50	63.724	12/49
44.276	6/49	47.628	12/48	51.691	6/50	56.758	12/49	60.622	6/49	63.890	12/48
44.308	6/50	47.687	12/47	51.921	12/48	56.779	12/49	60.700	12/46	63.903	6/49
44.358	6/48	47.727	6/48	51.933	12/49	56.787	12/49	60.707	6/45	63.914	12/49
44.366	6/50	47.846	12/49	51.939	6/48	56.805	6/49	60.739	6/49	63.936	12/48
44.453	6/49	47.961	6/48	52.053	6/50	56.842	6/50	60.836	12/49	63.939	6/50
44.462	12/49	47.977	6/50	52.096	12/48	56.848	6/50	60.878	12/49	63.957	6/50
44.491	12/49	47.987	12/45	52.109	6/50	56.904	6/49	60.892	6/50	64.061	12/49
44.492	12/49	48.267	6/50	52.119	6/50	56.978	6/50	60.953	6/50	64.167	12/47
44.494	6/48	48.526	6/44	52.148	6/50	56.981	12/49	60.974	12/49	64.169	6/50
44.509	6/50	48.541	6/50	52.169	12/49	57.062	6/45	60.998	6/48	64.265	6/48
44.539	12/48	48.582	12/49	52.310	12/48	57.148	6/48	61.001	6/50	64.272	6/48
44.544	12/49	48.675	6/50	52.321	6/47	57.150	12/48	61.018	6/49	64.313	6/46
44.549	6/50	48.681	6/50	52.321	6/50	57.164	6/50	61.045	6/49	64.353	6/50
44.562	6/49	48.710	6/50	52.369	6/48	57.166	12/46	61.048	2/41	64.361	6/50
44.584	6/46	48.717	6/48	52.416	6/48	57.205	6/45	61.066	12/44	64.615	12/49
44.630	6/50	48.810	12/49	52.503	6/49	57.337	6/50	61.071	6/48	64.617	12/48
44.643	12/48	48.811	6/50	52.553	6/48	57.376	12/48	61.120	6/48	64.631	6/49
44.708	6/48	48.968	6/49	52.626	12/47	57.384	6/50	61.208	12/49	64.672	12/48
44.725	12/48	48.976	6/50	52.685	6/46	57.406	12/48	61.209	12/48	64.697	6/50

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
64.759	12/49	67.987	6/48	70.797	6/49	73.012	6/41	79.670	6/50	83.176	12/45
64.803	6/50	67.995	12/48	70.808	6/50	75.096	6/46	79.881	6/49	83.187	6/48
64.905	6/50	68.001	12/49	70.879	6/50	75.138	12/49	79.902	12/46	83.193	6/46
64.928	6/48	68.018	6/49	70.952	6/48	75.163	12/46	80.032	6/50	83.194	6/49
64.977	6/50	68.022	6/47	70.981	6/50	75.249	12/47	80.080	6/48	83.223	12/49
65.076	12/49	68.024	6/50	71.062	6/50	75.301	12/49	80.083	6/50	83.274	6/50
65.110	12/47	68.055	6/48	71.078	6/50	75.423	6/50	80.131	6/50	83.286	12/48
65.175	6/50	68.076	6/49	71.170	6/47	75.541	6/50	80.194	12/49	83.447	6/50
65.201	6/50	68.093	6/50	71.188	6/47	75.553	6/50	80.302	6/49	83.569	12/48
65.228	12/47	68.099	6/50	71.194	6/48	75.570	12/48	80.350	6/47	83.574	6/48
65.263	6/49	68.112	6/49	71.282	12/49	75.622	12/49	80.412	6/50	83.616	12/48
65.292	6/50	68.131	12/48	71.366	6/50	75.678	6/46	80.439	6/49	83.631	6/48
65.295	12/48	68.133	12/42	71.621	6/50	75.690	12/49	80.454	12/48	83.632	12/48
65.311	6/45	68.137	6/45	71.717	12/49	75.691	12/49	80.494	6/46	83.705	6/50
65.375	12/49	68.171	6/48	71.718	6/48	75.791	6/49	80.495	6/50	83.711	6/50
65.377	6/50	68.174	6/50	71.736	12/49	75.844	6/50	80.503	12/49	83.739	12/49
65.384	12/48	68.201	12/48	71.996	6/50	75.890	6/50	80.512	6/50	83.769	6/46
65.399	12/49	68.238	12/49	72.101	12/48	75.939	6/50	80.523	6/50	83.811	6/50
65.434	6/49	68.300	6/50	72.130	12/46	75.970	12/48	80.573	6/50	83.828	6/48
65.453	12/49	68.356	12/46	72.203	6/47	75.990	12/49	80.579	12/43	83.834	6/50
65.468	12/44	68.400	12/49	72.292	6/50	76.052	6/50	80.625	12/48	83.837	6/50
65.479	12/49	68.401	12/49	72.338	12/48	76.142	6/48	80.639	12/49	83.883	12/49
65.510	12/48	68.444	12/47	72.421	6/49	76.144	6/50	80.667	6/49	83.893	6/50
65.555	6/49	68.528	12/49	72.483	6/50	76.247	12/47	80.732	12/47	83.915	6/50
65.558	6/43	68.601	12/49	72.560	12/49	76.280	6/50	80.764	12/49	83.937	6/46
65.591	6/49	68.619	6/50	72.606	12/49	76.293	6/50	80.772	12/45	83.963	12/48
65.620	12/48	68.636	6/50	72.513	6/50	76.326	6/50	80.834	6/50	83.965	12/49
65.628	6/50	68.773	6/49	72.650	6/50	76.333	12/49	80.929	12/47	84.037	12/47
65.644	12/49	68.782	6/50	72.689	12/48	76.517	6/48	80.931	6/48	84.038	6/46
65.675	6/49	68.797	12/49	72.694	6/45	76.961	6/45	80.961	6/48	84.137	6/48
65.694	6/49	69.020	12/46	72.713	6/50	76.963	12/44	81.019	6/50	84.289	6/49
65.711	12/48	69.029	6/48	72.729	12/43	77.103	6/46	81.041	6/49	84.364	6/49
65.758	12/49	69.033	6/48	72.730	6/46	77.152	12/49	81.046	6/49	84.430	12/48
65.764	12/49	69.034	6/49	72.733	12/46	77.180	12/48	81.072	6/48	84.438	6/50
65.766	12/49	69.037	6/49	72.735	6/46	77.266	12/45	81.091	12/46	84.490	6/49
65.791	6/48	69.069	6/49	72.770	12/49	77.320	12/49	81.096	12/47	84.532	12/44
65.809	6/50	69.132	6/50	72.776	12/47	77.399	12/49	81.121	6/50	84.654	6/48
65.815	6/49	69.133	6/50	72.796	6/50	77.429	6/49	81.134	6/48	84.657	12/49
65.841	12/49	69.273	6/50	72.837	6/48	77.440	6/50	81.164	12/48	84.681	6/50
65.884	12/48	69.310	12/47	72.844	6/50	77.489	6/50	81.186	6/49	84.715	12/49
65.956	6.50	69.346	12/48	72.904	12/47	77.509	6/48	81.220	6/46	84.746	6/43
66.086	6/50	69.349	12/47	72.924	6/50	77.595	6/49	81.287	6/49	84.771	6/47
66.088	6/47	69.434	6/47	72.933	12/48	77.614	12/46	81.289	6/47	84.854	12/48
66.168	6/49	69.436	12/42	72.967	6/50	77.642	12/47	81.294	6/50	84.878	12/48
66.198	6/50	69.442	12/46	72.979	6/50	77.653	6/50	81.315	6/49	84.879	6/48
66.224	12/48	69.444	12/45	72.992	12/47	77.660	12/48	81.323	6/49	84.883	6/50
66.234	12/49	69.450	12/49	73.114	12/48	77.674	6/50	81.416	6/47	84.890	12/48
66.263	12/49	69.466	12/46	73.164	6/50	77.677	12/48	81.437	12/49	84.901	6/49
66.264	6/47	69.470	6/46	73.167	6/50	77.721	12/49	81.445	6/49	84.918	6/49
66.277	6/45	69.471	12/45	73.218	12/49	77.750	6/49	81.487	6/49	84.927	6/48
66.300	6/50	69.476	6/48	73.254	12/47	77.766	6/50	81.525	6/48	84.938	6/48
66.335	12/48	69.520	6/50	73.279	12/48	77.784	6/49	91.527	12/49	85.085	6/50
66.350	12/48	69.522	6/50	73.312	6/50	77.789	12/45	81.530	12/48	85.193	6/47
66.373	6/50	69.579	12/49	73.358	12/48	77.828	12/49	81.543	12/48	85.270	6/47
66.383	12/46	69.587	6/48	73.405	12/49	77.830	6/50	81.584	6/50	85.325	6/48
66.387	12/49	69.597	12/48	73.454	12/49	77.847	6/50	81.661	6/46	85.430	6/50
66.393	6/49	69.668	6/50	73.460	6/50	77.848	12/49	81.772	12/49	85.455	12/44
66.436	6/50	69.736	12/46	73.583	12/48	77.858	12/49	81.776	12/49	85.462	12/45
66.452	12/49	69.791	12/48	73.589	6/49	78.000	6/50	81.840	12/49	85.490	12/49
66.468	12/48	69.795	6/50	73.592	6/50	78.016	6/50	81.863	12/44	85.493	6/50
66.492	12/48	69.796	12/47	73.598	6/50	78.117	6/45	81.989	12/45	85.821	12/49
66.508	6/50	69.828	6/49	73.622	6/48	78.118	6/49	81.966	6/49	85.846	6/48
66.645	12/47	69.852	6/49	73.668	12/48	78.172	12/48	82.015	12/49	85.852	12/48
66.689	12/48	69.885	6/48	73.681	6/50	78.281	6/50	82.039	6/50	85.853	12/48
66.737	6/50	69.894	12/47	73.704	6/50	78.403	6/50	82.042	12/49	85.911	12/49
66.771	12/47	69.950	12/49	73.705	12/48	78.457	12/49	82.191	12/49	85.923	12/48
66.804	6/48	70.113	12/49	73.769	6/48	78.612	12/49	82.209	6/49	85.928	6/48
66.862	12/48	70.125	6/50	73.784	12/49	78.623	6/50	82.309	6/42	85.969	12/49
66.869	6/48	70.132	12/49	73.818	6/49	78.665	6/50	82.335	6/50	86.045	12/46
66.995	6/49	70.152	6/47	73.897	12/49	78.718	12/49	82.381	6/46	86.068	12/43
66.996	6/48	70.211	6/50	73.920	6/48	78.790	12/47	82.389	12/48	86.069	6/45
67.016	6/50	70.219	6/50	73.918	12/47	78.798	6/50	82.395	12/49	86.071	12/45
67.028	6/50	70.231	6/50	73.973	12/49	78.896	12/49	82.442	6/48	86.072	6/47
67.041	12/49	70.236	6/50	74.016	6/49	78.931	12/47	82.558	12/48	86.089	6/49
67.052	6/50	70.298	6/47	74.034	6/49	79.024	6/48	82.585	12/49	86.109	6/50
67.095	12/47	70.315	12/48	74.047	6/50	79.035	6/50	82.624	12/47	86.117	6/50
67.151	12/49	70.386	6/49	74.109	6/49	79.040	12/49	82.711	12/47	86.138	6/50
67.157	6/49	70.387	12/49	74.205	6/49	79.050	6/48	82.765	6/50	86.238	12/49
67.184	6/50	70.422	6/50	74.216	12/45	79.051	6/48	82.846	12/45	86.239	6/50
67.294	6/50	70.430	12/46	74.223	12/49	79.138	6/50	82.861	6/49	86.268	6/50
67.297	6/50	70.439	6/49	74.311	6/49	79.261	6/49	82.863	6/48	86.273	12/49
67.309	12/47	70.452	6/46	74.568	6/50	79.279	12/48	82.865	6/50	86.327	6/48
67.310	12/49	70.453	6/49	74.597	12/49	79.290	12/48	82.965	6/47	86.399	6/48
67.335	6/50	70.520	12/49	74.601	12/47	79.418	6/49	82.967	12/47	86.473	12/49
67.415	12/49	70.530	6/50	74.681	6/50	79.439	6/50	82.978	6/50	86.480	12/42
67.531	6/50	70.556	6/50	74.687	12/49	79.445	12/48	83.005	12/48	86.482	6/41
67.594	6/49	70.580	6/50	74.711	6/50	79.494	6/50	83.058	12/48	86.506	6/49
67.703	12/48	70.583	12/46	74.713	6/49	79.502	6/50	83.070	6/50	86.505	6/48
67.753	6/50	70.591	12/49	74.751	12/48	79.511	12/47	83.084	6/48	86.607	12/49
67.759	12/49	70.605	6/50	74.827	6/50	79.510	12/49	83.111	12/49	86.619	12/48
67.789	12/49	70.615	6/50	74.998	6/50	79.563	6/50	83.112	6/50	86.636	6/49
67.887	6/49	70.718	6/49	75.031	12/42	79.633	12/48	83.164	12/44	86.668	6/50
67.905	12/49	70.773	6/50	75.039	12/42	79.654	12/48	83.175	12/44		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
86.744	12/49	87.680	6/50	88.136	6/50
86.845	6/50	87.687	12/49	88.233	6/50
86.905	6/49	87.697	12/49	88.237	6/50
86.944	6/50	87.725	6/50	88.244	6/47
86.975	6/49	87.743	6/50	88.274	12/47
87.000	12/48	87.781	12/49	88.329	6/48
87.094	6/50	87.820	12/48	88.337	12/49
87.190	6/48	87.864	12/49	88.341	12/50
87.264	6/50	87.940	6/49	88.394	6/50
87.288	12/49	87.945	6/50	88.420	12/49
87.312	12/48	87.975	6/50	88.640	12/47
87.371	12/48	88.031	6/49	88.643	6/48
87.391	6/49	88.076	6/50	88.677	6/50
87.443	12/48	88.103	6/50	88.760	6/47
87.564	6/50	88.107	6/50	88.785	12/48
87.578	12/48	88.135	6/49	88.799	6/44
87.625	12/48				

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Obligations 4 0/0 émises le 5 juin 1912.

Obligations sorties au tirage du 24 mai 1950 et remboursables à 500 F, sous déduction des impôts en vigueur, à partir du 15 juin 1950 et obligations sorties à des tirages antérieurs et non remboursées.

71 à 80 (1948) — 144 à 147 (1944) — 312 et 313 (1948) — 316 (1948) — 581 à 590 (1950) — 725 (1948) — 901 (1950) — 1.150 (1947) — 1.394 à 400 (1950) — 1.548 à 550 (1948) — 1.661 à 664 (1949) — 1.667 à 670 (1949) — 1.694 à 700 (1949) — 1.804 et 805, 1.809 (1945) — 1.831 et 832 (1949) — 2.161 et 162 (1949) — 2.343 et 344 (1945) — 2.351 à 360 (1950) — 2.631 à 636 (1949) — 3.351 à 360 (1950) — 3.511 à 515 (1947) — 4.251 à 260 (1949) — 4.311 à 320 (1950) — 4.633 à 640 (1949) — 4.830 (1946) — 4.951 (1946) — 4.955 à 958 (1946) — 5.211 à 220 (1950) — 5.231, 5.237 à 240 (1949) — 5.338 à 340 (1947) — 5.511 à 520 (1950) — 5.972 (1948) — 6.231 à 240 (1950) — 7.386 à 390 (1948) — 7.411 à 420 (1950) — 8.001 à 010 (1946) — 8.425 et 426 (1947).

Compagnie des Chemins de Fer du Cambrésis

A VOIE D'UN METRE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 16.200.000 F

SIÈGE SOCIAL: 18, RUE DE LA PORTE-ROBERT, A CAMBRAI

R. C.: Cambrai n° 420 B.

Liste des 75 obligations 3 0/0 sorties au tirage du 16 mai 1950, remboursables le 1er juillet 1950, et des numéros restant à rembourser sur les tirages antérieurs (les deux chiffres placés à la suite du numéro indiquent l'année d'échéance du remboursement).

PREMIÈRE ÉMISSION

28	(49)	593	(50)	1.315	(50)	2.025	(50)	2.837	(50)
29	(42)	596	(42)	1.354	(49)	2.040	(47)	2.840	(48)
35	(50)	615	(50)	1.388	(50)	2.090	(38)	2.849	(36)
62	(50)	645	(40)	1.428	(50)	2.107	(36)	2.870	(50)
120	(36)	651	(36)	1.471	(50)	2.108	(36)	2.871	(47)
123	(36)	687	(48)	1.528	(46)	2.111	(38)	2.885	(36)
124	(43)	688	(48)	1.530	(49)	2.116	(47)	2.903	(49)
136	(50)	700	(39)	1.535	(49)	2.130	(50)	2.958	(36)
195	(50)	702	(50)	1.580	(40)	2.131	(38)	2.964	(47)
199	(41)	734	(43)	1.585	(50)	2.187	(49)	2.980	(50)
229	(50)	735	(36)	1.590	(50)	2.276	(49)	2.982	(50)
255	(39)	739	(46)	1.593	(50)	2.266	(50)	3.001	(49)
280	(39)	759	(36)	1.644	(44)	2.312	(49)	3.035	(36)
322	(44)	763	(40)	1.679	(44)	2.322	(50)	3.036	(49)
323	(50)	802	(50)	1.684	(37)	2.351	(44)	3.037	(49)
374	(48)	857	(50)	1.704	(49)	2.367	(48)	3.075	(50)
392	(50)	858	(14)	1.719	(46)	2.393	(50)	3.087	(49)
412	(48)	862	(36)	1.750	(41)	2.463	(50)	3.088	(50)
430	(50)	865	(49)	1.752	(46)	2.532	(50)	3.101	(48)
435	(49)	876	(50)	1.754	(47)	2.557	(37)	3.104	(49)
440	(50)	900	(50)	1.790	(50)	2.558	(36)	3.127	(50)
443	(49)	914	(45)	1.816	(50)	2.577	(50)	3.184	(38)
468	(41)	918	(50)	1.866	(46)	2.662	(50)	3.185	(49)
469	(50)	934	(42)	1.887	(39)	2.701	(36)	3.212	(36)
487	(46)	970	(36)	1.889	(50)	2.714	(48)	3.213	(36)
491	(46)	983	(50)	1.905	(50)	2.743	(50)	3.220	(36)
498	(49)	1.021	(36)	1.907	(41)	2.749	(49)	3.222	(40)
504	(50)	1.024	(50)	1.913	(50)	2.771	(42)	3.223	(33)
507	(49)	1.067	(50)	1.916	(50)	2.772	(39)	3.224	(37)
508	(42)	1.263	(50)	1.994	(36)	2.791	(50)	3.228	(43)
517	(50)	1.300	(50)	1.995	(43)	2.795	(43)	3.318	(36)

DEUXIÈME ÉMISSION

3.363	(44)	3.411	(50)	3.430	(48)	3.520	(49)	3.573	(50)
3.370	(49)	3.429	(45)	3.461	(47)	3.530	(49)	3.604	(50)
3.606	(50)	3.816	(36)	3.947	(36)	4.046	(49)	4.261	(45)
3.694	(50)	3.823	(36)	3.953	(50)	4.087	(50)	4.267	(47)
3.708	(46)	3.824	(36)	3.970	(50)	4.111	(47)	4.278	(49)
3.711	(40)	3.827	(36)	3.987	(45)	4.157	(50)	4.297	(50)
3.716	(47)	3.831	(36)	3.992	(50)	4.164	(48)	4.329	(49)
3.761	(50)	3.876	(49)	3.999	(49)	4.165	(49)	4.364	(46)
3.793	(48)	3.879	(48)	4.013	(45)	4.205	(44)	4.369	(36)
3.806	(36)	3.905	(50)	4.017	(42)	4.224	(50)	4.392	(50)
3.809	(36)	3.912	(48)	4.018	(50)	4.230	(36)	4.401	(50)
3.810	(46)	3.915	(36)	4.021	(45)	4.239	(50)	4.405	(50)
3.815	(36)	3.916	(36)	4.022	(50)				

CHANTIERS NAVALS DE LA PALLICE

(Anciennement Chantiers navals Delmas-Vieljeux.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 185.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

35, RUE LÉONCE-VIELJEUX, LA ROCHELLE (CHARENTE-MARITIME)

DIRECTION GÉNÉRALE: 29, RUE GALILÉE, PARIS (16e)

R. C.: la Rochelle n° 273 B.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1945.

AVIS

Cinquième amortissement.

Les rachats en Bourse effectués depuis le dernier tirage ayant porté sur un nombre d'obligations supérieur à celui prévu par le tableau d'amortissement, il ne sera pas effectué de tirage ni d'amortissement par remboursement pour l'échéance du 15 juillet 1950.

(Le tableau d'amortissement a été publié au Journal officiel du 9 juin 1946.)

Liste des titres sortis au premier tirage du 12 juin 1946 et non encore présentés au remboursement (échéance 15 juillet 1946).

3.371 3.372

Le remboursement de ces obligations a lieu au pair aux caisses suivantes:

Union maritime et financière, 16, rue Le Peletier, Paris (9e);
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Banque L. Pilard, à la Rochelle,

et dans les agences de Paris et de province de ces établissements.

Les amortissements des années 1947, 1948 et 1949 ont été effectués par rachats.

COMPAGNIE des TRAMWAYS ELECTRIQUES de LIMOGES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.400.000 F

SIÈGE SOCIAL: 14, RUE MURILLO, PARIS

EXPLOITATION ET BUREAUX: CHEMIN DU CLOS-MOREAU, A LIMOGES

Registre du commerce: Seine 216180 B.

Emprunt 5 1/4 0/0 1948

Deuxième amortissement du 1er juillet 1950.

Numéros des 84 obligations sorties au tirage du 15 mai 1950, remboursables à partir du 1er juillet 1950.

3.833 à 3.916.

Il n'existe pas de titres restant à rembourser sur le précédent tirage.

ORFEVRERIE CHRISTOFLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 84.800.000 F

SIÈGE SOCIAL: 12, ROYALE, A PARIS

Registre du commerce: Seine 76238.

Obligations 4 1/2 0/0 1946 de 5.000 F.

Quatrième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres à amortir au 1er août 1950.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1947 à 1949 ont été couverts par rachats en Bourse.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

EMPRUNT 6 0/0 1922-1924

Liste récapitulative des numéros d'obligations sorties au tirage du 25 avril 1950: 1922 (553 numéros), 1924 (1.106 numéros), remboursables à partir du 15 juin 1950 et des titres restant à rembourser sur les tirages précédents.

OBLIGATIONS DE 500 F

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
7	47	1.960	50	4.166	48
20	50	2.056	49	4.167	49
33	49	2.155	49	4.224	49
41	50	2.164	47	4.283	50
54	50	2.190	50	4.317	50
98	49	2.211	48	4.332	50
100	48	2.214	49	4.334	50
122	50	2.245	49	4.340	45
217	50	2.265	49	4.387	50
222	49	2.289	50	4.460	47
256	50	2.295	49	4.495	48
263	50	2.307	50	4.511	49
270	50	2.355	49	4.531	50
276	50	2.371	44	4.587	42
286	49	2.381	50	4.589	50
299	48	2.396	49	4.624	49
305	50	2.400	50	4.648	50
314	49	2.406	49	4.695	48
316	48	2.413	50	4.712	49
351	50	2.414	48	4.760	50
379	50	2.427	50	4.786	46
400	50	2.456	48	4.788	49
416	50	2.464	46	4.825	50
425	49	2.494	50	4.827	48
427	48	2.513	49	4.879	50
463	50	2.523	49	4.890	50
525	50	2.527	49	4.901	50
562	48	2.607	50	4.951	49
605	50	2.692	50	4.981	49
681	50	2.707	50	4.984	50
755	49	2.769	49	4.998	50
783	48	2.868	49	5.065	46
789	50	2.883	49	5.115	50
808	49	2.884	50	5.124	50
841	49	2.891	49	5.127	50
866	49	2.922	50	5.175	49
881	50	2.952	50	5.183	49
894	50	2.999	49	5.281	48
895	49	3.007	49	5.316	48
917	49	3.032	50	5.352	50
948	50	3.036	50	5.385	50
969	50	3.040	50	5.412	49
998	48	3.042	49	5.422	50
1.049	45	3.070	50	5.424	50
1.078	49	3.088	49	5.427	50
1.124	50	3.143	50	5.448	49
1.148	49	3.158	50	5.455	50
1.164	48	3.159	49	5.458	46
1.186	49	3.160	48	5.465	47
1.224	49	3.203	49	5.491	49
1.223	47	3.241	46	5.537	48
1.228	48	3.269	49	5.539	48
1.257	48	3.310	49	5.569	46
1.260	48	3.315	50	5.570	50
1.305	49	3.318	49	5.599	49
1.319	50	3.373	49	5.608	50
1.353	49	3.428	50	5.623	49
1.385	47	3.435	50	5.660	49
1.400	48	3.527	50	5.749	50
1.442	50	3.554	50	5.764	49
1.469	50	3.620	50	5.791	50
1.472	48	3.624	49	5.834	50
1.527	48	3.632	50	5.838	50
1.569	50	3.638	50	5.845	50
1.590	50	3.685	50	5.888	48
1.630	50	3.691	46	5.904	50
1.633	50	3.695	47	5.914	50
1.660	50	3.697	48	5.923	50
1.688	50	3.744	50	5.931	49
1.706	49	3.761	49	5.980	48
1.725	49	3.834	48	5.983	41
1.751	50	3.858	50	5.987	50
1.752	49	3.889	50	6.009	42
1.755	50	3.904	45	6.095	47
1.765	50	3.995	50	6.133	48
1.796	47	4.005	50	6.136	45
1.801	47	4.008	49	6.159	48
1.803	50	4.017	49	6.162	50
1.822	49	4.099	49	6.164	50
1.915	50	4.162	50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
6.177	50	8.881	47	11.286	48
6.185	50	8.914	50	11.294	49
6.201	49	8.915	50	11.313	48
6.221	49	8.980	50	11.346	49
6.227	50	9.033	50	11.391	50
6.250	50	9.065	48	11.405	49
6.281	48	9.118	50	11.409	49
6.311	49	9.119	50	11.419	50
6.312	49	9.203	47	11.431	50
6.356	50	9.263	48	11.453	50
6.402	49	9.304	50	11.513	50
6.443	49	9.364	48	11.577	49
6.491	50	9.425	46	11.656	46
6.494	48	9.428	48	11.704	49
6.497	40	9.486	49	11.750	49
6.534	50	9.579	50	11.760	50
6.629	50	9.679	49	11.807	49
6.631	50	9.699	50	11.815	50
6.642	47	9.751	48	11.873	49
6.665	49	9.771	48	11.877	47
6.748	50	9.820	46	11.881	48
6.812	50	9.848	49	11.907	49
6.870	49	9.867	50	11.956	49
6.878	49	9.903	50	11.972	49
6.879	50	9.929	49	12.014	50
6.933	44	9.936	50	12.019	49
6.937	46	9.954	48	12.022	49
6.938	39	9.976	50	12.085	48
6.972	48	9.980	46	12.155	48
6.986	50	9.988	49	12.163	40
7.058	50	10.052	49	12.165	49
7.088	49	10.075	47	12.188	50
7.094	49	10.076	49	12.203	49
7.144	49	10.082	47	12.206	50
7.148	49	10.102	49	12.214	50
7.149	49	10.148	50	12.221	48
7.191	49	10.165	48	12.230	50
7.322	50	10.171	50	12.232	48
7.333	49	10.207	48	12.258	49
7.443	46	10.222	50	12.280	48
7.458	50	10.238	50	12.317	48
7.469	46	10.245	50	12.376	50
7.471	50	10.271	50	12.380	50
7.479	46	10.285	50	12.397	50
7.481	49	10.306	50	12.409	48
7.484	43	10.312	50	12.444	48
7.494	49	10.316	50	12.473	46
7.502	48	10.329	49	12.490	46
7.520	47	10.338	50	12.510	50
7.522	50	10.350	50	12.513	49
7.527	43	10.360	49	12.522	49
7.529	48	10.375	50	12.534	50
7.536	47	10.434	50	12.542	50
7.588	50	10.436	49	12.543	50
7.602	49	10.442	50	12.549	49
7.624	50	10.450	50	12.552	47
7.642	48	10.458	50	12.580	50
7.655	48	10.473	50	12.610	48
7.684	48	10.497	50	12.617	49
7.747	49	10.506	50	12.630	46
7.799	49	10.518	44	12.661	50
7.833	50	10.549	42	12.667	50
7.884	50	10.522	46	12.735	49
7.897	48	10.552	50	12.742	50
7.942	50	10.582	50	12.774	47
7.925	50	10.602	48	12.791	49
8.039	50	10.619	50	12.808	50
8.047	50	10.621	41	12.809	49
8.066	48	10.627	47	12.822	50
8.085	50	10.633	47	12.853	49
8.135	50	10.650	50	12.872	48
8.136	48	10.668	48	12.910	50
8.312	50	10.697	49	12.936	49
8.359	49	10.728	49	12.972	49
8.407	50	10.732	50	13.036	50
8.489	50	10.734	50	13.041	49
8.496	50	10.793	49	13.059	50
8.534	50	10.808	48	13.062	49
8.544	50	10.886	50	13.095	47
8.555	50	10.916	50	13.140	47
8.574	49	10.982	50	13.148	50
9.602	50	10.988	48	13.182	48
8.628	50	11.050	50	13.187	49
8.656	49	11.065	50	13.255	50
8.666	50	11.093	50	13.269	50
8.701	48	11.197	49	13.288	50
8.708	49	11.203	49	13.290	50
8.746	49	11.222	50	13.304	50
8.819	50	11.234	48	13.352	49
8.836	49	11.238	49	13.404	50
8.838	50	11.251	50	13.408	50
8.845	48	11.265	50	13.439	50
8.852	50	11.269	50	13.456	48
8.876	48	11.274	50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
13.462	50	15.717	50	18.395	45	20.582	50	22.470	47	25.038	50
13.491	50	15.745	48	18.397	40	20.588	50	22.475	50	25.060	49
13.506	50	15.757	50	18.399	47	20.606	49	22.513	48	25.073	50
13.566	50	15.842	50	18.404	50	20.615	50	22.518	50	25.099	49
13.621	49	15.884	49	18.405	50	20.637	50	22.521	47	25.104	49
13.624	49	15.916	48	18.414	48	20.647	47	22.530	50	25.137	50
13.626	50	15.932	48	18.467	50	20.673	48	22.544	50	25.199	50
13.628	50	15.962	50	18.470	49	20.704	48	22.595	42	25.236	50
13.639	49	15.998	49	18.479	49	20.706	49	22.626	50	25.246	49
13.655	49	16.001	49	18.508	50	20.747	50	22.675	50	25.264	50
13.663	50	16.011	41	18.542	50	20.754	50	22.693	50	25.300	48
13.747	50	16.018	49	18.555	50	20.784	48	22.706	49	25.330	49
13.804	49	16.029	50	18.595	48	20.820	45	22.790	50	25.355	48
13.836	49	16.032	47	18.610	49	20.853	50	22.818	50	25.369	50
13.857	50	16.035	50	18.622	47	20.877	50	22.822	50	25.379	48
13.895	50	16.057	50	18.636	49	20.885	50	22.824	50	25.401	50
13.900	50	16.063	49	18.661	48	20.909	45	22.832	50	25.486	50
13.906	50	16.144	50	18.678	48	20.918	50	22.834	50	25.589	50
13.958	50	16.166	50	18.767	49	20.921	50	22.836	50	25.594	48
14.008	49	16.211	49	18.781	50	20.959	50	22.840	48	25.610	50
14.050	50	16.226	49	18.806	50	20.991	49	22.888	49	25.636	49
14.098	48	16.230	50	18.822	49	21.019	45	22.938	50	25.657	50
14.100	49	16.248	49	18.865	50	21.033	46	22.978	50	25.697	50
14.151	49	16.305	50	18.874	48	21.041	50	22.982	48	25.706	50
14.155	49	16.307	46	18.879	46	21.044	49	22.996	50	25.715	49
14.161	48	16.308	48	18.909	50	21.075	50	23.031	50	25.745	48
14.261	50	16.329	48	18.942	50	21.157	48	23.128	49	25.792	47
14.264	50	16.399	49	18.977	50	21.159	47	23.186	47	25.794	48
14.274	46	16.489	50	19.044	50	21.169	50	23.188	47	25.841	49
14.316	49	16.502	49	19.055	50	21.183	48	23.207	47	25.842	47
14.337	50	16.504	50	19.090	49	21.187	50	23.268	48	25.844	47
14.431	50	16.554	50	19.168	48	21.196	50	23.289	50	25.843	50
14.464	50	16.593	50	19.196	49	21.240	50	23.372	50	25.873	50
14.474	50	16.618	50	19.205	48	21.266	49	23.391	48	25.881	47
14.479	50	16.620	50	19.257	48	21.275	48	23.392	47	25.929	48
14.543	50	16.621	50	19.297	48	21.305	50	23.409	50	25.936	47
14.545	48	16.666	49	19.299	48	21.326	48	23.481	46	25.945	47
14.589	42	16.683	50	19.338	50	21.327	50	23.484	41	25.951	49
14.602	49	16.726	50	19.366	50	21.401	50	23.501	50	26.040	50
14.622	48	16.776	50	19.369	45	21.426	50	23.525	49	26.045	46
14.626	50	16.840	46	19.428	50	21.437	49	23.533	49	26.050	48
14.636	50	16.841	49	19.436	49	21.453	50	23.536	50	26.064	48
14.652	50	16.891	50	19.456	50	21.461	48	23.563	49	26.070	49
14.683	47	16.981	49	19.466	49	21.500	48	23.671	47	26.071	49
14.685	50	16.995	50	19.487	50	21.567	47	23.676	50	26.075	47
14.711	50	17.018	50	19.493	49	21.633	48	23.739	50	26.095	50
14.769	48	17.040	48	19.521	46	21.653	50	23.744	50	26.107	49
14.782	49	17.108	50	19.567	50	21.667	49	23.786	48	26.117	50
14.786	46	17.128	47	19.598	50	21.731	44	23.799	50	26.139	48
14.833	50	17.154	50	19.607	49	21.756	48	23.802	49	26.148	50
14.848	50	17.285	47	19.633	50	21.759	49	23.804	45	26.212	49
14.871	47	17.287	45	19.655	49	21.778	49	23.829	50	26.239	50
14.924	45	17.326	50	19.728	48	21.785	50	23.854	50	26.240	50
14.948	48	17.332	50	19.753	49	21.791	50	23.895	49	26.288	49
14.958	41	17.335	48	19.754	50	21.798	47	23.918	50	26.317	50
14.969	50	17.361	50	19.757	50	21.824	49	23.961	48	26.348	50
15.001	49	17.399	50	19.760	49	21.826	50	23.989	50	26.357	48
15.028	49	17.409	50	19.772	49	21.831	48	24.005	50	26.373	48
15.031	50	17.413	48	19.774	49	21.861	50	24.025	46	26.377	50
15.077	49	17.490	46	19.821	50	21.874	49	24.033	50	26.378	50
15.098	48	17.494	48	19.862	50	21.889	50	24.053	50	26.389	48
15.118	48	17.519	50	19.883	50	21.890	46	24.081	47	26.500	48
15.131	49	17.580	49	19.912	48	21.896	50	24.155	46	26.508	49
15.132	49	17.627	49	19.920	48	21.916	50	24.175	49	26.534	47
15.155	50	17.630	46	19.923	46	21.948	49	24.193	48	26.608	50
15.173	46	17.649	48	19.935	49	22.009	50	24.219	50	26.617	50
15.193	48	17.652	47	19.955	50	22.042	48	24.257	50	26.689	50
15.205	50	17.660	48	20.096	50	22.058	49	24.274	46	26.697	50
15.228	50	17.678	49	20.104	49	22.090	48	24.344	50	26.708	50
15.249	49	17.794	48	20.108	50	22.111	50	24.378	49	26.737	50
15.251	45	17.805	48	20.130	49	22.114	50	24.387	49	26.796	48
15.254	44	17.858	49	20.139	49	22.203	50	24.432	49	26.817	50
15.270	50	17.860	48	20.140	48	22.207	47	24.457	48	26.828	50
15.297	50	17.866	50	20.153	50	22.212	44	24.502	50	26.849	49
15.309	47	17.908	50	20.182	47	22.213	44	24.561	50	26.854	49
15.317	50	17.911	50	20.220	50	22.227	49	24.582	50	26.858	50
15.342	50	17.926	48	20.225	50	22.258	49	24.595	50	26.861	49
15.349	50	17.933	49	20.253	47	22.276	49	24.605	50	26.862	50
15.359	50	17.977	50	20.264	50	22.293	49	24.635	50	26.863	49
15.365	48	18.010	50	20.293	50	22.296	50	24.698	50	26.878	50
15.369	50	18.038	44	20.318	49	22.331	48	24.699	47	26.927	50
15.396	46	18.045	50	20.319	48	22.342	42	24.702	47	26.967	50
15.460	47	18.081	49	20.353	47	22.356	48	24.706	50	27.028	50
15.462	47	18.098	50	20.355	49	22.357	48	24.718	50	27.064	50
15.471	45	18.102	50	20.362	48	22.358	49	24.730	49	27.069	50
15.473	48	18.145	48	20.367	48	22.361	50	24.765	49	27.102	50
15.501	48	18.202	50	20.374	47	22.426	49	24.873	49	27.122	48
15.541	50	18.234	49	20.410	48	22.436	48	24.921	49	27.123	48
15.544	49	18.236	49	20.432	50	22.443	48	24.955	40	27.134	50
15.577	49	18.292	50	20.436	49	22.450	48	24.958	46	27.174	50
15.591	50	18.368	48	20.448	50	22.454	50	25.001	48	27.175	50
15.635	48	18.374	50	20.476	50	22.459	49	25.018	50	27.243	48
15.659	50	18.376	50	20.535	49	22.467	50	25.020	50	27.248	50
		18.377	49	20.576	49			25.032	49		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
27.338	49	29.673	47	32.044	50	34.080	49	36.830	50	38.874	50
27.353	47	29.677	50	32.050	49	34.082	49	36.841	48	38.900	49
27.356	47	29.681	50	32.051	50	34.087	47	36.877	50	38.909	50
27.396	48	29.703	50	32.073	49	34.093	50	36.884	50	38.968	46
27.413	50	29.745	50	32.075	49	34.121	49	36.906	50	39.039	50
27.418	50	29.746	50	32.091	47	34.186	49	36.907	47	39.104	50
27.442	49	29.771	44	32.212	50	34.199	50	36.911	48	39.107	50
27.489	48	29.783	48	32.232	49	34.210	48	36.941	48	39.120	45
27.492	50	29.785	47	32.235	50	34.231	50	36.991	46	39.169	50
27.497	50	29.787	50	32.237	50	34.257	50	37.007	49	39.193	50
27.498	50	29.848	50	32.261	44	34.265	50	37.035	50	39.275	48
27.526	50	29.862	47	32.309	50	34.268	48	37.084	49	39.278	50
27.594	48	29.877	48	32.360	49	34.276	50	37.098	50	39.281	49
27.595	49	29.897	50	32.369	49	34.278	49	37.103	50	39.338	49
27.633	50	29.903	50	32.429	50	34.318	49	37.150	49	39.326	50
27.640	49	29.927	50	32.436	48	34.368	50	37.175	49	39.354	50
27.718	49	29.940	48	32.453	50	34.427	49	37.201	50	39.355	49
27.753	46	29.959	50	32.457	48	34.434	50	37.209	48	39.428	45
27.754	46	29.963	46	32.495	49	34.444	48	37.220	48	39.528	46
27.793	50	30.107	50	32.499	50	34.520	47	37.223	50	39.536	49
27.799	50	30.134	45	32.541	50	34.547	48	37.238	48	39.597	50
27.807	50	30.155	50	32.553	50	34.571	45	37.243	47	39.705	49
27.823	47	30.207	48	32.590	49	34.575	50	37.282	50	39.782	50
27.862	50	30.241	50	32.660	50	34.579	50	37.303	50	39.827	50
27.865	50	30.246	49	32.665	41	34.633	50	37.336	49	39.835	47
27.869	50	30.251	48	32.666	50	34.651	50	37.346	49	39.865	45
27.882	49	30.335	50	32.668	45	34.679	49	37.347	45	39.869	49
27.904	48	30.336	49	32.672	44	34.720	50	37.360	46	39.916	49
27.907	48	30.341	50	32.678	50	34.741	50	37.420	49	39.946	50
27.938	50	30.361	49	32.681	41	34.857	50	37.427	40	39.963	50
27.966	50	30.456	48	32.684	41	34.874	49	37.431	47	40.043	48
28.021	47	30.461	50	32.685	50	34.890	50	37.453	49	40.048	49
28.107	49	30.489	50	32.686	45	34.906	50	37.508	50	40.058	47
28.132	47	30.492	49	32.702	44	34.939	49	37.509	49	40.138	50
28.145	50	30.493	49	32.712	50	34.957	49	37.561	48	40.154	48
28.161	49	30.494	50	32.776	50	35.002	44	37.564	48	40.159	50
28.163	50	30.537	49	32.798	48	35.014	43	37.567	48	40.172	50
28.168	44	30.544	48	32.833	50	35.016	47	37.574	49	40.180	50
28.180	48	30.559	48	32.846	50	35.024	50	37.584	50	40.220	50
28.214	48	30.561	49	32.886	49	35.077	48	37.656	50	40.264	50
28.284	45	30.566	48	32.888	49	35.108	50	37.666	50	40.269	49
28.355	50	30.574	43	32.946	50	35.117	50	37.677	50	40.283	50
28.384	48	30.674	48	32.956	50	35.131	50	37.725	46	40.287	49
28.393	50	30.682	50	32.962	48	35.141	50	37.734	50	40.296	47
28.452	50	30.683	48	33.046	50	35.165	46	37.798	50	40.309	49
28.454	50	30.707	50	33.053	49	35.198	50	37.803	47	40.364	49
28.509	47	30.724	49	33.118	50	35.245	50	37.831	50	40.392	49
28.510	48	30.729	50	33.172	50	35.263	49	37.846	50	40.428	50
28.549	47	30.748	50	33.174	49	35.271	45	37.850	49	40.466	50
28.553	49	30.752	50	33.184	50	35.292	49	37.855	49	40.468	50
28.573	49	30.760	49	33.192	50	35.330	47	37.862	40	40.501	48
28.600	49	30.831	49	33.218	50	35.351	50	37.910	46	40.516	50
28.605	49	30.839	50	33.239	46	35.500	49	38.005	48	40.555	49
28.607	49	30.868	50	33.244	45	35.526	48	38.008	49	40.558	50
28.615	50	30.888	48	33.253	47	35.556	46	38.030	50	40.601	50
28.627	49	30.949	50	33.254	49	35.626	50	38.036	47	40.733	50
28.651	49	30.954	48	33.257	50	35.645	50	38.052	49	40.768	50
28.665	50	30.964	49	33.298	48	35.670	50	38.121	48	40.770	49
28.708	50	30.983	50	33.355	50	35.672	50	38.134	50	40.782	50
28.761	49	31.002	50	33.383	49	35.700	49	38.140	50	40.794	50
28.766	50	31.035	49	33.413	50	35.721	48	38.145	47	40.800	45
28.784	50	31.036	50	33.448	49	35.766	50	38.163	50	40.848	46
28.797	50	31.081	50	33.515	50	35.858	50	38.217	48	40.878	50
28.810	48	31.095	47	33.532	49	35.859	49	38.254	48	40.880	50
28.844	48	31.104	49	33.547	48	35.913	50	38.255	49	40.897	47
28.849	50	31.117	49	33.561	50	35.921	50	38.285	49	40.900	50
28.858	50	31.121	50	33.569	50	35.985	50	38.297	49	40.931	50
28.881	50	31.130	49	33.582	50	36.001	49	38.314	47	40.943	47
28.895	49	31.156	50	33.591	50	36.002	49	38.340	50	40.946	48
28.908	50	31.167	50	33.601	48	36.022	50	38.382	48	40.950	48
28.930	48	31.175	47	33.603	50	36.027	48	38.387	50	40.965	49
28.932	50	31.260	50	33.639	47	36.180	49	38.393	50	40.968	47
28.979	49	31.335	48	33.654	49	36.184	49	38.409	50	40.972	45
29.037	49	31.369	49	33.660	50	36.264	50	38.415	50	40.992	47
29.039	50	31.403	48	33.663	50	36.279	50	38.421	48	40.999	47
29.060	48	31.411	50	33.678	50	36.284	49	38.426	50	41.051	50
29.062	50	31.475	49	33.715	50	36.308	50	38.441	50	41.089	50
29.079	47	31.484	47	33.756	49	36.317	49	38.505	50	41.096	49
29.095	48	31.502	49	33.810	50	36.318	50	38.579	50	41.105	47
29.108	48	31.632	49	33.814	47	36.349	50	38.610	49	41.178	49
29.111	50	31.633	50	33.838	49	36.459	50	38.680	49	41.209	50
29.132	46	31.657	49	33.901	48	36.481	49	38.682	50	41.212	49
29.166	47	31.672	45	33.902	48	36.507	47	38.686	50	41.213	49
29.189	50	31.687	50	33.934	49	36.528	50	38.714	50	41.220	45
29.288	50	31.725	47	33.935	50	36.570	46	38.727	49	41.243	50
29.296	46	31.790	50	33.949	48	36.574	50	38.757	48	41.253	50
29.299	50	31.807	49	33.984	50	36.601	49	38.764	50	41.314	50
29.350	50	31.817	49	34.013	50	36.714	50	38.767	49	41.424	49
29.356	48	31.854	50	34.020	49	36.722	50	38.816	50	41.443	50
29.369	49	31.880	50	34.029	49	36.725	48	38.822	50	41.542	48
29.400	49	31.910	49	34.044	50	36.730	50	38.823	48	41.563	50
29.434	44	31.932	49	34.056	50	36.745	50	38.830	49	41.648	47
29.654	50	31.949	50	34.059	50	36.773	49	38.836	49	41.659	50
29.661	50	32.043	50	34.067	50	36.796	47	38.839	49		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
41.670	42	43.766	50	46.079	48	48.786	48	50.507	42	52.887	48
41.688	48	43.770	44	46.350	45	48.800	49	50.512	50	52.903	50
41.783	50	43.771	50	46.415	50	48.808	47	50.543	48	52.912	50
41.787	50	43.782	48	46.433	50	48.849	50	50.550	50	52.930	50
41.790	48	43.833	50	46.473	48	48.875	50	50.575	48	52.957	49
41.821	49	43.848	49	46.503	50	48.946	49	50.627	49	52.966	47
41.856	49	43.940	50	46.529	48	48.960	50	50.676	48	52.975	50
41.886	49	43.941	48	46.535	50	48.984	48	50.689	49	52.986	48
41.960	50	43.948	50	46.550	50	48.987	50	50.723	50	52.987	50
41.993	50	43.979	50	46.726	49	49.019	50	50.734	49	53.021	50
42.036	49	43.996	50	46.729	49	49.024	49	50.749	49	53.054	50
42.095	49	44.007	50	46.735	48	49.025	48	50.788	50	53.066	45
42.101	50	44.015	49	46.741	50	49.026	48	50.838	48	53.126	50
42.102	50	44.030	49	46.762	50	49.030	50	50.853	50	53.156	48
42.129	45	44.033	50	46.856	47	49.085	49	50.878	47	53.172	49
42.131	47	44.068	48	46.857	49	49.105	49	50.890	37	53.181	50
42.165	50	44.091	50	46.873	50	49.147	50	50.963	49	53.228	48
42.207	46	44.099	47	46.937	49	49.148	49	51.027	48	53.374	50
42.213	49	44.126	50	47.019	50	49.154	50	51.073	49	53.376	50
42.247	49	44.129	50	47.020	48	49.200	49	51.074	50	53.409	48
42.274	49	44.242	48	47.029	50	49.224	50	51.078	47	53.489	48
42.284	49	44.258	50	47.054	50	49.266	50	51.087	50	53.514	50
42.313	47	44.272	48	47.069	49	49.284	44	51.139	49	53.577	50
42.328	48	44.277	50	47.275	49	49.320	49	51.160	49	53.638	49
42.331	50	44.352	48	47.276	49	49.353	50	51.225	50	53.644	50
42.333	49	44.374	49	47.284	50	49.356	49	51.243	50	53.646	50
42.370	50	44.381	49	47.286	48	49.378	48	51.302	48	53.826	48
42.378	49	44.393	50	47.287	50	49.388	48	51.330	50	53.853	48
42.410	50	44.410	43	47.343	49	49.407	50	51.348	50	53.869	48
42.445	49	44.412	45	47.394	50	49.442	49	51.356	50	53.895	49
42.453	49	44.425	50	47.446	50	49.492	50	51.367	38	53.974	47
42.480	50	44.473	50	47.462	48	49.500	50	51.368	47	54.029	49
42.488	49	44.483	48	47.483	48	49.534	48	51.369	43	54.064	50
42.494	44	44.492	49	47.539	50	49.610	49	51.381	48	54.103	49
42.496	48	44.512	44	47.543	50	49.680	50	51.407	49	54.127	49
42.497	48	44.547	48	47.571	46	49.734	50	51.417	50	54.216	50
42.596	49	44.592	50	47.573	49	49.743	50	51.441	49	54.288	50
42.598	41	44.609	50	47.587	49	49.748	48	51.467	50	54.295	50
42.600	45	44.640	49	47.629	48	49.749	50	51.504	48	54.326	49
42.630	46	44.641	49	47.693	49	49.766	50	51.505	48	54.378	50
42.677	49	44.679	49	47.711	50	49.779	49	51.509	48	54.433	45
42.700	49	44.699	48	47.751	50	49.800	50	51.510	49	54.448	50
42.753	47	44.700	50	47.769	48	49.802	50	51.585	50	54.491	50
42.756	48	44.800	50	47.773	50	49.807	50	51.603	50	54.538	50
42.792	49	44.820	49	47.780	50	49.820	48	51.618	48	54.543	45
42.836	50	44.855	50	47.853	47	49.834	50	51.647	50	54.550	50
42.876	49	44.881	49	47.867	50	49.843	50	51.669	50	54.574	50
42.886	50	44.897	48	47.919	50	49.848	47	51.677	50	54.579	48
42.919	50	44.942	50	47.941	48	49.910	50	51.687	50	54.589	49
42.922	49	44.962	49	47.969	49	49.926	49	51.691	48	54.609	49
42.927	50	44.994	50	48.066	48	49.927	49	51.698	50	54.622	50
42.936	50	44.998	46	48.071	50	49.959	49	51.709	49	54.666	49
42.945	50	45.010	50	48.088	48	49.982	49	51.714	50	54.696	49
42.947	50	45.017	50	48.102	49	49.983	49	51.791	50	54.697	49
42.973	47	45.075	49	48.107	50	50.003	49	51.797	50	54.707	48
42.976	50	45.081	49	48.154	48	50.017	50	51.844	50	54.728	48
42.986	49	45.099	49	48.160	50	50.037	50	51.918	49	54.729	49
42.993	48	45.112	49	48.165	48	50.094	47	51.929	50	54.743	48
43.000	50	45.145	50	48.188	50	50.107	49	51.946	48	54.762	50
43.024	50	45.160	48	48.210	49	50.114	48	51.958	49	54.780	50
43.064	50	45.185	50	48.213	48	50.122	48	51.968	50	54.789	50
43.076	48	45.216	49	48.219	49	50.136	49	51.972	49	54.791	50
43.110	50	45.305	50	48.228	49	50.137	50	51.980	49	54.841	50
43.120	45	45.347	48	48.259	50	50.151	49	51.991	50	54.855	48
43.149	50	45.356	48	48.288	50	50.158	49	52.073	48	54.874	49
43.171	50	45.368	50	48.297	48	50.180	44	52.122	48	54.926	50
43.173	50	45.382	50	48.331	48	50.181	48	52.214	50	54.941	45
43.174	50	45.421	50	48.348	49	50.197	47	52.265	49	55.022	50
43.203	50	45.451	49	48.401	48	50.204	50	52.270	50	55.031	41
43.206	49	45.477	50	48.403	49	50.209	50	52.331	50	55.054	50
43.222	48	45.504	46	48.407	49	50.228	50	52.390	50	55.150	44
43.239	48	45.591	50	48.408	50	50.240	49	52.393	49	55.174	50
43.254	49	45.604	50	48.410	49	50.251	48	52.433	49	55.191	50
43.292	49	45.618	47	48.416	50	50.252	48	52.457	49	55.238	50
43.313	48	45.622	50	48.432	50	50.254	46	52.465	48	55.279	49
43.321	47	45.639	50	48.440	43	50.261	48	52.469	49	55.284	48
43.324	46	45.641	50	48.442	42	50.309	50	52.482	44	55.286	46
43.373	49	45.642	48	48.495	49	50.319	50	52.494	50	55.293	50
43.394	49	45.795	50	48.502	48	50.353	50	52.519	49	55.297	50
43.433	48	45.803	47	48.510	50	50.373	47	52.522	49	55.299	50
43.459	49	45.806	50	48.555	50	50.378	49	52.558	50	55.303	50
43.463	45	45.817	49	48.567	49	50.379	49	52.609	50	55.323	47
43.472	46	45.826	50	48.580	50	50.382	50	52.614	49	55.326	50
43.474	45	45.834	49	48.644	50	50.388	49	52.618	50	55.340	50
43.497	50	45.844	50	48.642	48	50.400	46	52.678	50	55.351	50
43.547	50	45.881	50	48.687	50	50.401	49	52.751	49	55.375	48
43.600	50	45.906	50	48.690	50	50.409	49	52.753	46	55.407	50
43.601	49	45.967	50	48.677	49	50.418	50	52.756	49	55.411	48
43.652	48	46.024	50	48.679	47	50.429	49	52.777	49	55.416	49
43.666	50	46.053	47	48.709	50	50.449	50	52.782	50	55.446	49
43.673	48	46.070	50	48.723	46	50.451	50	52.825	50	55.476	49
43.729	50	46.073	44	48.749	48	50.485	49	52.864	48	55.490	48
43.765	49	46.075	47	48.769	49	50.499	50	52.872	50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
55.493	48	57.852	47	60.280	48	63.190	50	65.597	50	67.742	49
55.531	50	57.915	50	60.409	48	63.197	50	65.673	50	67.777	44
55.572	49	57.963	48	60.419	50	63.210	49	65.685	49	67.780	50
55.595	49	57.972	45	60.420	50	63.211	43	65.694	49	67.783	49
55.596	49	57.978	50	60.449	49	63.212	50	65.719	47	67.785	50
55.632	48	57.992	49	60.494	50	63.238	50	65.722	50	67.826	50
55.647	47	58.012	50	60.495	49	63.305	49	65.748	49	67.864	48
55.658	46	58.063	50	60.500	50	63.308	48	65.875	48	67.894	50
55.682	49	58.081	47	60.513	50	63.315	48	65.896	49	67.910	50
55.699	42	58.089	47	60.555	50	63.338	50	65.916	49	67.925	46
55.709	50	58.094	50	60.569	48	63.374	50	65.944	49	67.949	49
55.731	49	58.152	50	60.571	49	63.398	47	65.956	50	67.978	49
55.732	50	58.195	50	60.575	46	63.400	47	66.009	50	68.028	49
55.741	50	58.264	49	60.627	50	63.438	45	66.082	49	68.042	49
55.792	50	58.278	50	60.676	50	63.439	45	66.087	50	68.051	48
55.819	50	58.323	50	60.679	50	63.448	50	66.162	49	68.055	49
55.861	48	58.349	47	60.714	50	63.480	49	66.226	50	68.072	50
55.887	49	58.371	48	60.729	50	63.502	50	66.270	50	68.073	50
55.959	48	58.383	50	60.828	50	63.507	47	66.284	50	68.094	50
55.973	47	58.399	50	60.936	48	63.568	49	66.290	48	68.095	48
55.998	50	58.402	48	60.937	49	63.574	48	66.297	50	68.108	50
56.015	48	58.443	49	60.945	49	63.586	48	66.308	50	68.128	39
56.037	50	58.448	50	60.951	43	63.657	50	66.309	49	68.184	46
56.050	50	58.452	48	60.964	49	63.806	50	66.317	49	68.205	46
56.071	50	58.456	49	61.072	48	63.890	50	66.337	49	68.218	50
56.073	49	58.457	50	61.184	50	63.927	50	66.378	50	68.283	49
56.082	50	58.465	50	61.254	48	63.947	50	66.422	48	68.290	46
56.091	48	58.489	50	61.274	50	63.959	49	66.425	50	68.394	48
56.143	49	58.515	50	61.329	49	63.965	47	66.443	50	68.419	50
56.209	50	58.611	50	61.338	50	63.968	49	66.444	50	68.433	50
56.246	50	58.638	49	61.360	50	63.977	50	66.452	48	68.483	50
56.255	50	58.699	49	61.426	50	64.024	49	66.484	49	68.494	50
56.278	48	58.733	50	61.445	48	64.025	49	66.504	49	68.512	50
56.316	50	58.736	50	61.459	49	64.028	47	66.527	50	68.527	50
56.337	48	58.780	50	61.465	50	64.032	49	66.585	50	68.538	47
56.374	49	58.791	50	61.497	50	64.071	50	66.602	44	68.543	49
56.375	49	58.854	49	61.508	50	64.109	50	66.645	50	68.555	48
56.421	46	58.856	49	61.546	50	64.147	50	66.659	50	68.610	49
56.445	48	58.868	49	61.598	50	64.156	49	66.662	48	68.706	50
56.533	48	58.869	50	61.625	47	64.165	49	66.691	49	68.770	50
56.552	50	58.872	49	61.633	50	64.204	50	66.705	50	68.781	43
56.612	49	58.881	49	61.678	50	64.249	45	66.710	49	68.840	49
56.662	48	58.934	47	61.699	50	64.337	49	66.717	50	68.869	50
56.675	50	58.944	48	61.786	50	64.436	50	66.721	49	68.939	49
56.678	50	58.948	48	61.795	49	64.474	49	66.734	48	68.980	50
56.679	50	58.953	49	61.811	50	64.486	45	66.747	48	69.056	49
56.708	50	58.957	47	61.814	48	64.532	49	66.760	50	69.059	50
56.762	48	58.987	48	61.926	50	64.577	45	66.832	50	69.084	48
56.770	50	58.989	48	61.934	50	64.583	45	66.856	50	69.105	50
56.783	48	59.039	50	61.943	47	64.601	50	66.866	50	69.129	48
56.809	48	59.066	48	61.953	49	64.691	50	66.877	49	69.144	50
56.887	49	59.069	47	62.003	47	64.716	50	66.886	49	69.154	50
56.907	50	59.085	45	62.007	50	64.755	48	66.899	48	69.197	49
56.927	50	59.111	50	62.034	49	64.759	49	66.907	47	69.238	50
56.979	50	59.126	49	62.035	50	64.776	50	67.008	49	69.300	50
57.000	49	59.161	49	62.090	50	64.863	50	67.048	45	69.335	48
57.013	49	59.187	46	62.100	50	64.871	49	67.054	50	69.352	46
57.041	50	59.203	45	62.101	50	64.878	46	67.059	48	69.353	50
57.045	50	59.209	48	62.105	49	64.951	49	67.060	50	69.388	50
57.082	48	59.217	46	62.215	50	64.957	45	67.090	49	69.441	50
57.096	50	59.229	50	62.249	50	64.985	50	67.112	50	69.481	48
57.134	45	59.236	50	62.252	49	65.015	48	67.115	49	69.483	50
57.180	48	59.285	50	62.267	48	65.022	50	67.133	50	69.516	49
57.274	48	59.313	50	62.306	50	65.039	50	67.153	49	69.519	50
57.298	47	59.329	50	62.374	50	65.044	50	67.168	50	69.555	46
57.309	41	59.390	50	62.453	50	65.063	47	67.181	45	69.592	50
57.334	48	59.408	50	62.454	50	65.080	50	67.218	49	69.608	50
57.386	49	59.410	50	62.556	48	65.085	49	67.227	50	69.625	47
57.379	50	59.420	48	62.582	49	65.097	48	67.232	50	69.652	48
57.423	49	59.425	50	62.591	49	65.108	50	67.248	50	69.662	48
57.427	49	59.430	50	62.603	49	65.119	48	67.332	49	69.743	50
57.412	50	59.433	50	62.605	49	65.143	50	67.334	50	69.751	50
57.451	50	59.461	49	62.610	50	65.154	50	67.356	49	69.789	48
57.463	50	59.559	47	62.618	50	65.165	50	67.407	50	69.798	50
57.466	49	59.561	47	62.619	50	65.192	50	67.429	50	69.801	50
57.495	49	59.613	49	62.652	49	65.196	50	67.438	48	69.808	50
57.553	49	59.643	48	62.690	50	65.238	44	67.461	50	69.851	48
57.554	45	59.665	50	62.773	49	65.240	49	67.525	49	69.879	48
57.582	47	59.691	49	62.814	49	65.248	49	67.531	49	69.897	50
57.590	46	59.697	50	62.832	49	65.286	49	67.549	50	69.973	49
57.592	49	59.707	50	62.840	47	65.287	49	67.573	48	69.977	48
57.593	50	59.721	50	62.860	50	65.336	50	67.583	48	70.037	46
57.595	50	59.733	47	62.877	50	65.372	47	67.589	49	70.056	49
57.650	46	59.760	50	62.882	49	65.393	50	67.599	50	70.069	50
57.673	50	59.769	50	62.906	50	65.398	47	67.629	50	70.110	46
57.676	50	59.871	48	62.913	50	65.441	50	67.634	48	70.206	49
57.677	49	59.922	50	62.964	50	65.455	50	67.651	50	70.235	50
57.702	50	59.983	49	62.990	50	65.463	50	67.664	50	70.277	42
57.718	46	60.016	46	63.014	50	65.496	48	67.685	49	70.291	49
57.736	50	60.021	50	63.084	50	65.530	49	67.690	49	70.330	49
57.747	49	60.037	50	63.096	50	65.536	50	67.695	49	70.342	49
57.784	50	60.102	48	63.116	49	65.561	49	67.705	45	70.366	50
57.816	49	60.209	50	63.155	49	65.569	50	67.708	50		
57.830	50	60.252	50	63.161	48						

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
70.372	48	72.585	50	74.740	50	77.101	48	79.448	50	81.791	49
70.413	49	72.608	50	74.747	48	77.158	50	79.450	50	81.798	50
70.415	50	72.609	50	74.751	50	77.172	50	79.499	49	81.827	49
70.416	50	72.617	49	74.802	50	77.185	50	79.522	48	81.835	50
70.452	50	72.644	46	74.804	50	77.202	49	79.552	42	81.840	50
70.518	49	72.645	45	74.811	49	77.214	49	79.574	47	81.864	49
70.536	49	72.666	43	74.815	49	77.228	50	79.655	50	81.908	49
70.653	45	72.667	45	74.813	50	77.380	50	79.659	50	81.965	49
70.671	50	72.675	41	74.864	50	77.391	50	79.668	46	81.979	50
70.683	49	72.702	50	74.874	50	77.425	48	79.711	49	81.984	48
70.685	48	72.720	50	74.893	50	77.489	48	79.720	50	82.053	48
70.701	50	72.733	49	74.908	50	77.509	50	79.770	50	82.080	50
70.752	49	72.817	47	74.951	49	77.520	49	79.814	50	82.099	50
70.842	49	72.831	50	74.956	50	77.524	50	79.898	49	82.122	50
70.844	50	72.840	50	74.964	49	77.531	50	79.949	50	82.134	50
70.869	50	72.888	50	74.982	49	77.535	48	79.954	49	82.135	50
70.904	50	72.914	48	75.000	50	77.540	50	79.980	50	82.166	49
70.930	47	72.923	49	75.052	47	77.554	49	80.098	50	82.189	50
70.936	50	72.946	50	75.054	48	77.558	49	80.120	50	82.224	47
70.955	49	72.975	50	75.096	50	77.611	49	80.136	50	82.269	49
70.958	46	72.988	47	75.129	50	77.613	50	80.145	50	82.308	49
70.962	47	72.995	50	75.138	48	77.674	49	80.177	49	82.321	48
70.972	50	73.037	50	75.184	49	77.678	47	80.179	50	82.351	50
70.979	49	73.061	49	75.202	50	77.755	49	80.247	49	82.367	50
71.157	50	73.078	48	75.295	50	77.769	50	80.279	45	82.401	50
71.167	50	73.079	50	75.302	48	77.777	48	80.295	50	82.425	48
71.186	50	73.084	47	75.380	42	77.821	50	80.307	50	82.475	50
71.192	48	73.091	49	75.381	40	77.860	49	80.309	50	82.494	49
71.193	50	73.099	49	75.404	49	77.866	50	80.331	50	82.495	49
71.199	49	73.137	50	75.425	50	77.872	49	80.344	48	82.497	50
71.297	50	73.158	48	75.429	49	77.877	49	80.398	49	82.518	50
71.336	38	73.165	49	75.442	50	77.911	50	80.416	50	82.534	49
71.340	49	73.233	50	75.530	50	77.932	50	80.473	50	82.538	48
71.385	48	73.239	49	75.538	49	77.935	50	80.481	50	82.539	50
71.430	50	73.241	49	75.542	49	77.938	49	80.502	50	82.545	50
71.458	50	73.249	50	75.557	49	77.990	50	80.521	50	82.575	49
71.473	50	73.250	50	75.559	47	78.043	45	80.546	50	82.624	48
71.485	46	73.313	49	75.578	50	78.080	49	80.560	50	82.625	48
71.505	50	73.331	50	75.596	49	78.084	50	80.580	50	82.630	49
71.516	49	73.352	47	75.610	48	78.085	49	80.624	48	82.659	47
71.525	48	73.383	50	75.618	47	78.098	49	80.678	46	82.713	49
71.539	50	73.402	47	75.664	48	78.144	49	80.696	50	82.722	49
71.547	50	73.466	49	75.670	50	78.159	48	80.718	49	82.735	50
71.549	50	73.517	50	75.691	50	78.186	50	80.723	50	82.806	49
71.555	50	73.525	48	75.699	50	78.268	48	80.733	46	82.813	50
71.567	50	73.529	45	75.709	50	78.291	49	80.759	50	82.820	49
71.594	49	73.563	50	75.737	50	78.294	48	80.887	48	82.837	50
71.615	50	73.565	49	75.751	47	78.315	50	80.888	50	82.854	49
71.617	48	73.570	48	75.768	47	78.326	48	80.904	50	82.868	50
71.618	49	73.587	48	75.780	50	78.335	50	80.906	47	82.870	45
71.630	49	73.634	49	75.820	50	78.386	50	80.929	47	82.881	49
71.640	50	73.643	49	75.842	48	78.404	48	80.932	50	82.888	49
71.648	49	73.653	47	75.875	49	78.438	46	80.960	49	82.932	49
71.661	50	73.698	50	75.894	45	78.481	49	80.964	50	82.993	50
71.665	48	73.702	49	75.988	50	78.484	50	80.975	50	83.035	49
71.675	48	73.703	50	76.003	48	78.499	50	80.989	50	83.063	49
71.691	45	73.713	50	76.055	49	78.521	49	81.019	50	83.098	50
71.730	50	73.715	50	76.059	49	78.555	50	81.084	49	83.121	49
71.731	48	73.791	49	76.109	49	78.583	50	81.090	50	83.131	48
71.754	50	73.793	50	76.110	48	78.595	50	81.136	49	83.145	49
71.786	49	73.796	50	76.111	49	78.608	50	81.138	50	83.184	49
71.793	50	73.826	50	76.237	49	78.610	50	81.161	50	83.205	49
71.797	49	73.827	46	76.274	45	78.635	50	81.184	48	83.243	48
71.801	48	73.842	48	76.309	48	78.658	50	81.194	50	83.270	46
71.934	49	73.944	50	76.345	47	78.755	50	81.199	50	83.319	46
71.936	47	73.959	49	76.358	50	78.763	50	81.221	49	83.341	49
71.973	48	73.966	50	76.368	49	78.775	45	81.232	49	83.355	50
71.981	49	73.986	50	76.380	50	78.776	42	81.236	50	83.406	50
72.018	47	74.018	49	76.381	50	78.779	49	81.249	50	83.420	48
72.058	49	74.078	50	76.410	49	78.805	49	81.250	50	83.433	47
72.060	48	74.087	47	76.413	50	78.873	50	81.271	50	83.439	50
72.064	50	74.177	50	76.460	50	78.898	44	81.324	47	83.445	50
72.178	47	74.198	50	76.476	49	78.905	49	81.331	50	83.459	50
72.186	45	74.212	47	76.491	49	78.916	44	81.364	48	83.473	46
72.191	49	74.230	48	76.495	50	78.933	50	81.374	50	83.486	48
72.241	50	74.240	49	76.502	50	78.936	48	81.382	45	83.519	47
72.266	50	74.257	50	76.580	50	78.940	43	81.419	50	83.523	48
72.293	50	74.271	48	76.614	50	78.945	48	81.425	49	83.568	50
72.316	50	74.299	50	76.683	48	79.031	50	81.427	50	83.581	49
72.341	47	74.310	50	76.686	48	79.051	50	81.465	49	83.601	50
72.347	48	74.317	48	76.687	50	79.057	45	81.475	49	83.605	44
72.394	50	74.318	49	76.711	50	79.105	50	81.520	49	83.608	50
72.399	48	74.347	50	76.840	50	79.170	49	81.558	49	83.614	45
72.424	45	74.374	40	76.861	48	79.177	50	81.560	49	83.622	49
72.425	49	74.512	49	76.917	50	79.228	50	81.562	49	83.624	50
72.450	50	74.516	50	76.919	46	79.254	50	81.578	49	83.633	50
72.473	50	74.544	47	76.973	47	79.262	50	81.586	49	83.664	50
72.485	50	74.623	50	76.977	49	79.291	50	81.663	47	83.691	50
72.514	48	74.632	46	76.984	49	79.341	50	81.698	48	83.781	48
72.520	50	74.636	50	76.996	50	79.350	50	81.729	50	83.785	50
72.522	48	74.647	49	76.998	50	79.358	48	81.732	50	83.829	50
72.534	50	74.730	47	77.012	50	79.365	50	81.784	50	83.854	46
72.555	50	74.733	46	77.014	49	79.385	50	81.789	50		
72.576	48	74.734	50	77.090	47	79.399	50				

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
83.858	44	84.993	48	85.993	50	87.022	50	88.002	50	89.274	48
83.860	49	85.050	50	86.002	50	87.046	50	88.006	49	89.333	50
83.866	50	85.086	50	86.041	50	87.129	50	88.015	50	89.335	49
83.898	47	85.105	50	86.095	50	87.232	49	88.018	50	89.346	49
83.968	50	85.124	50	86.102	50	87.263	50	88.031	47	89.366	50
84.033	50	85.147	50	86.109	48	87.270	41	88.062	48	89.377	50
84.235	49	85.178	50	86.145	49	87.271	45	88.112	49	89.379	50
84.238	49	85.313	49	86.155	50	87.293	50	88.139	49	89.394	50
84.240	50	85.338	50	86.176	48	87.305	50	88.183	49	89.405	50
84.254	49	85.363	50	86.194	45	87.324	48	88.213	50	89.474	50
84.299	49	85.369	50	86.226	50	87.334	45	88.234	47	89.485	50
84.319	50	85.375	46	86.229	46	87.337	47	88.236	41	89.491	48
84.351	50	85.376	48	86.230	47	87.346	50	88.237	45	89.525	50
84.379	48	85.382	48	86.231	49	87.388	50	88.243	49	89.570	50
84.434	49	85.385	48	86.261	50	87.401	43	88.283	49	89.589	50
84.466	50	85.394	48	86.277	50	87.407	50	88.343	48	89.601	50
84.472	50	85.417	48	86.300	46	87.410	50	88.418	50	89.633	50
84.486	49	85.461	49	86.304	50	87.425	50	88.478	49	89.650	50
84.492	50	85.520	50	86.305	49	87.438	50	88.495	50	89.665	50
84.502	50	85.529	50	86.394	50	87.445	49	88.527	50	89.681	47
84.510	50	85.539	48	86.421	49	87.450	50	88.549	48	89.684	48
84.513	47	85.635	49	86.429	48	87.453	49	88.576	50	89.714	50
84.537	48	85.643	49	86.450	50	87.487	50	88.606	47	89.719	50
84.539	50	85.663	48	86.452	50	87.504	48	88.643	47	89.769	50
84.551	49	85.673	48	86.505	50	87.571	48	88.649	50	89.778	48
84.563	50	85.685	50	86.533	48	87.599	50	88.684	50	89.800	50
84.569	48	85.702	49	86.550	48	87.620	48	88.750	49	89.801	50
84.576	50	85.708	48	86.586	50	87.624	47	88.767	50	89.811	50
84.585	48	85.719	49	86.610	48	87.639	50	88.783	50	89.820	50
84.589	49	85.732	49	86.709	50	87.653	49	88.794	50	89.822	48
84.592	46	85.747	49	86.727	50	87.694	50	88.823	45	89.838	50
84.625	49	85.756	50	86.737	50	87.743	50	88.829	46	89.854	50
84.627	47	85.758	50	86.739	48	87.787	43	88.856	48	89.859	50
84.630	47	85.820	48	86.787	50	87.790	48	88.892	50	89.876	50
84.674	50	85.862	50	86.812	49	87.831	49	88.959	49	89.878	50
84.884	48	85.939	50	86.920	49	87.881	46	89.021	44	89.894	48
84.917	49	85.946	49	96.922	50	87.886	50	89.119	50	89.920	48
84.928	50	85.949	50	86.935	50	87.955	47	89.135	49	89.921	48
84.958	50	85.968	46	86.955	49	87.978	49	89.174	48	89.953	50
84.973	47	85.976	49	86.983	49	87.988	49	89.273	50	89.995	50
84.978	47	85.986	50								

LA RUCHE MODERNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 78.300.000 F

SIÈGE SOCIAL: 6 A 20, RUE COULOMMIÈRE, TROYES

R. C.: Troyes n° 1625.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1946.

Quatrième amortissement du 1er juillet 1950.

Numéros des 53 obligations sorties au tirage du 3 mai 1950 et des séries parmi lesquelles il reste des titres à rembourser sur les tirages précédents.

2.863 à 2.915 (année de remboursement: 50).
3.210 à 3.256 (année de remboursement: 47).

SOCIETE LINVOSGES

(Le Linge des Vosges.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 66 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 18-20, GRANDE-RUE, A GERARDMER (VOSGES)

R. C.: Saint-Dié n° 4293.

Obligations 4 1/4 0/0 de 2.000 F (émission 1946).

LISTE NUMERIQUE

1° Des 106 obligations sorties au tirage de 1950 remboursables à partir du 1er juin 1950 (la société a procédé au rachat de 142 obligations pour compléter l'amortissement);

2° Des séries comprenant des obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.

NUMEROS	ANNÉES de remboursement.
203 à 317	49
1.246 à 1.351	50
2.900 à 3.021	47

SOCIETE LINVOSGES

(Le Linge des Vosges.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 66 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 18-20, GRANDE-RUE, A GERARDMER (VOSGES)

R. C.: Saint-Dié n° 4293.

Obligations 4 0/0 de 2.000 F (émission 1943).

LISTE NUMERIQUE

1° Des 28 obligations sorties au tirage de 1950 et remboursables à partir du 1er juin 1950;

2° Des obligations sorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

NUMEROS	Années de remboursement.	NUMEROS	Années de remboursement.	NUMEROS	Années de remboursement.
17	47	257	46	609	46
48	47	322	47	766 à 793	50
250	47	388	47		

Société Générale des COOPERATIVES de CONSOMMATION

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE A CAPITAL VARIABLE

SIÈGE SOCIAL: 61, RUE BOISSIÈRE, PARIS (16e)

R. C.: Seine 33581.

Emprunt obligataire 3 3/4 0/0 juillet 1945.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Société générale des coopératives de consommation a racheté en Bourse le nombre d'obligations nécessaire pour épuiser la totalité de la cinquième annuité prévue au 15 juillet 1950 pour l'amortissement de l'emprunt.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort sur ces titres.

Le quatrième amortissement a été effectué par voie de rachat en Bourse.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3 0/0 1890

Remboursement du 1er juin 1950.

Numéros des 630 obligations sorties le 28 avril 1950 au cinquante-quatrième tirage (amortissement 1950) et des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

(Cette liste comprend en outre les numéros des titres frappés d'opposition à la date du tirage. La mention cp. op. indique une opposition frappant un ou plusieurs coupons d'un titre libre d'opposition.)

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
1	**1949**	**836**	**1950**	**1.921**	**1950**
4	»	839	8-48	1.924	8-48
9	1940	857	»	1.940	»
11	**1950**	911	»	1.946	3-48
14	1949	916	»	1.949	8-48
15	**1950**	917	»	1.953	1949
26	»	**919**	**1950**	1.957	8-48
53	»	921	8-48	1.959	»
77	»	924	»	1.966	»
81	»	**941**	**1950**	1.967	1949
118	»	**960**	»	1.981	8-48
132	8-48	963	8-48	1.985	»
136	»	**985**	**1950**	**1.986**	**1950**
139	»	**1.034**	»	1.999	8-48
147	»	**1.036**	»	**2.017**	**1950**
164	»	**1.042**	»	2.046	3-48
172	1949	1.064	1949	2.058	1949
175	8-48	1.066	8-48	**2.066**	**1950**
192	1940	1.071	1949	**2.076**	»
207	8-48	1.076	3-48	2.088	8-48
209	1949	**1.077**	**1950**	2.089	1937
211	»	1.078	8-48	2.090	8-48
212	8-48	1.080	»	2.103	»
215	1949	1.085	»	**2.132**	**1950**
219	8-48	1.087	»	2.143	8-48
228	»	1.091	»	2.189	1949
229	»	1.093	3-48	**2.218**	**1950**
232	»	1.097	8-48	**2.227**	»
234	»	1.100	»	2.247	1949
235	**1950**	1.118	»	2.263	»
236	8-48	1.124	»	**2.265**	**1950**
247	**1950**	**1.126**	**1950**	**2.266**	»
249	3-48	**1.137**	»	2.284	8-48
252	1949	1.146	1949	2.288	»
258	8-48	1.150	8-48	2.291	3-48
264	**1950**	1.151	»	2.293	8-48
274	3-48	1.158	3-48	2.300	»
275	8-48	**1.212**	**1950**	2.308	1940
282	**1950**	1.230	8-48	2.322	8-48
301	8-48	**1.242**	**1950**	**2.350**	**1950**
302	»	1.251	1940	2.362	3-48
331	**1950**	1.264	8-48	2.365	1949
365	»	1.267	1940	2.370	8-48
409	8-48	**1.320**	**1950**	2.375	»
421	1949	1.324	8-48	2.391	»
431	**1950**	**1.336**	**1950**	2.391	cp. op.
446	1940	**1.373**	»	2.407	8-48
446	opp.	1.399	8-48	2.455	»
457	1940	**1.402**	**1950**	2.457	1949
484	8-48	1.473	1949	2.460	8-48
485	»	1.523	8-48	2.465	1949
486	»	1.549	»	2.467	8-48
536	**1950**	**1.552**	**1950**	2.470	3-48
567	8-48	1.595	8-48	2.483	8-48
577	»	1.630	»	2.487	»
579	1940	1.632	1949	2.491	»
580	8-48	1.649	8-48	2.504	»
585	»	**1.661**	**1950**	**2.506**	**1950**
590	**1950**	1.701	1949	2.521	8-48
603	3-48	**1.710**	»	2.526	1949
613	8-48	**1.747**	**1950**	**2.529**	**1950**
626	»	**1.807**	»	2.531	8-48
631	»	1.820	8-48	2.541	»
649	»	1.822	»	2.542	»
670	1949	1.824	1949	**2.552**	**1950**
692	8-48	**1.863**	**1950**	2.576	8-48
703	**1950**	**1.882**	»	**2.586**	**1950**
704	»	1.883	8-48	2.591	8-48
729	3-48	**1.888**	**1950**	2.597	»
743	8-48	**1.889**	»	**2.598**	**1950**
749	1949	1.894	8-48	2.600	8-48
766	»	1.895	1949	2.609	»
775	8-48	1.903	8-48	2.611	»
783	**1950**	1.910	»	2.613	»
799	8-48	**1.913**	**1950**	2.618	»
808	»	**1.914**	**1949**	2.624	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
2.677	1949	**4.218**	**1950**	**5.196**	**1950**
2.686	8-48	4.220	8-48	5.201	8-48
2.699	3-48	4.232	»	5.207	»
2.702	8-48	4.240	»	**5.209**	**1950**
2.707	**1950**	**4.244**	**1950**	5.213	3-48
2.709	8-48	4.257	1940	5.218	1949
2.714	**1950**	**4.290**	**1950**	5.220	3-48
2.730	»	**4.305**	»	5.222	8-48
2.794	8-48	4.340	8-48	5.224	»
2.816	»	**4.342**	**1950**	5.228	»
2.826	»	4.349	8-48	5.229	»
2.826	opp.	4.357	»	**5.259**	**1950**
2.857	**1950**	4.358	»	**5.260**	»
2.863	1949	4.359	»	5.269	1940
2.892	8-48	4.365	»	5.276	»
2.915	»	**4.378**	**1950**	5.278	1949
2.925	»	**4.432**	»	5.279	8-48
2.930	»	4.466	8-48	**5.294**	**1950**
2.932	1949	4.470	»	5.299	1940
2.970	8-48	**4.514**	**1950**	5.348	1949
2.989	»	4.524	1949	5.349	8-48
2.992	3-48	4.525	8-48	**5.388**	**1950**
3.010	1949	**4.537**	**1950**	**5.407**	»
3.013	8-48	4.557	8-48	5.485	8-48
3.064	**1950**	**4.561**	**1950**	5.502	»
3.070	»	4.576	8-48	5.507	»
3.086	1940	4.579	»	5.512	»
3.088	8-48	4.600	»	5.515	»
3.089	**1950**	4.611	»	5.523	»
3.090	8-48	4.612	»	5.530	»
3.094	»	4.623	»	5.532	»
3.100	»	4.627	»	5.537	»
3.129	3-48	**4.648**	**1950**	5.548	»
3.155	8-48	4.674	8-48	5.551	1949
3.164	»	**4.677**	**1950**	**5.556**	**1950**
3.172	»	4.685	8-48	**5.559**	»
3.173	»	**4.688**	**1950**	5.567	8-48
3.183	»	4.695	8-48	5.568	»
3.184	»	4.696	3-48	5.571	1949
3.193	»	4.697	1949	5.581	8-48
3.195	»	4.714	1949	5.586	»
3.196	»	4.715	8-48	5.609	»
3.204	3-48	4.735	3-48	5.614	»
3.205	8-48	4.736	8-48	5.615	»
3.258	»	4.745	»	5.619	»
3.289	»	4.745	opp.	5.632	»
3.335	**1950**	4.751	1949	5.634	»
3.338	»	**4.763**	**1950**	5.656	»
3.369	8-48	4.770	8-48	5.673	»
3.391	3-48	**4.781**	**1950**	5.676	»
3.392	8-48	4.785	8-48	5.677	»
3.403	»	4.790	»	5.689	»
3.404	»	4.792	»	5.695	3-48
3.453	»	**4.807**	**1950**	5.713	8-48
3.457	»	**4.826**	»	5.726	3-48
3.474	»	4.829	8-48	5.733	1949
3.477	»	4.841	»	5.743	»
3.483	»	4.854	opp.	5.744	3-48
4.489	»	4.856	8-48	5.760	8-48
3.494	»	4.860	»	5.783	»
3.497	»	4.862	»	5.822	1949
3.498	»	4.868	»	5.828	8-48
3.499	»	4.888	»	5.835	»
3.504	**1950**	4.903	»	5.836	3-48
3.570	8-48	4.922	»	5.848	8-48
3.571	»	4.926	»	5.850	»
3.585	**1950**	4.927	3-48	5.865	»
3.602	8-48	4.934	8-48	**5.884**	**1950**
3.613	**1950**	4.939	3-48	5.889	8-48
3.706	»	4.940	1949	**5.899**	**1950**
3.710	»	4.941	8-48	**5.904**	»
3.724	»	4.944	3-48	5.917	8-48
3.762	»	4.952	»	5.931	»
3.772	»	4.957	8-48	**5.938**	**1950**
3.773	»	**4.973**	**1950**	**5.954**	»
3.800	»	4.998	8-48	5.964	8-48
3.878	»	5.000	»	5.982	»
3.997	»	5.001	»	5.996	1949
4.023	»	5.006	»	5.997	8-48
4.026	»	**5.019**	**1950**	6.017	»
4.079	»	**5.032**	»	6.019	»
4.086	»	5.037	8-48	6.077	»
4.088	»	5.038	»	6.088	»
4.089	»	5.043	»	**6.111**	**1950**
4.137	»	**5.051**	**1950**	6.113	8-48
4.143	8-48	5.067	1938	6.114	3-48
4.152	»	**5.075**	**1950**	6.118	8-48
4.160	1949	5.084	8-48	6.119	»
4.172	3-48	**5.102**	**1950**	6.123	»
4.177	**1950**	5.103	8-48	6.126	»
4.180	»	5.112	1949	6.127	»
4.196	8-48	5.116	8-48	6.133	»
4.198	1949	5.128	»	**6.137**	**1950**
4.210	8-48	5.193	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
6.168	**1950**	6.866	8-48	**7.788**	**1950**	**9.189**	**1950**	10.425	cp.op.	**11.373**	**1950**
6.169	8-48	6.876	»	7.801	3-48	9.226	8-48	**10.431**	**1950**	11.399	8-48
6.172	»	6.898	1949	**7.807**	**1950**	9.241	»	10.468	8-48	**11.402**	**1950**
6.190	»	6.899	8-48	7.810	8-48	9.261	»	10.479	»	11.514	8-48
6.201	»	6.901	»	7.816	1938	9.281	1940	10.482	»	11.535	1940
6.206	**1950**	**6.910**	**1950**	7.828	8-48	9.319	»	10.485	»	11.549	8-48
6.214	8-48	6.910	cp.op.	7.829	»	9.323	8-48	10.491	»	**11.552**	**1950**
6.243	**1950**	6.923	1949	7.831	»	9.324	»	10.509	1949	11.564	8-48
6.261	8-48	6.929	8-48	**7.857**	**1950**	9.325	»	10.524	8-48	11.582	»
6.268	»	6.940	»	7.861	8-48	9.327	»	10.533	»	11.583	»
6.285	**1950**	6.944	»	**7.912**	**1950**	9.331	»	**10.536**	**1950**	11.598	»
6.287	8-48	6.947	1949	**7.923**	»	9.355	»	10.567	8-48	11.606	3-48
6.289	»	**6.948**	**1950**	7.927	3-48	9.364	1949	10.577	»	11.611	1940
6.294	3-48	6.949	3-48	7.948	8-48	9.367	8-48	10.580	»	11.612	8-48
6.297	8-48	6.957	8-48	7.981	»	9.376	»	**10.590**	**1950**	11.621	»
6.313	»	6.961	»	7.982	1940	9.376	cp.op.	10.594	8-48	11.632	1949
6.316	»	**6.988**	**1950**	7.991	8-48	9.378	8-48	10.626	»	11.642	8-48
6.317	»	**6.998**	»	7.995	»	9.378	cp.op.	10.635	1949	11.643	3-48
6.323	»	7.001	8-48	8.039	»	9.380	»	10.657	3-48	**11.661**	**1950**
6.326	»	7.007	»	8.073	»	**9.395**	**1950**	10.680	1939	11.662	1949
6.341	»	7.069	»	**8.117**	**1950**	9.397	8-48	10.702	8-48	11.669	8-48
6.349	»	7.076	1949	8.135	8-48	9.398	»	**10.703**	**1950**	11.688	»
6.364	»	7.0[illegible]	8-48	**8.149**	**1950**	9.404	1949	**10.704**	»	11.701	1949
6.366	**1950**	**7.091**	**1950**	**8.163**	»	9.420	8-48	10.724	8-48	11.710	»
6.367	»	7.112	8-48	8.171	8-48	9.423	»	10.749	1949	11.711	8-48
6.371	»	7.131	»	8.200	»	9.466	»	10.758	8-48	11.728	1949
6.386	3-48	7.132	»	8.207	»	9.472	1938	10.775	»	11.730	8-48
6.399	1940	**7.134**	**1950**	8.213	»	9.486	8-48	**10.783**	**1950**	11.739	»
6.411	1949	7.138	8-48	8.222	»	**9.509**	**1950**	10.793	8-48	**11.747**	**1950**
6.427	8-48	7.162	»	8.228	1949	9.516	8-48	10.794	»	**11.807**	»
6.436	3-48	**7.170**	**1950**	**8.275**	**1950**	**9.562**	**1950**	10.797	»	11.813	1949
6.469	1949	7.172	8-48	**8.293**	»	**9.569**	»	10.799	»	11.850	1938
6.470	**1950**	7.177	1949	8.304	1938	9.581	8-48	10.806	3-48	**11.863**	**1950**
6.478	1949	**7.178**	**1950**	8.350	1949	**9.582**	**1950**	10.808	8-48	**11.882**	»
6.493	**1950**	7.184	8-48	8.391	8-48	9.584	8-48	**10.836**	**1950**	**11.888**	»
6.502	8-48	7.190	»	8.414	1949	9.586	1949	10.839	8-48	**11.889**	»
6.518	»	7.199	3-48	**8.448**	**1950**	9.590	»	10.852	1938	**11.913**	»
6.523	»	7.205	8-48	**8.460**	»	9.619	8-48	10.857	8-48	**11.921**	»
6.528	»	**7.210**	**1950**	8.470	8-48	9.630	1949	10.859	»	11.924	8-48
6.530	»	7.216	8-48	8.502	»	9.644	8-48	10.870	»	**11.986**	**1950**
6.538	**1950**	7.223	»	**8.512**	**1950**	9.647	»	10.893	»	12.005	8-48
6.540	8-48	7.286	1949	8.513	1949	9.650	»	10.899	1939	12.006	»
6.546	»	7.293	8-48	**8.523**	**1950**	9.703	»	10.904	3-48	12.007	»
6.564	»	7.298	»	8.544	8-48	9.734	»	10.911	8-48	**12.017**	**1950**
6.578	»	7.300	1949	8.549	»	9.762	»	**10.919**	**1950**	12.046	3-48
6.580	»	7.301	3-48	8.553	»	**9.765**	**1950**	10.932	8-48	**12.066**	**1950**
6.584	»	**7.306**	**1950**	8.555	»	**9.771**	»	10.933	»	12.074	8-48
6.587	»	**7.317**	»	8.588	1940	**9.859**	»	10.936	3-48	**12.076**	**1950**
6.592	»	7.346	1949	8.594	8-48	**9.871**	»	10.937	»	12.086	8-48
6.599	»	7.350	1940	8.603	»	9.880	8-48	10.939	8-48	12.090	»
6.602	**1950**	7.381	8-48	**8.611**	**1950**	**9.881**	**1950**	10.940	»	12.099	»
6.607	8-48	7.403	»	**8.612**	»	9.889	1949	**10.941**	**1950**	12.100	»
6.615	3-48	**7.441**	**1950**	8.614	1949	9.891	8-48	10.942	8-48	12.103	»
6.619	1949	**7.450**	»	**8.615**	**1950**	9.894	»	10.945	»	12.109	»
6.626	3-48	**7.460**	»	8.646	1949	9.906	»	**10.960**	**1950**	12.127	»
6.630	8-48	7.467	8-48	8.647	3-48	9.953	»	10.963	8-48	**12.132**	**1950**
6.631	»	7.501	1949	8.650	8-48	9.955	»	10.969	»	12.134	8-48
6.641	3-48	**7.502**	**1950**	**8.664**	**1950**	9.961	»	**10.985**	**1950**	12.168	»
6.643	1940	7.510	1949	8.675	8-48	**9.968**	**1950**	11.022	8-48	12.192	1940
6.652	8-48	7.513	8-48	**8.681**	**1950**	9.969	8-48	11.023	1949	12.197	8-48
6.656	**1950**	7.533	»	**8.691**	»	9.972	»	11.028	8-48	12.198	»
6.660	8-48	7.534	»	8.695	8-48	9.977	»	11.032	»	**12.218**	**1950**
6.662	»	**7.537**	**1950**	**8.703**	**1950**	9.985	1949	**11.034**	**1950**	**12.227**	»
6.665	»	7.538	8-48	8.771	3-48	10.001	»	**11.036**	»	12.230	1949
6.666	»	7.546	»	8.772	8-48	10.004	»	**11.042**	»	12.247	»
6.673	**1950**	**7.547**	**1950**	8.773	»	**10.011**	**1950**	11.064	1949	12.251	8-48
6.678	cp.op.	7.551	8-48	8.801	1949	**10.015**	»	11.071	»	12.263	1949
6.679	»	7.553	»	8.802	8-48	**10.026**	»	**11.077**	**1950**	**12.265**	**1950**
6.682	»	7.557	3-48	**8.803**	**1950**	**10.053**	»	11.078	8-48	**12.266**	»
6.684	8-48	7.574	»	**8.826**	»	**10.077**	»	11.078	cp.op.	12.278	1949
6.684	cp.op.	7.580	8-48	**8.835**	»	**10.081**	»	11.080	8-48	12.284	8-48
6.685	8-48	7.584	1949	**8.866**	»	10.091	8-48	11.080	cp.op.	12.293	»
6.685	cp.op.	**7.587**	**1950**	8.899	cp.op.	**10.118**	**1950**	11.082	»	12.300	»
6.686	»	**7.615**	»	8.940	1949	10.209	1949	11.083	»	12.318	»
6.687	»	7.629	8-48	8.943	8-48	10.215	»	11.085	8-48	**12.350**	**1950**
6.690	»	**7.639**	**1950**	8.964	»	10.220	8-48	**11.126**	**1950**	12.362	3-48
6.691	»	7.643	1949	8.965	»	10.223	»	11.127	8-48	12.407	8-48
6.692	»	7.650	8-48	8.966	3-48	10.229	»	**11.137**	**1950**	12.410	»
6.692	8-48	7.653	»	8.983	8-48	10.232	»	11.146	1949	12.467	»
6.710	**1950**	7.660	»	**8.995**	**1950**	10.234	»	11.151	8-48	12.470	3-48
6.711	8-48	7.663	»	9.007	8-48	**10.235**	**1950**	11.169	»	12.487	8-48
6.736	1949	7.671	1949	9.016	1940	10.236	8-48	11.177	»	12.491	»
6.737	3-48	7.693	»	**9.019**	**1950**	**10.247**	**1950**	11.183	»	**12.506**	**1950**
6.743	cp.op.	7.725	8-48	9.029	opp.	10.252	1949	11.189	»	12.510	3-48
6.755	**1950**	7.731	1949	**9.080**	**1950**	**10.264**	**1950**	11.208	»	**12.529**	**1950**
6.758	»	7.743	8-48	9.085	1949	10.274	3-48	**11.212**	**1950**	12.531	8-48
6.768	»	7.753	1949	**9.100**	**1950**	**10.282**	**1950**	11.226	3-48	**12.552**	**1950**
6.814	8-48	7.754	8-48	9.122	3-48	**10.331**	»	11.240	8-48	**12.586**	»
6.816	»	7.771	»	9.123	8-48	10.342	3-48	**11.242**	**1950**	12.591	8-48
6.820	1940	**7.772**	**1950**	9.158	1949	10.349	1949	11.264	8-48	12.596	»
6.829	8-48	7.774	8-48	9.167	8-48	10.357	»	11.308	1949	**12.598**	**1950**
6.833	»	7.787	»	9.168	3-48	**10.365**	**1950**	11.310	8-48	12.642	8-48
6.846	»			9.179	»	10.389	8-48	**11.320**	**1950**	12.659	»
6.853	**1950**			9.181	8-48	**10.391**	»	**11.336**	»		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
12.701	8-48	**13.997**	**1950**	**15.032**	**1950**	16.178	1949	17.394	1949	**18.523**	**1950**
12.702	»	14.004	8-48	15.043	8-48	**16.206**	**1950**	17.435	8-48	**18.511**	»
12.707	**1950**	14.021	3-48	15.049	»	16.212	1949	**17.441**	**1950**	**18.612**	»
12.714	»	**14.023**	**1950**	**15.051**	**1950**	16.214	8-48	**17.450**	»	**18.615**	»
12.730	»	**14.026**	»	15.061	3-48	16.237	»	**17.460**	»	18.646	1949
12.742	8-48	14.034	3-48	15.072	»	**16.243**	**1950**	17.463	8-48	18.660	8-48
12.752	1949	14.040	8-48	**15.075**	**1950**	16.246	3-48	17.464	»	**18.664**	**1950**
12.765	8-48	14.041	»	15.083	1936	16.268	8-48	17.467	»	**18.681**	»
12.779	»	14.048	»	15.084	8-48	**16.285**	**1950**	17.471	1949	**18.691**	»
12.780	»	**14.079**	**1950**	**15.102**	**1950**	16.289	8-48	17.479	8-48	18.695	8-48
12.822	1940	14.081	8-48	15.103	8-48	16.294	3-48	17.480	3-48	**18.703**	**1950**
12.824	8-48	14.082	1949	15.112	1949	16.323	8-48	17.501	1949	**18.803**	»
12.826	»	**14.086**	**1950**	15.128	8-48	16.326	»	**17.502**	**1950**	**18.826**	»
12.846	»	**14.088**	»	**15.196**	**1950**	16.364	»	17.513	8-48	**18.835**	»
12.851	1940	**14.089**	»	15.207	8-48	**16.366**	**1950**	17.533	»	**18.866**	»
12.857	**1950**	14.118	8-48	**15.209**	**1950**	**16.367**	»	**17.537**	**1950**	18.895	8-48
12.858	8-48	14.124	»	15.211	8-48	**16.371**	»	**17.547**	»	18.897	1949
12.866	»	**14.137**	**1950**	15.213	3-48	**16.408**	8-48	17.570	8-48	18.900	8-48
12.900	»	14.146	3-48	15.218	1949	16.419	»	17.574	3-48	18.906	»
12.992	3-48	14.172	»	15.220	3-48	**16.470**	**1950**	17.584	1949	18.907	3-48
13.014	8-48	**14.177**	**1950**	15.224	8-48	**16.493**	»	**17.587**	**1950**	18.940	1949
13.064	**1950**	**14.180**	»	15.228	»	16.523	8-48	17.614	8-48	18.983	8-48
13.070	»	14.202	1940	15.238	»	**16.538**	**1950**	**17.615**	**1950**	18.992	»
13.084	1940	14.206	8-48	15.256	»	16.569	1939	17.629	8-48	**18.995**	**1950**
13.086	»	**14.218**	**1950**	**15.259**	**1950**	16.576	»	**17.639**	**1950**	18.999	8-48
13.089	**1950**	14.223	8-48	**15.260**	»	16.580	8-48	17.643	1949	**19.019**	**1950**
13.162	1949	14.232	»	15.277	8-48	16.587	»	17.644	8-48	19.027	1940
13.164	8-48	14.240	»	15.278	1949	**16.602**	**1950**	17.650	»	19.044	8-48
13.165	1940	**14.244**	**1950**	**15.294**	**1950**	16.619	1949	17.653	»	19.058	»
13.184	8-48	14.254	1940	15.299	1940	16.620	8-48	17.663	»	19.069	1940
13.193	»	14.261	8-48	15.302	8-48	16.630	»	17.671	1949	**19.060**	**1950**
13.205	»	14.268	1940	15.305	»	**16.656**	**1950**	17.680	8-48	**19.100**	»
13.210	1949	14.270	8-48	15.314	»	16.660	8-48	17.724	3-48	19.131	8-48
13.227	8-48	14.271	1949	15.325	»	16.665	»	17.725	8-48	19.158	1949
13.228	»	**14.290**	**1950**	15.326	opp.	16.666	»	17.731	1949	19.167	8-48
13.246	»	**14.305**	»	15.385	8-48	**16.673**	**1950**	17.742	1940	19.177	»
13.281	1938	14.305	opp.	**15.388**	**1950**	16.676	1949	17.743	8-48	**19.189**	**1950**
13.302	8-48	14.310	8-48	**15.407**	»	16.685	8-48	17.753	1949	19.198	8-48
13.315	»	14.313	»	15.462	1940	**16.710**	**1950**	17.754	8-48	19.309	»
13.318	1939	**14.342**	**1950**	15.498	8-48	16.711	8-48	**17.772**	**1950**	19.319	1940
13.335	**1950**	**14.378**	»	15.515	»	16.720	»	**17.788**	»	19.322	8-48
13.338	»	14.391	8-48	15.523	»	16.728	»	17.801	3-48	**19.323**	»
13.348	8-48	14.405	»	15.532	»	16.752	1949	**17.807**	**1950**	19.326	»
13.392	»	**14.432**	**1950**	**15.556**	**1950**	**16.755**	**1950**	17.816	8-48	19.327	»
13.453	»	14.453	8-48	15.558	8-48	**16.758**	»	17.822	»	19.331	»
13.459	»	14.454	1949	**15.559**	**1950**	**16.768**	»	**17.857**	**1950**	19.341	»
13.466	»	14.456	8-48	15.562	8-48	16.816	8-48	17.860	8-48	**19.395**	**1950**
13.474	»	14.458	3-48	15.581	»	16.829	»	17.867	1939	19.403	8-48
13.477	»	14.461	»	15.586	»	16.841	»	17.907	8-48	19.404	1949
13.483	»	14.466	8-48	15.638	»	**16.853**	**1950**	**17.912**	**1950**	**19.509**	**1950**
13.504	**1950**	14.470	»	15.646	cp.op.	16.872	8-48	**17.923**	»	19.539	8-48
13.549	8-48	14.472	»	15.648	»	16.898	1949	17.953	1949	**19.562**	**1950**
13.554	»	14.490	»	15.649	»	**16.910**	**1950**	17.953	opp.	**19.569**	»
13.559	»	14.504	»	15.651	»	16.923	1949	17.954	1939	**19.582**	»
13.585	**1950**	**14.514**	**1950**	15.656	»	16.940	8-48	17.963	8-48	19.586	1949
13.591	8-48	14.524	1949	15.656	8-48	16.942	»	18.004	»	19.590	»
13.613	**1950**	14.524	opp.	15.659	cp.op.	16.944	»	18.027	»	19.650	8-48
13.625	8-48	14.525	8-48	15.660	»	16.947	1949	18.039	»	19.661	»
13.631	»	**14.537**	**1950**	15.661	»	**16.948**	**1950**	18.057	»	19.674	»
13.652	3-48	**14.561**	»	15.663	»	16.951	1939	18.059	»	19.714	3-48
13.656	1949	14.579	8-48	15.673	8-48	16.972	8-48	18.073	»	19.715	8-48
13.659	»	14.600	»	15.676	»	16.981	»	18.077	»	19.753	»
13.666	»	14.607	»	15.677	»	16.982	»	18.079	»	19.758	»
13.667	»	14.611	»	15.695	3-48	**16.988**	**1950**	18.080	»	19.762	»
13.702	3-48	14.612	»	15.703	1949	**16.993**	»	18.082	»	**19.765**	**1950**
13.706	**1950**	**14.648**	**1950**	15.724	»	17.018	8-48	18.086	»	19.767	3-48
13.710	»	14.666	3-48	15.738	1940	17.030	»	18.094	»	**19.771**	**1950**
13.724	»	**14.677**	**1950**	15.743	1949	17.031	1939	18.095	»	19.781	8-48
13.732	8-48	14.685	8-48	15.752	1940	**17.091**	**1950**	18.099	»	19.785	»
13.762	**1950**	**14.688**	**1950**	15.758	3-48	17.104	8-48	18.100	»	19.786	»
13.772	»	14.695	8-48	15.760	8-48	17.110	»	18.106	»	19.794	»
13.773	»	14.714	1949	15.770	1949	17.112	»	**18.117**	**1950**	19.828	»
13.791	8-48	14.715	8-48	15.813	»	17.121	»	**18.149**	»	**19.859**	**1950**
13.796	»	14.717	»	15.814	8-48	17.131	»	**18.163**	»	**19.871**	»
13.800	**1950**	14.735	3-48	15.822	1949	**17.134**	**1950**	18.227	8-48	**19.881**	»
13.802	1940	14.736	8-48	15.835	8-48	17.146	3-48	18.228	1949	19.950	8-48
13.804	8-48	14.741	»	15.877	»	17.159	1940	18.237	8-48	19.953	»
13.840	1949	**14.763**	**1950**	**15.884**	**1950**	**17.170**	**1950**	18.240	»	**19.968**	**1950**
13.865	1938	**14.781**	»	15.889	8-48	17.177	1949	18.243	»	19.969	8-48
13.876	8-48	14.790	8-48	**15.899**	**1950**	**17.178**	**1950**	18.251	»	19.972	»
13.878	**1950**	**14.807**	**1950**	**15.904**	»	17.190	8-48	18.256	»	19.991	»
13.883	1949	14.809	opp.	**15.938**	»	**17.210**	**1950**	**18.275**	**1950**	20.001	1949
13.887	8-48	14.810	»	**15.954**	»	17.237	8-48	**18.293**	»	20.004	»
13.912	»	**14.826**	**1950**	15.964	8-48	17.267	»	18.294	8-48	**20.011**	**1950**
13.913	»	14.829	8-48	15.974	»	17.293	»	18.305	1940	20.014	1949
13.923	»	14.862	»	16.017	»	17.300	1949	18.317	8-48	**20.015**	**1950**
13.938	»	14.863	»	16.050	»	17.301	3-48	18.445	»	**20.026**	»
13.940	1949	14.874	1949	16.080	1940	**17.306**	**1950**	**18.448**	**1950**	**20.053**	»
13.941	8-48	14.888	8-48	**16.111**	**1950**	**17.317**	»	**18.460**	»	20.065	8-48
13.952	»	14.914	3-48	16.118	8-48	17.330	1939	18.482	8-48	20.065	cp. op.
13.958	»	14.945	8-48	16.123	»	17.346	1949	18.489	»	20.076	8-48
13.972	»	**14.973**	**1950**	**16.137**	**1950**	17.358	»	18.504	»	**20.077**	**1950**
13.974	»	14.999	1949	**16.168**	»	17.370	8-48	**18.512**	**1950**	**20.081**	»
13.993	1949	**15.019**	**1950**	16.169	8-48	17.393	»	18.517	8-48		

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
20.084	8-48
20.118	**1950**
20.235	»
20.247	»
20.264	»
20.282	»
20.331	»
20.344	8-48
20.349	1949
20.365	**1950**
20.431	»
20.484	8-48
20.536	**1950**
20.590	»
20.613	8-48
20.619	»
20.624	»
20.625	»
20.626	»
20.634	opp.
20.663	3-48
20.667	8-48
20.669	»
20.692	»
20.703	**1950**
20.704	»
20.714	8-48
20.724	»
20.780	»
20.783	**1950**
20.793	8-48
20.794	»
20.820	»
20.826	»
20.836	**1950**
20.888	1949
20.893	8-48
20.896	3-48
20.919	**1950**
20.929	1938
20.939	8-48
20.941	**1950**
20.953	1949
20.954	8-48
20.960	**1950**
20.985	»
21.000	8-48
21.012	»
21.032	»
21.034	**1950**
21.036	»
21.037	1949
21.038	»
21.042	**1950**
21.044	1949
21.051	»
21.058	1940
21.077	**1950**
21.085	8-48
21.091	»
21.118	»
21.126	**1950**
21.137	»
21.151	8-48
21.158	3-48
21.170	1949
21.177	8-48
21.195	1949
21.212	**1950**
21.236	8-48
21.242	**1950**
21.302	1940
21.320	**1950**
21.335	8-48
21.336	**1950**
21.373	»
21.402	»
21.415	8-48
21.452	1949
21.453	8-48
21.466	»
21.481	»
21.485	»
21.504	»
21.514	»
21.516	»
21.523	»
21.552	**1950**
21.564	8-48
21.566	»
21.598	»
21.612	»
21.642	»
21.643	3-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
21.661	**1950**
21.688	8-48
21.689	»
21.690	»
21.691	»
21.701	1949
21.728	»
21.741	cp. op.
21.747	**1950**
21.807	»
21.835	8-48
21.863	**1950**
21.882	»
21.888	»
21.889	»
21.913	»
21.921	»
21.944	8-48
21.946	3-48
21.967	1949
21.986	**1950**
21.999	8-48
22.007	»
22.017	**1950**
22.025	opp.
22.058	1949
22.062	8-48
22.066	**1950**
22.076	»
22.132	»
22.176	1949
22.189	»
22.198	8-48
22.200	1949
22.218	**1950**
22.227	»
22.265	»
22.266	»
22.291	3-48
22.293	8-48
22.350	**1950**
22.385	8-48
22.399	»
22.410	»
22.454	3-48
22.506	**1950**
22.529	»
22.552	»
22.586	»
22.598	»
22.707	»
22.714	»
22.730	»
22.857	»
22.858	8-48
22.864	»
22.902	»
22.907	1938
22.925	8-48
22.932	1949
22.949	»
23.006	1940
23.010	1949
23.034	8-48
23.040	1949
23.064	**1950**
23.067	8-48
23.069	»
23.070	**1950**
23.089	»
23.094	8-48
23.098	»
23.098	cp. op.
23.109	8-48
23.113	»
23.119	»
23.124	»
23.129	3-48
23.135	1938
23.140	1949
23.164	8-48
23.204	3-48
23.210	1949
23.227	8-48
23.245	»
23.246	»
23.257	»
23.258	»
23.271	»
23.307	1949
23.311	8-48
23.315	»
23.328	»
23.329	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
23.335	**1950**
23.338	»
23.483	8-48
23.499	»
23.504	**1950**
23.507	8-48
23.512	opp.
23.549	8-48
23.554	»
23.555	»
23.559	»
23.566	»
23.570	»
23.571	»
23.585	**1950**
23.613	»
23.656	1949
23.659	»
23.669	8-48
23.706	**1950**
23.710	»
23.714	1949
23.724	**1950**
23.739	8-48
23.762	**1950**
23.768	1940
23.772	**1950**
23.773	»
23.800	»
23.804	8-48
23.810	»
23.828	»
23.836	»
23.843	3-48
23.847	cp. op.
23.848	»
23.849	»
23.852	8-48
23.853	3-48
23.876	8-48
23.878	**1950**
23.891	cp. op.
23.892	»
23.893	»
23.894	»
23.899	8-48
23.903	»
23.912	»
23.913	»
23.913	cp. op.
23.923	8-48
23.931	»
23.934	»
23.938	»
23.940	1949
23.941	8-48
23.947	»
23.952	»
23.958	»
23.963	3-48
23.967	8-48
23.972	»
23.974	»
23.993	1949
23.997	**1950**
24.023	»
24.026	»
24.074	8-48
24.079	**1950**
24.084	1939
24.086	**1950**
24.088	»
24.089	»
24.116	8-48
24.124	»
24.129	»
24.130	»
24.130	opp.
24.137	**1950**
24.177	»
24.180	»
24.196	8-48
24.206	»
24.208	»
24.218	**1950**
24.244	»
24.270	8-48
24.282	»
24.290	**1950**
24.305	»
24.317	1949
24.340	8-48
24.342	**1950**
24.378	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
24.387	8-48
24.391	»
24.432	**1950**
24.439	8-48
24.470	»
24.472	»
24.490	»
24.514	**1950**
24.537	»
24.561	»
24.572	8-48
24.586	3-48
24.590	8-48
24.648	**1950**
24.677	»
24.688	»
24.711	8-48
24.736	»
24.745	»
24.763	**1950**
24.781	»
24.788	cpp.
24.790	8-48
24.807	**1950**
24.822	8-48
24.826	**1950**
24.829	8-48
24.834	1939
24.839	8-48
24.841	»
24.843	1940
24.856	8-48
24.859	1940
24.877	1923
24.879	8-48
24.888	»
24.892	»
24.922	»
24.936	»
24.937	1949
24.940	»
24.973	**1950**
24.987	8-48
25.019	**1950**
25.032	»
25.037	8-48
25.038	»
25.043	»
25.046	»
25.049	»
25.051	**1950**
25.061	3-48
25.069	8-48
25.075	**1950**
25.101	8-48
25.102	**1950**
25.103	8-48
25.107	opp.
25.124	8-48
25.161	»
25.193	»
25.196	**1950**
25.201	8-48
25.209	**1950**
25.216	8-48
25.228	»
25.239	»
25.243	»
25.245	»
25.259	**1950**
25.260	»
25.269	1940
25.294	**1950**
25.348	1949
25.349	8-48
25.360	»
25.388	**1950**
25.390	3-48
25.403	opp.
25.405	8-48
25.407	**1950**
25.450	1935
25.454	cp. op.
25.455	cp. op.
25.462	1940
25.475	1949
25.485	8-48
25.492	»
25.497	»
25.498	»
25.502	»
25.506	3-48
25.507	8-48
25.511	»

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
25.512	8-48
25.530	»
25.532	»
25.548	»
25.551	1949
25.552	8-48
25.556	**1950**
25.559	»
25.615	8-48
25.639	»
25.652	1939
25.703	1949
25.733	»
25.743	»
25.752	1940
25.762	8-48
25.770	1949
25.783	8-48
25.813	1949
25.814	8-48
25.828	»
25.835	»
25.836	3-48
25.839	8-48
25.843	1940
25.848	8-48
25.877	»
25.884	**1950**
25.891	1939
25.899	**1950**
25.903	1939
25.904	**1950**
25.917	8-48
25.931	»
25.932	3-48
25.938	**1950**
25.954	»
25.970	3-48
26.023	1949
26.033	8-48
26.050	»
26.077	»
26.105	1949
26.111	**1950**
26.113	8-48
26.114	3-48
26.118	8-48
26.119	»
26.133	»
26.136	»
26.137	**1950**
26.142	8-48
26.159	»
26.162	»
26.168	**1950**
26.169	8-48
26.175	3-48
26.178	1949
26.204	»
26.206	**1950**
26.243	»
26.245	3-48
26.285	**1950**
26.326	8-48
26.329	3-48
26.334	8-48
26.366	**1950**
26.367	»
26.371	»
26.393	1949
26.456	8-48
26.463	»
26.469	1949
26.470	**1950**
26.490	8-48
26.492	»
26.493	**1950**
26.516	8-48
26.523	»
26.538	**1950**
26.549	8-48
26.561	»
26.578	»
26.584	»
26.587	»
26.594	1940
26.599	8-48
26.602	**1950**
26.607	8-48
26.619	1949
26.652	8-48
26.655	»
26.656	**1950**
26.662	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
26.673	**1950**
26.676	1949
26.710	**1950**
26.720	8-48
26.755	**1950**
26.756	8-48
26.758	**1950**
26.768	»
26.795	8-48
26.808	»
26.846	»
26.853	**1950**
26.861	8-48
26.869	»
26.872	»
26.881	3-48
26.899	8-48
26.901	»
26.910	**1950**
26.923	1949
26.947	»
26.948	**1950**
26.957	8-48
26.961	»
26.988	**1950**
26.998	»
27.030	8-48
27.091	**1950**
27.097	8-48
27.102	»
27.121	»
27.125	»
27.134	**1950**
27.138	8-48
27.170	**1950**
27.177	1949
27.178	**1950**
27.210	»
27.232	1939
27.235	8-48
27.306	**1950**
27.306	cp. op.
27.307	»
27.308	»
27.317	**1950**
27.322	cp. op.
27.325	»
27.326	»
27.328	»
27.329	»
27.346	1949
27.367	8-48
27.370	»
27.383	1939
27.420	3-48
27.441	**1950**
27.450	»
27.451	1949
27.460	**1950**
27.463	8-48
27.464	»
27.471	1949
27.480	3-48
27.491	8-48
27.502	**1950**
27.525	1940
27.534	8-48
27.537	**1950**
27.538	8-48
27.546	»
27.547	**1950**
27.551	8-48
27.553	»
27.557	3-48
27.570	8-48
27.580	»
27.584	1949
27.587	**1950**
27.612	1940
27.615	**1950**
27.637	8-48
27.639	**1950**
27.661	1940
27.671	1949
27.704	»
27.743	8-48
27.753	1949
27.772	**1950**
27.788	»
27.807	»
27.839	8-48
27.857	**1950**
27.860	8-48

NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS des obligations.	ANNÉES de remboursement.
27.912	**1950**	28.170	8-48	**28.512**	**1950**	**28.995**	**1950**	29.367	8-48	29.762	8-48
27.918	8-48	28.176	»	**28.523**	»	29.007	8-48	29.393	»	**29.765**	**1950**
27.919	»	28.203	»	28.533	8-48	29.009	»	29.394	»	**29.771**	»
27.923	**1950**	28.213	»	28.609	»	29.016	1940	**29.395**	**1950**	29.806	8-48
27.948	8-48	28.222	»	**28.611**	**1950**	29.017	8-48	29.397	8-48	29.828	»
27.952	1949	28.237	»	**28.612**	»	**29.019**	**1950**	29.398	»	29.841	1939
27.970	»	28.240	»	28.614	1949	29.057	1949	29.404	1949	29.847	8-48
27.980	8-48	28.243	»	**28.615**	**1950**	29.058	8-48	29.420	8-48	29.849	»
27.981	»	28.256	»	28.660	8-48	29.060	1949	29.423	»	**29.850**	**1950**
27.983	»	**28.275**	**1950**	28.662	»	**29.080**	**1950**	29.454	»	**29.871**	»
27.990	1938	**28.293**	»	**28.664**	**1950**	**29.100**	»	29.471	»	29.880	8-48
28.016	8-48	28.294	8-48	**28.681**	»	29.141	8-48	29.486	»	**29.881**	**1950**
28.017	1940	28.305	1940	**28.691**	»	29.158	1949	**29.509**	**1950**	29.889	1949
28.039	8-48	28.317	8-48	**28.703**	»	**29.189**	**1950**	29.516	8-48	29.894	8-48
28.059	»	28.327	1949	28.729	8-48	29.212	1940	29.529	»	29.897	1939
28.073	»	28.336	8-48	28.746	»	29.226	8-48	29.552	»	29.916	cpp.
28.077	»	28.338	1939	28.771	3-48	29.265	»	**29.562**	**1950**	29.917	»
28.079	»	28.342	3-48	28.801	1949	29.267	»	**29.569**	»	29.919	»
28.080	»	28.350	1949	28.802	8-48	29.274	»	**29.582**	»	29.921	»
28.082	»	28.357	1940	**28.803**	**1950**	29.275	»	29.590	1949	29.924	»
28.086	»	28.358	8-48	**28.826**	»	29.281	1940	29.680	1939	29.925	»
28.095	»	28.368	3-48	**28.835**	»	29.288	8-48	29.684	8-48	29.928	»
28.117	**1950**	28.370	8-48	28.856	8-48	29.308	»	29.685	»	29.929	»
28.132	1938	28.391	»	**28.866**	**1950**	29.309	»	29.697	»	29.930	»
28.135	8-48	28.407	»	28.873	8-48	29.317	»	29.713	»	29.950	8-48
28.143	»	28.427	»	28.895	»	29.319	1940	29.714	3-48	**29.968**	**1950**
28.149	**1950**	28.431	»	28.897	1949	29.322	8-48	29.716	8-48	29.972	8-48
28.152	8-48	**28.448**	**1950**	28.912	»	29.335	»	29.727	»	29.977	»
28.153	cp. op.	**28.460**	»	28.941	8-48	29.341	»	29.733	»	29.979	»
28.163	**1950**	28.497	8-48	28.943	»	29.355	»	29.753	»	29.991	»
28.167	8-48	28.502	»	28.961	»	29.364	1949				

Numéros des coupons devant être attachés aux titres.

Remboursement 1923 (33e tirage), coupon 67, décembre 1923.
— 1924 (34e tirage), — 69, — 1924.
— 1927 (37e tirage), — 75, — 1927.
— 1929 (39e tirage), — 79, — 1929.
— 1930 (40e tirage), — 81, — 1930.
— 1932 (42e tirage), — 85, — 1932.
— 1934 (44e tirage), — 89, — 1934.
— 1935 (45e tirage), — 91, — 1935.
Remboursement 1936 (46e tirage), coupon 93, décembre 1936.
— 1937 (47e tirage), — 95, — 1937.
— 1938 (48e tirage), — 97, — 1938.
— 1939 (49e tirage), — 99, — 1939.
— 1940 (50e tirage), — 101, — 1940.
Remboursement mars 1948 (51e tirage), coupon 116, juin 1948.
— août 1948 (52e tirage), — 117, décembre 1948.
— 1949 (53e tirage), — 119, — 1949.
Remboursement 1950 (54e tirage), coupon 121, décembre 1950.

SOCIETE CIVILE

avec responsabilité limitée à la mise sociale pour l'amortissement des obligations à lots

DU

CANAL DE PANAMA

EMISSION DU 26 JUIN 1888

Deux cent quatre-vingt-dix-huitième tirage des obligations et bons à lots (15 mai 1950).

Le deux cent quatre-vingt-dix-huitième tirage des obligations à lots de la Compagnie de Panama a eu lieu, le 15 mai 1950, à la succursale du Comptoir national d'escompte de Paris, 2, place de l'Opéra, à quatorze heures trente.

A ce tirage il a été extrait de la roue 559 numéros qui ont droit, suivant leur ordre de sortie, aux lots ci-après:

1er	N° **1.581.307**.....	**250.000** F	6e N° **1.138.361**..... **2.000** F
2e	N° **285.167**.....	**100.000**	7e N° **1.190.812**..... **2.000**
3e	N° **288.918**.....	**10.000**	8e N° **1.368.437**..... **2.000**
4e	N° **704.621**.....	**5.000**	9e N° **1.581.314**..... **2.000**
5e	N° **790.229**.....	**2.000**	

Les 50 numéros suivants sont remboursables chacun par **1.000** F:

33.508	**457**.744	**732**.414	**1.163**.013	**1.514**.825
47.186	**485**.713	**807**.552	**1.164**.094	**1.544**.553
106.089	**512**.113	**838**.968	**1.204**.659	**1.561**.769
118.645	**520**.682	**870**.538	**1.244**.556	**1.564**.699
168.379	**548**.069	**922**.067	**1.282**.249	**1.624**.348
248.684	**550**.061	**986**.043	**1.360**.481	**1.650**.207
280.412	**551**.180	**1.035**.328	**1.421**.418	**1.694**.052
285.357	**596**.500	**1.126**.196	**1.432**.429	**1.725**.390
330.310	**607**.028	**1.138**.200	**1.439**.653	**1.814**.987
424.417	**677**.924	**1.142**.091	**1.441**.695	**1.877**.667

Les 500 numéros suivants sont remboursables chacun par **400** F:

6.180, 431 — **7**.689 — **9**.098 — **12**.261 — **16**.591 — **29**.303 — **31**.578 — **32**.149, 566 — **42**.545 — **43**.426 — **44**.128 — **45**.521 — **47**.735 — **49**.986 — **52**.633 — **56**.927 — **57**.825 — **61**.406 — **64**.105 — **71**.098 — **76**.013 — **78**.407 — **79**.622 — **83**.486 — **87**.707 — **101**.266 **103**.346 — **104**.731 — **111**.268 — **112**.463 — **126**.561, 659 — **127**.106 — **129**.555 — **135**.923 — **137**.015 — **138**.185 — **149**.687 — **151**.764 — **155**.451 — **157**.740 — **172**.646 — **177**.094 — **179**.509 — **181**.390 — **187**.522 — **188**.097 — **190**.637 — **196**.265 — **201**.526 — **203**.907 — **212**.034, 493 — **213**.726 — **227**.123 — **230**.203 — **241**.129 — **242**.886, 942 — **249**.707 — **250**.629 — **256**.408 — **264**.833 — **267**.837 — **271**.271 — **277**.136 — **279**.337 — **289**.614 — **294**.132, 248 — **298**.133 — **300**.202 — **301**.833 — **311**.087 — **322**.993 — **323**.412 — **324**.237 — **325**.437 — **326**.541 — **327**.468 — **336**.098 — **341**.717 — **344**.776 — **354**.387 — **375**.124, 528 — **378**.507 — **379**.783 — **380**.220 — **383**.910 — **384**.035, 180 — **390**.639, 700 — **394**.905 — **397**.539 — **407**.264 — **408**.536 — **409**.079, — **411**.330 — **414**.988 — **429**.913 — **432**.851 — **433**.273, 925 — **438**.653 — **441**.160 — **445**.640 — **452**.849 — **455**.090 — **458**.277 — **460**.931 — **470**.138, 695 — **471**.906 — **473**.236 — **481**.835 — **486**.945 — **499**.921 — **501**.249 — **503**.815 — **506**.458 — **515**.625 — **529**.642 — **531**.102 — **536**.161 — **539**.871 — **541**.599 — **545**.149 — **548**.478 — **549**.401 — **551**.275 — **556**.007 — **559**.229 — **560**.099 — **574**.999 — **577**.062 — **578**.059 — **580**.511 — **582**.284 — **586**.707, 743, — **590**.718 — **592**.618 — **595**.030 — **597**.421 — **601**.440, 785 — **603**.274 — **621**.322 — **623**.371 — **631**.848 — **646**.597 — **651**.390 — **653**.301 — **657**.232 — **670**.447 — **679**.071, 788 — **684**.970 — **686**.665 — **689**.196, 982 — **709**.788 — **710**.992 — **712**.338, 547 — **722**.401 — **740**.913 — **744**.562.

745.379 — **746**.223 — **748**.521 — **754**.904 — **758**.215 — **761**.335 — **763**.706 — **773**.627 — **774**.743 — **775**.052 — **778**.213 — **794**.157 — **795**.609 — **806**.010 — **808**.539 — **810**.182 — **814**.363 — **817**.242 — **820**.640 — **821**.885 — **831**.149 — **833**.405 — **834**.805, 975 — **841**.762 — **846**.339, 847 — **847**.064 — **850**.073 — **862**.888 — **867**.557 — **868**.630 — **877**.104 — **881**.156 — **882**.851 — **898**.731 — **901**.892 — **905**.398 — **907**.334 — **911**.202, 614 — **913**.869 — **914**.133 — **916**.332 — **926**.762 — **929**.361 — **930**.269 — **931**.748 — **932**.695 — **933**.010 — **934**.100, 369 — **935**.632 — **938**.402 — **939**.297, 953, 976 — **949**.237 — **957**.810 — **958**.471 — **959**.970 — **964**.618, 681 — **974**.397 — **986**.139 — **991**.395 — **996**.722 — **997**.354 — **999**.272, 436 — **1.001**.251 — **1.003**.416, 675 — **1.017**.418, 521 — **1.021**.802 — **1.023**.407, 706 — **1.024**.250 — **1.027**.580 — **1.031**.843 — **1.033**.451 — **1.038**.629 — **1.039**.791 — **1.050**.840 — **1.052**.131 — **1.055**.918 — **1.063**.582 — **1.066**.730 — **1.067**.792 — **1.069**.334 — **1.072**.635 — **1.077**.777, 888 — **1.080**.331, 804 — **1.082**.591 — **1.090**.053 — **1.105**.854 — **1.107**.614 — **1.110**.725 — **1.114**.733 — **1.117**.556 — **1.124**.088 — **1.127**.207 — **1.129**.974 — **1.131**.387 — **1.134**.359 — **1.138**.899 — **1.143**.963 — **1.144**.282 — **1.147**.379 — **1.154**.918 — **1.158**.768 — **1.160**.188 — **1.161**.215 — **1.167**.428 — **1.172**.284 — **1.183**.452, 601 — **1.188**.606 — **1.189**.958 — **1.192**.160 — **1.193**.639 — **1.194**.400 — **1.195**.150 — **1.200**.510 — **1.203**.754 — **1.207**.229 — **1.214**.538 — **1.218**.184 — **1.220**.788 — **1.222**.203 — **1.224**.348, 391, 788 — **1.230**.735 — **1.233**.331 — **1.234**.258 — **1.235**.732 — **1.236**.126, 191, 320 — **1.241**.717 — **1.244**.566 — **1.247**.103, 484 — **1.254**.276 — **1.256**.078 — **1.261**.768 — **1.276**.837 — **1.281**.388, 312 — **1.294**.096 — **1.295**.451 — **1.296**.829 — **1.302**.847 — **1.306**.914 —

1.309.580 — 1.310.213 — 1.316.540, 124 — 1.351.096 — 1.358.709 — 1.359.302, 671 — 1.360.080 — 1.374.823 — 1.377.858 — 1.381.236, 622 — 1.382.648 — 1.386.218 — 1.394.825 — 1.398.254 — 1.399.131 — 1.402.205 — 1.412.163 — 1.416.241 — 1.418.010 — 1.426.991 — 1.427.391 — 1.451.000 — 1.468.909 — 1.474.109, 330 — 1.475.669 — 1.476.018 — 1.482.346 — 1.488.506 — 1.489.544 — 1.490.237 — 1.492.603 — 1.509.601 — 1.513.813 — 1.518.842 — 1.519.651 — 1.524.175 — 1.525.732 — 1.531.570 — 1.541.028 — 1.542.985 — 1.547.661, 808 — 1.548.658 — 1.549.960 — 1.552.651 — 1.553.574 — 1.557.098 — 1.558.887 — 1.559.220, 870 — 1.564.569 — 1.574.749 — 1.590.195 — 1.593.187 — 1.594.903 — 1.596.891 — 1.600.294 — 1.611.455 — 1.615.522 — 1.618.405 — 1.619.682 — 1.624.887 — 1.625.365 — 1.631.414 — 1.640.386 — 1.641.177 — 1.648.376 — 1.674.825 — 1.681.091 — 1.684.979 — 1.689.728 — 1.693.518 — 1.704.657 — 1.706.365 — 1.715.539, 644 — 1.718.760, 957 — 1.721.465 — 1.723.089 — 1.729.341 — 1.743.940 — 1.745.504 — 1.749.834 — 1.750.972 — 1.751.279 — 1.757.465 — 1.759.088 — 1.761.040, 434 — 1.763.330 — 1.764.783 — 1.766.112, 152 — 1.770.333 — 1.773.088 — 1.775.940 — 1.779.800 — 1.782.734 — 1.789.892 — 1.790.490 — 1.796.769 — 1.800.406 — 1.804.355 — 1.808.541 — 1.809.132, 167 — 1.813.565, 062 — 1.814.563, 923 — 1.815.405, 682 — 1.816.564, 807 — 1.817.435 — 1.818.621, 806 — 1.823.547 — 1.829.930 — 1.834.624 — 1.838.748 — 1.841.525 — 1.845.504 — 1.849.248 — 1.851.758 — 1.853.073, 719 — 1.856.205 — 1.862.476 — 1.871.848 — 1.873.076 — 1.875.207 — 1.881.118 — 1.885.010 — 1.891.575 — 1.894.366 — 1.895.231 — 1.900.540 — 1.901.415 — 1.908.980 — 1.909.412, 691 — 1.912.242 — 1.924.766 — 1.925.638 — 1.926.321 — 1.929.997 — 1.931.205 — 1.935.741 — 1.943.460 — 1.949.602 — 1.953.088 — 1.957.712 — 1.963.687 — 1.970.155 — 1.975.783 — 1.980.880 — 1.981.522 — 1.984.816 — 1.987.076 — 1.990.012 — 1.993.892 — 1.995.270 — 1.998.259 — 1.999.822.

Le payement des lots aura lieu, à partir du 15 juin 1950, à la succursale du Comptoir national d'escompte de Paris, 2, place de l'Opéra, à Paris, sous déduction de l'impôt sur le revenu.

N. B. — Depuis le 16 août 1913, les tirages ont lieu quatre fois par an: 15 février, 15 mai, 16 août, 15 novembre.

AVIS IMPORTANT

Des agents de certaines maisons financières proposent l'acquisition d'obligations ou bons à lots du Canal de Panama, payables moyennant des versements mensuels.

La Société civile pour l'amortissement des obligations à lots du Canal de Panama (émission de juin 1888) croit devoir signaler au public qu'elle est complètement étrangère à ce genre de placement.

ETABLISSEMENTS NICOLAS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 525 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 2, RUE DE VALMY, A CHARENTON-LE-PONT

Registre du commerce: Seine 84273.

Seizième année d'amortissement (10e tirage au sort).

Liste numérique des 1.089 obligations 5 0/0 1929 sorties au tirage au sort du 10 mai 1950.

8	34	73	91	102	4.207	4.226	4.259	4.277	4.279
105	107	156	182	186	4.301	4.304	4.332	4.355	4.361
225	279	312	337	340	4.383	4.411	4.412	4.484	4.487
366	373	379	424	508	4.513	4.528	4.556	4.567	4.609
524	589	600	635	753	4.743	4.778	5.003	5.015	5.020
755	766	779	794	836	5.023	5.024	5.038	5.075	5.085
841	844	852	876	887	5.136	5.199	5.203	5.275	5.286
891	901	908	912	983	5.310	5.311	5.412	5.421	5.446
986	1.007	1.020	1.036	1.045	5.497	5.519	5.526	5.531	5.537
1.050	1.077	1.109	1.130	1.137	5.539	5.543	5.561	5.564	5.571
1.140	1.211	1.237	1.347	1.351	5.622	5.632	5.699	5.701	5.713
1.376	1.428	1.435	1.449	1.476	5.726	5.727	5.743	5.763	5.769
1.526	1.552	1.556	1.603	1.621	5.776	5.781	5.783	5.789	5.796
1.635	1.682	1.693	1.696	1.809	5.804	5.815	5.894	5.925	5.937
1.837	1.844	1.853	1.873	1.937	5.939	6.095	6.104	6.112	6.147
1.943	1.980	1.982	2.035	2.144	6.161	6.175	6.186	6.192	6.200
2.146	2.174	2.186	2.198	2.208	6.204	6.218	6.241	6.252	6.271
2.209	2.319	2.336	2.361	2.364	6.274	6.295	6.352	6.355	6.362
2.403	2.424	2.450	2.451	2.515	6.375	6.384	6.418	6.421	6.445
2.603	2.723	2.740	2.757	2.778	6.448	6.491	6.496	6.521	6.522
2.784	2.806	2.830	2.839	2.841	6.528	6.558	6.591	6.662	6.699
2.843	2.848	2.876	2.886	2.902	6.696	6.709	6.739	6.761	6.799
2.904	2.920	2.961	2.965	2.977	6.811	6.844	6.838	6.848	6.851
2.987	3.005	3.050	3.084	3.085	6.856	6.873	6.876	6.890	6.960
3.088	3.104	3.105	3.120	3.144	7.023	7.052	7.058	7.082	7.109
3.156	3.168	3.191	3.205	3.220	7.126	7.239	7.254	7.278	7.375
3.232	3.236	3.252	3.285	3.298	7.387	7.388	7.405	7.422	7.464
3.300	3.304	3.311	3.345	3.355	7.493	7.502	7.505	7.547	7.553
3.402	3.409	3.413	3.429	3.443	7.563	7.572	7.581	7.582	7.608
3.448	3.465	3.478	3.497	3.548	7.619	7.621	7.672	7.689	7.700
3.554	3.557	3.568	3.577	3.632	7.703	7.722	7.732	7.739	7.741
3.669	3.678	3.718	3.732	3.735	7.744	7.831	7.847	7.855	7.876
3.778	3.800	3.818	3.835	3.867	7.888	7.920	7.929	8.024	8.031
3.878	3.890	3.918	3.919	3.923	8.138	8.139	8.165	8.166	8.167
3.943	3.947	3.948	3.968	4.014	8.175	8.206	8.239	8.261	8.285
4.019	4.174	4.183	4.191	4.200	8.288	8.298	8.353	8.375	8.393
8.397	8.402	8.441	8.442	8.454	16.208	16.210	16.229	16.243	16.253
8.520	8.521	8.524	8.544	8.557	16.302	16.348	16.356	16.368	16.371
8.568	8.597	8.604	8.616	8.626	16.430	16.451	16.481	16.491	16.501
8.631	8.678	8.680	8.718	8.722	16.526	16.528	16.549	16.600	16.603
8.753	8.765	8.766	8.767	8.769	16.616	16.623	16.626	16.652	16.705
8.788	8.797	8.852	8.878	8.887	16.711	16.774	16.800	16.838	16.910
8.912	8.925	8.985	8.987	8.991	16.915	16.949	16.986	17.017	17.029
9.046	9.027	9.032	9.059	9.063	17.056	17.113	17.116	17.123	17.132
9.073	9.091	9.118	9.123	9.141	17.172	17.180	17.220	17.244	17.273
9.186	9.203	9.223	9.238	9.240	17.292	17.298	17.310	17.314	17.383
9.247	9.248	9.258	9.363	9.375	17.421	17.425	17.430	17.516	17.543
9.376	9.391	9.412	9.426	9.427	17.578	17.600	17.601	17.675	17.713
9.527	9.539	9.546	9.570	9.600	17.732	17.750	17.773	17.792	17.823
9.614	9.627	9.628	9.636	9.640	17.835	17.863	17.890	17.953	17.978
9.679	9.685	9.703	9.731	9.754	18.050	18.056	18.057	18.066	18.076
9.755	9.902	9.917	9.922	9.931	18.079	18.104	18.119	18.128	18.133
9.944	9.953	9.960	9.973	9.980	18.137	18.206	18.224	18.238	18.267
10.056	10.079	10.166	10.195	10.200	18.271	18.283	18.323	18.358	18.385
10.202	10.210	10.253	10.260	10.324	18.410	18.429	18.443	18.447	18.498
10.337	10.408	10.432	10.489	10.507	18.536	18.583	18.597	18.610	18.611
10.516	10.572	10.573	10.593	10.613	18.612	18.657	18.664	18.683	18.698
10.653	10.671	10.756	10.772	10.774	18.718	18.758	18.765	18.773	18.796
10.775	10.801	10.821	10.827	10.859	18.833	18.850	18.897	18.925	18.958
10.931	10.943	10.952	10.953	10.972	18.975	19.014	19.022	19.059	19.109
10.987	11.011	11.013	11.018	11.022	19.115	19.125	19.130	19.135	19.139
11.039	11.041	11.048	11.058	11.143	19.180	19.219	19.232	19.248	19.275
11.162	11.165	11.177	11.188	11.228	19.308	19.326	19.330	19.350	19.415
11.229	11.245	11.254	11.260	11.357	19.427	19.444	19.466	19.487	19.519
11.387	11.404	11.408	11.412	11.444	19.561	19.594	19.604	19.607	19.644
11.468	11.503	11.544	11.540	11.565	19.661	19.730	19.754	19.824	19.831
11.576	11.608	11.611	11.638	11.640	19.838	19.846	19.908	19.923	19.925
11.650	11.657	11.665	11.681	11.683	19.952	19.984	19.989	20.023	20.029
11.778	11.788	11.803	11.804	11.824	20.096	20.169	20.188	20.209	20.210
11.844	11.860	11.912	11.916	11.926	20.212	20.250	20.254	20.276	20.294
11.945	11.961	11.976	12.006	12.013	20.316	20.319	20.337	20.403	20.408
12.033	12.035	12.063	12.089	12.109	20.358	20.387	20.605	20.610	20.634
12.111	12.134	12.143	12.199	12.260	20.641	20.729	20.732	20.736	20.776
12.264	12.278	12.294	12.309	12.323	20.786	20.820	20.826	20.861	20.901
12.375	12.382	12.458	12.518	12.520	20.915	20.943	20.950	20.972	20.987
12.573	12.574	12.678	12.692	12.695	21.026	21.034	21.050	21.108	21.116
12.696	12.699	12.701	12.772	12.780	21.188	21.199	21.207	21.217	21.222
12.819	12.834	12.836	12.840	12.849	21.230	21.233	21.238	21.239	21.241
12.886	12.911	12.924	12.930	12.936	21.242	21.254	21.271	21.275	21.302
12.938	12.944	12.965	12.989	13.088	21.325	21.351	21.380	21.393	21.408
13.084	13.091	13.096	13.116	13.135	21.409	21.422	21.451	21.455	21.484
13.188	13.211	13.219	13.223	13.244	21.496	21.505	21.510	21.514	21.551
13.266	13.275	13.280	13.282	13.399	21.614	21.631	21.676	21.688	21.695
13.440	13.453	13.473	13.509	13.526	21.723	21.724	21.727	21.752	21.757
13.569	13.608	13.610	13.626	13.662	21.787	21.830	21.880	21.926	21.945
13.699	13.714	13.720	13.755	13.796	21.999	22.006	22.011	22.022	22.051
13.806	13.826	13.828	13.865	13.866	22.062	22.083	22.091	22.125	22.136
13.902	13.903	13.922	13.932	13.948	22.192	22.234	22.236	22.251	22.252
13.967	13.972	13.992	13.997	14.019	22.256	22.266	22.279	22.284	22.365
14.024	14.027	14.036	14.038	14.057	22.385	22.390	22.408	22.409	22.446
14.067	14.068	14.073	14.092	14.126	22.551	22.557	22.563	22.565	22.573
14.143	14.144	14.158	14.170	14.196	22.636	22.680	22.683	22.688	22.690
14.250	14.277	14.284	14.286	14.290	22.695	22.701	22.724	22.741	22.746
14.299	14.303	14.304	14.326	14.376	22.777	22.797	22.804	22.830	22.844
14.380	14.401	14.503	14.553	14.629	22.668	22.907	22.911	22.967	23.011
14.664	14.688	14.699	14.740	14.803	23.018	23.044	23.053	23.110	23.129
14.806	14.816	14.850	14.933	14.944	23.165	23.175	23.176	23.246	23.289
14.951	14.978	14.989	15.046	15.048	23.312	23.336	23.387	23.388	23.424
15.052	15.076	15.147	15.157	15.196	23.426	23.486	23.515	23.584	23.590
15.221	15.231	15.238	15.248	15.251	23.607	23.641	23.673	23.686	23.735
15.297	15.302	15.303	15.325	15.349	23.845	23.852	23.857	23.867	23.878
15.356	15.378	15.390	15.393	15.474	23.879	23.904	23.919	23.921	23.922
15.480	15.511	15.555	15.658	15.682	23.923	23.971	24.087	24.090	24.099
15.695	15.697	15.729	15.744	15.752	24.120	24.131	24.199	24.203	24.315
15.779	15.790	15.796	15.818	15.827	24.342	24.344	24.356	24.383	24.392
15.845	15.870	15.884	15.887	15.889	24.450	24.477	24.478	24.509	24.558
15.901	15.914	15.982	15.984	16.039	24.568	24.634	24.679	24.680	24.701
16.068	16.085	16.090	16.091	16.123	24.703	24.712	24.721	24.728	24.803
16.154	16.163	16.170	16.191	16.204	24.843	24.859	24.868	24.944	24.929
					24.961	24.985			

Les 1.089 obligations 5 0/0 1929 ci-dessus, sorties au tirage au sort du 10 mai 1950, seront remboursables au pair à partir du 1er juillet 1950, coupon n° 43 attaché, chez MM. Mirabaud et Ce, banquiers, 56, rue de Provence, à Paris.

Liste numérique des 931 obligations 5 0/0 1929 sorties aux tirages antérieurs restant à rembourser.

22 E	95 B	127 H	128 I	137 I	216 I	267 I
268 I	365 H	371 H	374 I	375 I	384 H	423 I
464 I	485 I	515 I	552 F	555 I	557 G	559 F
582 I	584 I	599 I	628 H	629 H	631 I	634 H
667 H	672 H	676 G	677 G	680 I	751 H	777 G
793 H	870 I	906 H	909 G	955 I	965 I	1.040 I
1.041 I	1.038 H	1.056 G	1.111 G	1.113 I	1.116 I	1.121 I
1.204 I	1.206 I	1.230 I	1.234 H	1.283 I	1.297 I	1.299 H
1.315 I	1.452 I	1.518 I	1.527 I	1.534 I	1.558 H	1.604 H
1.606 I	1.608 G	1.628 H	1.650 H	1.703 I	1.843 I	1.851 H
1.896 I	1.899 H	1.917 H	1.959 I	2.011 I	2.021 I	2.070 F
2.081 H	2.082 I	2.084 I	2.098 H	2.128 I	2.139 I	2.140 H
2.177 I	2.305 I	2.316 I	2.318 H	2.340 I	2.342 I	2.371 H
2.408 F	2.438 I	2.440 D	2.498 H	2.512 F	2.519 H	2.570 H
2.649 H	2.667 I	2.674 I	2.694 H	2.695 H	2.724 I	2.731 I
2.743 I	2.808 I	2.819 H	2.956 I	2.967 D	3.011 H	3.030 I

3.036 I	3.043 I	3.074 I	3.117 I	3.242 H	3.286 H	3.323 I
3.354 I	3.427 E	3.433 I	3.479 I	3.488 I	3.574 I	3.629 I
3.640 F	3.653 H	3.654 F	3.674 I	3.682 I	3.834 I	3.859 H
3.861 I	3.889 H	3.892 H	3.893 H	4.089 E	4.142 I	4.146 H
4.193 H	4.225 I	4.227 H	4.258 I	4.260 I	4.265 I	4.271 I
4.295 I	4.310 I	4.335 I	4.351 I	4.380 I	4.395 I	4.436 I
4.459 I	4.476 I	4.482 I	4.514 G	4.515 H	4.527 I	4.546 I
4.578 I	4.580 H	4.717 I	4.736 H	4.738 F	4.783 I	4.793 H
4.795 I	4.809 I	4.832 H	4.839 E	4.850 I	4.872 I	4.890 I
4.904 H	4.907 H	4.938 I	4.949 H	5.071 E	5.072 I	5.074 I
5.083 I	5.097 I	5.110 I	5.112 I	5.180 H	5.196 F	5.234 H
5.250 H	5.265 H	5.296 I	5.329 I	5.362 I	5.367 H	5.387 I
5.437 H	5.450 G	5.495 I	5.502 H	5.556 I	5.558 I	5.562 I
5.603 D	5.618 H	5.619 I	5.623 I	5.651 I	5.710 G	5.786 H
5.793 I	5.853 H	5.927 H	5.928 H	5.932 I	5.956 I	5.982 I
5.983 I	5.991 I	6.010 I	6.031 I	6.038 I	6.042 E	6.141 H
6.278 H	6.283 H	6.298 F	6.301 H	6.329 I	6.336 I	6.368 G
6.371 H	6.374 I	6.459 H	6.463 I	6.465 H	6.490 I	6.543 H
6.600 G	6.663 I	6.681 H	6.719 H	6.721 I	6.722 I	6.733 H
6.756 I	6.767 I	6.774 I	6.867 I	6.880 H	6.888 I	6.922 I
6.941 I	6.944 H	6.968 I	6.983 I	7.049 I	7.053 I	7.106 I
7.116 G	7.145 I	7.182 I	7.184 I	7.214 I	7.244 I	7.280 I
7.299 H	7.303 I	7.304 I	7.327 I	7.355 G	7.360 I	7.379 I
7.384 H	7.409 E	7.447 H	7.513 I	7.550 I	7.577 H	7.591 I
7.600 I	7.657 I	7.670 I	7.691 H	7.708 I	7.748 I	7.753 I
7.763 G	7.784 I	7.830 I	7.844 I	7.875 D	7.878 E	7.907 I
7.965 I	8.001 H	8.029 I	8.057 G	8.149 I	8.154 H	8.170 I
8.195 H	8.223 I	8.268 I	8.287 H	8.331 H	8.352 I	8.430 I
8.431 I	8.440 I	8.452 I	8.488 D	8.550 E	8.619 H	8.639 D
8.665 I	8.668 I	8.669 I	8.672 I	8.697 H	8.698 H	8.715 H
8.716 H	8.772 I	8.792 D	8.793 D	8.818 I	8.837 H	8.853 I
8.867 I	8.954 H	8.995 H	9.037 H	9.062 G	9.074 I	9.086 I
9.097 I	9.114 H	9.147 I	9.184 H	9.264 H	9.266 F	9.277 G
9.283 I	9.286 I	9.304 I	9.361 H	9.403 H	9.405 I	9.435 I
9.442 H	9.454 I	9.503 H	9.514 I	9.533 I	9.542 I	9.581 I
9.597 I	9.610 I	9.626 I	9.650 I	9.655 I	9.716 I	9.728 G
9.740 I	9.747 I	9.829 I	9.843 H	9.852 I	9.885 H	9.908 A
9.910 I	9.934 I	9.946 I	9.947 I	9.951 I	9.984 I	9.985 I
9.987 E	9.988 D	10.002 I	10.014 I	10.022 I	10.023 E	10.048 H
10.092 I	10.109 I	10.110 I	10.126 I	10.156 H	10.165 H	10.183 E
10.184 E	10.292 I	10.320 I	10.378 I	10.476 G	10.481 E	10.483 H
10.494 H	10.524 F	10.562 H	10.698 E	10.701 I	10.711 I	10.732 I
10.746 I	10.759 I	10.838 I	10.880 I	10.925 G	10.928 H	10.993 H
10.999 I	11.025 H	11.109 I	11.112 I	11.130 I	11.136 I	11.138 H
11.139 H	11.200 H	11.206 H	11.258 I	11.262 I	11.358 F	11.473 I
11.509 I	11.513 I	11.539 I	11.544 I	11.670 I	11.679 I	11.738 H
11.775 I	11.785 I	11.798 G	11.807 I	11.817 I	11.833 H	11.881 I
11.948 I	12.011 H	12.053 G	12.099 I	12.141 E	12.142 I	12.152 I
12.158 I	12.182 I	12.195 H	12.203 I	12.259 I	12.299 G	12.319 I
12.328 I	12.341 I	12.357 G	12.359 I	12.373 I	12.381 H	12.398 H
12.412 I	12.419 C	12.431 H	12.434 I	12.443 I	12.510 I	12.542 I
12.560 H	12.571 F	12.623 I	12.625 I	12.673 F	12.682 I	12.684 I
12.720 G	12.721 G	12.769 I	12.775 H	12.794 I	12.799 H	12.822 I
12.832 I	12.913 H	12.932 E	12.990 E	13.072 G	13.079 I	13.094 I
13.118 I	13.142 H	13.174 I	13.250 I	13.262 I	13.316 G	13.319 I
13.516 H	13.545 I	13.588 I	13.628 I	13.633 I	13.674 I	13.684 I
13.928 I	13.957 I	13.962 H	14.002 I	14.010 G	14.012 I	14.047 I
14.050 G	14.061 I	14.162 I	14.166 H	14.169 I	14.195 I	14.255 I
14.296 I	14.367 I	14.372 I	14.480 G	14.485 F	14.527 I	14.532 H
14.588 I	14.595 I	14.604 H	14.605 H	14.649 G	14.658 H	14.663 H
14.676 B	14.700 H	14.704 I	14.732 I	14.739 H	14.743 H	14.744 G
14.749 H	14.751 I	14.752 E	14.771 I	14.807 F	14.808 G	14.811 H
14.842 H	14.852 H	14.853 H	14.857 H	14.859 H	14.862 I	14.871 I
14.879 F	14.985 I	15.009 I	15.028 F	15.040 H	15.071 E	15.082 I
15.205 E	15.230 I	15.252 I	15.279 I	15.284 I	15.291 H	15.305 I
15.331 G	15.334 I	15.341 I	15.342 G	15.377 E	15.395 H	15.436 F
15.439 I	15.443 I	15.458 H	15.477 I	15.489 H	15.512 G	15.531 H
15.533 I	15.537 I	15.664 I	15.665 I	15.705 I	15.789 H	15.857 H
15.865 I	15.926 I	15.941 I	15.969 G	15.981 H	15.983 I	15.985 I
16.076 E	16.101 I	16.102 I	16.162 H	16.182 H	16.227 I	16.249 H
16.333 I	16.385 F	16.398 I	16.401 I	16.410 I	16.454 I	16.508 H
16.545 I	16.663 F	16.675 F	16.683 C	16.685 F	16.686 B	16.687 I
16.719 G	16.786 B	16.798 I	16.805 I	16.818 I	16.851 I	16.887 I
16.943 I	17.046 G	17.068 I	17.070 I	17.096 I	17.115 E	17.134 I
17.171 I	17.174 I	17.184 I	17.271 H	17.275 I	17.327 I	17.345 H
17.351 H	17.359 I	17.365 F	17.445 I	17.488 H	17.530 I	17.648 D
17.661 I	17.665 I	17.668 H	17.687 I	17.689 I	17.695 I	17.714 I
17.716 E	17.717 I	17.733 H	17.734 G	17.737 I	17.807 I	17.838 I
17.845 I	17.846 I	17.871 G	17.881 I	17.887 I	17.889 I	17.903 I
17.968 I	17.979 I	17.995 H	17.997 I	18.002 I	18.053 I	18.090 I
18.105 H	18.110 I	18.138 I	18.270 I	18.296 G	18.297 H	18.356 H
18.364 I	18.374 I	18.399 I	18.404 G	18.412 H	18.490 G	18.496 H
18.503 I	18.527 F	18.530 I	18.550 G	18.618 H	18.619 H	18.640 I
18.649 I	18.652 H	18.667 I	18.672 I	18.673 I	18.730 G	18.744 I
18.751 H	18.755 I	18.756 F	18.757 H	18.760 I	18.766 E	18.813 H
18.816 H	18.845 I	18.864 H	18.865 I	18.882 I	18.887 H	18.914 H
18.916 E	18.935 D	18.968 H	19.032 I	19.037 I	19.054 I	19.064 G
19.080 G	19.099 H	19.157 G	19.177 I	19.204 I	19.227 I	19.228 I
19.238 H	19.244 I	19.360 I	19.389 I	19.398 I	19.421 I	19.438 I
19.460 G	19.503 I	19.525 I	19.562 I	19.601 I	19.612 H	19.700 I
19.727 H	19.759 H	19.762 I	19.812 I	19.849 I	19.888 H	19.890 G
19.900 I	19.904 I	19.912 F	19.915 F	19.922 G	19.950 D	19.953 H
19.976 I	19.988 F	20.024 I	20.120 F	20.127 F	20.194 H	20.207 I
20.235 I	20.238 D	20.240 D	20.330 I	20.333 I	20.381 H	20.395 H
20.409 H	20.449 I	20.455 I	20.456 F	20.473 I	20.526 I	20.530 I
20.548 I	20.578 I	20.579 I	20.596 H	20.599 G	20.620 I	20.626 I
20.653 I	20.661 H	20.718 G	20.721 G	20.723 I	20.724 G	20.733 I
20.802 I	20.863 I	20.870 H	20.871 H	20.872 E	20.893 I	20.895 H
20.914 F	20.927 I	20.979 I	21.074 I	21.156 I	21.163 I	21.170 E
21.177 I	21.191 I	21.204 H	21.218 H	21.229 I	21.282 F	21.297 I
21.323 I	21.324 I	21.443 G	21.445 I	21.480 G	21.482 I	21.488 G
21.528 I	21.548 I	21.594 H	21.633 H	21.639 H	21.649 G	21.699 I
21.707 I	21.710 I	21.730 I	21.756 I	21.818 I	21.881 I	21.885 H
21.890 H	21.956 I	22.000 I	22.081 H	22.097 H	22.109 H	22.111 I
22.118 I	22.130 I	22.259 I	22.303 I	22.358 I	22.439 G	22.453 I
22.460 I	22.465 I	22.468 I	22.494 I	22.576 I	22.656 I	22.659 I
22.660 I	22.681 I	22.694 I	22.734 I	22.771 H	22.783 D	22.798 I
22.816 I	22.828 H	22.832 I	22.879 I	22.888 I	22.892 I	22.952 I
22.984 I	23.039 I	23.041 I	23.058 G	23.076 I	23.079 I	23.152 I
23.193 I	23.230 H	23.254 G	23.260 I	23.286 G	23.288 G	23.327 I
23.334 I	23.381 I	23.489 H	23.540 H	23.599 I	23.647 I	23.648 I
23.660 I	23.808 I	23.809 I	23.814 I	23.929 H	23.930 G	23.933 I
23.937 H	23.946 H	23.950 H	23.986 I	24.001 I	24.010 I	24.094 I
24.126 I	24.247 I	24.249 I	24.268 I	24.398 E	24.419 I	24.425 F
24.426 F	24.428 I	24.429 G	24.430 H	24.433 H	24.593 H	24.654 I
24.662 I	24.707 I	24.708 I	24.863 H	24.866 D	24.871 H	24.874 I
24.878 D	24.888 D	24.893 D	24.899 D	24.941 I	24.943 I	24.951 H

Les numéros suivis de A sont sortis au tirage au sort du 15 mai 1941 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1941, coupon 25 attaché.

Les numéros suivis de B sont sortis au tirage au sort du 21 mai 1942 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1942, coupon 27 attaché.

Les numéros suivis de C sont sortis au tirage au sort du 13 mai 1943 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1943, coupon 29 attaché.

Les numéros suivis de D sont sortis au tirage au sort du 3 mai 1944 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1944, coupon 31 attaché.

Les numéros suivis de E sont sortis au tirage au sort du 23 mai 1945 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1945, coupon 33 attaché.

Les numéros suivis de F sont sortis au tirage au sort du 23 mai 1946 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1946, coupon 35 attaché.

Les numéros suivis de G sont sortis au tirage au sort du 8 mai 1947 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1947, coupon 37 attaché.

Les numéros suivis de H sont sortis au tirage au sort du 5 mai 1948 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1948, coupon 39 attaché.

Les numéros suivis de I sont sortis au tirage au sort du 12 mai 1949 et sont remboursables au pair depuis le 1er juillet 1949, coupon 41 attaché.

Les remboursements sont effectués chez MM. Mirabaud et Ce, banquiers, 56, rue de Provence, à Paris.

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

SOCIETE DE COMBUSTIBLES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.100.000 F

SIÈGE SOCIAL: 34, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS (9e)

Obligations hypothécaires 4 1/2 0/0 remboursables le 1er juin 1950.

Conformément à la réunion du conseil d'administration en date du 15 mai 1950, il a été décidé du remboursement anticipé de toutes les obligations restant à amortir des tirages des années 1950 et 1951.

Par conséquence, leur remboursement aura lieu au siège de la Société de combustibles, 34, boulevard Haussmann, Paris (9e) à dater du 1er juin 1950.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Le jeudi 29 juin 1950, à dix heures trente, il sera procédé publiquement, au tribunal de commerce (salle des audiences du conseil de préfecture), à l'adjudication en quatre lots, au rabais, par voie de soumissions cachetées, de la fourniture des ouvrages de librairie aux services de la préfecture de la Seine et aux bibliothèques, y compris les bibliothèques municipales, du 1er juillet 1950 au 30 juin 1951.

Le cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures ou d'entreprises de la ville de Paris et du département de la Seine et le cahier des charges particulières relatif à l'adjudication précitée sont déposés à la préfecture de la Seine, hôtel de ville, direction du contrôle administratif, économique et financier, sous-direction du matériel, escalier G, 5e étage, porte 532, où l'on peut en prendre connaissance tous les jours non fériés de quinze à dix-sept heures, sauf le samedi après-midi.

Les demandes tendant à obtenir l'autorisation de se présenter à l'adjudication seront reçues jusqu'au 8 juin 1950.

Avant rabais, les travaux sont évalués approximativement à : 8.000.000 de francs pour le premier lot; 500.000 F pour le deuxième lot; 300.000 F pour le troisième lot; 300.000 F pour le quatrième lot.

BILANS DE SOCIÉTÉS

LA MONDIALE

Société d'assurances sur la vie à forme mutuelle

ENTREPRISE REGIE PAR LE DECRET-LOI DU 14 JUIN 1938

Siège social en son hôtel : 104, rue Nationale, LILLE

Bilan 1949

ACTIF

Valeurs et espèces déposées en cautionnement auprès d'un Etat ou d'un établissement public étranger		4.969.249 »
Valeurs représentant la couverture des engagements pris envers les assurés et bénéficiaires des contrats		2.270.479.850 29
a) Immeubles	311.893.462 »	
b) Portefeuilles titres	1.848.121.970 »	
c) Prêts aux communes, départements et chambres de commerce	11.881.977 37	
d) Prêts hypothécaires	10.834.719 87	
e) Nues propriétés	80.256 60	
f) Avances sur polices	87.667.434 45	
Valeurs remises par les réassureurs et immatriculées au nom de la société ou déposées à la Banque de France au nom de la société		211.349.668 »
Autres valeurs détenues par la société		661.632 50
Espèces en caisse au siège social		2.856.909 13
Banques, chèques postaux		27.456.826 69
Quittances de primes à recevoir et créances sur les agents et courtiers		85.401.906 05
a) Espèces en caisse dans les agences	3.500.797 »	
Primes à recevoir : *b*) Quittances de moins de trois mois de date (art 159, décret du 30 décembre 1938)	67.581.697 25	
Primes à recevoir : *c*) Quittances de plus de trois mois de date	14.319.411 80	
Autres créances sur les agents et courtiers		13.832.545 25
Créances en compte courant sur les cessionnaires		418.579 75
Réserves mathématiques à la charge des cessionnaires		588.206.199 »
Autres réserves techniques à la charge des cessionnaires et rétrocessionnaires		5.036.526 05
Créances diverses		11.109.501 95
Intérêts échus non recouvrés		3.082.239 86
Intérêts courus et non recouvrés sur placements figurant à l'actif pour leur valeur en capital		34.111.748 59
Mobilier, matériel, agencements		50.007 »
Autres éléments d'actif		3.169.754 »
Rentes réglées par anticipation	12.800 »	
Règlements à valoir sur impôts litigieux	3.156.954 »	
Commissions sur primes échues non recouvrées (part des réassureurs)		57.275 75
		3.261.953.518 86

PASSIF

Réserve libre		5.860.387 54
Réserve de garantie		17.706.927 66
Réserve spéciale de réévaluation d'immeubles		126.059.455 59
Engagements de la société envers les assurés et bénéficiaires de contrats (réserves techniques, art. 149, 1°, du décret du 30 décembre 1938) :		
1. Réserves mathématiques, affaires directes, (réassurances non déduites)		2.731.618.062 16
a) Pour risques en cours	2.709.049.991 »	
b) Sinistres à payer	11.840.328 77	
c) Pour arrérages échus et non payés	24.946 45	
d) Pour capitaux échus et non payés	7.454.265 02	
e) Pour rachats à payer	2.946.459 05	
f) Fonds de solidarité risque de guerre	302.071 87	
2. Réserves pour bénéfices non distribués annuellement aux assurés		3.775.854 49
a) Participation due à payer aux assurés	1.429.075 07	
b) Compte des bénéfices répartis aux assurés	2.346.779 42	
Réserve de capitalisation		16.021.797 35
Dettes fiscales et autres dettes privilégiées		9.809.791 64
Dettes pour dépôts de garantie des agents, des assurés et des tiers autres que les cessionnaires (art. 149, 3°, du décret) :		
Provision de primes et autres dépôts de garantie en espèces		215.531 65
b) Provision en garantie de loyers	215.531 65	
Dépôt de garantie en valeurs mobilières		661.632 50
Réserve de prévoyance en faveur des employés et agents de la société		5.782.741 »
Dettes envers les agents et courtiers		11.215.674 46
Dettes pour valeurs et espèces remises par les cessionnaires et rétrocessionnaires, en représentation des engagements techniques des réassurances cédées		246.750.880 »
a) Espèces	35.401.212 »	
b) Valeurs mobilières immatriculées ou déposées à la Banque de France au nom de la société	211.349.668 »	
Dettes en compte courant envers les cessionnaires et les rétrocessionnaires		58.778.312 50
Loyers et revenus perçus d'avance		318.033 75
Dettes diverses (créditeurs divers)		14.216.544 82
Provision pour dettes incertaines ou éventuelles :		3.156.954 »
Provision pour impôts litigieux	3.156.954 »	
Autres éléments du passif :		9.971.937 75
a) Commissions dues sur primes échues et non recouvrées	8.912.739 75	
b) Primes échues non recouvrées (part des réassureurs)	1.059.198 »	
		3.261.953.518 86

Les sommes en monnaies étrangères ont été converties en francs au cours du change au 31 décembre 1949.

Etat détaillé des profits et pertes, exercice 1949.

DEBIT			CREDIT		
1re partie. — *Résultat des opérations d'assurances.*			1re partie. — *Résultat des opérations d'assurances.*		
Sinistres survenus, assurances vie et décès		51.601.198 »	Primes émises et accessoires de primes nets d'impôts et nets d'annulations		595.004.615 21
Capitaux et arrérages échus		81.779.381 10	a) Primes uniques	1.851.606 »	
Rachats effectués		51.621.689 91	b) Primes annuelles	593.153.009 21	
Commissions payées et à payer		167.118.090 39	Coûts des polices, nets d'annulations		987.640 »
Primes cédées en réassurances et rétrocédées		199.387.684 60	Part des réassureurs:		33.691.753 »
Pertes sur nues propriétés		3.296 02	a) Dans les sinistres survenus	12.953.015 »	
Réserves techniques au 31 décembre 1949 (réassurances non déduites)		2.712.825.815 49	b) Dans les capitaux et arrérages échus	9.235.261 »	
a) Réserves mathématiques pour risque en cours	2.709.649.991 »		c) Dans les rachats effectués	11.503.447 »	
b) Réserves pour bénéfices non distribués	3.175.854 49		Réserves techniques à la charge des réassureurs au 31 décembre 1949		588.206.199 »
Réserves techniques de l'exercice précédent à charge des réassurances		478.035.193 06	Réserves techniques au 31 décembre de l'exercice précédent (réassurances non déduites)		2.129.292.690 29
Frais généraux et impôts à charge de la société		93.027.604 45	a) Réserves mathématiques pour risques en cours	2.125.138.096 32	
a) Frais généraux	90.635.241 90		b) Réserves pour bénéfices non distribués aux assurés	4.154.593 97	
b) Impôts à charge de la société	2.391.762 55		Autres éléments de crédit imputables aux catégories		83.456.024 36
Autres éléments de débit imputables aux catégories		5.051.323 »	Intérêts crédités aux réserves mathématiques		77.388.336 73
2e partie. — *Gestion générale.*			2e partie. — *Gestion générale.*		
Intérêts crédités aux réserves mathématiques		77.388.336 73	Revenus des valeurs mobilières		86.317.341 22
Amortissement réglementaire des immeubles		1.567.304 90	Revenus des immeubles		9.231.483 50
Réserve de garantie au 31 décembre 1949		17.706.927 66	Revenus des prêts hypothécaires et aux communes		1.175.612 86
Participation des assurés aux bénéfices		378.739 48	Revenus des autres valeurs		4.296.759 80
Réserve de prévoyance en faveur des employés et agents au 31 décembre 1949		5.782.741 »	Bénéfices sur réalisation de valeurs immobilières et mobilières		13.224.831 01
Réserve spéciale de réévaluation d'immeubles		126.059.455 59	Plus-value sur conversion de monnaie étrangère		794.960 77
Autres éléments de débit		3.113.697 22	Réserve de garantie au 31 décembre 1948		14.742.436 36
Réserve libre au 31 décembre 1949		5.860.387 54	Réserve de prévoyance en faveur des employés et agents au 31 décembre 1948		4.790.660 »
			Réserve spéciale de réévaluation d'immeubles au 31 décembre 1948		128.764.209 84
			Plus-value sur conversion de la réserve de réévaluation des immeubles belges		1.793.618 05
			Réserve libre au 31 décembre 1948		5.125.255 54
			Autres éléments de crédit		20.835 60
		4.078.338.296 14			4.078.338.296 14

Les sommes en monnaies étrangères ont été converties en francs au cours du change au 31 décembre 1949.

Mouvement des polices, capitaux et rentes assurés pendant l'exercice 1949.
(Réassurances non déduites.)

CATÉGORIES	ASSURANCES EN COURS au début de l'exercice		ASSURANCES ENTRÉES pendant l'exercice		ASSURANCES SORTIES pendant l'exercice		ASSURANCES EN COURS à la fin de l'exercice	
	Polices.	Capitaux et rentes.	Polices.	Capitaux et rentes.	Polices.	Capitaux et rentes.	Polices	Capitaux et rentes.
Vie entière	14.961	2.475.200.078 »	2.224	951.131.382 »	1.326	314.996.293 »	15.859	3.111.238.167 »
Mixtes	111.647	9.810.284.691 70	6.631	2.075.536.179 30	6.760	842.304.372 »	111.518	11.073.516.499 »
Terme fixe	11.300	831.720.914 30	404	98.236.192 »	693	72.491.247 30	11.011	857.465.859 »
Autres assurances en cas de décès	557	112.771.920 70	112	124.787.300 30	136	16.146.400 »	563	221.412.821 »
Assurances collectives	3	35.004.178 »	19	164.956.172 »	3	39.214.299 »	19	160.746.051 »
Capitaux différés	1.488	104.965.472 75	45	8.534.210 25	101	8.977.760 »	1.432	104.521.953 »
Rentes	314	1.232.088 66	26	200.022 34	30	93.119 »	310	1.338.992 »
Totaux	140.270	13.401.179.344 11	9.491	3.423.384.488 19	9.049	1.294.223.490 30	140.712	15.530.340.342 »

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

CONFISCATIONS DE PATRIMOINES

(Loi n° 47-520 du 21 mars 1947, art. 19.)

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 21 avril 1950, le Groupement corporatif de la presse quotidienne de Paris, organisation de presse syndicale constituée suivant la loi française, dont les statuts ont été déposés à la préfecture de police, le 25 septembre 1941, ayant son siège social 27, rue du Mont-Thabor à Paris (1er), personne morale représentée par le sieur Philoux (Emmanuel-Pierre), né le 26 janvier 1888 à Saint-Dominque (Ille-et-Vilaine), fils d'Henri et de Daniel-Henriette, soixante-deux ans, employé de bureau, Français, 7, avenue Lepic, à Montpellier (Hérault), représentant spécial nommé par ordonnance du président du tribunal civil de la Seine en date du 13 octobre 1949, a été condamné à la peine de la confiscation totale des biens composant le patrimoine dudit groupement, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, rendu à la date du 21 avril 1950, le Groupement corporatif de la presse périodique générale, organisation de presse syndicale constituée suivant la loi française dont les statuts ont été déposés à la préfecture de police, le 11 août 1942, ayant son siège social 27, rue du Mont-Thabor, à Paris (1er), personne morale représentée par le sieur Heudelot (Charles), né le 30 novembre 1890, à Angoulême (Charente), fils de Charles et de Benard (Marguerite), cinquante-neuf ans, éditeur, Français, 6, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, Paris (8e), représentant légal, nommé par ordonnance du président du tribunal civil de la Seine en date du 13 octobre 1949, ledit groupement a été condamné à la peine de la confiscation totale de ses biens composant le patrimoine dudit groupement, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 21 avril 1950, le Groupement corporatif des agences françaises de presse, organisation de presse syndicale constituée selon la loi française, dont les statuts ont été déposés à la préfecture de police, le 19 novembre 1942, ayant son siège social 27, rue du Mont-Thabor, Paris (1er), personne morale représentée par le sieur Rey (Jean-Eugène-Antoine), né le 15 novembre 1903 à Paris, fils d'Émile et de Latour (Marie), quarante-six ans, homme de lettres, Français, 72, boulevard de Courcelles, Paris (17e), représentant légal, nommé par ordonnance du président du tribunal civil de la Seine en date du 13 octobre 1949, a été condamné à la peine de la confiscation totale des biens composant le patrimoine dudit groupement, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 1re sous-section, en date du 6 mars 1950, le nommé Orfanos (Constantin), né le 13 février 1884 à Athènes (Grèce), fils de Proclès et de Kereme (Hélène), représentant, en fuite, dernier domicile à Paris, 78, rue d'Amsterdam, a été condamné à la peine de la confiscation générale de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section, en date du 9 mars 1950, le nommé Izoard (Roger-Marie), né à Paris (16e) le 6 mars 1905, fils de Maurice-Joseph et de Van Deneude (Laure-Léonie), courtier, en fuite, dont le dernier domicile connu est à Boulogne (Seine), 30, rue de la Tourelle, a été condamné à la confiscation de ses biens présents et à venir, à concurrence du quart, pour rapports économiques avec l'Allemagne.

Par arrêt de la cour de justice, 4e sous-section, en date du 25 mars 1950, le nommé Savelsberg (Charles), né le 14 mars 1885 à Paris (3e), fils de Gérard et de Besnier (Célina), ancien représentant de commerce, en fuite, dont le dernier domicile connu est à Charenton (Seine), 5, rue de Sully, a été condamné à la peine de la confiscation totale de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 21 avril 1950, la Corporation nationale de la presse, organisation de presse syndicale, constituée suivant la loi française, dont les statuts ont été déposés à la préfecture de police, le 9 juin 1941, ayant son siège social, 27, rue Mont-Thabor, à Paris (1er), personne morale représentée par le sieur Gerard (Jean-Edmond), né le 16 avril 1890 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), fils d'Edmond et de Deschappe (Gabrielle), soixante ans, directeur de périodiques français, 1, avenue du Président-Wilson, Paris (16e), représentant spécial nommé par ordonnance du président du tribunal civil de la Seine en date du 13 octobre 1949, a été condamnée à la peine de la confiscation totale des biens composant le patrimoine de ladite corporation, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 31 mars 1950, le nommé Jacob (Charles-Jacques), né le 5 octobre 1887 à Paris (11e), fils de Jacques et de Harle (Louise), négociant en vins, Français, demeurant 1, rue Saint-James, à Neuilly (Seine), a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens, à concurrence d'un million cinq cent mille francs, pour indignité nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 2e sous-section, en date du 31 mars 1950, le nommé Oudinot (Pierre), né le 4 mars 1899 à Bordeaux (Gironde), fils de Pierre-Abel et de Salama-Marie-Félicie-Camille Heine, négociant en spiritueux, Français, demeurant 15, boulevard Delessert, Paris (16e), a été condamné à la peine de la confiscation de ses biens, à concurrence de deux millions de francs, pour indignité nationale.

Par arrêt de la cour de justice, 3e sous-section, en date du 27 février 1950, le nommé Heinemann (Willy), né le 12 mai 1891 à Oslo (Norvège), fils de Olus et de Ludivica Mettes, industriel, ayant demeuré en dernier lieu à Paris, 9, boulevard Suchet, a été condamné à la peine de la confiscation totale de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

Par arrêt de la cour de justice, 3e sous-section, rendu à la date du 27 février 1950, le nommé Bonny (Pierre), dit Favarge, dit Bonnivard, dit Pierre Clauzat, né le 3 avril 1918 à Genève (Suisse), de nationalité suisse, fils de Théodore et Hélène Christiaux, journaliste, ayant demeuré en dernier lieu à Paris, 9, quai d'Orsay, hôtel d'Orsay, a été condamné à la peine de la confiscation totale de ses biens présents et à venir, pour intelligences avec l'ennemi.

AVIS DIVERS

Brazilian Traction, Light & Power Company, Limited.

(Incorporée en vertu des lois du Dominion du Canada.)

Avis est donné par la présente que les actionnaires de la Brazilian Traction Light & Power Company, Limited, se réuniront en assemblée générale spéciale et en assemblée générale annuelle, à l'hôtel King Edward (2e étage), 37, King Street East, à Toronto, province d'Ontario (Canada), le mardi 27 juin 1950, à onze heures du matin (heure d'été de l'Est), pour délibérer sur les objets suivants:

a) Examiner et, s'il en est ainsi décidé, approuver et confirmer avec ou sans modification, le règlement n° 33 arrêté par les administrateurs et autorisant le conseil d'administration à nommer parmi ses membres un comité exécutif chargé d'assurer la convocation et d'arrêter la procédure de ses réunions; et, dans la mesure permise par la loi et sous réserve des directives du conseil d'administration, autorisant le comité exécutif à diriger les affaires et les opérations de la société pendant les intervalles des réunions du conseil d'administration;

b) Examiner et, s'il en est ainsi décidé, confirmer avec ou sans modification, un règlement édicté par les administrateurs qui entrera en vigueur après confirmation et qui sera dénommé règlement n° 1;

(i) Relatif d'une façon générale à la conduite des affaires et opérations de la société et comprenant, parmi d'autres dispositions, des dispositions concernant le nombre, les attributions, la nomination, la durée du mandat, les pouvoirs et obligations et les vacances de charges, les remplacements et changements d'administrateurs; la convocation, le quorum et la procédure des réunions du conseil d'administration; des dispositions donnant pouvoir aux administrateurs de fixer la rémunération des administrateurs, des employés et agents, et fixant la protection et l'indemnisation des administrateurs et employés pour frais et dépenses encourus dans l'exercice de leurs fonctions; le choix ou la nomination, les pouvoirs et obligations, et changement des employés et agents, la convocation et la procédure aux assemblées générales annuelles et aux assemblées générales extraordinaires des actionnaires, la régularisation des documents, la répartition et l'appel de fonds sur les actions de la société, la forme, l'émission et le remplacement des certificats d'actions, le transfert d'actions, la nomination d'agents de transfert et des « Registrars », la déclaration et le payement des dividendes: et

(ii) Renumérotant les règlements nos 12, 13, 14, 17, 21, 24, 30 et 33 respectivement comme règlements nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 et abrogeant tous les autres règlements, sans préjudicier aux actes accomplis sous l'empire des règlements ainsi abrogés;

c) Accueillir le rapport des administrateurs et les résultats financiers pour l'année fiscale écoulée;

d) Procéder à la nomination d'administrateurs;

e) Désigner des commissaires, et

f) Expédier telles autres affaires complémentaires susceptibles d'être soumises à l'assemblée.

Une copie du règlement n° 33 et du règlement à désigner sous la dénomination règlement n° 1 est à la disposition des actionnaires pour examen au siège social de la société, 25, King Street West, Toronto (Canada), et aux bureaux de l'agent de la société en Angleterre, la Canadian-Brazilian Services Ltd, 148 Leadenhall Street, Londres E. C. 3.

Les actionnaires ont le droit de voter en personne ou par mandataire, en vertu des actions enregistrées à leur nom lors de la clôture des bureaux de la société le 22 juin 1950. Toute personne qui viendrait à être immatriculée comme titulaire d'actions nominatives après cette date sera en droit de voter, soit en personne ou par mandataire, si elle en fait la notification par écrit au siège social de la société au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour ladite assemblée en spécifiant le nombre et la catégorie des actions acquises, ainsi que le nom du précédent propriétaire inscrit, et ce précédent propriétaire inscrit de ces mêmes actions ne sera pas en droit d'assister, ou de voter à ladite assemblée, soit en personne soit par mandataire, au titre desdites actions.

Le porteur de procuration doit lui-même être en droit d'assister et de voter à l'assemblée.

La procuration d'un propriétaire d'actions nominatives doit être faite par écrit et signée par lui, ou si cet actionnaire est une personne morale, signée par ses représentants dûment qualifiés, et doit être déposée au siège de la société, 25, King Street West, Toronto (Canada), au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour l'assemblée au cours de laquelle la procuration doit être utilisée.

Les propriétaires d'actions au porteur qui désirent assister et voter à l'assemblée doivent, au plus tard le 23 juin 1950, déposer leurs titres au siège de la société, 25, King Street West, Toronto (Canada), ou chez l'agent de la société en Angleterre, la Canadian-Brazilian Services Ltd, 148, Leadenhall Street, Londres, E. C. 3, en échange des titres ainsi déposés il sera délivré au déposant un reçu des titres déposés ainsi qu'un bulletin de vote dans la forme prescrite, lui donnant droit d'assister et de voter à l'assemblée en vertu des titres désignés sur le bulletin de vote, dans les mêmes conditions qu'un propriétaire d'actions nominatives.

Contre remise de ce reçu, délivré lors du dépôt, les titres seront restitués soit après l'assemblée soit après son ajournement.

Il existe certaines réglementations du gouvernement du Royaume-Uni auxquelles doivent satisfaire les actionnaires résidant dans le Royaume-Uni avant que des bulletins de vote puissent leur être délivrés; en conséquence, ils sont avisés d'avoir à se mettre immédiatement en rapport avec la société ou avec son agent en Angleterre ci-dessus indiqué pour tous renseignements à cet égard.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent également satisfaire aux réglementations gouvernementales en vigueur dans leur pays de résidence.

Les personnes qui ont déposé des actions et qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister en personne à l'assemblée, peuvent se faire représenter à cette assemblée et voter par procuration, à condition que le bulletin de vote délivré en raison de telles actions au porteur et le document constituant une procuration établie dans la forme voulue, soient déposés au siège de la société, 25, King Street West, Toronto (Canada), au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour l'assemblée, ou chez l'agent de la société en Angleterre, la Canadian-Brazilian Services, Ltd, 148, Leadenhall Street, Londres E. C. 3, au moins quarante-huit heures avant l'heure fixée pour l'assemblée et à la condition que dans ce dernier cas, avis de ce dépôt ait été reçu de son agent en Angleterre par la société à son siège social, au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour ladite assemblée.

Toronto, le 30 mai 1950.

Par ordre du conseil d'administration:
OSBORNE MITCHELL,
secrétaire.

UNION DES FABRICANTS

pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique.

FONDÉE LE 23 AOUT 1872 ET DÉCLARÉE LE 28 MAI 1877
ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE
48, RUE AMPÈRE, PARIS (17e)

Assemblée générale ordinaire de l'Union des fabricants.

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle, au siège de la société, 48, rue Ampère, à Paris, le mercredi 21 juin 1950, à quinze heures de l'après-midi.

ORDRE DU JOUR

1° Allocution de M. Gaston L. Vuitton, président;
2° Compte rendu des travaux de l'année par M. Pluvinage, secrétaire;
3° Communications de Me Marcel Plaisant, conseiller juridique de l'Union des fabricants;
4° Lecture du bilan au 31 décembre 1949 par le trésorier;
5° Rapport présenté par la commission des finances sur l'exercice 1949;
6° Election des membres du conseil d'administration et de la commission des finances.

Compagnie Madrilène d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz

Première insertion.

MM. les actionnaires sont informés que, le quorum légal n'ayant pas été atteint, l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 30 mai 1950 se réunira sur seconde convocation le 24 juin 1950, à dix-huit heures, au siège social, avenue José-Antonio, n° 15, à Madrid.

Le dépôt des actions pourra être fait à la Banque espagnole de crédit, calle Alcala, n° 14, ou à la Banque Pastor, calle Alcala, n° 41, à Madrid, jusqu'au 9 juin 1950.

Les autres conditions sont celles mentionnées dans l'annonce parue aux *Petites Affiches* du 1er mai 1950.

Madrid, le 23 mai 1950.

Le conseil d'administration.

PUBLICITÉ

CONCERNANT

les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

ORDONNANCE

Le certificat d'hérédité VI 85/1947, délivré par le tribunal cantonal de Kaysersberg le 18 septembre 1947, concernant la succession de la demoiselle Salomé Hertzog, ayant été domiciliée à Osthein, décédée à Rouffach le 17 décembre 1946, est déclaré nul.

Kaysersberg, le 25 mai 1950.

Tribunal cantonal.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

2 mars 1950. Déclaration à la préfecture de police. **L'Amitié franco-polonaise** transfère son siège social du 12 *bis*, avenue Elysée-Reclus, au 9, boulevard des Italiens, Paris.

28 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **L'Eglise évangélique** transfère son siège social du 83, rue Victor-Hugo, Lens, au 163, rue du Bois, Lens.

2 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Bourg. **Association des anciens combattants et victimes de la guerre.** But: maintien de la camaraderie, défense des intérêts, développer le sens social, entr'aide, défendre la paix. Siège social: salle de la justice de paix, Saint-Nonay-Camp.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Evreux. **Association des dames de charité de la paroisse de la Cathédrale.** But: bienfaisance. Siège social: rue de Barrey, Evreux.

3 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Oran. **Groupement d'études radiesthésiques.** But: défense, diffusion et progression de la radiesthésie. Siège social: 39, rue de la Vieille-Mosquée, à Oran.

3 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Julien. **Association de la maison familiale de Villes de Vulbens.** But: organisation familiale de l'apprentissage agricole et de l'enseignement ménager rural. Siège social: maison familiale de Vulbens.

5 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Football-Club briatextois.** But: pratique de l'association, du football, de l'éducation physique et de tous les sports. Siège social: café Ezes, à Briatexte.

5 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Centre de relations bretonnes (C. D. R. B.).** But: relations culturelles, cercle, œuvres sociales. Siège social: 130, rue Beaurepaire, Boulogne-sur-Mer.

5 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M. R. A. P.).** But: lutter contre le racisme, contre l'antisémitisme et pour la paix. Siège social: 6, boulevard Poissonnière, Paris.

5 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Association des étudiants en cinéma de l'école technique de photo et cinéma.** But: représentation des élèves auprès de l'administration. Siège social: 85, rue de Vaugirard, Paris.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. Le club Entre-Nous magiciens change son titre, qui devient **Club Entre-Nous magiciens, Union des prestidigitateurs de France** (ordre des magiciens), et transfère son siège social du 10 au 11, rue Sainte-Marthe, Paris.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Association sportive des gaziers et électriciens de l'Eure.** But: pratique de tous les sports. Siège social: 15, chaussée du Vexin, à Louviers.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **L'Etoile sportive Bienfaisance** transfère son siège social du 34, rue du Général-Foy, au 7, rue de la Bienfaisance, Paris.

6 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. Le Syndicat des commerçants de toutes catégories du marché à la ferraille de la porte de Montreuil change son titre et devient **Groupement des commerçants de toutes catégories du marché à la ferraille de la porte de Montreuil.** Modifications aux statuts. Siège social: 8, avenue de la Porte-de-Montreuil, Paris.

7 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Amicale laïque de Saint-Félix-de-Sorgues.** But: favoriser le rayonnement de l'école laïque en créant et en développant des œuvres sociales et des activités éducatrices. Siège social: école publique de Saint-Félix-de-Sorgues.

9 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Groupe artistique des enfants de Gayant de Paris.** But: distribuer des bourses aux jeunes artistes de Douai et de son arrondissement pour leur permettre de poursuivre leurs études à Paris. Siège social: 99, avenue Parmentier, Paris.

9 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Association des retraités de l'agence France-Presse.** But: défense des intérêts des membres. Siège social: 7, rue Albert-Samain, Paris.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Comité indépendant de défense des chômeurs de Toulouse.** But: défense de leurs intérêts et présenter aux pouvoirs publics leurs légitimes revendications. Siège social: 4, rue Coupefer, Toulouse.

10 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Les Echos de la Boivre.** But: éducation musicale et fournir des distractions à la population. Siège social: mairie de Bénassay.

10 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Abbeville. **Société artistique de Tully.** But: propagation du théâtre amateur. Siège social: mairie de Tully.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Parthenay. Société d'éducation populaire **L'Amicale saint-linoise.** But: éducation populaire des jeunes. Siège social: salle des fêtes de Saint-Lin.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Vire. **Association familiale et de la jeunesse de Mesnil-Clinchamps, Mesnil-Caussois et Mesnil-Benoist.** But: resserrer les liens entre les familles et favoriser l'éducation de la jeunesse de ces trois communes, notamment sous l'angle récréatif. Siège social: chez M. Marcel Lefèvre, Mesnil-Clinchamps.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Les Amis de la rue du Vieux-Château et de la cité ouvrière des mines.** But: organiser des fêtes annuelles pour venir en aide aux indigents du quartier. Siège social: 55, rue Henri-Ghesquière, Sin-le-Noble.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Troupe artistique milliacoise.** But: développer le sens artistique chez tous ses adhérents sous la forme de représentations vocales et musicales données à titre bénévole. Siège social: 37, avenue de Ganay, Milly-la-Forêt.

11 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Clermont (Oise). **Etoile sportive de Bonneuil.** But: pratique du football, éventuellement d'autres sports, suivant développement ultérieur. Siège social: mairie de Bonneuil-les-Eaux.

12 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube. **Société de chasse d'Arrentières.** But: protection et repeuplement du gibier. Siège social: mairie d'Arrentières.

12 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Académie du vin de Bordeaux.** But: assurer l'illustration et la défense du vin de Bordeaux. Siège social: 1, cours du 30-Juillet, Bordeaux.

13 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Cahors. **Conseil de mondialisation du Lot.** But: élections à une assemblée constituante des peuples pour la paix et la sécurité. Siège social: 36, boulevard Gambetta, Cahors.

13 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité français de télévision.** But: favoriser le développement de la télévision et, de façon subsidiaire, celui du cinéma et de la radio dans leurs applications à la télévision, en vue d'aboutir à une extension de la télévision religieuse. Siège social: 31, boulevard de La Tour-Maubourg, Paris.

15 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaubriant. **Association scolaire et postscolaire de la paroisse d'Erbray.** But: pourvoir à la fondation, à l'entretien et au développement des œuvres d'éducation et d'enseignement libre et des œuvres postscolaires dans la commune d'Erbray. Siège social: salle paroissiale, à Erbray.

15 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Club des supporters du C. S. U. F.** But: faire comprendre l'importance du sport; faire participer la population aux encouragements et au plaisir des sports; aide morale et matérielle du C. S. U. F.; créer des liens étroits entre tous les supporters du C. S. U. F. Siège social: café de la Gare, 50, avenue Wilson, Persan.

15 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité des fêtes des Grouettes,** à Antony. But: organisation des fêtes pour le quartier des Grouettes. Siège social: 13, rue des Bleuets, Antony.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Châteauroux. **Amicale Alsace-Lorraine.** But: affermir et développer entre ses membres les liens d'amitié et de solidarité. Siège social: restaurant La Lorraine, carrefour des Marins, à Châteauroux.

16 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Ring Emeraude.** But: pratique de la boxe. Siège social: Terminus-Hôtel, 6, boulevard des Talards, Saint-Malo.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Saône-et-Loire. **Amicale laïque des anciens élèves de l'école.** But: maintenir des liens d'amitié entre tous ses membres. Siège social: école de Chissey-lès-Mâcon.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture du Cher. **Amicale bouliste albinienne.** But: développement du sport boules. Siège social: mairie d'Aubigny-sur-Nère.

16 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Comité de vigilance et d'action pour la protection de l'enfance malheureuse.** But: assurer aux enfants malheureux la protection effective des lois tutélaires. Siège social: 74 *bis*, avenue Garibaldi, Limoges.

16 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Aubusson. **Amicale laïque de Saint-Julien-la-Genète.** But: prolonger et soutenir l'action de l'école et de ses maîtres; apporter à la jeunesse une direction et des moyens matériels pour l'emploi attrayant de ses loisirs, en particulier par l'organisation de représentations théâtrales et de manifestations sportives. Siège social: école de Saint-Julien-la-Genète.

17 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Association des chasseurs amis cessonnais.** But: organisation de la chasse sur les terres louées à l'association. Siège social: chez M. Bablée, Nantiveul en Cesson-Sévigné.

17 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **La Famille postale du Loiret.** But: apporter, sans aucune formalité, une aide immédiate, effective, matérielle ou morale au personnel des P. T. T. Siège social: direction départementale des P. T. T., 1, rue Saint-Martin-du-Mail, à Orléans.

17 mai 1950. Déclaration à la préfecture de police. **Comité exposition carte postale illustrée.** But: organiser en France, et même à l'étranger, des expositions de cartes postales illustrées pour développer le goût et l'étude de la cartophilie. Siège social: Le Nouveau-Siècle, 104, rue de Rivoli, Paris.

20 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. **Les Amis de l'école publique de Salles-en-Toulon.** But: grouper les bonnes volontés pour créer, aider et encourager les œuvres complémentaires de l'école laïque. Siège social: mairie de Salles-en-Toulon.

22 mai 1950. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Comité des fêtes de Coulanges.** But: organisation des fêtes et distractions. Siège social: mairie de Coulanges.

22 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Lure. **Amicale sportive de Saint-Sauveur.** But: par la pratique des exercices physiques et, notamment, du football association, de l'athlétisme et de la préparation militaire, préparer au pays des hommes robustes et créer entre les membres de l'association des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social: mairie de Saint-Sauveur.

23 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Association mancelle d'œuvres sociales et scolaires.** But: aide aux écoles libres. Siège social: chez M. d'Hérouville, 17, rue Jankowski, le Mans.

23 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Joyeux-Loisirs.** But: protection de l'enfance et développement des œuvres postscolaires. Siège social: 16, rue Saint-Jean, Châtellerault.

23 mai 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Club sportif Pauchard.** But: initier la jeunesse aux sports. Siège social: 4, avenue Victor-Hugo, Beauchamp.

24 mai 1950. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Amicale nantaise des enfants de l'île d'Yeu.** But: assistance entre les originaires de l'île d'Yeu résidant à Nantes. Siège social: café Maurice, 15, place du Commerce, Nantes.

25 mai 1950. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Union commerciale Bressigny.** But: organisation de fêtes et défense des intérêts des membres adhérents. Siège social: 15, rue Bressigny, Angers.

25 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Club cynophile sainghinois.** But: développement et amélioration des races canines et, particulièrement, des chiens de défense. Siège social: 15, rue de l'Égalité, Sainghin-en-Weppes.

25 mai 1950. Déclaration à la préfecture de Toulouse. L'**Amicale des anciens des chars du 502e régiment de chars de combat et de la région toulousaine** transfère son siège social du café de la Paix, 11, place du Capitole, à Toulouse, à Mon Café, place du Capitole, Toulouse.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

14 novembre 1949. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 18 mai 1950.) **Association internationale de la meunerie.** But: grouper les syndicats de meuniers des divers pays; favoriser l'étude et la discussion de toute question intéressant l'industrie de la meunerie. Siège social: 23, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

28 avril 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Société théâtrale Juliusz-Slowaski.** Modifications aux statuts. Siège social: bar Polski, impasse Duquesne, Bruay-en-Artois.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.